



HAL
open science

Les Grecs et le mythe d'Alexandre. Étude psychosociale d'un conflit symbolique à propos de la Macédoine

Nikos Kalampalikis

► To cite this version:

Nikos Kalampalikis. Les Grecs et le mythe d'Alexandre. Étude psychosociale d'un conflit symbolique à propos de la Macédoine. Harmattan, 2007, 978-2-296-03558-4. halshs-01337444

HAL Id: halshs-01337444

<https://shs.hal.science/halshs-01337444>

Submitted on 29 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LES GRECS ET LE MYTHE D'ALEXANDRE

La Grèce refuse, depuis environ quinze ans, de reconnaître sa république voisine sous l'appellation « Macédoine ». Elle prétend que ce nom lui appartient exclusivement du point de vue historique et culturel. L'histoire mythique de la région, Alexandre le Grand en tête, a servi d'argument, de preuve pour défendre ses « droits » identitaires. Ce conflit symbolique a donné lieu à des réactions politiques, médiatiques et populaires orageuses, nationales et internationales.

Devant l'ampleur de ce phénomène national, on a fait allusion à une sorte de peur collective de nature irrationnelle qui avait frappé les Hellènes, à la manière de la foudre. Pourquoi sont-ils descendus par millions dans les rues ? Pourquoi cet appel à l'histoire antique d'une région ? Comment accepter le partage d'un nom chargé d'histoire avec un autre groupe national que le sien ? De quel droit un pays peut-il décider du nom d'un autre ? Quelles sont les significations véhiculées par les noms ?

Une enquête psychosociale approfondie menée auprès de jeunes Grecs met en évidence les conséquences de ce différend dans la société grecque d'aujourd'hui. Cette étude permet de mieux comprendre ce conflit façonné par l'histoire et ses versions multiples, la mémoire collective et la symbolique de ses traces, les représentations sociales et leur pouvoir identitaire.

Nikos KALAMPALIKIS, docteur en psychologie sociale de l'École des hautes études en sciences sociales, est actuellement maître de conférences à l'Institut de Psychologie de l'Université Lyon 2 (EA GREPS). Ses travaux s'inscrivent dans le champ de la pensée et des représentations sociales, des méthodologies qualitatives et de l'histoire de la psychologie sociale.

En couverture : Eleni Kalabaliki, *Signe(s)* (détail).



9 782296 035584

ISBN : 978-2-296-03558-4

25 €

Collection « Logiques Sociales »
dirigée par Bruno Péquignot

Nikos KALAMPALIKIS

LES GRECS ET LE MYTHE D'ALEXANDRE

L'Harmattan
LOGIQUES SOCIALES

Nikos KALAMPALIKIS

LES GRECS ET LE MYTHE D'ALEXANDRE

Étude psychosociale d'un conflit
symbolique à propos de la Macédoine



Préface de Denise Jodelet

L'Harmattan

LOGIQUES SOCIALES

Nikos KALAMPALIKIS

**LES GRECS ET
LE MYTHE D'ALEXANDRE**

Etude psychosociale d'un conflit symbolique
à propos de la Macédoine

Préface de Denise JODELET

Collection « Logiques sociales »

Éditions L'Harmattan

TABLE DES MATIERES

-	<i>Préface</i>	7
-	INTRODUCTION.....	13
-	I. L'AFFAIRE ET SON ETUDE.....	21
	<i>Une région, un empire, un récit</i>	24
	<i>Retour au présent</i>	34
	<i>En guise d'épilogue</i>	48
	<i>Étude du phénomène</i>	50
-	II. LA NATION ET SES NARRATIONS.....	63
	<i>La nation, un groupe social à part</i>	66
	<i>Attitudes nationales et systèmes de croyances</i>	72
	<i>Frontières identitaires</i>	79
	<i>Des voisins pas comme les autres</i>	88
	<i>Conclusions</i>	101
-	III. NOMS ET REPRESENTATIONS.....	111
	<i>Définitions formelles, usages culturels</i>	114
	<i>Le nom : principes d'utilisation</i>	125
	<i>Nom et identité</i>	138
	<i>Un mythe historique revisité</i>	148
	<i>Conclusions</i>	161
-	IV. LA TRAVERSEE D'UN EVENEMENT.....	169
	<i>La presse face à l'affaire</i>	172
	<i>Souvenirs collectifs, ignorances partagées</i>	178
	<i>Devant le fait accompli</i>	199
	<i>Expliquer le déclin</i>	211
	<i>Ancrages</i>	223
-	POUR CONCLURE.....	235
	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	259
	INDEX.....	270

PREFACE

Les épisodes marquants des conjonctures historiques sont rarement un objet d'attention pour les psychologues sociaux qui leur sont contemporains. Tout au plus voit-on certains évènements ou certains thèmes saillants de l'actualité fournir le matériau pour l'étude de processus canoniquement reçus comme d'importance pour leur champ ; ou encore certains problèmes du temps (le sida, l'environnement, par exemple) inciter à proposer une contribution psychosociologique pour orienter des politiques d'intervention. Malgré les injonctions des pionniers de la discipline, rares sont les cas où ses ressources théoriques et méthodologiques sont mises en œuvre pour aider à la compréhension des phénomènes de société, abordés comme tels. Le livre que vous avez entre les mains est un de ces cas d'application du « regard psychosocial » pour éclairer l'histoire en train de se faire, puisqu'il se rapporte à un épisode historique qui ayant débuté au début des années 90, a été suivi, dans ses retentissements sur le terrain, jusqu'au début des années 2000. Et c'est ce qui constitue à un premier titre, son prix.

Il fallait du courage pour le faire. Et Nikos Kalampalakis en a eu d'autant plus que l'affaire dont il s'est occupé et qui n'est pas terminée, « l'affaire macédonienne » - née du refus de la Grèce de reconnaître comme légitime la revendication de l'une des républiques de la défunte Yougoslavie à prendre le nom de Macédoine -, impliquait son pays d'origine. Elle mettait donc en cause quelque part directement son identité, exigeant une particulière distanciation dont on sait combien elle est généralement difficile à maîtriser pour le chercheur. Il y a réussi et son travail offre de ce fait l'immense avantage d'assortir sa

compréhension de la situation d'une familiarité intime avec son objet qui nous le rend plus présent et accessible.

Car être à la fois dedans et dehors a favorisé l'approche de la dynamique sociale qui a conduit un peuple d'abord à se soulever contre une décision internationale au nom d'une défense identitaire dont les ressorts plongent dans l'histoire lointaine et récente, puis progressivement se faire une raison en cherchant des raisons pour se dépendre de la passion à la voir déçue. Là réside tout l'intérêt de l'entreprise : saisir sur le vif un fait d'histoire vécu par une population qui fut encouragée, sinon incitée, par les instances publiques, à réagir ; dévoiler le sens qu'il revêt pour ses acteurs dans l'intensité d'un premier sursaut et dans le décours des compromis ; pénétrer dans la sensibilité collective et en observer les modulations à mesure que l'histoire se déroule ; percer la logique des motifs, des justifications et des interprétations qui ont tout au long sous-tendu la réponse sociale - celle de la rue, des médias, des religieux et des politiques - à ce qui fut ressenti comme un risque d'atteinte à l'intégrité nationale et, symboliquement, comme un crime de lèse-majesté.

Vous savez de quoi il s'agit, et si vous ne vous en souvenez pas bien, le premier chapitre du livre vous en rappellera les détails. La revendication du nom de Macédoine par un état de l'ex-Yougoslavie provoque un soulèvement massif dans la population grecque, un tollé des médias, une protestation et des mesures de rétorsion de la part des autorités politiques. Le passé vient à la rescousse de l'indignation. Pas n'importe quel passé, celui de l'Antiquité, d'Alexandre le Grand qui, fils de Philippe roi de Macédoine, a unifié la Grèce, fondé l'hellénisme et conquis un empire. Un film récent le célèbre et l'on peut se demander si cette redécouverte du héros, comme l'abondante littérature qui

vient de lui être consacrée¹, en France au moins, ces dernières années ne doivent pas quelque chose à ce que la Grèce a rappelé au début des années 90.

Mais pourquoi cette référence à Alexandre, pourquoi cette violente réaction devant l'intention d'un autre pays d'adopter un nom associé à l'histoire nationale, mais ne lui appartenant pas exclusivement si l'on en croit l'historiographie des Balkans ? Vous apprendrez que l'appel au mythe n'a pas seulement été orchestré par l'état grec : il a traduit une adhésion à la croyance dans une identité fondée par l'histoire antique, croyance profondément enracinée dans la sensibilité populaire même si elle s'est trouvée renforcée par le système éducatif. Vous apprendrez aussi comment la susceptibilité se nourrit des incertitudes et des blessures de l'histoire récente qui affecta tous les Balkans, donnant naissance à une mentalité obsessionnelle prompt à voir surgir de partout le spectre de menaces territoriales.

Nikos Kalampalikis a mis au service de son analyse une vaste érudition qui touche à divers domaines des sciences sociales et se trouve condensée - parfois d'une manière un peu dense, mais toujours éclairante - pour aborder les facettes de l'évènement investigué. Ceci déjà devrait combler le lecteur qui y trouvera une nourriture copieuse (et inattendue de nos jours chez un psychologue social), et l'on connaît les vertus culinaires de la macédoine... Mais attention ! Il faut bien voir que les appels à la linguistique - avec la problématique du nom -, à l'anthropologie

¹ Le film « Alexandre » d'Oliver Stone, sorti en 2005, retrace la vie du conquérant, tandis que les récents ouvrages d'historiens comme celui de Jean Malye (*La véritable histoire d'Alexandre le Grand*, Paris, Ed. Belles Lettres) et celui d'Olivier Battistini et Pascal Chavret (*Alexandre le Grand. Histoire et Dictionnaire*, Paris, Ed. R. Laffont) invitent à redécouvrir les sources des textes anciens qui lui ont été consacrés.

et la sociologie - avec la problématique du mythe, de la mémoire et de l'identité sociale -, à l'histoire - avec la reconstitution des faits et le recours à des instruments qui confrontent les sujets enquêtés à quelques réalités par rapport auxquelles ils se positionnent sans les connaître vraiment -, à la psychologie sociale - avec l'exploration des relations entre groupes nationaux et des représentations sociales qui les sous-tendent ou les justifient -, sont de véritables réquisits pour qui veut comprendre, de l'intérieur, les cours et décours d'un mouvement social.

Ces appels sont également requis pour assurer la validité et la portée des observations empiriques. En effet, il est devenu courant aujourd'hui, en psychologie sociale, de récuser la valeur de généralité que peut présenter une étude de cas. Curieusement, alors que l'on insiste, dans les autres sciences sociales, sur l'importance du local - toute interprétation ne valant que pour un lieu et un temps donnés et dans le strict respect des conditions historiques et contextuelles concrètes -, notre discipline révoque en doute les contributions que peuvent apporter les monographies à la connaissance scientifique. C'est ignorer les potentialités d'une étude de terrain dont les opérations sont théoriquement armées et mises au service d'un projet visant l'approche globale d'un phénomène social, ici un mouvement social.

Cette approche met en œuvre différentes techniques d'investigation appliquées à une population de gens jeunes choisis parce qu'ils se sont trouvés engagés, comme acteurs ou comme témoins, dans le mouvement de masse du début de l'affaire et sont restés impliqués dans ses évolutions. Par la mise en regard et le tissage subtil des résultats obtenus à partir de ces techniques (entretiens et focus groups, épreuves de reconnaissance de cartes géographiques, de classification des

pays et populations limitrophes de la Grèce, de jugement à l'égard des protagonistes politiques, ainsi qu'analyse de la presse et de la littérature pédagogique), Nikos Kalampalikis a pu reconstituer les fondements, parfois surprenants, d'une mobilisation sociale qui n'a pas concerné que les jeunes. Plus, il a été en mesure, tout à la fois, de dévoiler les effets de la revendication identitaire sur la façon dont on se situe vis-à-vis des populations environnantes, donnant forme et contenu à leur altérité ou leur affinité, comme de traquer une sensibilité nationale d'autant plus aiguë qu'elle est accompagnée d'un sentiment d'infériorité et d'une méfiance exacerbée à l'égard des puissances internationales, et enfin de cerner les interprétations d'un public déçu par la classe politique.

Ces analyses mettent à jour tous les ingrédients d'un mouvement collectif qui comme tout phénomène de masse se cristallise sur le passé, lointain pour ses raisons, proche pour ses identifications. Car les jeunes des années 90 ont pris prétexte d'un incident, politiquement et médiatiquement bien orchestré, mais dont ils ignorent les tenants et les aboutissants, pour vivre à leur tour l'effervescence que leurs aînés ont connue dans la lutte contre la dictature. Elles offrent aussi une illustration de la théorie du complot quand l'anxiété identitaire se nourrit de menaces venues d'ailleurs, ainsi que du ressentiment populaire face à des illusions perdues, contribuant à la formation de stéréotypes intergroupes et à l'imputation de responsabilités qui préservent l'image de soi. Et le contexte de cette étude, pointant l'enracinement de l'orgueil national dans un passé mythique, joue comme un révélateur exemplaire du poids de la mémoire et de l'imaginaire dans ce qui tisse la vie des groupes et le devenir d'un mouvement social. Il faut souligner, en outre, l'originalité que constitue la tentative d'articuler ces processus et d'en montrer l'interaction dans la façon dont ont évolué les positions

vis-à-vis de l'affaire macédonienne jusqu'à permettre de préfigurer le présent.

Une telle démarche n'aurait pas été possible sans le secours des instruments que fournit la psychologie sociale. Non que cette dernière se limite à être une pourvoyeuse de méthodes comme on l'a trop souvent stigmatisée ou utilisée. Car ces instruments tiennent leur puissance du cadre théorique qui en oriente l'usage. Dans le cas présent, seul le regard psychosocial parce qu'il a assuré l'heureuse synergie des apports des autres disciplines, et guidé le choix des techniques d'enquête, a permis de donner sa rigueur et son ampleur à l'analyse d'une réalité sociétale vivante et mouvante. Et pour qui est sensible à l'importance de la dimension symbolique de cette réalité, au rôle décisif qu'y jouent les représentations, les croyances et la mémoire sociales, découvrir ce que cette étude dévoile est on ne peut plus gratifiant. Sans compter qu'il rassure sur ce que peut produire une psychologie sociale entendue comme « anthropologie de notre culture »². Je suis sûre que le lecteur partagera, dans le plaisir, ces sentiments.

Denise JODELET

École des hautes études en sciences sociales

² Ainsi que l'a depuis longtemps préconisé Serge Moscovici (cf. récemment « Questions de Psychologie Sociale », in *Premi Balzan 2003. Laudationes, discorsi, saggi*. Milano, 2004, Libri Scheiwiller, pp. 137-151).

INTRODUCTION

Deux dates à dix ans d'intervalle. Deux actes politiques divergents, mais symétriques, à la lumière du présent. L'un, en avril 1994, une première pour la Commission européenne qui décide de porter plainte contre un de ses membres, la Grèce, pour violation de deux articles du traité de Maastricht précisant qu'un pays de l'Union ne peut pas, sans consultation préalable de ses partenaires, fermer ses frontières à un pays tiers. L'autre, en novembre 2004, le lendemain de sa réélection, l'administration américaine de G.W. Bush décide formellement de reconnaître l'« Ancienne République Yougoslave de Macédoine » sous son nom constitutionnel.

Le temps qui sépare ces deux faits trace l'intrigue que ce livre relate. Les pays concernés par ces mêmes faits forment le duel improbable des deux protagonistes de l'histoire. Leur différend, un nom. Un *même* nom : « Macédoine ».

Revenons aux faits. Que justifiait cette plainte de la Commission européenne ? Fermer ses frontières dans l'espace européen - censé les dénouer - ne peut être justifié qu'en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, en cas de guerre ou de tension internationale constituant une menace de guerre. Y avait-il une véritable menace de guerre en Grèce à ce moment précis ? De l'intérieur, l'ordre public avait l'air assuré, aucun signe de gravité, ni aucun orage particulier ne perturbait les relations fragiles avec les voisins turcs (comme un observateur extérieur aurait pu d'emblée le supposer) justifiant une fermeture des frontières ou une situation préparatoire à une éventuelle guerre. D'ailleurs, les frontières dont il était ici question ne voisinaient même pas avec la Turquie... Malgré tout, une tension tout à fait

particulière régnait dans le pays depuis 1991, provenant réellement d'un pays, un tout nouveau pays tiers aux frontières nord, qui avait vu le jour cette même année : la République de Macédoine. Les symptômes de cette tension se manifestaient dans le corps social et politique grec à travers un discours politique et médiatique outrancier, une pléthore d'articles dans les journaux et une mobilisation populaire vigoureuse. Le mot d'ordre de cet extraordinaire rassemblement hellénique était le refus du nom de cette nouvelle république. Il ne fallait pas que la république de Macédoine fût nommée avec ce nom ou ses adjectifs. Or, il ne s'agissait pas d'un simple refus de nom. Il s'agissait de refuser le partage du même nom. Tout d'abord, du même nom territorial, car une région septentrionale grecque s'appelle également « Macédoine » ; refus, surtout, de partager un même nom lié à l'histoire du Macédonien le plus célèbre dans le monde, Alexandre le Grand. Nous voici devant le décor de la dispute dessinée à base d'opposition, de crainte, de menace.

Devant l'ampleur de ce véritable phénomène national, la plupart des explications (politiques, sociologiques, historiques) qui ont émergé à l'extérieur de la Grèce pour essayer d'en comprendre les causes, faisaient souvent allusion à une sorte de peur collective de nature irrationnelle qui avait frappé les Hellènes, à la manière de la foudre. Quelles raisons ont poussé les représentants politiques et la population dans son ensemble à manifester un tel refus ? Pourquoi les Grecs sont-ils descendus par millions dans les rues ? Comment était-il possible qu'un pays européen moderne et relativement riche, ayant un tel héritage historique, puisse avoir peur d'une république, politiquement et économiquement fragile, peuplée d'à peine deux millions d'habitants ? Enfin, de quel droit un pays peut-il décider du nom d'un autre ? Une variante de ces explications voyait en ces réactions les signes d'un expansionnisme supposé des Grecs, au moment où, comme pendant la Grande Guerre, les frontières des

Balkans se dessinaient au jour le jour à l'encre rouge. D'autant plus que les slogans principaux des manifestations dans les rues grecques laissaient perplexe : « La Macédoine est grecque ! », « La Macédoine est une et grecque ! », « La Macédoine c'est la Grèce ! »

Avant de retrouver plus loin l'effervescence de la foule, revenons un instant au présent. Nous avons fait allusion à la reconnaissance de la République de Macédoine, sous ce nom, au lendemain des élections présidentielles américaines de novembre 2004. Cette décision a provoqué un tollé de réactions en Grèce et au sein de l'Union européenne, prises de court, où cette république est reconnue, depuis 1995, exclusivement comme « Ancienne République Yougoslave de Macédoine ». La classe politique grecque avait alors fortement dénoncé cette initiative unilatérale utilisant l'argument de l'usurpation historique, de l'irrespect des procédures diplomatiques en vigueur, de la non-concertation. Néanmoins, à l'intérieur du pays, rares étaient les manifestations populaires contre cette décision. Signe d'indifférence ou de résignation ?

Une partie de la presse française a parlé de la fin d'une « querelle sémantique ». Mais s'agit-il uniquement d'un problème sémantique ? Si oui, il faudra élargir le champ de la sémantique pour y inclure la grammaire culturelle. Car le même mot désigne aussi bien une région géographique qu'un empire, une province administrative qu'un État indépendant, les habitants d'un pays et ceux d'une province d'un autre. Il caractérise un espace identitaire et matériel où s'inscrivent des histoires plurielles. Un espace problématique en soi, car, au cours de l'histoire, des populations appartenant à des groupes culturels divers l'ont habité, sans avoir jamais formé une entité étatique et surtout sans que ses frontières aient jamais été strictement définies. Un seul mot est donc chargé de narrations, de souvenirs et de

contenus identitaires antinomiques, antagonistes, sinon polémiques.

Dans la version moderne de ce conflit, il ne s'agissait pas seulement de raconter l'histoire et les conquêtes d'Alexandre le Grand pour se persuader du bien fondé des arguments grecs. C'était beaucoup plus que cela. Le savoir historique, filtré par des confusions, construisait une parole collective consensuelle, un *lieu* auquel les Grecs, dans leur large majorité, s'identifiaient. Un système de représentations qui contenait un « bricolage » de biologismes, idéologisations, connaissances historiques soigneusement choisies et différemment interprétées. Une tentative pour conquérir « le pouvoir de définir conformément à leurs propres intérêts les principes de définition du monde social » (Bourdieu 1980, p. 69). À côté de cela, existaient une mobilisation sociale importante, un énorme soutien idéologique du monde politique et religieux, une propagation et diffusion des positions officielles grecques, aussi passionnantes qu'hétéroclites.

La force des significations que porte en elle cette « querelle », les conditions sociopolitiques dans lesquelles elle s'inscrit, l'appel à l'histoire antique de la région et l'intensité de l'action collective qu'elle a suscitée appellent et exigent, du point de vue des sciences sociales et notamment de la psychologie sociale, des éclaircissements approfondis. Aux antipodes des explications superficielles, nous avons donc voulu investiguer les questionnements auxquels nous renvoie ce conflit identitaire en interrogeant, sur le terrain, une population qui l'a vécue. Qu'est-ce qui signifie pour un groupe national la crainte de partage d'une dénomination ? Quelle est la nature de la menace supposée ? Quelles sont les significations collectives véhiculées par les noms ? Pourquoi cet appel à l'histoire antique d'une région ?

Dans la première partie de ce livre, nous donnerons un aperçu historique du problème macédonien. Nous insisterons sur le flou géographique et identitaire qui caractérisait cette région, les tensions qui ont eu lieu entre les diverses communautés qui l'ont habitée, et la classification politique et idéologique des populations. La version moderne du problème et le conflit diplomatique entre la Grèce et la République de Macédoine terminera ce rappel historique. De la menace objective territoriale à la menace symbolique nominale, nous essayerons de montrer l'impact du conflit sur la société hellénique et son état actuel, latent. Ensuite, nous expliciterons nos opérations de recherche sur le terrain. La combinaison de diverses méthodes de recueil de données sera justifiée par la nature de l'objet étudié, une affaire contemporaine, touchant le champ identitaire du groupe, mais aussi par notre effort de donner sens à une recherche qui parallèlement à la temporalité de sa réalisation, doit faire face à l'actualité de son objet.

Dans les parties suivantes nous essayerons d'articuler les notions théoriques qui vont nous permettre d'analyser les significations de ce conflit symbolique du point de vue de la psychologie sociale et les résultats empiriques issus de notre recherche de terrain.

Nous tenterons de clarifier, lors de la seconde partie, la notion complexe de nation, en soulignant, notamment, les résidus imaginaires qui servent à sa constitution. Un bref parcours des recherches dans le domaine de l'identité sociale montrera que la théorie des représentations sociales est l'approche la plus fertile que l'on puisse adopter pour essayer d'analyser ce type de conflits. Cette approche permet d'envisager les rapports symboliques entre groupes à la lumière de leurs significations identitaires, des récits historiques et des croyances qui s'y

attachent. L'analyse d'un manuel scolaire d'histoire de la Macédoine tentera de mettre en évidence le rôle du passé historique dans la présentation du groupe national comme entité « naturelle » dans une temporalité linéaire. Enfin, la présentation des données concernant l'image qu'ont les jeunes Grecs d'eux-mêmes, mais surtout de leurs populations voisines limitrophes, dessinera les contours d'un système de représentations influencées par les relations politiques que ces peuples entretiennent dans le présent.

Dans sa version latente actuelle, l'affaire macédonienne fait penser à un conflit de nom. Nous examinerons, dans une troisième partie, le rôle des noms propres dans la construction d'un savoir identitaire collectif, et leur rapport aux représentations, à la mémoire, et à la culture des groupes nationaux. Nous verrons à cette occasion le paradoxe des définitions du nom Macédoine dans des contextes linguistiques différents, mais également les principes d'utilisation du nom établis par nos sujets. Nous étudierons en particulier les appellations souhaitées par nos interviewés, les aspects phonétiques du nom, et les difficultés que la classification de cette population en termes de nationalité rencontre auprès d'eux. L'association directe entre la question de la dénomination et celle de l'identité nationale nous amènera au cœur d'un vécu culturel incarné par le récit d'Alexandre le Grand. Nous verrons, enfin, l'usage idéologique de ce mythe historique, la force de son évocation et ses fonctions symboliques.

De la force des noms nous passerons à celle des souvenirs collectifs. De la mobilisation d'une énergie collective considérable pour la défense d'un nom, cette affaire demeure aujourd'hui dans un état insoluble. Le but de la quatrième partie sera de mieux éclairer et appréhender ce paradoxe par la mise en évidence de la temporalité du problème à travers le discours des

sujets et grâce à l'examen de la presse grecque. Nous présenterons les explications données sur les raisons du déclin d'importance dont l'affaire fait l'objet actuellement, les responsabilités de la classe politique, son ancrage dans le champ de la mémoire collective, et l'oubli individuel et collectif qui la caractérise.

Ainsi, l'articulation et l'analyse du discours historique et institutionnel, public et privé, nous amènera, à la fin de ce livre, à une conclusion synthétique relative aux liens conceptuels qui unissent le nom et ses significations identitaires, à l'histoire ancienne, aux souvenirs et aux représentations symboliques du soi et de l'autre, dans le cadre de cette « querelle sémantique ».

Ce livre se penche sur la force et le pouvoir des noms dans le processus de genèse des représentations de l'identité d'un groupe national, et dans la construction de la réalité symbolique et conflictuelle à laquelle ils renvoient. Ces noms ne sont pas simplement un agrégat de références naïves ou erronées sur la réalité, mais deviennent, au sein des groupes culturels et par le biais du langage, la réalité même. Cette réalité instituée est le produit d'une élaboration collective de significations qui obéit à un fond de croyances, de souvenirs et de représentations partagées.

PARTIE I

L'AFFAIRE ET SON ETUDE

Nous voici donc devant cet imbroglio. Une toute nouvelle république, la République de Macédoine, d'une superficie équivalente à celle de la Bretagne française, habitée par presque deux millions d'habitants, devient indépendante en 1991, grâce à un référendum recueillant 95% de voix positives. *Pourquoi ce nom ? Pourquoi maintenant ?* Pour répondre à ces deux questions essentielles, pour saisir les origines du conflit, il nous faut naturellement revenir un peu en arrière. Avant de reprendre le récit de la version moderne du problème, arrêtons-nous donc sur quelques dates importantes du passé de cette région. Tout d'abord, sur la date la plus proche, à la fin de la seconde guerre mondiale, car depuis 1944 et sous le nom « République Socialiste de Macédoine », ce pays faisait partie intégrante de la fédération yougoslave. Au moment de son indépendance, quarante-sept ans plus tard, le choix du nom *Macédoine* n'avait donc rien de surprenant. Sauf pour ses voisins grecs.

D'où le besoin de regarder encore plus loin dans le passé. Deux moments historiques vont retenir notre attention. Premièrement, la Macédoine antique, qui rime pour beaucoup avec un seul nom, celui du Macédonien le plus connu dans le monde, Alexandre le Grand. La revendication de parenté collective directe avec cet héritage historique et culturel est au cœur du contentieux moderne. Deuxièmement, le début de la fin de l'empire ottoman dans les Balkans, à la fin du 19^e siècle, un moment bien spécifique de l'histoire de la région qui va voir en son sein se dessiner, de nouveau, des différences, des séparations, des frontières. Des identités collectives nouvelles qui, dans l'effort de démontrer leurs différences vont se doter de narrations antagonistes.

Une région, un empire, un récit

La Macédoine antique est un lieu dont l'étendue géographique n'a jamais été fixée de façon précise. Carrefour de routes au cœur de la péninsule balkanique, elle a toujours tenu lieu de passage où déferlèrent différents peuples au cours de l'histoire. Les sources historiques, tels Hérodote et Polybe, ne fournissent pas de renseignements précis sur ses limites géographiques tout en accordant au royaume une étendue très vaste. Le royaume de Macédoine fut beaucoup plus petit d'abord que la région macédonienne ; il se développa par étapes et n'atteignit des frontières géographiques fixes que sous le règne du roi Philippe II (Lory, 1998). Ces développements incessants « ont mis dans le plus grand embarras les écrivains anciens, qui confondant les limites géographiques et les frontières politiques sans cesse modifiées ne savaient quelles limites assigner au pays. De là, incertitudes, contradictions et erreurs dans leurs témoignages » (Colocotronis 1919, p. 18).

Qu'elle était l'origine de la population macédonienne ? En ce qui concerne la dynastie royale il y avait accord en Grèce pour la rattacher à la famille des Héraclidès. Ainsi les Grecs reconnaissaient à celle-ci le droit de participer aux Jeux Olympiques et lui donnaient alors, sous forme officielle, un brevet d'hellénisme. Quant à l'ensemble de sa population, les avis historiques et philologiques divergent ; on la retrouve tantôt comme sous-ensemble du monde grec de l'époque, tantôt comme « peuple barbare » selon les divisions entre les différents États-cités et la primauté des Athéniens. Ce qualificatif de « peuple barbare » est justifié dans l'historiographie, par le mélange de la population macédonienne (Illyriens, Thraces ou Épirotes se mêlant aux immigrants Achéens) et souvent par un critère linguistique selon lequel les Macédoniens parlaient un

idiome relativement différent du reste des Grecs. Le règne de Philippe II fut plus connu et glorieux que celui de ses prédécesseurs ; il était orienté vers deux buts : renforcer en Macédoine l'autorité royale, et faire d'elle l'arbitre du monde grec. Son dernier projet, conduire son royaume et tous les États qui lui avaient montré obéissance contre les Perses, va se réaliser grâce à son fils, Alexandre.

La naissance d'un problème

Dès l'époque des successeurs d'Alexandre le Grand, la Macédoine balkanique s'élargit, et devient un consensus géographique dénationalisé sous la forme administrative de « royaume », « éparchie », « thème », ou « vilayet ». Ces notions décrivent une région administrative, aux frontières indéterminées, ayant appartenu successivement aux empires des Romains, des Byzantins et des Ottomans (Papadimitropoulos, 1993). Ce flou géographique posait encore des problèmes aux géographes et aux voyageurs du 19^e siècle et le témoignage de Mannert en 1812 dans sa *Géographie des Grecs et des Romains* est assez significatif à ce sujet : « La Macédoine a vu à diverses époques tellement varier son territoire que seule l'histoire peut permettre de tracer les limites du pays ». La notion géographique de « Macédoine », telle qu'on la connaît de nos jours, a un sens conventionnel qui lui a été attribué par la diplomatie et l'histoire du 19^e siècle (Lory, 1998). Elle correspond à l'espace géographique de trois provinces (dites « vilayets ») de la Turquie européenne.

En Macédoine, comme d'ailleurs dans tout l'empire ottoman, la notion de nation n'existait pas. L'espace géographique macédonien et *in extenso* balkanique, constituait une unité culturelle caractérisée par des interactions et des échanges mutuels. Son organisation sociale s'effectuait sur la base des

communautés religieuses (*millet*). En Turquie ottomane, seuls les peuples qui possèdent leur Église reconnue par un décret comme officielle peuvent être désignés par leur nom ethnique : « c'est le nom qui fait être » (Seriot, 1997). Les populations elles-mêmes, s'identifiaient, du point de vue de leur sentiment national, sur la base de leur religion. Ainsi, ils s'opposaient face à la nation principale et majoritaire des Ottomans, et à leur religion l'Islam. L'élément différenciateur n'était donc ni la langue, ni le sentiment d'appartenance nationale, mais la religion. Un paramètre de valeur fondamentale qui définit – même aujourd'hui – une partie importante des représentations symboliques de ces populations vis-à-vis de l'Islam. La religion en était l'idéologie principale.

L'origine de l'affaire macédonienne s'ancre vers 1870, quand les pressions russes vers la Turquie ont abouti à la fondation de l'Église orthodoxe bulgare, sous un régime autonome. Son pouvoir captait entre autres la région macédonienne, territoire entièrement ottoman à cette époque, habitée par une mosaïque de populations hétéroclites et polyglottes. Mis à part les Bulgares, les Serbes et les Grecs, elle comprenait aussi des Turcs, des Juifs, des Albanais, des Tsiganes et des Valaches. La notion de nation étant inexistante, ces populations se définissaient comme telles selon leurs affiliations religieuses, les traditions orales locales, ou même l'intérêt commercial. L'autonomie de l'église bulgare a été considérée comme un acte schismatique par le patriarcat de Constantinople et a provoqué également de vives réactions de la part des Serbes. Les Grecs perdaient ainsi le monopole de l'affiliation religieuse, donc nominale, et les Bulgares gagnaient un point important sur le terrain de la définition de l'appartenance des chrétiens vivant en Macédoine. En effet, ce jeu de pouvoir ecclésiastique est venu renforcer l'antagonisme intercommunautaire à un moment crucial de

l'histoire de la région, moment où l'empire ottoman commençait à s'éclipser (Roudometof, 1996).

Un flou identitaire

À la fin du 19^e siècle, la fameuse « question d'Orient » - qui désigne, justement, le démembrement de l'Empire ottoman et la lutte des grandes puissances (Russie, Angleterre, France, Allemagne) pour établir leur influence sur ses territoires - comprend désormais un problème de plus, et, selon certains auteurs de l'époque, l'affaire macédonienne occupe la première place du point de vue des difficultés s'opposant à sa solution (Lamouche, 1899 ; Brailsford, 1906). À cette époque, mis à part les revendications internes de chaque population, la question macédonienne se résumait essentiellement en une formule : le désir des nationalités chrétiennes de vivre indépendantes de la Sublime Porte. Par la suite, la décadence croissante de l'empire ottoman et l'influence des grandes puissances, la constitution progressive de trois États-nations, (Grèce, Serbie, Bulgarie), les cinq guerres qui ont suivi et l'échange des populations entre ces États, font partie des raisons historiques qui, entre autres, justifient l'émergence du problème macédonien.

La « salade » dite *Macédoine* n'a pas volé son nom et une importante littérature européenne (politique, historique, ethnologique) entre 1890 et 1925 témoigne de sa complexité. Le problème de l'appartenance nationale des populations de son territoire se posait de plus en plus et la définition de chacune d'entre elles en termes de conscience nationale ne facilitait pas sa résolution. « En dehors de ces zones de liaison, lisons-nous dans la *Revue des Deux Mondes*, la Macédoine apparaît complexe, confuse. Peut-elle même se définir autrement que de façon négative ? Elle n'a aucune unité, ni historique, ni ethnique, ni religieuse. Tour à tour, les immigrants, les marchands, les

soldats, irréguliers ou patriotes, agglutinés en bandes ou enrôlés sous un drapeau national, ont laissé des traces sur le sol macédonien ; chacun y a déposé ses enfants, son idiome, son rituel, ses gendarmes ; chacun relève aujourd’hui des crânes ou des verbes, les victoires de ses armées conquérantes ou les lois de ses princes administrateurs, un folklore, ou des traditions religieuses, et édifie, sur des bases à apparences scientifiques, le monument rêvé à l’hégémonie nationale » (Ancel 1920, p. 567). Ce constat prend sens également à la lumière d’une véritable guerre statistique, mais aussi nominale, entre ces pays voisins au sujet de la classification et de la conversion des populations vivant dans cette région. Des noms tels que *exarchiens*, *patriarchiens*, *schismatiques*, *bulgares*, *bulgarisants*, *grecs*, *slaves*, *slavomacédoniens*, *slavophones* et encore d’autres, sont utilisés indifféremment par des historiens, dès le début du 20^e siècle jusqu’à aujourd’hui, afin de classer ces populations conformément au schéma majorité *versus* minorité et selon des critères de langue, de religion et de conscience nationale (Michailidis, 1998).

Engelhardt, un diplomate français, conseillait au début du siècle dernier la constitution d’un « cadastre ethnique », un recensement rigoureusement exact et impartial des divers groupes ethniques qui habitaient la région : « ...en effet, du moment où l’on se mettrait d’accord sur le moyen de distinguer, p. ex., un Grec macédonien d’avec un Macédonien bulgare, on écarte toute éventualité de récrimination » (1906, p. 5). Un tel cadastre n’a jamais vu le jour, le clivage ethnique de ces populations étant plus complexe en réalité qu’en théorie. Le schisme ecclésiastique, la constitution d’une province bulgare autonome, l’occupation éphémère d’une grande partie de la Macédoine géographique et ses alliances avec certains partenaires puissants sur la scène diplomatique européenne, servent de prétextes à la naissance d’un fort sentiment anti-bulgare au sein de la population grecque. Différents extraits

d'historiens de l'époque témoignent diversement de ce démêlé, tout en mettant l'accent sur l'histoire, le passé historique lointain ou proche, qui devient désormais un critère de définition nationale : « D'ailleurs, aux yeux des Grecs, la question ethnologique de la Macédoine est bien simple : sont Grecs tous ceux qui veulent l'être. Les Bulgares posent la question autrement ; ils avancent : le fait que les Macédoniens se disent Grecs n'a pas d'importance puisque, leurs ancêtres ayant été Bulgares, ils sont Bulgares aussi. Nous voilà donc obligé d'avoir recours à l'histoire pour établir que cette théorie ethnologique s'oppose à la vérité historique » (Colocotronis *ibid.*, p. 22).

L'argumentation grecque – dès cette époque – se référait à son passé et à sa mémoire historique glorieuse, revendiquant une priorité face aux populations slaves. La « vérité nationale » prend déjà une couleur d'histoire : « Le peuple qui peut se réclamer en Macédoine des plus anciens et des plus glorieux souvenirs est incontestablement le Grec. Il n'est certes pas en majorité dans les vilayets qui constituent la Macédoine, comme on l'admet généralement, mais il se rappelle l'époque brillante où il dominait ce pays par les armes, où il l'avait civilisé et policé. Il se proclame l'héritier de Philippe et d'Alexandre, de Byzance, fille de l'hellénisme qui répandit la culture grecque dans les Balkans et initia les nations barbares et les peuples slaves, aux bienfaits de la civilisation » (Aulneau 1912, p. 5).

Trois narrations nationales antagonistes

La volonté de se partager les territoires balkaniques ottomans conduit la Grèce, la Bulgarie et la Serbie à une alliance d'intérêts, donc éphémère, contre l'ennemi commun en 1912. Leur désaccord manifeste conduira la Bulgarie à s'attaquer à ses alliés d'hier, le territoire macédonien étant un enjeu de taille. Sa délimitation surviendra à la fin de ces guerres des Balkans, avec

la signature du Traité de Bucarest (1913). La Macédoine géographique est divisée en trois parties majeures. À la Bulgarie, en représailles d'avoir attaqué les frontières grecques et serbes, on attribue la plus petite partie (10%). La plus grande partie est réservée à la Grèce (51%), ensuite vient la Serbie (39%).

La Bulgarie, objectivement perdante dans cette affaire, s'est alliée pendant les deux guerres mondiales aux Allemands, afin de réaliser son expansion vers le sud de la péninsule balkanique. Elle arrivera ainsi à une deuxième occupation éphémère des territoires macédoniens pendant la deuxième guerre mondiale, mais finalement la Bulgarie n'obtiendra que les territoires autour des montagnes de Pirin, appelés désormais *Macédoine de Pirin*.

La Macédoine serbe, appelée aussi *Macédoine du Vardar*, n'a obtenu aucun statut particulier à l'intérieur du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes de 1918 à 1939. De plus, d'un point de vue linguistique, les recensements yougoslaves de l'entre-deux-guerres classaient les habitants de cette région parmi les locuteurs du serbo-croate (Seriot, 1997). À l'aube de la seconde guerre mondiale, les quelques voix appelant à l'indépendance de ses habitants ont été d'abord rejetées par l'orthodoxie communiste comme projets d'inspiration bourgeoise. Peu après, ces mêmes revendications sont soumises à une éventuelle victoire des communistes dans les Balkans, et les soviétiques laissent croire à une reconnaissance de « la nation macédonienne » (Kofos, 1964). Au lendemain de la création de la fédération yougoslave, Tito donne une solution définitive au statut de la Macédoine yougoslave (29/11/45), qui devient république autonome et égale aux cinq autres, sous le nom « République fédérale socialiste de Macédoine ». Sa langue officielle, conforme à l'hétérogénéité de sa population (Serbes, Albanais, Turcs, Tsiganes, Valaches) est slave, proche du bulgare et du serbe, et ses normes littéraires ont été fixées entre 1945 et

1955. En ce qui concerne sa religion, la proclamation de l'Église orthodoxe macédonienne comme autonome (1964) causera sa non reconnaissance de la part du patriarcat serbe, mais également des autres (Papastathis, 1968). L'identité nationale macédonienne est un des derniers produits du processus de création d'identités nationales dans les Balkans (Prévélakis, 1994).

La Macédoine grecque a vécu un va-et-vient permanent de ses populations depuis la fin des guerres balkaniques. Le libre échange des populations avec la Bulgarie (Traité de Neuilly, 1919), l'arrivée massive des réfugiés grecs de l'Asie Mineure, du Caucase et de Thrace orientale après la signature de la paix greco-turque (Traité de Lausanne, 1924), la déportation des juifs de Salonique pendant la seconde guerre et l'émigration d'un nombre conséquent de ses habitants à la fin de la guerre civile grecque (vers l'Europe de l'Est ou l'Australie et le Canada) sont des facteurs qui ont marqué la physionomie démographique, sociale et économique de cette province. Les historiens témoignent notamment des difficultés que l'État grec a rencontré vis-à-vis de l'incorporation administrative des « nouvelles terres », des conflits entre les différents groupes de réfugiés, mais surtout de l'attitude étatique d'intolérance vis-à-vis des différentes minorités (notamment musulmanes et slavophones) qui ne correspondaient pas au modèle identitaire proposé (Gounaris *et al.*, 1997).

Dans chacune des trois parties a émergé un type distinct de *macédonicité*, trois identités rivales, s'excluant mutuellement. À dire vrai, trois revendications d'authenticité généalogique à travers des narrations historiques nationales antagonistes : la *slavité*, réservée, tantôt aux Serbes, tantôt aux Bulgares, la *macédonicité* réservée aux Macédoniens yougoslaves et l'*hellénicité*, réservée aux Macédoniens grecs (Elefantis, 1993). Chaque État souverain a mis en place sa propre politique

d'homogénéisation à travers ses mécanismes idéologiques : la langue, l'éducation, la religion et la nationalité. Dorénavant, chaque « Macédoine » véhiculera des représentations identitaires chargées de polémique et, parfois, de paradoxes. La commémoration d'événements historiques différents dans chacun des trois pays montre clairement les références différées auxquelles chaque « Macédoine » renvoie (Dragojceva, 1978).

Leur différence politique essentielle réside dans le fait que les deux des trois parties (grecque, bulgare) sont restées incorporées au sein d'États-nations faisant ainsi partie d'une idéologie d'ethnogenèse nationale plus large, tandis que le sort de la troisième sera finalement différent. La reconnaissance de la République Socialiste de Macédoine comme partenaire égal au sein de la fédération yougoslave, a *de facto* conduit à la « macédonisation » d'une nouvelle République dotée d'une langue, d'une religion et d'un passé historique inscrits dans la constitution yougoslave. Néanmoins, une acceptation *de jure* d'une « nation » macédonienne a été beaucoup plus problématique dans le contexte historique et géographique des Balkans.

À commencer par la Grèce qui a toujours refusé l'existence d'une nation macédonienne distincte, mais qui, depuis 1944, n'a jamais levé d'objections vis-à-vis de la constitution yougoslave. De plus, elle a toujours gardé un consulat à la capitale, Skopje, considérant qu'une Yougoslavie unie serait un facteur d'équilibre géopolitique dans la région. Des accords internationaux, tel l'acte final d'Helsinki, garantissaient cette politique de stabilité et de bon voisinage (Kofos, 1999). Fermer les yeux devant une appellation qui ne se prononce pas en dehors de sa fédération a été jugé comme un acte plus diplomatique et sûrement plus anodin. L'attitude politique grecque vis-à-vis du problème depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, a été

façonnée par un silence institutionnel et diplomatique qui s'apparente au tabou. Quatre raisons essentielles sont avancées (Kofos, 1986) pour cela : le passé historique récent de la région, trop chargé de souvenirs de guerres depuis un siècle ; un certain complexe de culpabilité du parti communiste grec, partisan avec les russes et les yougoslaves d'une solution fédérale communiste pour toute la région des Balkans pendant la guerre civile grecque ; l'effort de rétablir au niveau de la conscience nationale une conception identitaire homogène, à savoir la continuité historique depuis l'antiquité et, enfin, le haut degré d'ignorance et/ou de mésinformation des Grecs par rapport à l'histoire nationale récente de leurs voisins, totalement absente des manuels d'histoire de l'éducation nationale, encore aujourd'hui. Nous en ajoutons une cinquième, que nous aurons l'occasion de commenter, qui a trait à la construction et la diffusion par le biais de l'enseignement, d'une histoire et d'une identité nationales glorieuses et inaltérables dans le temps basées sur l'antiquité grecque comme prototype et comme exception.

Contrairement à la Grèce, la Bulgarie acceptait le nom de « Macédoine » comme appellation régionale large. Sa grande différence politique et identitaire réside dans le fait, et ce depuis 1948, que le nom « Macédoniens », à l'instar des habitants de la République Socialiste de Macédoine, désignait, dans sa propre narration nationale, des populations d'origine bulgare. Dans des études qualitatives récentes sur l'image de la Grèce et des Grecs dans les manuels d'histoire bulgares édités après 1991, on constate une image globalement négative de la Grèce accompagnée d'un désir transversal de réunification nationale bulgare à travers la revendication des espaces macédoniens, et de ceux de Thrace, considérés comme « territoires bulgares classiques » (Vouri, 1996).

Le territoire des Balkans, avec en son centre la Macédoine, constitue une complexité du point de vue ethnologique, linguistique et religieux. Les changements démographiques dus aux circonstances historiques qui ont eu comme théâtre cette région (plusieurs guerres, occupations, échanges de populations, exodes, « assimilations » ethniques, statistiques incertaines) ont causé, jusqu'à nos jours, une instabilité permanente (Lithoxoou, 1992). La fin de la fédération yougoslave a fait naître, après de terribles guerres, de nouveaux États-nations, qui, à la recherche de leur légitimité politique et économique, ont mis encore une fois en évidence la violence que les nationalismes historiques portent en eux. C'est à travers ce labyrinthe, dont nous sommes loin de décrire en détail la complexité, que la République Socialiste de Macédoine arrive à son indépendance.

Retour au présent

1991 : dès cette date, cette nouvelle république était à la recherche d'une reconnaissance internationale de son appellation, « République de Macédoine », votée par son parlement et inscrite dans sa constitution. Son drapeau national, adopté un an après, une étoile à seize branches sur fond rouge, connue comme *étoile* (ou *soleil*) de *Vergina*, associée d'une part historiquement à la dynastie des anciens macédoniens de l'époque de Philippe II et de son fils, Alexandre le Grand, de l'autre, géographiquement, au lieu de sa découverte, un village près de Thessalonique, capitale de la Macédoine grecque.

La Grèce réagit instantanément par voie diplomatique, dès le mois de décembre 1991, à cette nouvelle situation socio-politique qui s'installe à ses frontières. Elle considérait que le nom « Macédoine », qui appartient également à l'une de ses provinces

du nord faisait partie de son propre héritage culturel et historique. De plus, une propagande hostile et certains articles de la constitution voisine semblaient menacer potentiellement son intégrité territoriale.

La prise en compte de ce différend par ses partenaires européens, se manifeste dans un paragraphe distinct de la décision de la Commission européenne au sujet de la nouvelle situation en ex-Yougoslavie, fin 1991. Ce paragraphe mentionne que les nouvelles républiques doivent garantir et établir « ...des conditions de sécurité et de respect des frontières en évitant des activités de propagande hostile envers un pays communautaire voisin, y compris une appellation supposant des revendications territoriales ». Les deux premières garanties de cette décision (frontières, propagande) justifiaient presque pleinement l'opposition grecque. Mais la troisième, celle du nom, malgré son caractère restrictif, manquait d'exactitude aux yeux des Grecs. Pour preuve, la décision de ses représentants politiques, qui, à un moment de rare unanimité – à l'exception du parti communiste -, ont décrété ne guère accepter une appellation comprenant une quelconque osmose du nom *Macédoine* (sous une forme grammaticale ou sous une autre, p. ex. composée). Or, la clause européenne n'y faisait aucune allusion. De plus, cette nouvelle république, venait d'adopter (11/08/92) comme drapeau national le fameux soleil de Vergina, symbole par excellence du passé glorieux de la dynastie des anciens Macédoniens.

Pour les Grecs, c'était la confirmation de l'usurpation de son passé historique et culturel. Dès lors, des milliers de gens de tous âges manifestèrent dans les rues des grandes villes, soutenus et convoqués par l'union des mairies et communes de Grèce, ayant comme slogan principal : *Il n'y a qu'une Macédoine et elle est grecque*. La politique gouvernementale s'est donc focalisée de toutes ses forces sur le point précis du nom et du drapeau de la

nouvelle république. Qui dit politique dit consensus relatif, et les fractions n'ont pas manqué au sein d'un gouvernement (de droite) à majorité fragile. Une cacophonie politique à ce sujet entre le Ministre de l'Extérieur et son remplaçant, le Premier Ministre lui-même, qui, vraisemblablement devant ses partenaires européens optait pour une solution sur la base d'un compromis, bouleversa l'équilibre gouvernemental et provoqua le limogeage du premier. Qui disait « compromis » à l'époque disait acceptation d'un nom contenant au moins l'adjectif « macédonien-ne ». Une crise politique majeure a donc donné lieu à des élections législatives anticipées d'où le parti socialiste d'A. Papandréou est sorti vainqueur.

L'aventure diplomatique

Au niveau diplomatique pourtant, la « cause grecque » semblait plutôt gagner du terrain. Cette opposition avait sensibilisé ses partenaires européens. Malgré le rapport de M. Badinter (14/01/92), mandaté par l'Union européenne, qui, après avoir amendé deux articles constitutionnels, avait très vite donné le feu vert à la reconnaissance du pays ex-yougoslave sous le nom de « Macédoine », ce fut la présidence portugaise qui essaya activement de trouver une solution viable. Le Portugal continua donc ses efforts et après consultation des deux parties, proposa comme solution alternative l'appellation *New Macedonia* (*Nouvelle Macédoine*), toutefois refusée de manière bilatérale. Pendant leur réunion à Gimaraes (02/05/92), les Ministres des Affaires Étrangères de l'Union déclaraient dans leur communiqué qu'ils étaient prêts à reconnaître « l'ex-République Socialiste de Macédoine comme pays indépendant et souverain avec un nom accepté par toutes les parties intéressées ». Presque deux mois plus tard, à Lisbonne, ils allaient encore plus loin en ajoutant « ...avec un nom qui n'inclura pas la dénomination Macédoine ».

On aurait dit qu'une victoire diplomatique était réservée à la politique extérieure grecque sur cette question épineuse. Quinze jours plus tard à Skopje environ 70 000 manifestants se regroupaient pour conspuer ce refus en exhibant le soleil de Vergina et la figure d'Alexandre le Grand. Le Président de la nouvelle république, Kiro Gligorov, refusait pour plus d'un an de se soumettre au veto de l'Union européenne, et posait une candidature pour faire admettre son pays au Conseil de Sécurité des Nations unies. La décision rendue, une première dans l'histoire de l'ONU, fut la suivante : acceptation du pays sous le nom provisoire *Ancienne République Yougoslave de Macédoine* (*Former Yugoslav Republic of Macedonia* – acronyme FYROM) et drapeau neutre jusqu'à ce que le différend avec la Grèce soit résolu. Les Nations unies comptaient désormais un membre de plus et il appartenait à une commission d'arbitrage de régler le contentieux sur l'appellation définitive du nouvel État. Les deux médiateurs de l'ONU, Lord Owen et Cyrus Vance, essayaient de trouver un accord entre les deux parties en mai 1993 en proposant le nom *Nova Makedonija*. C'est la partie grecque qui accepta en premier le texte tout en proposant l'appellation *Slavomacédoine*, pour finalement renoncer à tout. La cause en fut, mis à part le désaccord de l'autre partie, la forte pression à l'intérieur de son gouvernement, qui conduira trois mois plus tard à sa chute. Peu après, l'électorat grec allait aux urnes – pour des élections législatives anticipées – d'où un nouveau gouvernement et le début d'une nouvelle phase de cette affaire.

Nous arrivons en octobre 1993. Le nouveau gouvernement grec décide de cesser le dialogue et quitte en novembre les négociations bilatérales menées sous l'égide de l'ONU. Entre-

temps, environ quarante cinq pays³ ont reconnu la nouvelle république sous le nom provisoire d'*Ancienne République Yougoslave de Macédoine* – ou même *République de Macédoine* – se basant pour la plupart sur la décision de l'ONU prononcée quelques mois auparavant. En Grèce, devant cette « trahison » de la scène internationale, de nouvelles manifestations se préparent à Athènes. C'est à ce moment crucial que le gouvernement grec, sans consulter ses partenaires européens, prend la décision de fermer ses frontières et d'imposer un embargo économique face au pays voisin, à l'exception de la nourriture et de l'aide humanitaire. Le gouvernement grec justifiait ces mesures en faisant appel à la convention de Rome (art. 224) et en évoquant que le comportement du pays voisin constituait une véritable menace de guerre. À cause justement de cet acte politique, la Cour Européenne de Justice est saisie un mois plus tard, par la Commission elle-même. Voici donc la véritable *tension* qui domine le paysage grec début 1994, au moment où la Commission européenne porte sa plainte.

Et à l'intérieur...

À l'intérieur, le discours politique et médiatique se sert de toute la panoplie historique concernant la Macédoine. Cible de persuasion, les partenaires étrangers mais également le public grec qui semble gagné d'avance. Dates, faits, figures et auteurs anciens sont au cœur d'une logorrhée d'un volume impressionnant et toute sorte de « néophytes macédonologues » défendent les droits de la Grèce au nom de l'histoire. Homère, Hésiode, Hérodote, Isocrate, Polybe, Plutarque renaissent de

³ L'un des premiers pays à l'avoir reconnue était la Bulgarie en janvier 1992. Soulignons la particularité de cette reconnaissance : Sofia a reconnu l'indépendance de la République de Macédoine, mais pas l'existence d'une nation et d'une langue macédoniennes. La reconnaissance officielle de la langue macédonienne par la Bulgarie est survenue sept ans plus tard.

leurs cendres et la figure historique d'Alexandre le Grand est au cœur d'un passé historique glorieux revisité jusqu'à la nausée.

Un vocabulaire nationaliste riche s'est mis en place, depuis 1992, surtout dans la presse. La nouvelle république est remplacée par les mots « pseudo-État » (qualificatif réservé uniquement en grec au territoire chypriote turc), « entité », ou tout court, « Skopje », son histoire « pseudo-histoire », ou « histoire volée et falsifiée », ses habitants « Skopjiens », ou « les Tsiganes des Balkans », ou encore, se basant sur des « textes antiques », « laids », puisque « leurs ancêtres les Dardanes l'étaient ». La version grecque de l'histoire est baptisée « une, seule et unique vérité », les réactions de la Grèce « nouvelle révolution culturelle de la nation ». À son tour, le responsable de la commission européenne, M. Hans van den Broeke rebaptisé devient « Van den Turc » (Chiclet, 1998), ainsi que l'affaire macédonienne qui s'appelle dorénavant « skopjienne ». En 1993, le soleil de Vergina devient par loi votée au parlement grec, symbole national. De plus, son image sert de produit commercial : on la retrouve comme emblème de plusieurs établissements (p. ex. étatiques, banquiers, hôtels, moyens de transport) ainsi que sur les étiquettes de plusieurs produits de consommation. L'aéroport de Thessalonique s'est rebaptisé « aéroport de Macédoine » ; le port de la ville de Kavala, « Philippe II ».

Telle est la réaction d'un peuple qui perçoit son identité nationale et son capital historique menacés, la défense *via* la revendication de ses propres origines. L'argument du passé antique de la région semble – dans le discours public – matérialisé à travers les découvertes archéologiques relativement récentes (1977) dans la région de la Macédoine grecque et ne « laissent aucun doute ». La continuité à tous les niveaux (ethnique, culturel, linguistique, géographique) semble évidente aux yeux de ses défenseurs : la Macédoine « était depuis 3000

ans, est, et ne sera que grecque... ». « L'histoire s'écrit avec du sang, elle ne se falsifie pas avec des mensonges ». Certains historiens prennent la parole : « Comment les Skopjiens peuvent-ils se prétendre à la fois descendants d'Alexandre le Grand et Slaves ? Il y a neuf siècles d'écart ». Personne d'autre n'a le droit de revendiquer ce nom chargé d'histoire, et encore moins des « non grecs », puisque les « Skopjiens » pour l'argumentation grecque, sont des Slaves. « Si les Skopjiens ont une conscience nationale grecque ils n'ont qu'à faire un référendum pour l'incorporation de leur pays à la Grèce » réclamaient certains. Les comparaisons dans les déclarations politiques ne manquent pas d'imagination : « Les Français se sont bien disputés pour savoir si Yves Saint Laurent pouvait dénommer « Champagne » un de ses parfums, alors, nous avons bien le droit de protester contre la volonté de Skopje d'usurper le nom de Macédoine ». Ou encore, « le nom de Macédoine est comme une marque déposée. Vous, les Français, vous vous êtes bien battus pour que les marques Cognac ou Champagne ne soient pas détournées ».

Plusieurs rumeurs politico-médiatiques évoquaient dans la presse grecque – déjà en 1992 – une coalition entre FYROM et « l'ennemi éternel » de la Grèce, la Turquie (un peu plus tard ce sera les États-Unis ou tout court les « grandes puissances »), reflétant ainsi une ambiance générale de menace potentielle pour le pays. La même année, quatre membres d'une organisation anti-nationaliste ont été emprisonnés après avoir prononcé des discours jugés « hérétiques » par rapport aux propos officiels sur la question macédonienne et un collectif de 169 intellectuels s'est élevé contre cet acte de la justice grecque au nom de la liberté d'expression. Pourtant, quelques jours plus tard, deux mille signatures de politiques, intellectuels et universitaires soutenaient cette même arrestation. Victime de cette hystérie collective, le travail de thèse d'une anthropologue grecque consacré aux histoires locales des villages de la Macédoine

grecque (et notamment aux populations slavophones et à leur intégration nationale forcée, cachée et oubliée), a été traité par un journaliste de « cannibalisme » national (cf. Karakasidou, 1997). Plusieurs collectifs défendant les positions grecques ont vu le jour, soulignons le manifeste le plus connu d'entre eux présidé par Melina Merkouri (actrice de renommée internationale, députée, ancienne Ministre de la Culture) déclarant que *notre nom est notre âme...*

Administrations, entreprises et écoles publiques avaient souvent reçu la consigne de fermer leurs portes pendant les grandes manifestations, de sorte que les Grecs aillent délivrer au monde un message d'union nationale. Partout dans les rues, manifestants de toute couleur politique (sauf les partisans du parti communiste qui avait refusé d'y participer), très jeunes pour la plupart, arboraient le drapeau grec et entonnaient l'hymne national. Slogans principaux des participants : « La Macédoine est grecque », « La Macédoine c'est la Grèce », ou encore « Nous ne voulons pas vendre notre nom ». L'église soutenait avec toute sa ferveur ces mobilisations nationales et le primat orthodoxe grec avait déclaré pendant l'une d'entre elles : « Honte à ces commerçants qui vendent notre Terre sacrée... ». La diaspora grecque a d'ailleurs été fortement mobilisée. En Allemagne, aux États-Unis, en Australie et au Canada, des manifestations de milliers d'immigrés d'origine grecque ont démontré leur sensibilité et leur soutien à la « cause nationale ».

Vers la signature d'un accord intermédiaire

Sur le plan diplomatique, l'embargo a fait, une fois de plus, couler de l'encre au sujet du contentieux et a attiré l'attention internationale sur ce conflit balkanique en provoquant des réactions d'ostracisme vis-à-vis de la Grèce. En effet, les conséquences de cette mesure ont commencé à se faire sentir

également à l'intérieur du pays. C'est surtout en provenance des industriels grecs, notamment ceux de Thessalonique, qui perdaient une grande occasion d'investissements, mais également d'une partie des intellectuels et du monde politique. Durant l'été 1994, la Grèce renoue le dialogue avec les instances de l'ONU et une amélioration des relations commence petit à petit à voir le jour. Les négociations reprennent et les deux parties décident de les poursuivre sur la base d'un calendrier diplomatique fixe.

Autre fait notable, la Cour européenne de Justice rejette définitivement l'appel de la Commission contre la Grèce, quant à la prise de mesures de sécurité, considérant que le commerce de l'Union n'était nullement affecté par l'embargo. Sa décision allait ainsi dans le même sens que la proposition de l'avocat général de la Cour, M.F.C. Jacobs, qui, quelques mois après qu'elle eut été déposée (29/06/94) avait proposé le rejet de la plainte⁴. *Il n'appartient pas à la cour, déclara ce dernier, de statuer sur le fond du différend entre Athènes et Skopje, pas plus qu'elle n'a à déterminer qui a le droit de revendiquer le nom de Macédoine, l'étoile de Vergina ou l'héritage d'Alexandre le Grand.*

En avril 1995, les négociations reprennent à New York sous l'égide de l'ONU et conduisent finalement, après quatre ans de disputes, à la signature d'un accord intermédiaire. Suite à ce dernier, la Grèce de son côté, (a) reconnaît le pays voisin sous son nom provisoire de *Former Yougoslav Republic of Macedonia* (FYROM). De plus, elle garde le droit de s'opposer à son insertion dans les organismes internationaux au cas où ce nom ne serait pas utilisé, et (b) accepte la levée de l'embargo. De son côté,

⁴ Mr l'Avocat Général F.G. Jacobs a présenté ses conclusions à l'audience de la Cour plénière du 6 avril 1995. Il estimait que la Cour devait : i) rejeter le recours ; ii) condamner la Commission aux dépens de la présente instance, y compris ceux relatifs à la procédure en référé (source : UE, affaire C-120/94).

FYROM est amenée à (a) changer son drapeau et (b) à modifier certains articles de sa constitution, concernant une interprétation qui pourrait sous-tendre des revendications territoriales sous prétexte de l'existence de « minorités macédoniennes » vivant dans les pays voisins. De la sorte, le nom *Former Yugoslav Republic of Macedonia* est officiellement accepté aux Nations unies. Par ailleurs, les deux parties ont consenti l'ouverture de Bureaux de Relations tenus par des ambassadeurs dans leurs capitales respectives et une nouvelle voie s'est ouverte pour leur collaboration économique. De cette manière, en moins de trois ans, la Grèce va devenir le partenaire économique le plus important de son pays voisin. Détail important de cet accord : leur seul différend au sujet du nom définitif de FYROM devait se résoudre par des négociations ultérieures dont la durée ne devait pas dépasser sept ans.

Le paysage politique grec a accueilli cet accord de manière extrêmement critique. Le porte-parole du principal parti de l'opposition a parlé d'une « défaite nationale historique », le parti communiste se dit « être victime des États-Unis et de l'OTAN », la gauche souligne le « besoin urgent de changement d'orientation de la politique extérieure » et le parti de M. Samaras (Ministre des affaires extérieures limogé au début de l'affaire) dénonce un « accord de vente de nos droits nationaux » et appelle « l'hellénisme, de toute terre, à se lever et à empêcher l'injure à notre Histoire... ». Moins d'un mois après la signature de cet accord, le nouveau parlement de FYROM votait avec une majorité spectaculaire (101 versus 1) pour le changement du drapeau. Quelques jours après, le même sort sera réservé à l'accord intermédiaire. Un sondage publié dans le quotidien national *Nova Makedonija* indiquait des chiffres selon lesquels 56,3% des personnes interrogées étaient d'accord pour le changement du drapeau, tandis que 79,3% refusaient le changement de leur appellation constitutionnelle. Au contraire,

53,6% considéraient qu'une évolution des relations avec la Grèce améliorerait leurs conditions de vie. En Grèce cet accord n'est jamais arrivé à l'assemblée nationale, l'embargo ayant été levé juste après l'abandon du drapeau (15/10/95) et le gouvernement ayant demandé et obtenu l'accord de la plupart des partis de l'opposition, quant à la suite des négociations. Un mois après, FYROM fut admise au Conseil de l'Europe sous l'appellation « Ancienne République yougoslave de Macédoine ».

L'osmose d'un compromis

Depuis cette date, les discussions diplomatiques entre les deux pays, centrées sur le seul différend du nom, n'ont jamais abouti à un véritable accord mais plutôt à une ambiance de rumeurs et de scepticisme. Plusieurs appellations alternatives ont été proposées, des solutions d'usage « œcuménique » (par tous les pays, la Grèce incluse) ou d'usage strictement « interne » à la Grèce (la thèse de la double appellation), et tout montre jusqu'à aujourd'hui, que le problème du nom a été renvoyé aux calendes grecques. Un *modus vivendi* semblait s'instituer avec des discours politiques plutôt critiques, surtout en Grèce, par rapport au passé tumultueux de cette affaire depuis 1991, sans vraiment aboutir à autre chose qu'à la préparation du terrain et de l'opinion publique à un éventuel compromis. On passait à une nouvelle phase de l'affaire qu'on qualifierait de « compromis réaliste ». Suite à cette nouvelle logique, la Grèce devait en « finir » avec ce problème, un de plus (outre celui de la Turquie et de Chypre), et les expressions du type « appellation mixte », « compromis honnête », ou « appellation composée » façonnaient la nouvelle phraséologie politique.

Plusieurs déclarations allaient dans ce sens. À Athènes, le Ministre de l'Extérieur de l'époque, affirmait que « aujourd'hui la majorité du pays est consciente, comme le montrent les

sondages, qu'il faut trouver une solution. Quand on demande aux Grecs s'ils sont favorables à une solution négociée avec Skopje, ils répondent à 80% oui. Mais quand on leur demande si Skopje peut s'appeler « République de Macédoine », ils répondent à 80% non. Il faut donc résoudre ce paradoxe... » tout en demandant, un an plus tard, « moins de références à Alexandre le Grand et plus d'observation à tout ce qui se passe autour de nous... ». À Skopje, au cours du premier entretien donné par un homme politique grec à un quotidien du pays voisin, le même ministre déclara qu'« il n'y a pas de véritable problème dans les relations des deux pays. L'affaire du nom est une affaire de sémantique... ». Certains membres de l'opposition soutenaient que « le nom composé est meilleur que le nom tout court », on parlait même d'une « tendance de l'opinion grecque vers un compromis ». En effet, certains sondages de quotidiens grecs montraient un changement manifeste au niveau de la considération du pays voisin comme une menace potentielle pour la Grèce, toutefois avec des réticences, différentes selon chaque étude, par rapport à l'acceptation d'une appellation composée. Certaines réactions politiques ont vu le jour, comme par exemple, en mars 1996, un manifeste de 20 députés socialistes et un autre, en février 1997, de 31 députés de l'opposition quant à leur objection face à une éventuelle reconnaissance d'un nom comprenant le mot « Macédoine » ou ses composés.

Le Président Gligorov évoquait dans ses déclarations, qui devenaient de plus en plus fréquentes dans les quotidiens grecs, « un énorme problème psychologique et moral » au cas où son pays changerait de nom. « Les deux tiers de la population de mon pays ont toujours été Macédoniens, ce peuple a une longue histoire et tradition, sans vouloir dire qu'ils ont quelque chose à voir avec les anciens Macédoniens... Figurez-vous ce qui se passerait si un matin ce peuple qui savait pendant toute sa vie

qu'il était Macédonien, se réveillait en entendant qu'il ne l'est plus et qu'il ne parle pas la langue macédonienne... ». D'autres fois l'attention se focalise sur le présent : « Nos relations actuelles comptent et non pas ce qui s'est passé 3000 ans auparavant, car quand l'histoire se transpose à la vie de tous les jours nous devenons prisonniers du passé », ou encore « nous nous ne désirons pas le monopole du nom Macédoine », tandis que son premier ministre disait que « le seul parrain d'un pays est son peuple » et que « en ce moment il n'y a aucune envie de changement de nom ».

À cinq occasions les médias grecs se sont intéressés au contentieux après un long moment d'indifférence. La première, d'ordre archéologique, sinon idéologique, concernait l'annonce prétendue de la découverte du tombeau d'Alexandre le Grand dans l'oasis de Siwa en Égypte par une archéologue grecque en 1995, provoquant toute une entreprise politique spectaculaire entre les deux pays pour savoir qui allait être le premier à profiter de cette découverte. La seconde d'ordre politique, sinon psychanalytique, relevait d'un lapsus du porte-parole du gouvernement grec qui, dans une de ses déclarations aux journalistes, a « osé » prononcer l'appellation *Macédoine de Skopje* provoquant quasi automatiquement des réactions politiques en chaîne.

En 1998, la crise du Kosovo a conduit les deux gouvernements à une collaboration étroite au niveau de leur politique extérieure face au problème de la province yougoslave. Lors d'une rencontre de leurs Ministres des Affaires Etrangères, ceux-ci ont appelé à une solution pacifique de la crise. Un an après, en pleine guerre au Kosovo, à l'occasion de l'anniversaire des 50 ans de l'OTAN à Washington, des rumeurs médiatiques évoquaient la signature d'un accord – finalement non réalisé – entre les deux pays autour d'une éventuelle reconnaissance

grecque du nom *République de Macédoine-Skopje*. Il mérite d'être souligné que le contenu de ces articles était presque entièrement consacré aux intérêts économiques et aux investissements grecs envers son pays voisin, pendant cette phase de maturité et de sérieux de leurs relations, parlant même d'une « occasion en or » sans faire une quelconque allusion aux relations tumultueuses du passé. En novembre 2004, l'affaire *skopjienne* refait la *une* des quotidiens grecs. Pour cause, la décision soudaine de l'administration américaine, à peine réélue, de reconnaître la République de Macédoine avec son nom constitutionnel. Ultime péripétie, fin 2006, le changement inopiné du nom de l'aéroport de la capitale Skopje de « Petrovitch » en « Alexandre de Macédoine » a engendré un avertissement diplomatique fort de la part de la Grèce laissant planer une menace de blocage du processus d'adhésion de son pays voisin à l'UE et à l'OTAN.

Nous avons évoqué que l'accord intermédiaire de 1995 fixait comme cadre temporel un espace de sept ans, pour que les deux intéressés puissent trouver une solution définitive à la question du nom. Cependant, malgré l'importante évolution des relations diplomatiques et économiques entre les deux pays, le climat instable dans la région balkanique, dû notamment au statut provisoire de la région de Kosovo, ainsi que les fortes tensions communautaires au sein de la République de Macédoine, ne permettent pas de finaliser un accord politique. Tels des vases communicants, l'instabilité de la région et la crainte de réactions nationales internes forment à la fois un paradoxe délicat et périlleux, et une impasse politique.

En guise d'épilogue

L'affaire macédonienne désigne l'évolution d'un problème multiple à deux moments sociohistoriques différents. D'un côté, les revendications géographiques, religieuses et identitaires entre communautés nationales dans la région balkanique de la fin du 19^e siècle, jusqu'à la moitié du siècle dernier. Dans sa version moderne, il sert à décrire le conflit qui depuis le début des années 90 divise Athènes et Skopje. Se référer aux origines du problème était requis non seulement pour dresser son cadre historique, mais aussi pour donner sens aux actes et aux faits du présent qui, à la lumière du passé, semblent avoir des significations, et a fortiori des interprétations, moins obscures.

Un regard comparatif porté sur le passé de cet imbroglio donne à voir une révélation qui mérite d'être mentionnée. De la fin du 19^e siècle jusqu'à aujourd'hui, le destin de son émergence a coïncidé avec deux ruptures profondes. Chacune annonçait, à sa manière, la fin d'une époque. La première, l'éclipse de l'hégémonie ottomane et de son organisation politique féodale, après quatre siècles de présence ininterrompue dans la région, et le début d'une nouvelle ère pour ces anciens territoires européens peuplés d'hommes révoltés. La seconde, le début de la fin de l'édifice yougoslave, mais aussi d'un système social et politique (le communisme titiste) qui, depuis presque cinquante ans, maintenait sous une même fédération des populations nationales et religieuses variées. Les épiphénomènes sociopolitiques de chaque rupture ne manquent pas de similarités ; toutes les deux ont été suivies par des tensions identitaires régionales et nationales centrifuges qui ont donné lieu à des guerres intercommunautaires et religieuses sanglantes dans un effort de création et de constitution de nouveaux États-nations.

Notre épilogue est relatif, car le contentieux entre les deux pays continue au moment où ces lignes sont écrites, même de manière latente. Plusieurs vagues de cette affaire ont bouleversé le paysage politique et social grec devenant dorénavant un des événements majeurs de l'histoire politique et sociale du pays depuis la fin de la dictature des colonels. Parallèlement, cette affaire s'inscrit dans la suite des conséquences directes du testament yougoslave qui a laissé des traces traumatiques dans toute la région des Balkans jusqu'à récemment (guerre au Kosovo, conflits internes en République de Macédoine) (Gossiaux, 2002). Ces mutations politiques ont entraîné une nouvelle vision du passé historique de chaque population séparée des autres, forcément plus centrée sur elle-même. Une histoire yougoslave unique et unificatrice s'est transformée en unités de mémoires nationales distinctes et antagonistes. Sous ce prisme, la réinterprétation de chacune d'entre elles a conduit à la surenchère de la diachronie des conflits pour justifier ainsi un nouveau présent et surtout un tout nouvel avenir. La mémoire nationale devient sous ces conditions revendicatrice d'une différence, d'une essence nouvelle.

L'affaire macédonienne, produit et processus historique, n'est qu'une micrographie des tensions qui ont jalonné ces mêmes territoires. De l'hystérie collective au réalisme politique, dans sa version moderne, cet imbroglio soulève des questions identitaires épineuses où la place du passé historique tient le premier rôle. Un passé vécu, écrit, appris, nommé, revendiqué et subi de manière parfois radicalement différente au sein d'une même population nationale ou entre plusieurs d'entre elles. Un passé qui émerge à nouveau devenant objet de disputes et de guerres, mais aussi signe de partage de cultures, d'échange, de proximité humaine. Un passé devenu énigmatique.

Étude du phénomène

Dès le départ, notre décision fut d'étudier l'affaire macédonienne et ses épiphénomènes sous un angle psychosocial. Étude et effort de compréhension, traduction, intuition et interprétation du sens ont été nos orientations de pensée et d'action tout au long de ce travail qui a eu la particularité d'essayer de capter une réalité sociale en transformation, un phénomène en mouvement. Nous avons ressenti le besoin de saisir le phénomène « de l'intérieur » (Flick, 2001), en prenant en considération les points de vue, opinions, arguments, narrations, réactions d'un ou de plusieurs sujets au cours de situations sociales concrètes (discussions, conversations) mettant en œuvre les règles socioculturelles de l'environnement auquel ils appartiennent. Ce sentiment et cette volonté nous ont été dictés par la nature même de l'objet d'étude, une affaire controversée, ayant suscité un consensus sociopolitique rare, dont la mise en question, et par conséquent l'investigation étaient susceptibles de provoquer la surprise, mais surtout la suspicion, sinon le refus. De plus, au moment où nous avons réalisé les opérations sur le terrain, la discussion autour du conflit était quasi inexistante, le problème ne suscitait aucune attention médiatique, et faire parler nos sujets par le biais de méthodes qualitatives nous paraissait la manière la plus adéquate.

La recherche sur le terrain s'est étalée sur un espace de quatre ans (1997-2000) et a mis en parallèle, d'une part, la culture « objective » – discours médiatique (presse), mais aussi discours institutionnel (manuel d'histoire) –, et de l'autre, la culture « subjective », à savoir le discours recueilli par le biais de techniques standardisées en psychologie sociale, de cartes associatives, d'entretiens individuels semi-directifs, mais aussi

d'entretiens collectifs, et la passation d'un fascicule de recueil d'adjectifs. De cette manière, nous avons cherché à avoir accès à, au moins, trois versions différentes du même phénomène : celle *subjective*, découlant du recueil verbal par le biais de méthodes interrogatives et projectives, une autre *institutionnelle* par l'analyse du discours étatique et médiatique, et, enfin, une dernière, *historique*, basée sur l'étude et la recherche documentaire.

La population visée

La notion de groupe stratégique, proposée en sociologie et en anthropologie sociale (*cf.* De Sardan, 1995), est d'ordre empirique et vise à décrire une agrégation d'individus, variable selon chaque étude, qui ont globalement une attitude largement déterminée par un rapport social similaire au phénomène étudié. Si l'on adopte cette terminologie dans notre cas de figure, la population qui nous a semblé pertinente – mais non pas unique – à interroger, notre propre groupe stratégique est donc celui des jeunes Grecs d'aujourd'hui qui se regroupent dans la tranche d'âge de vingt à trente ans. Différentes raisons ont présidé à cette décision. Tout d'abord, l'implication de la jeunesse dans cette affaire. Lors des mobilisations populaires de soutien à la cause du nom, la participation des jeunes a été considérable. Qu'ils aient ou non participé à cette action collective, nous avons pensé que leur parole sur l'ambiance qui régnait en ce moment dans leur pays, et qui a impliqué directement leur génération, pouvait constituer un riche terrain d'investigation. Ensuite, ce profil de population était plus apte à participer à ce type de recherche, soit par son appartenance institutionnelle majoritairement universitaire, qui la rendait plus disponible, soit par sa structuration en réseaux relationnels qui facilitait la réalisation concrète de l'étude.

Nous avons essayé de constituer un échantillon homogène du point de vue de trois variables (lieu de naissance, âge et situation socioprofessionnelle). Le lieu de naissance a été une variable d'importance capitale, car elle nous permettait de pouvoir constituer à des fins comparatives, à l'intérieur d'une même population nationale, deux sous-groupes qu'on pouvait supposer impliqués dans cette affaire à des degrés différents. D'un côté, on pouvait s'attendre à ce que les Macédoniens-Grecs, soient plus « proches » du problème d'un point de vue spatial, mais aussi touchés par le conflit du nom d'une manière sensiblement « différente » de celle de leurs compatriotes. Nous rappelons au lecteur que les premières manifestations, et les plus importantes, ont eu lieu à Thessalonique, capitale de la Macédoine grecque. De l'autre, nous avons les « Athéniens », qui regroupent aussi des sujets originaires d'un large éventail départemental du pays, et qui ont fait face au même problème avec également une forte mobilisation au sein des institutions mais aussi dans les rues.

De cette manière, ces deux sous-groupes ont constitué, à l'intérieur d'un même échantillon national, deux pôles dont l'implication, l'action, la participation, l'information et l'argumentation vis-à-vis de l'affaire nous a intrigué et interpellé tout au long de notre travail. Les critères de définition de la population choisie, tant au niveau des entretiens de groupe qu'à celui des entretiens individuels, ont été beaucoup plus fondés sur l'appartenance identitaire et socio-spatiale symbolique des sujets que sur le simple fait de leur nationalité administrative. Très souvent, les membres d'un groupe qui partagent un lien identitaire commun n'échangent pas forcément leurs opinions concernant cette même appartenance, car celle-ci semble « évidente ». Nous les avons donc invités à se prononcer autour de ce « non-dit » en leur faisant prendre position vis-à-vis de leur identité nationale, leur lien et lieu culturel commun.

Athènes et Thessalonique ont été les deux grands centres urbains qui nous ont servi de terrain. Ces deux villes d'appartenance, et souvent d'origine, ont été choisies pour deux raisons essentielles. La première est d'ordre symbolique, car Athènes est la capitale historique de la Grèce, et Thessalonique, capitale de la région de la Macédoine grecque, mais également, « co-capitale » du pays. La seconde raison vient du fait qu'elles représentent les deux plus grands centres urbains de la Grèce. Athènes accueille, à elle seule, presque la moitié de la population du pays (environ quatre millions d'habitants sur un total de onze millions) et Thessalonique concentre une population importante d'environ un million et demi d'habitants. De plus, toutes deux illustrent pleinement la dichotomie géographique Nord/Centre Sud. Leur importance en termes symbolique, géographique et numérique a fait d'elles des arènes collectives d'action et de participation durant l'affaire macédonienne, et de véritables lieux d'ancrage pour la mémoire des sujets interrogés sur place, de par les importants rassemblements populaires qui ont eu lieu dans leurs murs.

Recherche documentaire

L'aspect historique du problème a exigé une recherche approfondie sur la base de sources documentaires, qui allaient nous permettre de donner du sens aux événements du présent à la lumière du passé et de l'histoire d'une région qui ne cesse de la hâter. Notre grande surprise fut de découvrir le nombre important de publications sur la question macédonienne au début de 20^e siècle, issues aussi bien de la diplomatie européenne que des historiens, voyageurs et hommes politiques. Cette importante littérature témoignait de l'intérêt géopolitique capital de la question pour les différents pays impliqués à cette époque, dont le parallèle ne peut que s'imposer eu égard à la situation actuelle, toute distance respectée. Elle dévoilait également la

complexité de la question et des versions possibles du champ des réponses. Étant donné que notre recherche s'inscrit dans un cadre psychosocial qui s'intéresse aux contenus mnémoniques, identitaires et idéels, la lecture vers laquelle nous nous sommes orientés tendait à privilégier, par le biais du récit historique, la mise en lumière de l'histoire des mentalités (Le Goff, 1974), au détriment des conflits d'intérêts politiques et nationaux. Non pas que les idéologies nationales n'ont pas joué, et ne jouent encore à ce jour, un rôle primordial dans les conflits balkaniques, ou dans les conflits *tout court*. Mais notre propre grille de lecture a tenté de les intégrer comme éléments à part entière de ces mentalités sans pour autant privilégier l'une ou l'autre, et surtout sans vouloir tomber dans l'acceptation ou l'insinuation d'acceptation des nationalismes latents de tout bord.

Analyse d'un manuel d'histoire

La tournure de l'affaire en 1991 a conduit le Ministère grec de l'Éducation Nationale à publier, sous la forme d'un manuel scolaire, la version officielle sur le problème eu égard à l'histoire régionale/nationale. Le public visé par cette publication n'était pas uniquement les élèves, mais tous les acteurs du système éducatif, à savoir les enseignants et les parents. Nous avons jugé utile pour notre recherche d'effectuer une analyse de cette publication, afin de déchiffrer les positions officielles grecques. Nous avons focalisé tout spécialement notre attention sur les affirmations de nature identitaire qui, tout en faisant partie du récit historique « objectif », forment les contours de l'argumentation hellénique et justifient au niveau du sous-titre du manuel (*histoire et politique*) sensiblement plus la seconde composante.

Analyse de la presse

Tout au long de notre recherche nous avons suivi de près la presse hellénique et internationale eu égard à l'affaire, mais aussi aux événements qui ne cessent de ramener la région balkanique au premier plan de l'actualité. Une lecture critique de cette presse nous a permis de tracer l'historique moderne de l'affaire macédonienne, dont l'histoire « officielle » reste encore à faire. La presse nationale grecque nous a intéressé plus particulièrement dans la mesure où elle nous permettait de « prendre la température » du problème, étant donné que son évolution politique se déroulait au même moment que notre propre étude. Afin de mettre en évidence cette évolution, nous avons collecté de manière systématique tous les articles relatifs au problème du nom, publiés dans un grand quotidien grec (de septembre 1995 à août 2001). La fréquence d'apparition et le contenu de ces articles ont fait l'objet d'une analyse qualitative. Par ailleurs, nous avons traduit tous les titres de ces mêmes articles et nous avons effectué une analyse informatique, dans le but de saisir la phraséologie utilisée par la presse pour parler de l'affaire en l'espace d'environ sept ans.

L'image des « autres »

Dans l'effort de saisir les représentations de l'identité nationale et de « l'autre » (pays, population) par nos sujets, nous avons voulu voir l'image que cette « nouvelle » population générerait dans le présent. À cette fin, nous avons conçu un outil méthodologique, sous forme de fascicule, qui allait nous permettre d'interroger 150 jeunes Grecs, par moitié à Athènes et à Thessalonique, à la fois sur l'image qu'ils avaient des populations limitrophes de la Grèce, mais aussi d'eux-mêmes. Nous invitons les sujets à participer à une recherche internationale sur l'image que les différents habitants des pays

du continent européen avaient des populations de leurs pays voisins. On leur demandait de qualifier les habitants de cinq pays (Albanie, Bulgarie, FYROM⁵, Italie, Turquie) et d'eux-mêmes (Grèce). Les sujets devaient énoncer sous forme d'adjectifs et/ou d'expressions au maximum sept traits relatifs à chacune des populations des six pays en question. Afin d'éviter un arbitrage partial dans la désignation de tel ou tel trait comme positif ou négatif, une échelle en sept points était proposée pour chacun des traits, afin que les sujets puissent librement indiquer le degré de positivité et de négativité attribué. De même, nous avons mis en place un effet d'ordre, afin d'échapper à tout biais de classement et d'amorçage. À la fin du fascicule, six questions fermées concernant les connaissances, préférences, expériences, volontés des sujets vis-à-vis des cinq pays avoisinant la Grèce ont été proposées. Cet outil allait nous permettre de mettre en évidence les particularités de l'image de chaque peuple, en centrant notre attention tout particulièrement sur la République de Macédoine, de manière à pouvoir isoler l'ancrage spécifique de sa représentation. Une représentation indissociable de son ombre, de son nom.

Les entretiens collectifs

Dans l'élaboration de notre stratégie méthodologique, nous avons inclus des entretiens collectifs, dits « entretiens centrés » ou *focus groups*. Les *focus groups* sont des espaces de communication qui nous permettent d'observer des interactions, des souvenirs et des représentations *in the making*. De plus, tout en permettant de renouer avec la tradition des travaux de Kurt Lewin (Faucheux, 1975), ils correspondent largement aux exigences méthodologiques de deux champs de recherche qui

⁵ Nous avons présenté la République de Macédoine sous cette appellation provisoire, la seule acceptée en Grèce.

ont une forte filiation épistémologique, les représentations et la mémoire sociales (cf. Kalampalikis, 2004 ; Kitzinger, Markova, Kalampalikis, 2004). L'ampleur de la mobilisation populaire autour de cet enjeu, l'unanimité et le consensus social et politique qui ont régné pendant sa phase explosive, le déclin relatif dans lequel la discussion sur la scène sociale grecque semblait se trouver, constituaient des raisons supplémentaires d'investiguer aussi bien les réminiscences que l'affaire a laissées sur le plan de la conscience collective, que les représentations identitaires qu'elle a suscitées, engendrées, fait naître. Notre choix d'utiliser cette méthode concernait tout particulièrement les aspects consensuel et rétrospectif, que nous voulions tester et analyser, avec leurs bases argumentatives, par le biais des discussions et confrontations collectives *in vivo*.

Ainsi, nous proposons aux sujets : (a) un extrait du manuel grec sur l'histoire de la Macédoine, (b) les résultats d'un sondage national sur l'affaire macédonienne, (c) les résultats d'une étude sociologique d'analyse de la presse grecque, (d) un article de presse sur les attitudes des députés grecs vis-à-vis du problème macédonien. Ces quatre supports ont permis de provoquer, stimuler, structurer et conduire les discussions. Leur utilisation nous a paru nécessaire pour deux raisons. Tout d'abord, ils nous permettaient de créer les conditions « naturelles » d'une conversation quasi quotidienne autour d'un thème, de rythmer son déroulement et de motiver à chaque fois l'intérêt des participants tout en restant focalisé sur le même thème fédérateur, l'affaire macédonienne. Ensuite, parce qu'ils servaient de prétextes suffisants pour engager la discussion, tout en offrant un certain nombre d'informations autour de l'affaire à partir desquelles les participants pouvaient ensuite élaborer leurs propres argumentations. De plus, ces mêmes stimuli servaient de supports-cadre à une réminiscence minimale de l'affaire, à partir de laquelle les participants allaient

éventuellement chercher à évoquer leurs propres souvenirs. Enfin, parce que chacun des quatre supports proposés correspondait à trois niveaux d'analyse du conflit (psychosocial, historique, politique). Ainsi, dix focus groups ont été réalisés au total, par moitié à chacune des deux villes choisies, comprenant cinq participants chacun. Leur profil : des hommes et des femmes d'une moyenne d'âge de vingt-trois ans, par moitié en provenance d'Athènes et de Thessalonique, étudiants ou travailleurs, qui ont accepté de discuter autour d'un « thème se rapportant à la société grecque contemporaine ».

Les retranscriptions ont été analysées qualitativement comme des structures séquentielles. Dans un premier temps, en termes de contenu, nous avons identifié les thèmes et sous-thèmes évoqués et générés par le découpage naturel de la discussion en quatre parties. Dans un deuxième temps, en termes de processus, nous avons insisté sur la manière dont ces thèmes étaient articulés dans l'argumentation des sujets vis-à-vis de l'affaire macédonienne. Les extraits sélectionnés pour la présentation de nos résultats ont été choisis et traduits sur la base de leur représentativité face au corpus entier des discussions. Ce choix repose sur ce critère qualitatif, c'est-à-dire leur pertinence dans la mise en lumière de logiques, arguments, interactions et raisonnements transversaux.

Les entretiens individuels

Cinquante entretiens individuels semi-directifs ont été menés à la même période avec une population identique et en parallèle aux entretiens collectifs. Un tiers des sujets qui avait participé aux *focus groups* a été interviewé individuellement peu de temps après (deux-trois jours). L'objectif de cette série d'entretiens était de valider les acquis de l'entretien collectif, d'explorer en profondeur le vécu subjectif des sujets, et de faire émerger les

souvenirs personnels relatifs à l'affaire qui n'avaient pas été abordés en présence des autres.

Les entretiens ont été conduits sur la base d'un guide semi-directif structuré essentiellement autour de deux dimensions temporelles : le passé et le présent. Le passé nous a intéressé sous un triple aspect qui représentait l'effort de capter trois niveaux d'ancrage dans le discours des sujets : celui de l'affaire (proche et son histoire), celui du sujet lui-même (vécu, souvenirs), et celui du groupe national (histoire récente et lointaine). Dans un second temps, la dimension du passé touchait au vécu subjectif des interviewés, leurs souvenirs de cette période en relation avec leur propre implication, participation et action, ainsi que sur le niveau et les sources d'informations dont ils disposaient pour former leur propre opinion. Enfin, un troisième temps était consacré au passé historique du groupe national.

Un moment spécifique, à la fin de la première partie de l'entretien, était réservé à la présentation de deux cartes géographiques, afin de confronter leurs références géographiques antérieures à partir d'un indicateur spatial objectif. L'une des cartes montrait la région géographique de la Macédoine antique, l'autre, la partition de la région macédonienne à l'issue du traité de Bucarest en 1913, sur la base de la géopolitique actuelle de la région balkanique. Notre choix concernant la carte géographique de la Macédoine antique de Petroff (1903) s'est basé essentiellement sur son caractère original et unique. Réalisée et conçue sur la base des études historiques du 19^e siècle, mais surtout, sur les écrits et les renseignements topographiques d'une énorme partie de la littérature grecque antique, elle donne à voir une représentation spatiale de la Macédoine dans son entité géographique et ethnique (*les cartes sont présentées dans la partie IV*).

La seconde dimension que nous avons voulu explorer concernait le présent envisagé sous deux axes majeurs. Le présent de l'affaire, à savoir son actualité dans la presse et l'opinion publique grecques, mais aussi dans l'opinion des sujets, les possibilités de trouver une solution définitive dans l'avenir proche, et l'anticipation de la tournure du problème du nom. Le second axe se référait directement à la perception subjective de « l'autre », de la république voisine et de ses habitants, à leur dénomination respective et à sa justification.

Selon Lorenzi-Cioldi (1997), la confrontation systématique des procédures de planification de la recherche et d'analyses des données débouche sur une meilleure compréhension des objectifs théoriques poursuivis dans la recherche. Nous avons essayé de respecter ce principe aussi bien sur le plan de la mise en place de nos opérations de recherche et de l'analyse de nos résultats que sur celui de leur présentation. Nous avons opté pour une présentation thématique dans l'effort de regrouper des thèmes émergents issus de différents types de résultats, eux-mêmes issus de différentes techniques, que la philosophie de production insérait dans un même schème, un même éventail méthodologique. Ce choix tient sérieusement en compte les considérations de De Sardan quand il affirme que « les données [...] sont la transformation en traces objectives de « morceaux de réel » tels qu'ils ont été sélectionnés et perçus par le chercheur » (1995, p. 76). Il est certain que le potentiel d'apprentissage et ensuite de généralisation à partir d'une étude de cas est un critère différent de la représentativité et, pour certains auteurs, parfois supérieur. En ce sens, nous sommes d'accord avec Passeron lorsqu'il affirme qu'« il est aussi vain de croire éluder par l'éloge complaisant du sens illustratif d'un bel exemple toute question sur sa représentativité ou sur sa force probatoire que d'objecter interminablement aux exemples historiques leur non-représentativité ou leur exigüité statistiques. [...] L'esprit

d'enquête est à la fois dévoreur et découvreur de nouveaux corpus parce qu'il est, par son principe même, *appétit de comparaisons* » (1995, pp. 31, 37).

Les fruits de la méthodologie dont nous venons de présenter les contours⁶ ont été analysés et seront présentés sous un angle transversal qui met en œuvre leur force d'évocation. Ce cadre de présentation tient lieu de cadre interprétatif qui, sans être unique, reflète notre effort de donner sens à cette recherche qui en parallèle de la temporalité de sa réalisation, devrait faire face à la temporalité « naturelle » de son objet, une affaire qui est tout sauf statique.

⁶ Faute de place, tout l'éventail méthodologique de notre recherche n'est pas présenté ici. Aux techniques mentionnées ici il faudrait ajouter le recueil d'une centaine de cartes associatives et de cartes mentales.

PARTIE II
LA NATION ET SES NARRATIONS

L'affaire macédonienne est au cœur d'une narration nationale. La négociation de ce type de narrations peut devenir un enjeu capital pour le groupe, surtout lorsque son identité, donc son existence même, est mise en cause. Ces narrations tiennent lieu de vérité symbolique pour le groupe, de vérité identitaire. En ce sens, nous allons nous intéresser à la question de la nation, notion riche et complexe, qui a suscité nombre de travaux en sciences sociales. Nous allons nous pencher sur un dénominateur commun de ces travaux, à savoir les fondements sociaux et imaginaires de la constitution du groupe national et sur les *hiatus* auxquels se heurtent les différentes approches psychosociologiques de l'identité sociale. Deux types de résultats empiriques vont nous permettre d'illustrer cette délicate question. Tout d'abord, l'analyse d'un manuel d'histoire conçu « sur mesure » au moment où le conflit battait son plein et distribué à toutes les écoles grecques, afin de doter d'arguments historiques « objectifs » les défenseurs de la cause. Elle tentera de montrer le rôle du passé historique dans la présentation du groupe national comme entité « naturelle » dans une temporalité linéaire et conflictuelle.

Ensuite, nous présenterons des résultats concernant l'image qu'ont les Grecs d'eux-mêmes et de leurs populations voisines limitrophes. Ils permettront de situer l'image de la population de la République de Macédoine dans un réseau de relations plus large, façonné par un système de représentations identitaires influencées par le passé et le présent. La représentation du soi national sera finalement contrastée par l'usage d'un vocabulaire exclusif à la population de la République de Macédoine. Son examen essaiera de dessiner les contours d'une représentation de cette population en soulignant la place de la communication sociale dans sa construction, le rôle de l'histoire dans sa conception, et celui de la nature dans sa polarisation avec le soi national.

La nation, un groupe social à part

L'étude des groupes nationaux dans les sciences humaines n'a cessé de poser des questionnements quant à la nature de la nation elle-même. Ce regroupement basé sur un vouloir-vivre collectif a été opérationnalisé sous de multiples facettes, aussi bien comme « idéal », que comme « prophétie créatrice de la conscience collective » (Hauser, 1916), « croyance subjective » (Weber, 1921), ou sobrement, « une affaire d'esprit (*mind*) et non pas de relation physique » (Pillsbury, 1919). Le mot « nation » a été investi par un programme entier d'idées, depuis son apparition à la fin du 18^e, et surtout tout au long du 19^e siècle. L'idée de la nation en tant que sujet collectif autonome et historique a donné lieu à la constitution d'une affinité « quasi-naturelle » entre d'un côté, le discours historique et le pouvoir politique qui l'a produite, et de l'autre, la réalité sociale qui la sous-tend et qui lui donne sens (Tsoukalas, 1999). Différentes études s'aventurent ainsi à la recherche d'une définition opérationnelle (historique, sociologique ou même littéraire) de la nation à travers l'étude de sa *matière*, des éléments (ethniques, culturels, spatiaux) qui constituent son essence, son « être » national. D'autres, au contraire, cherchent à définir cette communauté nationale par la *manière* dont la nation se manifeste à ses citoyens, son « paraître ». Sans trop nous aventurer dans la myriade d'études consacrées à ce domaine, constatons sommairement que malgré le changement de perspectives, de terminologie et de méthodes d'investigation, le principe « spirituel » ou « idéal » (appelé dorénavant système d'idées, esprit, solidarité, attachement, croyances, mythes, imaginaire, psyché etc.) qui tient ensemble les membres du groupe national, demeure incontestable.

Prenons l'exemple de la conférence d'Ernest Renan qui démontre clairement la non-validité de certains critères habituels de définition d'un groupe national comme tel (à savoir la « race », la langue, la religion, la géographie, la communauté des intérêts). Il conclut que ce dernier n'est qu'un principe spirituel, résultant des complications profondes de l'histoire et non pas un groupe déterminé par la configuration du sol. Cette spiritualité, cette « âme », accroche ensemble les souvenirs du passé et la volonté de partager un lien commun dans le futur : « Elle [la nation] suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune » (1882, p. 241).

Les critères « objectifs » souvent utilisés pour définir une nation sont aussi flous, mouvants et ambigus « ...que la forme des nuages comparée au relief terrestre » (Hobsbawm 1990, p. 15). Les critères de définition de cette catégorie de classification de groupes, de collectivités ou de personnes ne permettent aucunement une généralisation universelle, car le processus même de la constitution des nations comme telles est conditionné par des évolutions sociohistoriques diverses qui ont donné lieu à la formation d'entités politiques divergentes du point de vue historique et culturel. Le passage d'une communauté à une entité politique organique définie historiquement, c'est-à-dire un sujet collectif historique, a présupposé dans l'histoire récente des nations, le passage par des clivages sociohistoriques incomparables. Les efforts d'une définition contemporaine de la nation s'affrontent ainsi à un paradoxe, et à une faille pour les chercheurs, qui renvoie à un ressenti déclaratif fort et profond des sujets nationaux concernant leur propre sentiment identitaire, sans pour autant pouvoir distinguer objectivement en quoi ce sentiment, cette forme d'identification, consiste, ni en quoi elle se différencie des autres formes possibles d'identification. Comme Nicole Lapierre

(1989) le fait très justement remarquer, l'étude de la fixation des symboles identitaires qui fondent une croyance en une origine commune, doit nous aider à pouvoir comprendre pourquoi le sentiment de l'appartenance à un groupe national ou ethnique ne se prononce presque jamais au passé ou au négatif.

Nous retrouvons la même aporie chez Henri Tajfel (1969) dans un de ses écrits consacré au processus de formation des attitudes nationales. D'entrée de jeu, l'auteur ne cache pas son embarras dans son effort de définir la nation qu'il qualifie par ailleurs de concept obscur : « la nation est le groupe humain le plus large, le plus complexe et le plus abstrait ; en même temps, il s'agit d'un groupe qui semble capable de provoquer une énorme intensité au niveau de l'attachement de ses membres, beaucoup plus qu'un groupe quelconque » (*ibid.*, p. 143). Plus récemment, Ernest Gellner insiste sur le fait que cette difficulté est intrinsèque à cette notion, fait partie de son essence même, en disant que « ...un homme sans nation est un homme sans ombre » (1983, p. 18). Selon le même auteur, deux hommes sont de la même nation si – et seulement si – ils partagent la même culture, quand la culture à son tour signifie un système d'idées, de signes, d'associations, de modes de comportement et de communication. On serait tenté de dire que l'appartenance à une même nation est définie par le partage des mêmes représentations culturelles autour de l'idée nationale. Ce partage n'est pas anodin, au contraire il contribue à l'élaboration d'un savoir identitaire indispensable et inéluctable, un savoir qui devient une seconde nature. Finalement, « avoir » une nationalité équivaut à partager un savoir identitaire, ou une *condition psychologique* (McDougall, 1921), ou même le ressenti du partage d'une même appartenance, d'une *croyance subjective partagée* (Weber, 1921).

Michael Billig approfondit cette réflexion et, dans le sens de l'extrait de Renan, souligne qu'il n'est pas seulement « naturel » d'avoir une identité nationale, « il est aussi naturel de se souvenir d'elle » (1995, p. 37). Pierre Nora désigne la mémoire sociale, de par sa définition, comme lieu privilégié et unique, où la nation garde sa pertinence et sa légitimité. Ses liens inextricables avec l'histoire et la nation ont donné lieu, selon l'historien français, à une « [...] circularité complémentaire, une *symbiose* à tous les niveaux, scientifique et pédagogique, théorique et pratique » (1986, pp. xxi-xxii). En ce sens, la mémoire joue un rôle de réservoir où le groupe va chercher les souvenirs-preuves de son existence, les fragments de son expérience, les traces de son être passé. Dans ce processus d'anamnèse collective, comme Maurice Halbwachs l'a brillamment illustré, les convergences sont toujours mieux retenues et sélectionnées que les divergences, au profit de la continuité et de l'identité du groupe : « Mais ce qui nous frappe, c'est que dans la mémoire [collective], les similitudes passent cependant au premier plan. Le groupe, au moment où il envisage son passé, sent bien qu'il est resté le même et prend conscience de son identité à travers le temps. Mais le groupe vit d'abord et surtout pour lui-même, vise à perpétuer les sentiments et les images qui forment la substance de sa pensée » (1950, p. 139).

Les récits sur la nation naissent spécifiquement pendant ces circonstances historiques qui amènent les groupes nationaux à oublier une partie de leur histoire (Anderson, 1983). Le groupe ne retient de son histoire que ce qui vérifie l'image qu'il cherche à montrer, à faire croire, ou à faire valoir, selon les conventions et les exigences du présent. Sous ce prisme, ce même auteur a décrit les nations comme des *communautés imaginaires et imaginées*. Une communauté doit s'imaginer, car son appréhension (temporelle, spatiale, humaine) dépasse largement l'expérience immédiate. Une communauté se distingue d'une

autre, non pas par sa fausseté ou son authenticité, mais par la manière particulière que chacune met en œuvre dans l'effort de se représenter comme telle. Ce spectre représentationnel témoigne aussi bien de la pluralité que de la singularité des styles employés pour penser la nation, ancrés dans des contextes sociohistoriques spécifiques et façonnés par les cultures indigènes. Ainsi, penser sa propre nation revient à utiliser les cadres mentaux d'une société donnée à un moment historique particulier. Ces cadres, vecteurs d'éléments issus de la culture et des traditions locales, véhiculent tout un imaginaire collectif concernant le groupe national qui le rend unique, c'est-à-dire, différent. Chez Elias Canetti (1966), l'importance de cette différence se prolonge au-delà de la simple différenciation culturelle ; les nations prennent une forme de religion, qui trouve sa forme paroxystique dans les guerres, et sa puissance quotidienne dans les symboles de masse qui l'incarnent.

La nation est également imaginée comme une entité unique en termes temporels et spatiaux. Elle est imaginée comme communauté temporelle sous un angle diachronique, de manière à garantir son héritage historique et son avenir. Elle a son propre passé, sa diachronie et son destin futur. Sa temporalité fait partie de son essence identitaire et entretient avec elle des relations d'implication réciproque. Le temps *identitaire* est un temps *imaginaire* (Castoriadis, 1975). L'usage de la narration, des récits va garantir sa transmission, jusqu'à devenir parfois la condition même de son existence (Ricœur, 1983). « Cette façon de négocier et de renégocier les significations par le biais de l'interprétation des récits me paraît être, écrit Jerome Bruner, l'un des couronnements du développement de l'homme. Culturellement, le phénomène s'appuie sur les extraordinaires réserves de récits qu'accumule une communauté, mais aussi sur ses outils très précieux que sont les techniques interprétatives : ses mythes, sa typologie des attitudes humaines, mais aussi ses traditions dans

la définition et la résolution des récits divergents » (1991, p. 79). Une histoire nationale unique a comme théâtre un *lieu* unique qui la caractérise autant que sa durée. L'espace national est perçu au-delà de sa matérialisation géographique, comme un *topos* national, sans limites naturelles emprisonnées par l'expérience immédiate. Il s'agit plutôt d'un lieu qui sert de métaphore à l'unique du groupe national. Il est difficile de l'imaginer séparé en deux, plus encore, de voir son nom partagé avec un autre groupe.

La nation est le produit et le producteur d'une réalité sociale en phase avec ses formations symboliques et imaginaires et soutenue par ses représentations. Une réalité, d'après Serge Moscovici (1991), « qui colle d'aussi près que possible aux produits mentaux de la société, aux formations symboliques – croyances, idéologies, narrations, mythes, etc... – créées de manière continue pour soutenir les pratiques communes. Cette autocréation de la société à travers des symboles et des significations organisés est une partie intégrante de notre réalité sociale. On peut même dire qu'elle en est la partie dynamique, dans la mesure où l'ordre de la société n'existe pas automatiquement, mais doit être actualisé, défendu et justifié en nécessité par ses membres. Or ces formations symboliques fort diverses et en flux permanent sont articulées par une représentation commune à la plupart des gens et qui nous permet de les comprendre spontanément ».

La société se projette et s'interprète, comme *communauté interprétative*. Dans l'effort d'étudier ces processus multiples il est important de prendre en compte « [...] le rôle essentiel, quoique souvent sous-estimé, que l'imagination joue dans la vie humaine, ainsi que le rôle également essentiel que les produits de l'imagination commune jouent dans la vie sociale des hommes » (Searle 1979, p. 118). Imagination qui intervient aussi

bien dans l'effort de se représenter le passé, de le reconstituer dans et par le présent, d'effacer ou d'oublier ses faces douloureuses et de pouvoir se projeter dans l'avenir, où, justement, l'irréel prend la relève. Néanmoins, projection et interprétation ne doivent pas être conçues comme des processus statiques, ni comme internes ou centrifuges aux groupes. Il s'agit de processus pris dans la dynamique sociale et historique de leur action et presque toujours dans un rapport à l'autre, celui qui n'est pas, au différent. Le groupe national est défini aussi par ses frontières, au sens matériel et figuré du terme, qu'il construit, qu'il négocie, ou qu'on lui projette (Barth, 1969).

Attitudes nationales et systèmes de croyances

Tajfel (1969) a insisté sur les contenus cognitifs et affectifs des attitudes nationales mais également sur la formation de systèmes de croyances et de valeurs autour de l'idée nationale, à travers les processus d'identification et d'influence sociales. Dans ce sens, la condition *sine qua non* de la réussite de la communication sociale est l'acceptation par une population des messages à contenu national. Ce processus communicationnel atteint son plus haut degré de persuasion, et donc d'influence, à travers la diffusion sociale et culturelle d'attitudes et d'idées relatives à l'idée de la nation. La preuve directe de la réussite de ce type de messages s'apparente surtout dans la perception subjective d'une menace supposée, orientée vers le groupe national d'appartenance et partagée par les autres membres. Cette attitude, résultat d'une vaste diffusion culturelle de certaines significations et de valeurs « [...] doit se comprendre comme une fonction des mécanismes psychologiques qui transforment la variété et la multiplicité des messages sociaux en une unité cohérente, une structure cognitive et affective. L'une tend à

simplifier, l'autre à idéologiser plusieurs aspects de l'environnement social et même physique » (*ibid.*, p. 168).

La *simplification*, selon le même auteur, présente deux caractéristiques essentielles : l'attribution de propriétés générales et évidentes au groupe national d'appartenance et, par conséquent, la perception de différences générales et évidentes des autres groupes nationaux. L'articulation de ces différences forme une croyance et une justification de la singularité par le biais d'une tradition nationale unique qui se perd loin dans le passé, englobe le présent et détermine des lignes de développement pour le futur. Des années plus tard, le même auteur parlera de « catégories simplificatrices » ayant un degré d'accessibilité plus large que d'autres, faisant partie « [...] de l'ensemble des croyances, mythes, traditions et images d'une culture » (Tajfel, 1981).

Ces différences générales sont non seulement perçues, accentuées et généralisées ; elles sont également fabriquées, mais aussi éliminées lorsqu'elles ne correspondent plus aux raisons de leur fabrication. Doise et Dann (1976), ont montré que les effets de la catégorisation sociale peuvent trouver une explication comme étant une accentuation des frontières du groupe à l'aide de principes de division affectifs, cognitifs ou comportementaux. Des biais implicites provenant de la catégorisation sociale peuvent transformer une information d'égalité entre deux groupes en une donnée psychologique selon laquelle des comportements non-favorables de la part de l'exogroupe sont représentés de manière disproportionnée. L'évidence de la différence d'un groupe peut être générée même si une telle différence n'a aucun rapport avec la réalité (Howard et Rothbart, 1980).

Les caractéristiques unificatrices et cohésives s'apparentent à un deuxième niveau, décrit par Tajfel (1969), plus abstrait cette fois, *idéologique*. Les actions politiques, discutées par les leaders, les médias, les manuels scolaires ou les citoyens, se réfèrent invariablement à un contexte d'intérêt et de destin nationaux communs, de valeurs et modes de vie, de traditions, de produits culturels, et de caractère commun des membres qui partagent ces liens. Tajfel jette implicitement – dans un de ses écrits qui n'a pas reçu une visibilité académique adéquate – les bases théoriques pour une articulation entre l'idée de la nation, l'identité sociale et la théorie des représentations sociales. Ces deux niveaux d'interprétation des attitudes nationales (simplification, idéologisation) mettent en lumière une description – quoique élémentaire – des mécanismes de formation des représentations sociales, tels l'objectivation et l'ancrage, si nous pouvons risquer cette comparaison. Simplifier et idéologiser s'avèrent être des processus d'élaboration et de partage de significations (croyances, mythes, traditions, stéréotypes, préjugés, images de soi et de l'autre) à l'intérieur d'un groupe national, tant par rapport à l'affirmation d'une unité, qu'à l'affirmation d'une différence. Unité du dedans et « altérité du dehors » (Jodelet, 2005) se construisent collectivement, dans un contexte culturel donné, à partir d'un début et d'une fin temporels communs, grâce à un cadre communicationnel qui les propage sous forme de messages. La nation semble imposer la *mêmeté* et *l'altérité* en ses termes, formant ainsi le tissu de sa propre image déguisée.

L'identité sociale sous ses différentes acceptions

Un nombre important de travaux théoriques et empiriques produits dans le domaine de la psychologie sociale ont eu tendance à développer l'identité sociale en tant que représentation de soi et d'autrui. Des premiers travaux

théoriques des psychologues sociaux, aux plus récents, les dimensions sociale, culturelle et historique demeurent essentielles, non seulement en tant que cadres permettant son actualisation, mais aussi en tant que composantes principales déterminantes de son existence.

Deux critiques majeures aux recherches sur l'identité sociale ont été récemment formulées par Billig (1995). La première concerne le paradoxe de la tendance universaliste de cette théorie et la négligence parallèle des significations spécifiques des catégories sociales. La seconde relève de l'attention portée par les recherches sur l'identité sociale uniquement à la catégorisation individuelle, sans vraiment expliciter ni de quelle manière, ni dans quel contexte sociohistorique l'identité nationale prend corps et devient forme de pensée sociale commune et habituelle. La recherche sur l'identité doit donc s'orienter vers les différentes formes et conditions d'expression identitaires, non pas dans un *vacuum* social, mais au sein de ses cadres sociaux et culturels de genèse et d'évolution (Jodelet, 1989b).

La psychologie sociale contemporaine s'intéresse surtout à l'aspect dynamique de l'identité sociale. En ce sens, l'hypothèse stratégique, c'est-à-dire les différentes stratégies identitaires mises en œuvre à travers la communication sociale pour atteindre un but donné, apparaît comme l'élaboration individuelle et sociale des acteurs en fonction des finalités situationnelles exprimées. L'une des finalités, qui semble avoir une importance et une fréquence particulières, soulignées dans plusieurs travaux, est celle de la « temporalité » : « Les groupes, comme les individus expriment le besoin d'une filiation dans le passé, de racines historiques, même mythiques, et d'une possibilité de se projeter, en tant que groupe dans l'avenir... » (Taboada-Leonetti 1990, p. 56). Cette finalité s'inscrit dans un projet de réappropriation de l'histoire du groupe, un projet collectif qui

légitime cette projection via l'enracinement dans un passé commun.

Depuis longtemps, Willem Doise a insisté sur le rôle des représentations dans le processus d'interaction entre groupes. Selon lui, si le contenu des représentations est modifié par la nature même des rapports intergroupes, il n'en demeure pas moins que ces mêmes représentations influencent, anticipent et justifient à leur tour ces rapports. Les représentations sociales sont déterminées par l'interaction, mais elles l'influencent tout autant : « Sélectivité, justification, anticipation ne sont évidemment pas trois propriétés indépendantes des représentations intergroupes. Les représentations, en projetant une certaine image de l'autre groupe, en lui attribuant certaines motivations, facilitent et préparent l'action qui sera entreprise à son égard » (1976, pp. 111, 116).

Les travaux de Moscovici et de Paicheler (1978) sur la comparaison, la reconnaissance et l'identification sociales ont montré qu'une majorité en insécurité évitera la comparaison avec la minorité et montrera une forte identification défensive intergroupe. Dans le cas de l'affaire macédonienne, il y avait en effet une forte emphase avec l'identité et l'histoire nationales de la majorité et un refus des demandes de la minorité par peur de confusion nominale et identitaire. Nous observons le même phénomène dans le cas de la Grèce. Il est certes difficile de la « classer » ou de parler d'elle en termes de groupe national majoritaire ou minoritaire. La distinction de Tajfel (1981) entre minorités numériques et psychologiques nous aidera peut-être à clarifier la confusion. En effet, la Grèce est numériquement majoritaire par rapport à la République de Macédoine (presque onze millions d'habitants *versus* un million et demi). Cependant, l'attitude grecque d'opposition au nom, l'a mise dans une position (psychologique) minoritaire sur la scène internationale,

si l'on pense à l'afflux de reconnaissances provenant de la plupart des autres pays du monde, à la pression internationale envers elle et au résultat final de cette affaire. Plus récemment, Moscovici (2002) a adressé une critique à l'égard des études psychosociologiques des stéréotypes et des préjugés et souligné que le phénomène social de classification a été souvent oublié, car les groupes ont été considérés dans des relations dyadiques indépendamment du système social d'appartenance, du contenu des catégories de classification, bref de la représentation sociale que la société a d'elle-même.

La définition de soi et les définitions des groupes d'appartenance ont été étudiées aussi dans le cadre de la théorie des représentations sociales, comme des principes organisateurs des rapports symboliques entre acteurs sociaux. Doise et Lorenzi-Cioldi (1991) ont montré que l'étude de l'identité en tant que représentation, nécessite une attention particulière et un regard global, puisque les multiples appartenances des sujets à différentes catégories sociales, voire à différents groupes sociaux, relèvent de contenus qui n'obéissent pas nécessairement à la conception d'une appartenance homogène. Selon ces auteurs, la réflexion sur les images et les stéréotypes intergroupes doit abandonner la simplicité déductive de la catégorisation sociale et introduire (ou réintégrer) la définition de soi comme représentation sociale. Ceci, dans une logique qui ne prive pas les sujets du droit à une multitude de caractéristiques (même antithétiques) en provenance de leurs appartenances et de leurs expériences sociales. Un cadre théorique comme celui des représentations sociales doit pouvoir saisir l'identité nationale comme forme de vie sociale, comme une modalité de connaissance de soi, d'autrui et du monde, comme un lieu commun, évident, familier, presque banal d'après Billig (1995), où le sens commun tient le premier rôle. Tout de même, il faut noter que malgré sa banalisation à travers ses multiples supports

institutionnels, malgré son évidence quasi naturelle aux yeux de ses partisans, la nation évoque une idée forte qui médiatise symboliquement le partage d'une essence commune.

Quelques études récentes dans le contexte théorique spécifique des relations intergroupes font de plus en plus appel aux représentations de l'histoire comme facteur essentiel de l'union ou de la scission de l'identité sociale. Les perceptions de l'histoire unissent ou divisent selon l'enjeu social et le contexte culturel. L'une des explications souvent évoquée par les théoriciens de l'identité sociale fait référence au favoritisme ingroup, la tendance à évaluer son propre groupe de manière plus positive que les autres dans l'effort de marquer les limites des frontières identitaires entre groupes. Pour Tajfel, l'origine de l'ethnocentrisme repose justement sur la motivation à avoir une estime de soi positive. Dans cet esprit, les groupes nationaux ou ethniques auront tendance à glorifier les événements positifs de leur propre histoire et minimiser ou même anéantir les événements négatifs, afin de garder un équilibre ou d'augmenter l'estime collective (Hilton *et al.*, 1996). D'autres auteurs vont un peu plus loin dans la même direction, en affirmant que *l'estime de soi* ne peut pas être le seul ou l'unique facteur qui relie la perception de l'histoire à l'identité sociale (Swann, 1987). Ils suggèrent de prendre aussi en compte une autre fonction de l'identité sociale souvent négligée, *l'auto-vérification*. L'histoire, pour ces auteurs, c'est le récit de la genèse du groupe et accepter cette représentation signifie accepter de faire partie de ce même groupe. Les narrations du groupe deviennent ainsi également narrations du soi.

Frontières identitaires

Si nous étions à la recherche de stéréotypes qui sous-tendent une part de vérité vis-à-vis de leurs objets, celui qui gravite autour des Balkans, pourrait nous servir d'exemple de départ. Un stéréotype, car rien ne préfigurait que la dénomination d'une large chaîne montagneuse (le véritable sens du mot turc *Balkan*) prenne le sens de poudrière qui lui a été attribué tout au long du 20^e siècle. L'image caricaturale et primitive des populations balkaniques comme étant de nature violente les a suivies, parfois avec les mêmes adjectifs, tout au long des grandes guerres du 20^e siècle, jusqu'à très récemment (Todorova, 1994) en raison des conflits intercommunautaires sanglants ayant suivi la dissolution de la fédération yougoslave. Dans les manuels scolaires européens, les Balkans sont associés directement et souvent exclusivement à une région caractérisée par l'absence de paix, comme la Grande-Bretagne est associée à l'industrialisation et la France au passage à la société bourgeoise (Höpken, 2000). Cependant, la part de vérité du stéréotype autour des Balkans repose principalement sur le fait que cette région dans son histoire récente a été un véritable théâtre de guerres et de conflits. Si l'image de la violence et de la haine a été attribuée comme qualité essentialiste aux populations balkaniques (Said, 1979), celle du conflit a été largement produite et reproduite au sein de chacune d'elles, tout particulièrement dans la construction, la narration, et la diffusion de leurs histoires nationales et mémoires historiques. Le sens de la causalité de ces conflits n'est naturellement pas le même selon le point de vue adopté.

Ce qui nous intéresse en prenant cet exemple, c'est de montrer la place et le rôle du conflit dans la construction de la représentation de l'histoire nationale. Non pas que le conflit, ou

l'antagonisme, soient les seules formes de relations instituées entre les peuples balkaniques. Au contraire, Simmel a largement élucidé la question, le conflit étant selon lui un élément inhérent aux sociétés et jouant un rôle polyvalent : il divise autant qu'il unit, il socialise autant qu'il isole, « un contre autrui qu'il faut ranger avec un pour autrui sous un seul concept supérieur » (1908, p. 20). L'affaire macédonienne a été principalement un effort collectif de différenciation, un effort pour montrer qu'un nom ne peut pas se partager quand les deux acteurs du partage ne le « méritent » pas de la même manière, au même degré. Dans ce sens, nous allons nous intéresser aux manuels d'histoire de l'enseignement grec afin de voir comment s'est construite l'image du soi national dans sa confrontation avec l'autre. Ensuite, nous nous focaliserons sur l'analyse qualitative du manuel distribué dans les écoles grecques tout spécialement pendant, et à cause, de l'affaire macédonienne.

Un manuel d'histoire fait sur mesure

L'approche ethnocentrique du passé historique est une règle générale appliquée par tous les pays balkaniques dans l'écriture de leurs manuels d'histoire, même pour ceux issus de la nouvelle réalité politique après 1989. Malgré la volonté clairement exprimée par les auteurs de ces ouvrages, de réécrire une histoire nationale nouvelle, de rompre la ligne unique que l'appareil idéologique leur imposait auparavant, leur entreprise conduit à remplacer un idéologème politique par un autre, national. La rhétorique du passé est généralement la même dans tous ces manuels. L'antiquité est vue et présentée sous l'angle axiologique et idéologique du présent, de manière unilatérale, comme source et preuve principale (spatiale, linguistique, ethnique) de l'indépendance et de l'autonomie étatique actuelle (Vouri, 2000). Un passé fragmenté, une antiquité qui légitime l'identité du présent.

Le système éducatif grec n'est pas étranger à cette conception de la nation et de l'histoire. Des études récentes d'analyse de contenu des manuels grecs de l'enseignement (primaire et secondaire) d'histoire et de langue, montrent que les nouveaux pays issus de la dissolution de la fédération yougoslave sont complètement absents du contenu des enseignements. Au contraire, tous les autres pays balkaniques sont présents, en termes de références, notamment les Turcs, puis les Bulgares, pour qui les commentaires, et l'image, sont colorés par les affrontements et les conflits qui les ont opposés aux Grecs (Xochelis *et al.*, 2000). D'autres analyses récentes de manuels d'histoire utilisés dans l'enseignement grec corroborent ces conclusions (Frangoudaki et Dragonas, 1997). La continuité de l'hellénisme, de l'antiquité à nos jours, inscrite dans le temps, l'espace et la langue, constitue une composante essentielle de l'identité nationale continuellement renforcée à l'école, tout particulièrement par le biais de l'enseignement de l'histoire, mais aussi de ceux de la géographie et de la langue. Cela est dû d'une part, au système étatique sclérosé dont l'enseignement dépend, un des plus centralisés en Europe, qui détermine les canons de l'enseignement de la matière, à savoir le développement « de la conscience de la continuité hellénique », et de « la culture d'une authentique fierté nationale » (Avdela, 2000). De l'autre, c'est le résultat de la manière dont les livres et manuels d'histoire sont écrits et enseignés, sans prise en compte des derniers développements de la science de l'histoire, ni des événements historiques récents.

Un bon exemple en la matière nous est offert par un manuel sur l'histoire et la politique autour de la Macédoine, publié spécialement par le Ministère de l'Education et des Religions en 1992, à 400 000 exemplaires. À première vue, il ressemble à un livret plutôt qu'à un livre, d'un volume mince de cinquante-sept

pages, doté d'une préface du Ministre de l'Education, d'une carte géographique du département grec de Macédoine et de dix-sept illustrations en couleur (dont deux d'Alexandre le Grand). Sur la couverture, une autre image d'Alexandre, dans toute sa splendeur (selon toute évidence, sur la face d'une monnaie en or) donne d'ores et déjà à voir le ton et l'orientation du contenu. Il se divise en deux parties majeures, l'une, plus « historique » et succincte (treize pages), traite de la place de la Macédoine dans l'histoire (antique, romaine, byzantine, slave, ottomane) jusqu'à la première guerre mondiale. La seconde, plus politique et plus développée (trente pages), examine l'affaire macédonienne, de la période de l'entre deux guerres mondiales jusqu'à nos jours (1992).

L'inaltérable culturel

Nous avons effectué une analyse lexicale⁷ de ce document qui nous a permis de dégager trois champs de référence. Pas de surprise en ce qui concerne les deux premiers ; ils occupent chacun 38% et 48% de l'ensemble du corpus, et reflètent fidèlement, au niveau de leur profil lexical, la structure du sommaire. Pour le premier, l'histoire antique de la Macédoine, ressort avec des mots significatifs tels que « siècles », « histoire », « byzantine », « ottomane » etc., et pour le second, l'histoire et la politique récentes sont prégnantes, avec des mots tels que « yougoslave », « guerre », « Grèce », « bulgare », « Tito », « conflits », etc.

⁷ Toutes les analyses lexicales présentées dans ce livre ont été effectuées à l'aide du logiciel ALCESTE. Rappelons, brièvement, le principe de cette méthode qui permet de cartographier les principaux lieux communs d'un discours, les mondes lexicaux, qui correspondent aux traces les plus prégnantes du langage utilisé. En somme, cet outil indique les champs de référence les plus marquants du discours (cf. Reinert, 1999 ; Kalampalikis, 2003 ; Kalampalikis et Moscovici, 2005).

C'est surtout vers le troisième champ que notre intérêt se dirige. Il représente 14% de l'ensemble et est façonné par des mots tels que « nom », « géographie », « confusion », et « définition », pour ne mentionner que ceux ayant une valeur statistique très élevée. Il s'agit d'un aperçu lexical d'un argument transversal du manuel à partir des critères qui justifient l'usage du nom Macédoine. Une lecture plus attentive de ces champs nous renseigne sur des mots spécifiques, qui, bien que moins fréquents dans l'ensemble du corpus, sont exclusivement présents au sein de chacun d'entre eux. Nous avons isolé trois mots, car ils reflètent fidèlement le contexte lexical et surtout sémantique dans lequel ils s'insèrent : « conscience(s) », « idéologie », et « origine ».

Faisons un bref retour au texte, afin de mieux justifier ce choix. Dans la première partie du manuel, celle qui fait l'historique de la région, nous retrouvons à chaque fin de sous-partie, c'est-à-dire à chaque présentation de l'histoire du passage des différents groupes ethniques ou empires dans cet espace, une phrase de conclusion implicite. Elle porte systématiquement sur l'aspect inaltérable de la composition ethnique de la population qui y habita et de sa conscience collective hellénique. Par exemple, les « tribus qui vivaient dans la région avant la descente des Macédoniens ont fait un avec eux », « les colons Romains se convertissent sur le plan de la langue », « durant le 3^{ème} s. les attaques des Goths et autres tribus n'ont pas provoqué d'altérations ethniques », ou encore celle, « la population grecque de la Macédoine est resté essentiellement inaltérée jusqu'au 7^{ème} siècle », ou encore, « le royaume bulgare de Samuel n'a pas pu altérer sensiblement le caractère ethnologique de la région ». La suite de la présentation dans un temps historique linéaire conserve ce même argument, ainsi « depuis le 18^{ème} siècle la grande masse chrétienne de Macédoine a eu conscience de son identité grecque », pour arriver à la fin de la

seconde guerre mondiale à l'affirmation qu'à l'issue des échanges de populations, les slavophones grecs « ont passé une crise de conscience [nationale] ». De cette manière, l'argument de la continuité culturelle et ethnique de l'antiquité à aujourd'hui sous-tend la problématique de l'affaire à des degrés différents, de l'affirmation d'une « nature ethnique » commune dans l'antiquité, à la certitude de l'acquisition et du partage d'une « conscience nationale » commune dans le présent.

Comparativement aux manuels d'histoire existant dans l'enseignement grec, ce manuel spécifique ne fait pas figure d'exception. En effet, la continuité dans le temps, l'absence de changement, l'homogénéité, la résistance, et la supériorité, émergent comme des qualités spécifiques aux Grecs à travers plusieurs manuels d'histoire (Frangoudaki et Dragonas, 1997). Le soi national est défini comme supérieur à cause de – ou grâce à – la continuité supposée de la civilisation grecque de l'antiquité jusqu'au présent, ainsi que de son influence sur la civilisation occidentale. Il est important également de souligner l'aspect naturel de la nation dont l'homogénéité sociale semble évidente, les conflits internes effacés, les différences et les problèmes minimisés.

Le manuel de 1992 essaye de prouver l'inaltérable culturel, mais aussi ethnique, de la population de la province grecque de Macédoine de l'antiquité à nos jours. Ainsi, les affirmations avancées sur une « conscience collective diachronique » naturalisent cet argument. La position de départ des auteurs privilégie la thèse selon laquelle les Anciens Macédoniens « faisaient partie du monde des Grecs ». Ceci semble être démontré suffisamment, dans le même manuel, à travers les vestiges archéologiques et les analyses linguistiques des épigraphes qui « nous montrent qu'il n'y a pas d'interruption, ni culturelle, ni linguistique de l'unité des Macédoniens avec le

reste des Grecs ». Cependant, au fur et à mesure que l'on avance dans la lecture du texte, ce même argument prend des allures plus absolues, devenant une sorte de définition. Ainsi, on trouve un peu plus loin que « ce nom [Macédoine] avait une origine grecque antique puisqu'il indiquait l'ethnie grecque des Anciens Macédoniens ». Pour arriver à la fin du manuel, où les auteurs sont plus affirmatifs quant à la nature du lien entre Macédoniens et Grecs dans l'antiquité, par le biais d'une distinction entre deux références du nom Macédoine. D'une part, en tant que notion « ethnologique-historique », elle s'attache directement à la Grèce antique, « car elle signifie le pays d'une ethnie indubitablement hellénique : celle des Macédoniens de Philippe et d'Alexandre ». De l'autre, en tant que notion « administrative-géographique », après le Moyen Age, « ce mot est utilisé pour signifier une province administrative d'un espace géographique incertain ». De cette manière, les auteurs du manuel attribuent au nom une référence historique colorée ethniquement et ils omettent la référence géographique en tant que région balkanique large, en mettant plutôt en avant l'incertitude de ces frontières.

Des frontières et des sensibilités

Ainsi, le problème du nom se résume, d'après le manuel, à une confusion de significations et à l'usage incongru par un peuple slave d'un nom géographique dans sa composante historique et ethnologique. Cette dernière appartient prioritairement à l'héritage culturel grec qui, du coup, se sent privé d'un de ses éléments essentiels qui le définit comme tel. L'assimilation faite entre mémoire historique, culture et identité nationale, autrement dit entre culture et nature, à l'égard de la reconnaissance de la nouvelle république sous le nom Macédoine est assez évidente dans l'extrait qui a servi de support de discussion lors des entretiens individuels.

Résumons l'essentiel : *on ne peut pas associer à quelqu'un d'autre un élément qui nous appartient de peur d'être assimilé à cet autre.*

Le principe de l'altérité doit rester intact face à un danger éventuel de classification dans une même catégorie culturelle, d'assimilation identitaire. La volonté de limiter l'usage du nom Macédoine exclusivement à l'intérieur des frontières géographiques et identitaires grecques, c'est admettre la nécessité de préserver les frontières entre Grecs et Slaves. La délimitation nominale doit juxtaposer la démarcation spatiale en respectant la chronologie historique, sinon il y a risque de violation de l'espace identitaire. Par conséquent, les « Skopjiens », des Slaves descendus au 7^e siècle après J.-C. dans cette région, n'ont pas le droit de revendiquer la composante ethnologique-historique du nom « Macédoine » dans la mesure où celle-ci appartient aux Grecs bien avant leur arrivée dans la région. Selon ce manuel, la Grèce ne peut pas accepter l'usage du nom « Macédoine » comme appellation nationale d'un état et d'un peuple slaves. Les termes « Macédoine » – « Macédoniens » appartiennent à l'hellénisme et aux Grecs. Ils font partie de leur héritage national et culturel et ils ont été considérés ainsi par une histoire séculaire, avant que les Slaves ne se présentent dans la région des Balkans. Dans cet esprit, les « Skopjiens » n'appartenant pas à cette même communauté culturelle et ethnique ne doivent pas utiliser cette appellation comme nationale.

Deux raisons « psychologiques » avancées par les auteurs du manuel justifient la vivacité des réactions grecques au sujet du nom : l'une, concerne le sentiment « traditionnel d'insécurité » qui caractérise les Grecs, dû au souvenir des affrontements incessants dans la région tout au long du 20^e siècle, et l'autre, leur « sensibilité » *sui generis* au sujet de leur héritage historique, à cause d'une historicité unique remontant loin dans le temps.

L'enracinement historique du peuple est mis en avant afin de défendre l'idée de la continuité linéaire à travers les siècles (Antiquité, Byzance, Modernité). Une réaction collective est justifiée par des traits collectifs « d'un caractère national ». Une explication de type psychologique est mise en place pour justifier la sensibilité des Grecs aux questions nationales. Cette caractéristique prêtée à la nation, justifie à cet égard les débordements éventuels. L'idéologie de l'origine du groupe se traduit en termes de conscience dans sa mémoire historique.

Cette idée corrobore par ailleurs les analyses des manuels grecs mentionnées précédemment. D'après ces travaux, l'histoire acquiert la valeur d'une vérité irréfutable qui est apprise par les élèves selon la technique de mémorisation et non pas par compréhension critique. Les livres d'histoire soulignent la supériorité, la continuité et l'inaltérable nature de l'hellénisme à travers les siècles, son indépendance dans l'espace et le temps, sa résistance face aux « ennemis », au-delà de toute évolution historique. Cette narration nationale détermine et définit à plusieurs égards la représentation des « autres » groupes nationaux et les critères sur la base desquels une comparaison entre son propre groupe d'appartenance et celui des autres peut avoir lieu. Ainsi, les Turcs et les Bulgares « deviennent » dans ces mêmes manuels « hostiles et inférieurs », tandis que les Grecs sont « pleins de vertus et de talent, supérieurs intellectuellement et militairement ». Il est significatif de signaler à ce propos, qu'avant les événements récents, l'affaire macédonienne se résumait dans les manuels scolaires d'histoire, au vocable « lutte macédonienne » (période 1904-1908) qui regroupait les affrontements armés entre Grecs et Bulgares pour les territoires macédoniens à l'issue de l'insurrection d'Iliden (1903). Il faut dire que dans les manuels d'histoire grecs depuis 1950, les Bulgares ont été considérés *grosso modo* comme des terroristes, des sauvages et des « hellénocides » (Aggelopoulos, 2000).

L'analyse qualitative du manuel d'histoire nous a permis de mettre en évidence la politique de sa publication, mais aussi la publication d'une certaine politique. Cette dernière, dépassant le simple cadre pédagogique de la didactique de l'histoire, s'est élargi dans la sphère de l'identité en assimilant version(s) des faits historiques et définition(s) du soi national dans le temps vis-à-vis d'une revendication conflictuelle quasi permanente. L'enjeu principal étant, selon Bourdieu, « ...d'imposer une vision du monde social à travers des principes de division qui, lorsqu'ils s'imposent à l'ensemble d'un groupe, font le sens et le consensus sur le sens, et en particulier sur l'identité et l'unité du groupe, qui fait la réalité de l'unité et de l'identité du groupe » (1980, p. 65). Une vision et un reflet du soi national aussi exclusifs qu'uniques, dont le contraste avec l'image de la population de FYROM, telle que les adjectifs de l'épreuve de l'image des « autres » vont nous l'offrir, deviendront d'autant plus illustratifs.

Des voisins pas comme les autres...

Si l'existence d'une Macédoine « autre » que celle grecque est longtemps restée dans l'ombre pour nos sujets, nous y reviendrons, la médiatisation que l'affaire macédonienne a suscitée depuis 1991, ainsi que les conséquences de la guerre yougoslave, leur ont permis, même brutalement, de « connaître » le puzzle communautaire et étatique qui prenait corps à deux pas des frontières grecques. Il faut ajouter à ces événements, les changements politiques importants suite à la chute du mur de Berlin, survenus dans les pays ex-communistes voisins de la Grèce, la Bulgarie et l'Albanie. Bon gré, mal gré, avec un nom provisoire et un autre constitutionnel, depuis environ dix ans, un

nouvel état autonome, celui de la République de Macédoine, a vu le jour. Une « nouvelle » population voisine détachée de la fédération yougoslave, s'est ajoutée à l'ensemble des autres existantes jusqu'à lors. Comment les jeunes Grecs voient-ils cette population voisine environ dix ans après l'avènement de l'affaire ? Quels sont les qualificatifs employés pour la désigner ? Quelle est sa place dans le système de représentations qui structure les relations avec les autres populations voisines (bulgare, turque, albanaise, italienne) ? Comment, enfin, les jeunes Grecs qualifient leur propre groupe national ? Y a-t-il des différences à Athènes et à Thessalonique dans la perception et la représentation du soi et de l'autre ?

Le fascicule distribué visait, par le biais d'attribution d'adjectifs positifs ou négatifs qualifiant « l'autre », non seulement la mise en évidence de la nature des relations dyadiques entre les populations des deux pays en question, mais celle de la place de l'image de cette population limitrophe dans le système global de représentations des autres pays frontaliers⁸. C'est tout particulièrement sur ce système de représentations et de gestion des limites qui différencient le soi et l'autre, en occurrence voisin, que nous allons nous focaliser. Pour expliquer les écarts quantitatifs et qualitatifs observés, nous allons présenter séparément les analyses effectuées auprès des deux populations de notre échantillon. D'ores et déjà, nous pouvons donner un avant-goût de leurs résultats qui peut, sans trahir leur spécificité, servir de guide de lecture. Il concerne la forte polarisation observée entre le groupe d'appartenance nationale face au reste

⁸ Nous rappelons au lecteur que, entre 1999 et 2000, nous avons interrogé sur le terrain 150 jeunes Grecs, pour moitié natifs de la Macédoine grecque résidant en sa capitale, Thessalonique, et pour moitié natifs du reste de la Grèce résidant à Athènes. Un fascicule, censé faire partie d'une recherche internationale sur l'image que les différents habitants des pays du continent européen avaient des populations de leurs pays voisins, a été distribué à une population estudiantine des facultés des deux villes.

des pays. Les variations de cette polarisation seront explicitées par la suite, en commençant par les résultats issus de la population athénienne.

Les Athéniens

L'analyse du corpus athénien a fait apparaître deux grands pôles différenciés au niveau de leurs profils lexicaux. Le premier pôle, représentant à lui seul presque la moitié du corpus (46,4%), regroupe les adjectifs décrivant l'Albanie et la Turquie.

Pour les Albanais, les mots *pauvres, voleurs, incultes* et *non-civilisés* donnent à voir assez clairement les contours d'un profil sémantique bien particulier. Le tableau de la projection de cette image « noire » est complété par des traits tels que *malins, sous-développés, méchants*, ou encore *combattifs*.

Pour la Turquie, les adjectifs *guerriers, impérialistes, chauvinistes, provocateurs*, ou encore *durs, laids, nationalistes* et *religieux*, pour ne citer que les plus fréquents, montrent la persistance d'une image négative chez les Grecs, à vocation nationaliste, agressive et hostile. La classification qui suit donne à voir la hiérarchie et la proximité des traits attribués à cette classe. Cela mérite de porter notre attention sur la proximité en termes de distance des mots tels que *violents, barbares, laids, sournois* – *fanatiques, religieux*, ou encore, *imperialistes, chauvinistes, nationalistes (-sme)*.

Ce premier pôle est donc fortement marqué par l'attribution d'une image négative envers ces deux populations, qui s'oriente vers l'hostilité, l'agressivité, le fanatisme et le nationalisme en ce qui concerne les Turcs, et la pauvreté, le vol, la méchanceté et le bas niveau d'éducation en ce qui concerne les Albanais.

Le deuxième pôle de cette analyse, regroupe deux couples : Grèce-Italie d'un côté, et Bulgarie- FYROM, de l'autre. Pour le premier d'entre eux (Grèce-Italie), qui occupe 19,6% de l'ensemble du corpus, les traits attribués semblent être opposés en tous points à ceux du premier pôle. Grecs et Italiens sont *beaux, romantiques, sensibles, généreux, bons vivants et cultivés* ; les seuls traits qualifiés de négatifs sont *mafieux* et *menteurs* pour les Italiens, et *paresseux* pour les Grecs.

Pour le second couple de ce pôle, Bulgarie et FYROM, l'attribution des traits est plus mitigée que celle des autres classes. Ensemble, les deux pays représentent seulement 15,5% de l'ensemble, et leur champ lexical est caractérisée par des adjectifs tels que *patriotes, gentils, hospitaliers*, mais aussi *hostiles, arrogants et opprimés*. C'est, à la fois, la fréquence élevée de ces traits positifs, mais aussi la présence de certains traits négatifs, qui rapprochent ce couple (Bulgarie, FYROM) vers le pôle positif de notre analyse, sans pour autant y être assimilé. Enfin, la Grèce représente à elle seule 18,5% du corpus, et tient son autonomie par la présence de traits positifs spécifiques à cette classe, comme *ont du zèle, sont de bonne humeur, bons vivants, spontanés*, mais aussi *aiment la bagarre* (jugé comme positif).

Ce qu'il nous semble intéressant de souligner dans cette analyse, c'est qu'à l'intérieur de chaque groupe de qualificatifs par population, nous retrouvons aussi bien des termes positifs que négatifs, dont l'analogie et le contenu varient. Néanmoins, cet effet de « co-présence » est un constat dont ni la Grèce, ni l'Italie ne sont exemptes. D'où la place intermédiaire de la Bulgarie et de FYROM, plus proches du pôle positif que de celui négatif. Ainsi, malgré le schéma dichotomique positif/négatif qui se profile à travers les traits attribués à chaque population, d'un côté les Grecs et les Italiens, de l'autre le reste, on notera cependant que cette dichotomie n'est pas prononcée en termes absolus.

Les Thessaloniens

L'analyse du corpus des sujets grecs d'origine macédonienne ressemble à celle d'Athènes au niveau de la dichotomie opérée entre deux pôles, l'un positif et l'autre négatif. Sauf que, pour ces résultats, le pôle négatif est plus large et plus hétérogène. Regardons de plus près les résultats de cette analyse. Les variables *Albanie* et *Turquie* occupent là aussi les deux places extrêmes du pôle négatif. Mais cette dichotomie est plus prononcée qu'au cours de la précédente, pour deux raisons : *primo*, dans le pôle à connotation négative, mises à part la *Turquie* et l'*Albanie*, nous retrouvons plus présentes que dans le corpus d'Athènes, les variables de la *Bulgarie* et de *FYROM*. De plus, la variable *FYROM* est fortement associée tant à la *Bulgarie* qu'à la *Turquie*. *Secundo*, l'*Italie* et la *Grèce* forment au sein du pôle positif des champs lexicaux séparés et autonomes.

Focalisons notre attention tout d'abord, sur le premier pôle de cette analyse. Pour la *Turquie*, la *Bulgarie* et *FYROM*, les termes communs suivants, *injustes*, *opprimés*, *fanatiques*, *provocateurs*, *agressifs*, *dangereux* et *chauvinistes* forment une image marquée par le fanatisme, l'oppression et le danger. Il faut cependant noter que dans la constitution de cette classe, la variable *Turquie* est deux fois plus significative que celle de *FYROM*. Soulignons dès maintenant, la forte présence du mot *histoire* associé en particulier à une expression clef que nous allons détailler par la suite, et qui est celle de *sans connaissance de l'histoire*. Au niveau des autres mots/expressions significatifs, nous remarquons par exemple, *d'un niveau culturel bas*, *conduits par*, *inhospitaliers*, *pauvres*, *hypocrites*, *expansionnistes*, *manipulateurs*, et *barbares*. Le champ lexical représenté uniquement par l'*Albanie* ressemble au niveau de son profil à celui d'Athènes, à la différence près que cette fois, le mot le plus important ce n'est pas *pauvres*, mais

criminels. Les termes *voleurs* et *incultes* suivent juste après, tandis que le tableau est complété par des attributs tels que *misérables*, *sournois*, *terroristes*, *laid* et *méchants*.

Le deuxième pôle de cette analyse regroupe deux classes autonomes, l'Italie et la Grèce. Pour la première, des traits tels que *romantiques*, *spontanés*, *de bon goût*, *agréables*, mais aussi l'adjectif négatif et péjoratif *mafieux*, contribuent à la création d'une image globalement positive qui nous rappelle fortement celle du corpus d'Athènes. Tandis que la Grèce se distingue des autres par des traits positifs spécifiques, comme celui de *civilisés*, et de *courageux*, ou encore d'*honnêtes*, de *fêtards* et de *patriotes*, mais aussi des traits négatifs, tels que *non organisés* et *paresseux*.

L'analyse du corpus de Thessalonique met en évidence de manière plus nette que celui d'Athènes, cette opposition entre deux pôles, positif et négatif. À la différence du corpus athénien, où aucune classe n'était exempte d'une co-présence de traits positifs et négatifs, celui salonicien se caractérise par une polarisation du négatif chez les uns, et du positif chez les autres. Ainsi, la configuration de cette analyse pose des frontières infranchissables entre ces deux pôles.

Ces constats statistiques spécifiques ne doivent pas nous faire oublier la polarisation des évaluations de l'ensemble de nos sujets pour chacune des six populations dont il a été question dans le fascicule. Des évaluations les plus négatives (de 1 à 3) aux plus positives (de 5 à 6), la graduation qui va *en crescendo* du négatif, pour la Turquie, l'Albanie, FYROM, et la Bulgarie, au positif, réservé à l'Italie et, bien sûr, à la Grèce⁹.

⁹ Afin d'éviter tout effet d'amorçage dans les réponses des sujets, nous avons au préalable établi quatre conditions, c'est-à-dire quatre ordres de présentation différents distribués de manière aléatoire. De même, les sujets eux-mêmes désignaient, sur une échelle à sept points, le degré de positivité et

Questions supplémentaires

Six questions fermées sont venues compléter notre dispositif méthodologique : les deux premières concernaient le degré de « connaissance » et de « préférence » déclaré par les sujets vis-à-vis des cinq pays voisins de la Grèce (1. *Quel(s) pays connaissez-vous le mieux ?*, 2. *Quel(s) pays préférez-vous le plus ?*). Les deux questions suivantes, portaient sur la perception de ces pays en tant qu'hostiles ou amicaux (3-4. *Quel(s) pays sont selon vous le(s) plus amical(-aux) / hostile(s) ?*). Enfin, les deux dernières, concernaient d'une part leur propre expérience vis-à-vis de ces pays, exprimée par une visite dans le passé (5. *Lequel-lesquels avez-vous déjà visité ?*), et d'autre part, leur volonté de visiter tel ou tel pays dans l'avenir proche (6. *Lequel-lesquels voulez-vous visitez dans l'avenir ?*).

Sans surprise, l'Italie occupe la première place parmi les préférences des sujets quant aux deux premières questions (« connaissances », « préférences »). Les scores des autres pays restent extrêmement faibles, moins de 7% pour la Bulgarie et de 2% pour FYROM, qui pourtant n'a pas le même sort que l'Albanie et la Turquie, dont le score est nul. Un peu plus de la moitié des sujets déclare « mieux connaître » l'Italie, ensuite viennent la Turquie, l'Albanie, la Bulgarie et FYROM. Notons le score nul pour FYROM chez les sujets de Thessalonique, qui cependant déclarent mieux connaître la Turquie que leurs compatriotes d'Athènes. En outre, les sujets d'Athènes, affirment « mieux

de négativité attribué pour chacun des traits. Nous avons effectué un traitement statistique des résultats dans le but de mesurer la significativité d'un éventuel effet de l'ordre proposé sur leurs réponses, du point de vue du volume du lexique produit, mais également du positif ou du négatif de leurs évaluations par pays/population, pour l'ensemble de notre échantillon. Résumons en une phrase ce qui nous paraît être l'essentiel : *quel que soit l'ordre présenté ou le lieu de naissance de notre échantillon, il n'y a pas de différence significative dans l'évaluation des populations proposées.*

connaître » l'Italie, que ceux de Thessalonique. Pour l'ensemble de nos sujets, le pays le plus hostile « reste » la Turquie, ensuite viennent l'Albanie, FYROM, et la Bulgarie.

Exceptée la Turquie, considérée comme hostile par plus de sujets en provenance d'Athènes que de Thessalonique, nous observons l'effet inverse pour le cas de l'Albanie, de la Bulgarie et de FYROM. Notons le rang plus élevé de FYROM en tant que pays hostile pour les sujets de Thessalonique, autant que pour ceux d'Athènes. L'Italie triomphe dans les choix des pays amicaux indépendamment du lieu d'origine des sujets. Viennent ensuite, de manière équivalente pour les deux groupes et avec une fréquence plus basse que celle de l'Italie : la Bulgarie, FYROM, la Turquie, et l'Albanie. Notons également que FYROM est considérée par les deux groupes comme relativement plus amicale que l'Albanie et la Turquie.

Premier constat frappant, une majorité de nos sujets (68%) n'a rendu visite à aucun des cinq pays en question. Ce résultat corrobore ceux d'une étude de la Commission Européenne, intitulée *Jeunes Européens*, de 1997. Cette dernière a porté sur un échantillon important de 9400 sujets et a souligné, entre autres, le fait que la Grèce compte un nombre élevé de jeunes (83%) n'ayant pas voyagé au sein de l'Union européenne, du moins entre 1995 et 1997. Selon la même étude, et plus généralement, une majorité des jeunes méditerranéens n'a pas voyagé dans un des pays de l'Union européenne, les scores variant entre 51% pour le Portugal et 83% pour la Grèce. Ni le sexe, ni l'âge ne sont des variables discriminantes en ce qui concerne leurs destinations de voyage (Eurobaromètre, 1997). L'Albanie et la Turquie forment, aux yeux de nos sujets, le couple des pays les plus hostiles et les moins préférés. L'inverse est vrai pour l'Italie qui détient de loin les taux les plus élevés en ce qui concerne tant les préférences, que les connaissances déclarées des sujets, aussi bien qu'une

perception majoritairement amicale, due à une visite déjà effectuée (22%), ainsi qu'à une grande volonté exprimée de la visiter. La Bulgarie semble avoir une place intermédiaire entre les deux extrêmes. Elle occupe la deuxième place au niveau des pays « amicaux » (18,6%), et des pays visités (6%), tandis qu'un dixième des sujets souhaite la visiter, ou déclare même la préférer. La République de Macédoine semble très mal connue de la part des deux échantillons. Seulement 3% d'entre eux l'ont déjà visitée. Les sujets déclarent ne pas la préférer, ni vouloir la visiter. Elle semble relativement plus amicale que la Turquie et l'Albanie, et sensiblement moins hostile que ces mêmes deux pays.

« FYROM » : un groupe à part

Les résultats sur l'image des populations limitrophes de la Grèce ont mis en évidence les contours d'un système de représentations caractérisé, notamment en ce qui concerne les populations balkaniques, par une part importante de contenus identitaires négatifs. Le volume de ces contenus se renforce dès l'instant où l'on se penche sur les analyses lexicales séparées, selon l'origine des sujets, concernant les traits réservés uniquement aux habitants de FYROM. Au total, environ 73% des traits/expressions ont été qualifiés par les sujets de négatifs, et 27% de positifs. À partir de l'ensemble de ces qualificatifs, nous avons effectué une analyse qualitative, qui nous a permis de regrouper tous les traits positifs et négatifs énoncés par les sujets, sur la base de quatre thèmes majeurs : (1) les *traits de personnalité* de ses habitants, (2) *la situation politique et économique* de FYROM, (3) le *contentieux* entre la Grèce et FYROM, et (4) les *traits culturels*.

Le thème *Traits de personnalité* est le plus important en termes de volume de lexique et donne à voir de manière aussi bien éclairante qu'anecdotique une typologie des « *Skopjiens* ». Cette

typologie est marquée par des défauts de caractère (p. ex. *malins, menteurs, égoïstes, etc.*), mais également d'apparence (*laid, mal habillés, moches*), d'un tempérament dangereux et fortement agressif (*hostiles, agressifs, dangereux, violents, etc.*), et des jugements négatifs dus à un éventuel contact interpersonnel (*mal polis, froids, inhospitaliers, etc.*).

En ce qui concerne *la politique*, nous remarquons d'une part une référence au régime et à la situation politique du pays avec une nette focalisation sur les thèmes d'oppression, d'insécurité, d'instabilité, de non organisation, de régression et de tromperie, et de l'autre, au nationalisme, par le biais de mots tels que *impérialistes, nationalistes, chauvinistes, expansionnistes*. Les références à *l'économie* sont façonnées par la mise en exergue d'une situation économique de pauvreté, de misère, de sous-développement, voire de dépendance aux omniprésentes « Grandes Puissances », ainsi que par la mise en évidence d'activités économiques de type mafieux.

Une bonne partie des qualificatifs négatifs réservés aussi bien à la population de la République de Macédoine qu'à celles des autres pays (sauf l'Italie et la Grèce) renvoie à ce type de descriptions sociales, politiques et économiques. Différents thèmes – comme celui des conditions socio-économiques de certains de ces pays marquées par la pauvreté et la misère, ou encore, des situations sociopolitiques oppressives, des régimes antidémocratiques, régressifs, ou nationalistes, l'aide ou la dépendance politique et financière des « Grandes Puissances » – ont été combinés dans les discours avec ceux de l'immoralité, de la corruption, voire même des défauts de caractère. Ce constat, dont les fondements ne font pas partie de nos préoccupations dans le cadre de cette étude, corrobore cependant différentes

recherches en psychologie sociale¹⁰ qui ont montré que le contenu des stéréotypes nationaux était lié à la perception de différences saillantes entre pays, tant relationnelles que structurelles.

Revenons à présent à l'analyse thématique des qualificatifs attribués à la population de FYROM par l'ensemble de notre population. Le troisième thème est lié au *contentieux entre la Grèce et la République de Macédoine*. En son sein, nous retrouvons les sous-thèmes du *vol symbolique, historique et/ou culturel* (d'un nom, d'une histoire, d'une civilisation), et de *l'usurpation* (de l'antiquité, de la patrie, des monuments antiques), de la *revendication* et de la *falsification*. L'usage de toute une palette d'expressions évoque directement ou indirectement la dispute entre les deux pays (*ils ont adopté notre nom et notre histoire, non macédoniens*). Le thème du vol est représenté par des expressions telles que *voleurs de civilisation, voleurs de l'histoire*, ils essayent de prendre quelque chose qui ne leur appartient pas, *usurpateurs de monuments antiques*. La fréquence élevée de l'expression *sans connaissance de l'histoire*, utilisée massivement (mais pas uniquement) par les sujets de Thessalonique, illustre cette

¹⁰ Par exemple, Poppe et Linssen (1999) dans leur étude comparative à propos des stéréotypes des pays membres de l'UE et des pays de l'Europe de l'Est, ont souligné que des traits de nature sociopolitique et économique sont particulièrement liés à l'attribution d'un degré de compétence ou d'incompétence. En revanche, la taille (objective ou subjective) d'un pays, le nationalisme, ainsi que les risques de conflit avec le pays d'origine, sont le reflet du contenu des stéréotypes basé sur le thème moralité-immoralité. Ainsi, l'observation d'une réalité sociale relativement objective, comme la situation socio-économique d'un pays, devient un élément qui permet de rendre valide la « vérité » des attributions faites, aussi bien sur le plan social que psychologique (Oakes, Haslam et Turner, 1994). De notre côté, nous ajouterons à ces deux thèmes un troisième, qui est celui de l'infériorité-supériorité vis-à-vis de la culture, voire même de l'ancienneté de l'histoire d'un pays envers les autres.

tendance et fait apparaître le rôle primordial de l'histoire et de ses représentations dans le conflit entre les deux pays.

Enfin, le quatrième et ultime thème des termes négatifs, celui des *Traits culturels*, est le moins important du point de vue de la quantité de lexique qui le compose, mais pas le moins intéressant. Il est façonné par des références à la *nature* de cette population, au sens anthropologique du terme, (où nous retrouvons des termes tels *barbares*, *primitifs*, ou encore *bâtards*), à la *culture* et la *civilisation* (*non civilisés*, *mythomanes*, *hétérophotes*¹¹, *incultes*, *pseudo-cultivés*, etc.), et, à un certain *flou identitaire* attribué à ces habitants, (étayé par des termes, comme *perdus*, *confus*, *inexistants*, *désorientés*, etc.). Ces mots servent à désigner et à décrire, sans pour autant le définir comme tel, ce que nous avons appelé un *vacuum* identitaire, à propos des interrogations des interviewés quant aux motivations de leurs voisins qui ont conduit au conflit du nom.

De manière synthétique, nous pouvons constater que les traits négatifs qui ont servi à qualifier les habitants de la République de Macédoine englobent aussi bien des traits de personnalité et de culture, que des aspects de la situation sociopolitique et économique du pays, ainsi que ses relations conflictuelles avec la Grèce. De la description d'une situation sociale et politique de misère, d'oppression, de pauvreté et de nationalisme, à la construction d'une image collective et psychologisante d'un peuple fanatique, opportuniste, froid, agressif, confus, désorienté, et d'une culture barbare, émerge une représentation de l'autre, profondément marquée par le contexte conflictuel, polémique et symbolique qui oppose les deux pays. Cependant,

¹¹ Précisons que la difficile, quoique significative, traduction de l'adjectif « hétérophotes » serait : ceux qui n'ont pas fait l'effort d'apprendre par eux-mêmes, qui ont utilisé les connaissances des autres afin d'évoluer, de se constituer comme tels (du grec *hétéro*, l'autre, et *phos*, lumière, savoir). Son antonyme dans la langue grecque serait « autophotes ».

l'attribution de 73% de traits/expressions négatifs à l'égard de cette population n'efface pas complètement le pourcentage des qualificatifs que nos sujets ont eux-mêmes désignés comme positifs. Il ne nous reste donc qu'à examiner ces traits pour mitiger cette image négative.

Nous avons pu distinguer trois catégories de traits/expressions positifs : les traits de personnalité, les traits culturels et/ou de mentalité, et les traits liés à la situation politique et économique de la République de Macédoine.

Les *traits culturels* positifs, soulignent l'intelligence des habitants de FYROM, leur sens de l'hospitalité, mais aussi de la fête, leur fierté et leur amour de la patrie. Soulignons au passage que les occurrences de l'adjectif *fiers* que nous avons prises en compte ici ont été qualifiées de positives par les sujets. Les *traits de personnalité* laissent cette fois apparaître une image de sociabilité et d'ouverture (*amicaux, bons, gentils, chaleureux, etc.*), un certain dynamisme (*dynamiques, inventifs, ambitieux*) et une attirance qui témoigne d'une expérience réelle ou imaginaire (*érotiques, sexuels, romantiques, etc.*). À l'inverse, seulement cinq expressions/adjectifs différents entrent dans la thématique de la *situation politico-économique du pays* ; ils témoignent surtout d'une vertu du travail et d'une collaboration économique avec la Grèce. Les traits positifs qui portent sur les habitants de la République de Macédoine reflètent l'image d'un peuple simple, traditionnel, combatif et hospitalier, et nous serions tenté de dire, culturellement proche des Grecs. Soulignons au passage des adjectifs qui témoignent d'une attirance probablement issue d'une expérience interpersonnelle, et ceux témoignant de la récente et fructueuse coopération économique entre Grèce et FYROM, survenue ces dernières années.

Conclusions

À la lumière de nos analyses, et de manière synthétique, force est de constater l'image globalement négative attribuée dans son ensemble à l'égard de la plupart des pays voisins de la Grèce, à l'exception des Italiens. La Turquie et l'Albanie incarnent de manière emblématique cette image. Les traits visant leurs populations respectives étant dans leur grande majorité jalonnés par le fanatisme (politique ou religieux), l'impérialisme, les tendances guerrières, la provocation et le chauvinisme pour les Turcs, la criminalité, le vol, la pauvreté, le niveau bas d'instruction et de civilisation pour les Albanais.

La Bulgarie et la République de Macédoine occupent une place intermédiaire entre les deux extrêmes formés d'une part pour le côté négatif, par la Turquie et l'Albanie, de l'autre, par l'Italie et évidemment la Grèce, pour le positif. Tantôt plus proches du pôle positif et amalgamées entre elles, comme ce fut le cas pour le corpus d'Athènes, tantôt presque assimilées au pôle négatif et notamment à la Turquie, comme nous avons eu l'opportunité de voir pour le corpus de Thessalonique, ces deux populations se définissent par une ambivalence et une ambiguïté, signes d'un doute. Une *ambivalence*, car les traits qui les composent ne sont ni totalement positifs, ni totalement négatifs : le corpus d'Athènes penchant vers la Grèce et l'Italie, et le corpus de Thessalonique vers la Turquie et l'Albanie. Une *ambiguïté*, dans la mesure où ils sont souvent assimilés, sinon amalgamés comme s'il s'agissait d'un seul et même pays. Sur la base de ce résultat, nous serons tenté d'affirmer, non sans tâtonner, *une différence subtile dans la perception de l'affaire macédonienne entre nos deux populations*. Pour les Athéniens, l'affaire est certes une question d'identité nationale et de différenciation avec un peuple « différent » ethniquement et « inférieur » culturellement, dont l'assimilation

avec le peuple bulgare n'est qu'une manière de stigmatiser l'altérité. Cependant, pour les Macédoniens-Grecs, l'enjeu identitaire se situe sur un double niveau, local et national, qui se traduit dans nos résultats par une extrapolation de la population de FYROM plus vers celle de la Turquie, l'ennemi national par excellence des Grecs, que celle de la Bulgarie.

Le choix des dimensions d'évaluation, et *a fortiori* des stratégies de différenciation et de comparaison, face aux populations limitrophes est tout sauf anodin. Nos sujets se sont prononcés principalement sur le plan de la culture, de l'histoire et de la situation économique et politique dans l'effort de qualifier leurs populations voisines. Plus particulièrement, les qualificatifs à connotation négative qui ont été attribués à ces quatre populations géographiquement voisines de la Grèce ne sont pas loin de l'attribution, à l'arrière-plan, d'une image de nature essentialiste (cf. Said, 1979) de type « barbare » avec tout ce que ce terme véhicule en lui d'identitaire, culturel et historique. Concernant précisément la population de la République de Macédoine, dont le vocabulaire spécifique sera présenté ultérieurement, ceci n'est pas sans nous rappeler l'influence du vocabulaire de la presse grecque (p. ex. « *laid* » ou « *Tsiganes des Balkans* », « *Nous et les barbares de l'Europe* ») pendant la période explosive de l'affaire au début des années 90. Sous un angle historique, ce même argument de la suprématie culturelle grecque vis-à-vis de ses voisins, nous rappelle l'argumentation du début du siècle au sujet de la région macédonienne que nous avons mis en lumière dans la partie où nous avons traité l'historique de l'affaire.

Ce constat est d'autant plus frappant, si l'on s'attarde sur les adjectifs positifs qualifiant non seulement les Grecs, mais aussi les Italiens. Les qualificatifs réservés spécifiquement aux Grecs portent d'ailleurs très fortement l'empreinte de ce contraste.

Nous retrouvons plusieurs adjectifs communs, positifs et négatifs, relatifs à la mentalité et la culture grecque qui donnent l'image d'un groupe cohérent, homogène et prototypique. Il est sans doute rare, sinon antinomique – toute une tradition de recherche en psychologie sociale en témoigne (cf. Tajfel, 1981) – de ne pas qualifier son propre groupe national (et donc soi-même) positivement. Toutefois, on serait tenté de dire que la saillance des qualificatifs concernant les Italiens leur offre une double fonction : ils servent tantôt d'*antonymes* (p. ex. *beaux* versus *laid*s, *cultivés* versus *incultes*), vis-à-vis des habitants des autres pays, tantôt de *synonymes* (p. ex. *ouverts* – *bons viveurs*, *gentils* – *chaleureux*) eu égard aux adjectifs réservés aux Grecs. À ce propos, une étude psychosociologique récente menée en Grèce auprès d'une population d'enseignants confirme cette tendance de comparaison-assimilation avec l'Italie dans l'analyse de leur propre discours (Dragonas, 1997). La connotation de ces effets sémantiques n'est pas anodine aussi bien sur le plan de l'identité nationale que sur celui de la mémoire historique. Au niveau de l'identité, elle manifeste une *saillance positive* envers ce partenaire européen, le seul parmi les cinq pays, qui a la particularité, et la similarité, d'avoir derrière lui une longue histoire culturelle et un niveau de vie relativement similaire à celui des Grecs. En outre, elle entraîne une différenciation nette et marquante entre ces deux groupes nationaux et le reste des pays voisins de la Grèce. Au niveau de la mémoire, elle confirme le principe de la sélection d'une seule partie du passé collectif selon les exigences du présent et les besoins du groupe. Cela mérite de souligner à cet égard, sans forcément remonter à la colonisation romaine de l'espace grec dans l'antiquité, un fait historique relativement récent, à savoir l'occupation de la Grèce au début de la seconde guerre mondiale par les Italiens, peu avant les Allemands.

Selon Tajfel (1981), la construction des stéréotypes sociaux est à la base d'un processus de catégorisation et de différenciation

avec l'autre. La population interrogée semble avoir intériorisé et partagé tout un système de stéréotypes sociaux concernant ses voisins. Leurs traits différenciateurs sont accentués à un tel niveau d'intensité, que toute peur d'assimilation avec l'autre est minimisée. Ce constat a également été observé dans le cadre d'une récente étude internationale consacrée au thème « *Jeunesse et Histoire* ». Cette large recherche quantitative a été menée sur un échantillon total d'environ 30 000 adolescents en provenance de 27 pays européens (Angvik et von Borries, 1997). Elle portait, notamment, aux processus et contenus de la conscience historique, en tant que partie essentielle de l'identité individuelle et collective, à travers les prises de positions de jeunes européens sur leurs conceptions du passé, leurs évaluations du présent, et leurs attentes du futur. L'échantillon grec se composait de 1724 adolescents, originaires de plusieurs régions, qui au moment de l'enquête, terminaient le collège. Cette étude nous intéresse tout particulièrement, non pas seulement à cause de son sujet qui est capital en soi, mais aussi à cause du fait que les sujets de notre échantillon avaient approximativement cette même moyenne d'âge à cette époque. Une vue d'ensemble des résultats de cette étude concernant tout particulièrement l'échantillon grec, montre que les jeunes Grecs sont pleins d'espoirs et de contradictions. Ils sont aussi bien « pour » les principes démocratiques, liés à une forte influence en provenance des idéaux démocratiques de la Grèce antique, très optimistes vis-à-vis de l'avenir de leur pays, très positifs envers l'Europe, mais aussi très ethnocentriques et xénophobes. Plus en détail, ces résultats montrent que les jeunes Grecs ont un sens extrêmement élevé de la solidarité nationale et une conception de leur pays en tant qu'entité naturelle et politique distincte. Ils conçoivent plus que tous les autres Européens la nation comme une « entité naturelle, organique et diachronique » (Voulgaris 2000). Une éclairante comparaison entre des adolescents grecs, turcs, israéliens, israélo-palestiniens, et palestiniens, dans le cadre de

cette même étude internationale, montre le taux élevé d'ethnocentrisme et d'évocation de l'importance de la religion pour le groupe national dans ces cinq populations, à un degré sensiblement supérieur comparé à celui de tous les autres jeunes des pays interrogés (Dragonas et Bar-On, 2000). Si nous revenons à nos résultats, ces conclusions prennent un sens nouveau à la lumière des réponses des sujets aux questions fermées. On voit clairement que très peu d'entre eux ont eu réellement l'occasion de visiter les pays sur lesquels ils se prononcent. Tout laisse supposer que l'image des pays voisins se base et se construit à partir d'une éventuelle expérience de contact en Grèce, mais surtout des stéréotypes nationaux ambiants dans le discours social et médiatique sans oublier son vecteur idéologique principal, l'enseignement public.

Les résultats portant sur l'image des populations limitrophes de la Grèce nous ont donné un aperçu de la place que la population de la République de Macédoine occupe dans un système de représentations et de relations avec les autres voisins qui, excepté l'Italie, est lourdement chargé de contenus négatifs et polémiques. Si un groupe se définit par les frontières qu'il s'invente, les contours de ce système de représentations sont influencés par le réseau de relations politiques que ces pays et ces peuples entretiennent entre eux dans le présent, par le contexte sociohistorique, passé et présent, à travers lequel ces représentations se sont tissées et ancrées. Le différend avec la République de Macédoine est venu s'ajouter, avec ses propres caractéristiques et ambiguïtés, dans ce système sous forme d'image d'un peuple et d'un pays mal connus, perçus plus négativement que positivement, dont le pouvoir de menace qui leur a été tant attribué semble sensiblement moins important que dans le passé.

L'analyse du vocabulaire relatif à la population de la République de Macédoine, nous a permis de constater la forte présence de notions d'un capital symbolique et identitaire élevé pour le groupe national grec, telles que *la culture, l'histoire, et la civilisation*. Ces notions semblent plus ancrées dans la représentation de l'autre, sûrement plus que les questions symboliques du drapeau national et de celle de la constitution de ce pays qui ont fait couler beaucoup d'encre dans la presse grecque au tout début du problème, et qui ont été totalement occultées dans les réponses de nos sujets. Le degré de négativité et le vocabulaire spécifique qui accompagne ces notions renvoient à des significations profondément marquées par l'influence médiatique et institutionnelle, ainsi que par le souvenir des événements récents qui ont laissé aux Grecs un parfum d'injustice et de frustration. D'où l'élaboration d'une véritable *théorie anthropologique naïve*, qui a tout d'une épistémologie du sens commun, autour des traits de personnalité des habitants de FYROM, des traits socio-économiques et de ceux culturels. Le *leitmotiv* qui résume, à nos yeux, une bonne partie de ces qualificatifs n'est autre que *usurpateurs* d'une histoire et d'une culture ignorée ou falsifiée. Le mot « histoire », que nous avons trouvé majoritairement associé à la variable FYROM lors de l'analyse de l'ensemble des pays, occupe donc une position clef dans les traits représentationnels associés à cette population par notre échantillon. À l'inverse des questions occultées du drapeau ou de la constitution, les thèmes de la dangerosité et de la menace restent encore présents dans le discours de nos sujets, ainsi qu'une nouvelle donnée, celle de l'attribution d'une nature *quasi-primitive* aux habitants de la République de Macédoine. Ainsi, le contentieux entre les deux pays s'objective et s'exprime sous forme de différences identitaires de *culture*, mais aussi de *nature*, qui confèrent au groupe en question un *statut ontologique spécifique*, une essence

autre, accompagnée d'un flou, d'une nébuleuse identitaire, signe d'hétérogénéité, de non-mêmeté.

Ce dernier résultat confirme en partie ce que Bar-Tal (1989) appelle processus de délégitimation. Selon le même auteur, cette forme négative de catégorisation sociale apparaît notamment comme résultat de deux conditions spécifiques, le conflit intergroupe et l'ethnocentrisme, et peut prendre des formes extrêmes, arrivant jusqu'à la déshumanisation de l'autre. Sans pousser jusqu'aux extrêmes, nous serons tenté de dire que, dans le cadre de notre étude, cette catégorisation de nature essentialiste tient tant au souvenir collectif récent de l'échec de préservation d'une appellation saillante pour l'identité nationale, qu'au souvenir culturel d'une dichotomie aussi primaire que grecque, entre hellènes et non-hellènes. L'élément différenciateur de cette dernière se cristallise, entre autres, autour de la notion de l'histoire culturelle, et, de plus, par le négatif. La population de la République de Macédoine est, selon ce même schéma, en manque d'histoire et de culture, en comparaison avec la population hellénique, dont la civilisation glorieuse remonte à l'antiquité. D'où ce vocabulaire accusatoire de revendication, de vol, de falsification, d'usurpation, de non connaissance de l'histoire, incarné par le partage du nom *Macédoine*, un nom-propriété culturelle exclusive. Un argument collectif qui devient plus compréhensible à la lumière de l'analyse du manuel d'histoire qui insiste en parallèle sur la discontinuité culturelle entre les deux peuples (Grecs *versus* Slaves) et sur la continuité linéaire des Grecs depuis l'antiquité, qui établit des frontières symboliques et hiérarchiques entre eux.

Dans le domaine d'étude des représentations sociales, nous savons depuis le travail princeps de Moscovici en 1961, qu'entre un système de communication et un mode d'édification d'une conduite il y a une forte correspondance. Dans son analyse

théorique de la propagande, le même auteur remarque avec finesse que la formation et l'édification d'une représentation en vue de l'action, conformément aux exigences d'un groupe en situation conflictuelle et aux conditions sociales et politiques, sont des démarches fondamentales de cette forme de communication. Réguler, c'est-à-dire affirmer et rechercher le rétablissement de l'identité du groupe, et, organiser, à savoir transformer le champ du social et de sa représentation dans une situation définie, telles sont les deux fonctions de la propagande en tant que modalité d'expression. Dans l'axiomatique du manuel d'histoire de la Macédoine, insister sur la continuité et la permanence de l'identité nationale hellénique depuis l'antiquité jusqu'à ce jour, a servi, dans ce climat polémique, aussi bien à renforcer le sentiment identitaire collectif qu'à faciliter l'acceptation « naturelle » de l'exclusion d'un « autre » groupe d'un *topos* culturel présenté comme singulier.

Dans le cas qui nous concerne, la politique, l'enseignement et la presse ont parfaitement joué leurs rôles respectifs sur le plan de la *simplification*, à savoir l'attribution de propriétés générales à travers la perception de différences générales, et sur celui de *l'idéologisation*, c'est-à-dire la traduction du sentiment d'appartenance à un groupe national par l'attribution d'un caractère commun aux sujets nationaux (Tajfel, 1969). Donc, « si dans un premier moment, la régulation et l'organisation dans une relation conflictuelle exigent l'expression du sujet par la représentation qu'il se fait de l'objet, du réel, dans un deuxième moment, celle-ci ayant structuré nouvellement le champ social amène le groupe-sujet à agir sur la réalité dont elle est le double, l'image, à *réaliser sa représentation* (Moscovici 1961, p. 606). Si l'analyse du manuel a esquissé une représentation nationale marquée par le conflit et la continuité dans le temps, les résultats autour du vocabulaire spécifique et souvent exclusif à l'égard de la population de la République de Macédoine donnent à voir les

contours d'une représentation de « l'autre », forgée par le conflit qui l'a engendrée. Sa forme est influencée par le système et la nature des relations, présentes et passées, qui caractérisent l'image des autres populations limitrophes de la Grèce. Son contenu est déterminé par le souvenir de l'antagonisme nominal et le système de communication qui lui a donné sens, mais également par le présent incertain qui le préserve comme tel.

Seulement, à quel point l'influence de l'argumentation officielle se manifeste-t-elle dans le discours de notre population lors des entretiens effectués ? De quelle façon la conception des origines de leur groupe national et de leurs appartenances identitaires locales vient s'ancrer dans leur discours ? Quelle est la place du récit d'Alexandre le Grand dans cette construction identitaire ? Comment nos sujets justifient-ils leurs préférences en matière du nom dans le présent ? De quelle manière classifient-ils leurs voisins d'un point de vue national ? Dans la partie suivante nous essaierons de répondre à toutes ces questions à partir des interactions de nos interviewés lors des discussions collectives face notamment à un extrait du manuel précédemment commenté. La mise en regard des discours individuels et collectifs nous permettra de pousser un peu plus loin notre réflexion et de mettre en évidence le pouvoir des noms et de leurs significations au niveau du lien identitaire qu'ils évoquent et qu'ils préservent, des effets sémantiques qu'ils produisent, et de la classification qu'ils engendrent.

PARTIE III
NOMS ET REPRESENTATIONS

Chaque nation possède un nom, marquage identitaire pour ses membres, signe de reconnaissance et de différenciation. Cette partie nous permettra de présenter la pluralité de références du nom « Macédoine ». Tout d'abord, nous verrons la diversité de ses définitions dans trois langues différentes, mais aussi l'impact de l'histoire, des usages culturels et de l'actualité dans l'acceptation de l'appellation.

Ensuite, nous évoquerons les réflexions théoriques autour de la dénomination venant de l'anthropologie, de la philosophie de l'esprit et de la psychologie sociale. Elles vont nous permettre de voir comment l'acte de nommer revient à conférer et à partager socialement des significations concernant un objet donné dans un contexte socioculturel et historique particulier. Enfin, nous présenterons les principes d'utilisation du nom, énoncés par nos sujets sur le terrain, lors des discussions collectives. Nous verrons les arguments de défense du nom pour le groupe national, les appellations alternatives proposées, l'importance des effets phonétiques du mot et les conséquences du refus de partage sur le plan de la classification d'une population méconnue.

Au cœur de cette argumentation nous trouverons le récit d'Alexandre le Grand. L'histoire mythifiée de ce personnage, la place qu'il occupe au cœur de cette narration identitaire et les fonctions symboliques de son nom, nous amèneront à une réflexion sur la place de la mythologie dans l'histoire grecque et sur le rôle capital de la communication sociale dans la transformation d'un mythe historique à un message identitaire collectif dans le présent.

Définitions formelles, usages culturels

Mais avant tout, regardons le jeu subtil des significations qui se cachent, patiemment, derrière l'usage social du mot *Macédoine* tel qu'on le retrouve dans les dictionnaires de trois langues différentes (le français, l'anglais et le grec).

Dans la langue française, le mot *Macédoine* apparaît comme nom commun dès le 18^e siècle (1740). Il désigne comme toponyme l'empire d'Alexandre le Grand, pays où s'affrontent différents peuples de provenances diverses. Cet aspect de *diversité* engendre une aventure bien particulière réservée à ce même mot. En l'espace d'un siècle, à côté de sa référence géographique, il acquiert trois nouvelles significations dans des domaines aussi différents que la cuisine, les jeux de cartes et la littérature. Sa connotation culinaire, qui apparaît à la fin du 18^e siècle, donne un premier sens métaphorique à cette diversité ; elle signifiait un « mets composé de toutes sortes de légumes ou de différents fruits », bref une salade. La « macédoine » était aussi une suite de partie de cartes dans laquelle chaque joueur, quand il prenait la main, fixait le jeu que l'on devait jouer. Enfin, le même mot désignait un assemblage de différents genres littéraires dans un livre, la « macédoine littéraire ». Que ce soit dans le domaine culinaire, le jeu de cartes ou la littérature, le mot *Macédoine* est employé, depuis 1850 en français, au sens figuré, comme un assemblage hétéroclite, par comparaison plaisante avec l'empire d'Alexandre habité par des peuples de diverses origines.

Par effet de contamination, de mode, ou d'emprunt linguistique, nous retrouvons dès 1846, dans la langue anglaise, le même sens donné au mot *Macédoine* comme « salade », en orthographe française. Il est intéressant de noter, que l'adjectif (*macedonian*) qualifie aussi bien les habitants de la Macédoine antique et la

langue des Macédoniens de l'antiquité, que les natifs de la région et la langue slave du « peuple macédonien ». Aujourd'hui, le nom *Macédoine* que cela soit en anglais ou en français, a quatre principales références historico-géographiques : (i) le royaume antique de la Macédoine, (ii) une région géographique large au sein des Balkans, (iii) le département géographique de la Macédoine de la Grèce du Nord, et (iv) le pays indépendant de la République de Macédoine.

Dans un dictionnaire de grec moderne récemment publié, ce même nom garde à la fois trois des quatre références précédentes (royaume, région, département). Par la suite, une quatrième définition, qui se détache des autres, apparaît pour le lecteur. Elle est qualifiée d'usage mauvais, « abusif », par les auteurs du dictionnaire, qui postulent son existence, sans forcément supposer son usage en grec : « (par abus) FYROM : par cette appellation, une notion géographique est devenue, par excès, nationale » (Babinotis 1998, p. 1043). D'emblée dans le grec moderne, cette quatrième référence au nom Macédoine semble non seulement « différente » de celles qui existent dans l'usage courant du terme par ses locuteurs, mais elle est mise en retrait comme si elle équivalait à une nouveauté prenant l'allure d'un néologisme abusif. Quelques pages plus loin dans le même dictionnaire, au mot « Skopje » cette fois, nous trouvons deux définitions : l'une, « ville de l'ex-Yougoslavie, capitale de FYROM », l'autre, réservé, comme une sorte d'idiolecte aux seuls Grecs : « (selon le côté grec) (Skopje est) ce même pays, dont la capitale est Skopje ». Le même sort tautologique est réservé à l'adjectif « Skopjien(ne) » : « l'originaire de la ville de Skopje, ou plus généralement de FYROM » (*ibid.*, p. 1630).

Cette différence au niveau de ces définitions témoigne d'une divergence sur le plan de l'acceptation de telle ou telle signification du même nom. D'où la confusion. Confusion qui se

renforce, quand, à ce même nom « s'accrochent » pour utiliser l'expression de Searle (1958), des contenus non pas superficiels, matériels ou simplement culinaires, mais identitaires.

Nommer, se référer

Le rôle capital des noms propres dans l'élaboration collective d'une réalité commune a été souligné par plusieurs auteurs dans les sciences humaines. Mis à part les travaux des ethnologues et des anthropologues, plus récemment, ce sont principalement les travaux théoriques innovants en linguistique et en philosophie de l'esprit autour de la référence, le langage, et la signification qui ont mis en lumière une partie du mystère de la dénomination et ouvert de nouvelles pistes d'investigation en faisant rupture avec le schéma aristotélicien de la signification et de la référence.

Selon le schéma classique d'Aristote, la compréhension d'un mot s'accompagne et se conditionne par son association à un concept. Mot et concept forment une tautologie associée au monde. La rupture de ce schéma a présupposé un changement de perspective et une relativisation du lien unique qui relie mot et concept. En effet, un mot peut potentiellement avoir plusieurs référents dont la connaissance exhaustive n'est guère indispensable pour la communication entre des interlocuteurs du même groupe culturel. L'environnement culturel joue un rôle capital dans la détermination de ce que désignent les mots d'un locuteur ou d'une communauté. Comme dit Putnam (1988), « les significations ne sont pas dans la tête » ; elles sont constamment en rapport avec l'environnement qui les entoure, les englobe et les définit.

L'unique et immense avantage des noms propres concerne précisément le fait qu'ils nous permettent de nous référer

publiquement à des objets, sans être obligés de susciter des questions et de se mettre d'accord sur les caractéristiques exactes qui constituent l'identité de l'objet. Selon Searle, « ils fonctionnent non pas comme des descriptions, mais comme des chevilles où l'on accroche des descriptions » (1958, p. 173). Un nom propre peut acquérir un « usage descriptif rigide » sans avoir la forme verbale d'une description : Dieu est juste, omnipotent, omniscient, etc., *par définition* pour des croyants. Ainsi, la perte des critères pour les noms propres est une condition nécessaire pour isoler la fonction référentielle de la fonction descriptive du langage.

Le processus de dénomination est loin d'être arbitraire. Au contraire, il est associé au système langagier, à l'environnement et à la culture des groupes sociaux. De la sorte, il obéit aux règles de la grammaire, aussi bien qu'aux conditions sociales, historiques et idéologiques de sa production. En réalité ce que nous associons à un nom est un message multiple, plus exactement une famille de descriptions et de références déterminées par le fait que les locuteurs font partie d'une communauté qui utilise ce même nom (Kripke, 1972). Ce dernier leur a été transmis grâce à une tradition culturelle et véhicule des significations d'une certaine valeur pour le groupe qui l'emploie. D'où le besoin de comprendre la signification sociale de l'acte de « nommer », du fait que le langage lui-même est utilisé sur un fond de croyances partagées (Chomsky, 1980).

L'acte de dénomination ressemble à un baptême social au sens où l'objet nommé est doté d'une identité (ou même de plusieurs), produit d'une élaboration collective, qui lui permet de devenir compréhensible, reconnaissable et communicable, vecteur représentationnel au sein d'une collectivité. La référence est fatalement et pleinement un phénomène social. Derrière les noms se cachent des significations, des usages spécifiques et des

conditions sociales. Kripke (1972), approfondit cette idée en affirmant que ces significations peuvent avoir un lien identitaire varié avec leur objet de référence. Un lien qui peut prendre la forme d'une vérité plus au moins résistante dans le temps et qui entretient avec le référent une relation de nécessité ou une relation irréfutable. On peut supposer qu'un mot, notamment un nom propre, qui a la qualité d'une dénomination identitaire (donc d'une signification individuelle et/ou collective), comme le nom d'un groupe national, peut avoir des qualités de vérité irréfutable pour ses membres. Vuillemin insiste sur le rôle des conventions, des traditions et des croyances collectives dans le processus d'énonciation, de désignation et de fixité des valeurs de vérité d'un nom. Selon lui, les noms propres ne sont rien d'autre que des indicateurs rendus fixes par une convention spéciale de la société. La relation de représentation entre le nom et les conditions sociales de sa genèse s'apparente dans ce que ce dernier dévoile de « [...] la portion du monde sensible dont l'énonciation fait partie et spécialement les locuteurs qui participent à la communication » (1980, p. 263). Lorsque la convention sociale qui a fixé un nom propre s'est perdue dans la mémoire des hommes, la donnée d'une référence unique relève d'une croyance qu'il est devenu difficile ou impossible de vérifier. Lorsqu'il y a un nom propre, c'est donc que reste possible, pour un groupe, l'expérience directe ou la mémoire de l'expérience directe de ce que désigne le nom : « Rien ne permet, hors de l'étude des croyances collectives, de dire si tel terme est un nom propre, c'est-à-dire renvoie à ce qui est l'objet d'une expérience directe, étant entendu que la croyance et non la seule sensation fixera, autant qu'il est possible, les limites de cette expérience, ou s'il faut le tenir pour une description » (*ibid.*, p. 271).

Nommer, se représenter

Dans *La pensée sauvage* (1962), Lévi-Strauss associe étroitement le processus de nommer à celui de classier, il laisse même sous-entendre que nommer n'est que classier, *qu'on ne nomme jamais*. Selon la nature passive ou active, normative ou créative, de l'acte de nommer le même auteur identifie deux cas de dénomination inéluctablement liés à l'identification, la différenciation et la classification, aux frontières de l'individuel et du collectif : « Dans un cas, le nom est une marque d'identification, qui confirme, par application d'une règle, l'appartenance de l'individu *qu'on nomme* à une classe préordonnée [...]; dans l'autre cas, le nom est une libre création de l'individu *qui nomme*, un état transitoire de sa propre subjectivité. Mais peut-on dire que, dans l'un ou dans l'autre cas, on nomme véritablement ? Le choix semble-t-il, n'est qu'entre identifier l'autre en l'assignant à une classe, ou, sous couvert de lui donner un nom, de s'identifier soi-même à travers lui. On ne nomme donc jamais : on classe l'autre si le nom qu'on lui donne est fonction des caractères qu'il a, ou on se classe soi-même si, en se croyant dispensé de suivre une règle, on nomme l'autre « librement » : c'est-à-dire en fonction des caractères qu'on a. Et, le plus souvent, on fait les deux choses à la fois » (*ibid.*, pp. 218-219).

En psychologie sociale, pour la théorie des représentations sociales, le processus de dénomination a été directement associé à celui de l'ancrage (Moscovici 2000b ; Philogène, 1999). Ancrer un nom dans une ou plusieurs catégories sociales, c'est se familiariser avec, c'est lui permettre d'exprimer son contenu à l'aide du sens commun et à travers son incorporation dans un réseau de significations déjà établi par des systèmes de catégorisations antérieures. Grâce à son alliance, sa mise en rapport avec ce réseau, ce nouvel élément devient reconnaissable, imaginable et fonctionnel, en un mot

représentable, objet social et médiateur d'interprétations au sein d'un groupe social. Se familiariser avec un objet, une idée ou une personne revient à lui conférer un sens et une existence à travers sa dénomination et sa classification dans un système de catégories sociales. Au contraire, « [...] une chose non-classifiée et non-nommée est étrangère, inexistante et en même temps menaçante » (Moscovici 2000a, p. 42).

Moscovici (2000b) fait une nette distinction entre nommer et étiqueter par analogie à celle qui existe entre représentation et stéréotype. Le processus de dénomination obéit à une logique sociale et prend corps en société. Les noms créent des réalités symboliques et sous-tendent, font naître – ou renaître – des représentations sociales. Au contraire, étiqueter un objet, une personne ou un groupe social serait une opération sociocognitive sensiblement plus proche de celle de l'émergence du stéréotype ou du préjugé, dans la mesure où les traits qui la constituent obéissent à une convention superficielle et parfois éphémère, une imposition de sens prisonnière de sa nature arbitraire et illusoire. Prenons l'exemple des noms de nations. Toute la symbolique qui accompagne, concrétise et matérialise l'idée nationale aux yeux de ses membres et au sein des institutions (p. ex. noms, drapeaux, emblèmes, leaders) est incorporée à une vaste structure de représentations, cognitions et systèmes de valeurs. Une forme courante de matérialisation de l'idée nationale est le drapeau, signe de l'unité et de l'unique du groupe, symbole social par excellence. Firth (1973), distingue deux caractères-fonctions du drapeau indissociables : la première informationnelle en tant que signe, faisant partie de la signalétique nationale, la deuxième symbolique en tant qu'expression d'émotions, d'idées.

Rappelons, pour le cas de figure qui nous occupe, que le choix du drapeau de la République de Macédoine au début des années

90 a fait couler beaucoup d'encre et a joué un rôle symbolique particulièrement important à un moment où le conflit s'intensifiait dangereusement. Soulignons aussi que ce choix est venu un an après le référendum sur l'indépendance nationale de la République de Macédoine. L'acceptation d'un nouvel État au sein des Nations unies est toujours accompagnée par l'acceptation de son nom aussi bien que de son nouveau drapeau. À côté de l'exception internationale du statut provisoire de l'appellation d'un nouvel État (FYROM) dans l'histoire des Nations unies, le drapeau est venu compléter la singularité de cette reconnaissance. En 1993, quand le Conseil de Sécurité a voté pour l'admission de l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine comme membre à part entière des Nations unies, son drapeau n'a pas eu le même sort. L'étoile de Vergina, symbole de la dynastie des anciens Macédoniens, signifiait aux yeux des Grecs l'affirmation explicite de la volonté d'associer le nouvel État au passé antique de la Macédoine et à Alexandre le Grand.

Mutatis mutandis, la durée officielle de ce drapeau n'a pas dépassé les trois ans : l'accord intermédiaire de 1995 annonçait l'arrêt définitif de l'usage du symbole de l'étoile de Vergina par la République de Macédoine sur son drapeau national ou ailleurs. Cette décision a été considérée comme « sacrifice nécessaire » par le président Gligorov, afin d'arriver à un accord avec la Grèce : « Est-ce que ça vaut la peine de lutter pour un emblème qui a existé 2500 ans auparavant ? »...C'est un joli emblème, mais ne continuer la lutte que pour cela, ça serait un vrai donquichottisme... » soulignait-il dans ses déclarations. Sa ratification par l'assemblée nationale à Skopje n'a pris que trois quarts d'heure, tandis qu'un sondage publié dans le quotidien *Nova Makedonija* indiquait que 56,3% des personnes interrogées étaient d'accord avec ce changement. Deux ans plus tard, à l'occasion d'un usage épisodique de l'étoile de Vergina par les

membres d'un parti politique lors de festivités nationales, le Président Gligorov déclarait que ce même drapeau n'avait jamais été utilisé par le pays dans son histoire moderne et que les habitants de la République de Macédoine ne devaient pas avoir l'illusion qu'ils étaient des descendants d'Alexandre le Grand. Choix politique, décision sous pression ou cri désespéré d'angoisse existentielle, l'étoile de Vergina concentre en elle-même toute l'ambiguïté et le paradoxe de cette affaire. Symbole mal connu auprès de la grande majorité des Grecs, elle est devenue par changement constitutionnel « symbole national grec », son image a dérivé jusqu'aux emballages de produits de grande consommation.

L'idée nationale elle-même est le résultat d'une diffusion culturelle de significations symboliques. Le premier souci d'une nation naissante n'est pas d'exister *de facto* mais d'être reconnue avec ses qualités spécifiques par ses semblables. Obtenir la reconnaissance et la visibilité sociale de la part des autres, équivaut à distinguer, identifier, faire connaître son existence et sa différence, au sein d'une société de nations. Nous pouvons supposer que le choix d'un nom par une communauté nationale *in statu nascenti* peut signifier le besoin de désigner ou d'affirmer une nouvelle identité, parfois même un nouvel espace-temps. Clarifier le sens du nouveau et de l'ancien dans ce cas précis est une tâche difficile. Depuis la chute des régimes communistes et la scission de l'URSS et de la Yougoslavie, plusieurs entités politiques nouvelles ont vu le jour dans le continent européen. Leurs noms existaient déjà, souvent depuis des siècles, sans toutefois correspondre forcément à une organisation politique autonome, à un statut d'État. Des ruptures sociopolitiques profondes ont conduit ces nouvelles entités à une ère nouvelle. D'une ancienne généalogie de peuples nous sommes passés à une nouvelle taxinomie d'États.

Ce bouleversement des catégories de classification des peuples et des États a conduit depuis la chute du régime communiste en Europe de l'Est et dans les Balkans à une nouvelle délimitation des territoires, des personnes, et des appartenances identitaires, mais aussi à une confusion nominale. Une dénomination à plusieurs adjectifs (p. ex. macédoniens-yougoslaves, ukrainiens-russes, tchécoslovaques) a été suivie d'une autre, plus courte, qui faisait rupture avec le passé. Les affinités linguistiques du passé sont devenues des charges affectives explosives dans le présent. Parler aujourd'hui au nom « de tous les soviétiques » reviendrait à une idéologie passéiste, une nostalgie incurable ou un nationalisme latent. Finalement, tracer des frontières entre de nouvelles nations amène à dessiner des barrières entre des noms. *La définition d'une nouvelle géographie des peuples influence aussi la géométrie des noms.*

L'affaire macédonienne s'est inscrite dans ce nouveau paysage politique et national avec des épiphénomènes sociaux et politiques capitaux. Son appellation et son nouveau statut politique ont provoqué une menace nominale en Grèce, illustrée parfaitement par l'extrait d'un communiqué de presse du Secrétariat Général de la Presse et d'Information grec qui peut se passer de commentaire :

« La Macédoine est une région géographique dans les Balkans qui transcende les frontières internationales de quatre pays balkaniques (Grèce, FYROM, Bulgarie, Albanie). Néanmoins, « Macédoine » est aussi une province en Grèce. En outre, une province (république fédérale socialiste) a été nommée Macédoine dans le cadre de la fédération yougoslave. Le plus important est que d'un point de vue historique, le nom « Macédoine » a décrit une région grecque dans l'antiquité, géographiquement identifiée à la province moderne de la Macédoine grecque. Ainsi, il semble clair que si dans cette partie des Balkans un nouvel État indépendant assume arbitrairement le nom Macédoine, il acquerra implicitement tous les droits de représenter désormais la Macédoine dans son ensemble, dans ses dimensions historique et géographique. Toute chose qui dérive ou qui appartient à la Macédoine lui appartiendra comme telle. Ceci inclura l'espace, la culture et surtout l'héritage de tous les peuples qui ont vécu dans cette partie du monde à travers les siècles ».

La réaction grecque pourrait se résumer en une sorte de lutte solitaire contre un nom, contre l'angoisse d'une non-différenciation identitaire, d'un classement dans une catégorie qui laisserait supposer une appartenance identitaire et historique commune, non désirée (ou assumée). Le risque d'un tel « amalgame » prend l'ampleur d'une passation des droits de représentation d'un espace, mais aussi d'une histoire et d'une culture. L'enjeu est capital. Partager une même appellation nationale, quoique partielle, c'est faire partie d'une même et large catégorie qui inclut et signifie culture et espace, histoire et identité. Accorder un droit de participation à cette essence nationale imaginée, c'est faire le deuil de l'illusion de la singularité ontologique d'un groupe. Son histoire, son temps et son espace n'appartiennent pas qu'à lui. D'après Fimiani, « l'attribution du nom est le premier mode d'activation de la participation à la vie des aïeux et par conséquent d'identification à cette vie du groupe qui est l'état d'une communauté mystique en vertu d'une force, ou âme, comme parenté spécifique et essence participée » (2000, p. 132).

L'affaire macédonienne est, entre autres, l'aventure d'un nom qui, doté de significations identitaires capitales dans la mémoire et l'histoire de deux peuples, devient objet de désir, de disputes et de revendications. Un seul mot est devenu un « message » communicationnel véhiculant les « raisons d'être » d'un groupe national (Kalampalikis, 2002*a,b*). Le refus d'une dénomination menaçante faisant appel aux valeurs sûres du passé glorieux serait peut-être la réponse à « l'angoisse du temps ouvert » (Lyotard, 1987), en tout cas il constitue pour nous un exemple illustratif de l'importance de l'étude du rôle des noms et de la prise en compte de leur historicité en psychologie sociale, afin de mieux appréhender les processus identitaires et mnémoniques qu'ils sous-tendent.

Le nom : principes d'utilisation

De prime abord, nous devons souligner que la présentation du manuel scolaire lors des entretiens collectifs n'a rappelé que des souvenirs vagues à nos interviewés, aussi bien lors des entretiens individuels que lors de ceux collectifs. Malgré le fait qu'ils avaient parfaitement l'âge pour l'avoir reçu au sein de leurs écoles à sa distribution, peu d'entre eux l'ont reconnu, encore moins ont dit l'avoir lu. Devant cet aveu d'ignorance, un de plus, nous y reviendrons, l'extrait présenté¹² n'a rappelé à personne une lecture antérieure. Néanmoins, la crédibilité du statut officiel de la source n'a été remise en cause par aucun participant. La discussion autour de ce support a provoqué, de par son contenu, un fort consensus indépendamment de l'origine des participants, à l'exception d'un groupe de discussion à Athènes où les idées de l'extrait ont été critiquées. Le texte a induit par lui-même explicitement trois thèmes majeurs : *le nom, l'identité, et l'histoire*. C'est justement le développement du premier thème qui nous intéresse tout particulièrement ici. Car les sujets essayent implicitement d'établir une sorte de charte d'utilisation du nom « Macédoine », qui tient lieu de déontologie d'usage. Ils évoquent une série de principes-droits que génère ou que doit générer cette charte hypothétique. Nous en avons distingué trois principaux.

¹² Rappel de l'extrait présenté : « La reconnaissance d'un Etat sous un nom concret donne le droit aux citoyens de cet Etat, et seulement à eux, de se désigner avec ce nom. Si, alors, il va être permis aux Skopjiens de désigner leur pays comme Macédoine et de se désigner eux-mêmes comme Macédoniens, nous, les Macédoniens Grecs, nous nous privons de l'usage d'un élément de définition seconde (à côté de « Grèce-Grecs »), qui certainement, nous associe à l'histoire de la Macédoine qui est d'autant plus l'histoire de l'Hellénisme » (Institut Pédagogique, 1992).

Premièrement, le droit à *l'exclusivité* du nom que seul son propriétaire possède :

FC4-A/I¹³

Xr. Personnellement je ne suis pas d'accord. Car, quand tu as un nom il faut que tu décides toi-même de le donner à quelqu'un d'autre pour l'utiliser. Il ne peut pas prendre l'initiative tout seul et dire que moi je m'appelle ainsi et non pas toi. C'est dire que l'exclusivité en la matière ce sont les propriétaires du nom qui l'ont.

Deuxième principe, celui de *la primauté* en matière du nom qui se traduit par une archéologie de l'appartenance. La primauté se mélange avec l'étymologie grammaticale, mais aussi l'origine ethnique :

FC5-T/I

L. Je suis tout à fait d'accord avec ce qui a été dit, et j'aimerais ajouter que de manière générale il est très injuste de voir que les Skopjiens essayent de récupérer le nom. C'est abject. Ils ne peuvent pas utiliser un nom qui appartient déjà à d'autres.

K. Après tout ce temps l'ont-ils pensé ? Si on suit cette logique, nous étions les premiers à être nommés ainsi, n'est-ce pas ?

Enfin, le troisième principe évoqué est celui de *la consubstantialité*, à savoir l'inséparable qui façonne le couple Grèce-Macédoine. Le non-respect (ou même la violation) de ce principe, risque de confondre, de rendre semblables les deux peuples. D'où une interrogation de nature existentielle qui prend l'allure d'une peur de confusion identitaire, notamment sentie dans les discussions avec les Macédoniens-Grecs :

FC5-T/I

D. Moi je crois que quelque part avec de telles revendications nous risquons de perdre notre véritable identité nationale, en tant que Grecs. Nous ne

¹³ Codification utilisée : FC : focus group, N° de 1 à 5, A : Athènes, T : Thessalonique, I à IV, support utilisé (I : extrait du manuel d'histoire de la Macédoine, II : résultats d'un sondage national, III : analyse de presse, IV : article sur les députés grecs).

pourrons plus distinguer si nous, nous sommes les Macédoniens ou pas, si ce sont les étrangers ; qui sont vraiment les Macédoniens, quelle est vraiment la Macédoine, surtout quand ce nom est utilisé par les Skopjiens et par nous-mêmes. Il y aura une confusion entre les deux.

Il est certain que l'extrait proposé pose déjà la base d'un tel développement de la thématique du nom, d'autant plus que la discussion commence par un consensus sur le problème. Mais, au même moment, malgré cet accord collectif de principe sur le nom, l'extrait semble insuffisant aux yeux de certains participants, notamment pour trois raisons.

Premièrement, en raison de sa forme réduite qui les prive d'un développement conséquent des idées contenues en deux seules phrases.

Deuxièmement, de par son contenu qui ne leur semble pas très clair, ambigu, partiel, sans véritable sens, ou même froid, *a-personnel*, sans sentiments. Une partie des références subjectives du nom leur semble occultée. À cause de ces insuffisances, ils développent un discours qui, selon eux, éclaire mieux les significations qui se cachent derrière le nom. Au-delà des premiers sens du nom comme tel, ils font notamment appel à l'histoire, élément différenciateur majeur entre les deux peuples, et surtout à la valeur de l'histoire. Cette dernière prend une allure de vécu collectif, de mémoire des luttes qui ont permis la conquête des droits exclusifs du nom « Macédoine » :

FC1-T/I

I. C'est bien, mais ce n'est qu'une partie du problème. Je veux dire que le problème ce n'est pas seulement qu'ils nous privent d'une caractéristique qui nous désigne. Ils nous privent de toute notre histoire. Ce n'est pas que le nom [...], car le nom, ils l'utilisent déjà. Le problème est qu'ils nous prennent une partie de notre histoire avec ça. Ils ne prennent pas nos territoires, mais une partie de notre histoire. C'est comme si on disait qu'ils étaient Grecs.

Troisièmement, à cause de la réalité du présent qui semble incompatible avec l'extrait. Désormais, la question du nom ne peut pas se poser dans les mêmes termes qu'en 1992, à partir du

moment où d'une part, le nom appartient – même partiellement – à la République de Macédoine dans son appellation officielle, et où d'autre part, la majorité des pays extérieurs à la Grèce ont reconnu cet état comme République de Macédoine tout court. Soulignons le manque d'informations précises sur la statut du nom actuel de la République de Macédoine, que nous avons qualifié précédemment d'ignorance, illustré par le fait que souvent dans les entretiens, tant collectifs qu'individuels, certains sujets soit ignorent comment ce pays s'appelle aujourd'hui, soit croient qu'il s'appelle « Macédoine de Skopje ».

La dénomination et la classification de « l'autre »

Faisons un bref détour par les entretiens individuels. Leur dernière partie était consacrée à la perception et à la dénomination de la population du pays voisin dans le présent. Étant donné que la totalité de nos interviewés nommaient dans leur discours la République de Macédoine « *Skopje* », et ses habitants « *Skopjiens* », seules expressions légitimes dans le discours social en Grèce, les questionner sur l'appellation actuelle dans le langage courant nous a semblé superflu. Notre attention s'est principalement focalisée sur le ou les noms souhaités par nos interviewés pour nommer cette république, autrement dit, sur l'appellation qu'ils préféreraient eux-mêmes donner. Plusieurs sujets ont proposé deux ou trois appellations différentes, certains une seule, mais presque toutes excluaient la présence du mot *Macédoine* sous une forme grammaticale ou sous une autre.

Le nom actuel de la République de Macédoine au sein du discours public et du sens commun grecs, à savoir « *Skopje* », réunit la majorité des suffrages de nos sujets (53%), notamment pour les originaires de la Macédoine grecque (61%). Ensuite, 35% des sujets, souhaitent un nom « *quelconque* » qui n'inclura pas le

terme Macédoine sous une forme grammaticale ou sous une autre. Enfin, seuls 11% des interviewés, composés exclusivement d'Athéniens, déclarent préférer l'actuel nom provisoire de la République de Macédoine, sous la forme du sigle FYROM, cachant le mot qui fâche et évitant sa prononciation. Sur la base de ces résultats, et en additionnant les deux premières préférences nominales, nous observons, une fois de plus, que l'expression largement majoritaire (88%) est de nommer la république voisine avec un nom qui n'inclura pas le terme *Macédoine*. Un pourcentage qui s'élève à 100% pour l'échantillon en provenance de la Macédoine grecque. De plus, force est de constater l'absence d'une appellation alternative, autre que celle artificielle de sa capitale, qui viendrait satisfaire nos interviewés. Le discours recueilli confirme de cette manière la décision unanime des leaders politiques grecs, qui – rappelons-le – sous l'égide du Président de la République, s'étaient réunis à deux reprises en 1992, et avaient décrété ne jamais accepter une appellation comprenant une quelconque forme du nom *Macédoine*. Il faudra pourtant nuancer le caractère absolu de cette affirmation puisqu'un faible pourcentage de l'échantillon en provenance d'Athènes s'est prononcé pour l'appellation provisoire actuelle.

Une homophonie gênante

Revenons brièvement sur un aspect de la langue et de sa traduction qui n'est pas anodin ; il s'agit de la phonétique des noms. Car cet imbroglio du nom a ceci de particulier, et d'intéressant d'un point de vue identitaire, qu'il a une visibilité phonétique tout à fait spécifique. En effet, à la différence du mot *Grèce* (en grec, *Hellas*), la traduction du mot *Macédoine*, commune et relativement homophone dans différents contextes linguistiques (p. ex. en grec *Makedonia*, en anglais *Macedonia*, en français *Macédoine*) constitue une réserve supplémentaire quant à

son partage avec un autre groupe national. Laissons un sujet nous expliquer :

Christos/A¹⁴ : Mais tu sais, le problème c'est que la Grèce, enfin je veux dire, le mot *Hellas* [le nom du pays en grec], tu l'entends et tu le lis dans la presse étrangère comme Greece. Tandis que le mot [*Makedonia*] tu l'entends comme tel : Macedonia [prononcé en anglais]. Voilà le problème. Tu entends le mot exactement tel qu'il est.

D'après Lévi-Strauss, malgré le principe saussurien que rien *a priori* ne prédestine certains groupes de sons à désigner certains objets, « il n'en semble pas moins probable qu'une fois adoptés, ces groupes de sons affectent de nuances particulières le contenu sémantique qui leur est devenu lié » (1958, p. 106). Dans notre cas, le symbolisme phonétique du nom traduit une attraction sémantique qui, étant profondément identitaire, est rejeté dans son éventuelle application à un groupe qui ne remplit pas les conditions nécessaires (origine, langue, histoire). Si nous revenons aux théories des sociolinguistes autour de la dénomination et de la référence que nous évoquions, on serait tenté de dire qu'à cause de cet effet d'homophonie, les univers de significations du nom restent quelque part « accrochés » à lui dans sa traduction en d'autres langues. Cette homophonie linguistique devenant crainte collective d'homologie identitaire crée un « effet sémantique explosif » – pour utiliser le terme que Moscovici (1961) emploie pour le couple « mythe et psychanalyse » dans la presse – qui, de plus, vient perturber les schèmes de classification habituels et familiers, la cartographie des pays. Il devient alors difficile ou interdit de le penser et de le prononcer : une sorte de « tabou ».

Nasos/A : Le nom ne me dérange pas. Cela ne me dérange pas comment l'autre veut s'appeler. Je crois que ça commence à se passer ainsi pour tout le monde maintenant... Cela ne me dérange pas du tout. Quand je le vois écrit

¹⁴ Codification des entretiens : *Prénom*, / A : Athènes, T : Thessalonique, / *fc* si le sujet avait participé à un entretien collectif (*focus group*).

quelque part avec le drapeau de cette République, ça ne me dérange pas. Mais encore, je ne sais pas si je peux l'appeler Macédoine. ...Appeler ce pays Macédoine. ...Peut-être que c'est à cause des restes de cette époque, quand ce nom était une sorte de tabou. Je ne sais pas si je peux dire que dans la région de l'ex-Yougoslavie, il y a la Serbie, la Croatie, la Slovénie, la Macédoine et la Bosnie... Je ne sais pas si je peux le dire. En tout cas, quand j'entends appeler Skopje, ou FYROM si tu veux, comme Macédoine, ça ne me dérange pas. Mais moi-même, j'ai du mal à le dire.

Lors du traitement théorique de la question de la dénomination nous avons également fait allusion à l'aspect non arbitraire de ce processus et à ses liens étroits à l'environnement culturel des groupes sociaux. La grammaire, mais aussi l'usage culturel du nom, lui confient des significations qui font sens pour et par le groupe qui l'emploie. L'utiliser, sans avoir besoin d'explicitier son sens, cela revient à partager socialement ces significations, le fonds de croyances qui lui ont été confiées par le groupe. La cristallisation de ces significations dans le temps les transforme en une « idée », selon l'interviewé suivant, une idée qui dans le cas de la Macédoine puise son sens par et dans l'histoire :

Lazaros/T : Le nom Macédoine est si chargé historiquement qu'il est sans doute impossible de l'utiliser sur une base géographique. Quand je prononce le nom "Macédoine", il est chargé 95% historiquement et 5% géographiquement. Et je ne parle pas de ses différents départements, ni de la république au nord. Je veux dire que c'est une idée, une idée dans le sens de l'histoire. Il est difficile de la concevoir géographiquement.

À la lecture des extraits précédents, nous nous rendons compte du conflit socio-cognitif provoqué par la perturbation d'un schème de classification familial, d'une catégorie culturelle, investie par des significations identitaires. Autrement dit, *comment nommer quand le nom signifie déjà ?* De plus, cette lecture dévoile en partie la suite des questions que nous avons posées concernant la perception et la dénomination de l'autre, et qui vont dans le même sens. Il s'agissait cette fois, de la classification, et implicitement de la définition de la population de la République de Macédoine d'un point de vue national.

De quelle nationalité sont-ils ?

Dès lors, une fois le nom souhaité prononcé, nous demandions aux sujets d'attribuer, sur la base de cette affirmation, une nationalité à ces habitants. Le plus souvent, cette question provoquait l'étonnement et, parfois, l'embarras des interviewés. Elle leur demandait quelques secondes de réflexion, comme face à une question à laquelle on n'a jamais songé et qui tout d'un coup paraît importante. Ce n'est guère pour mettre en valeur notre question que nous affirmons cela, mais pour montrer, et refléter dans la mesure du possible, la surprise des sujets face à une question à laquelle ils se sont habitués à répondre exclusivement par la négative (*non Grecs*), ou par la tautologie du déni (*Grecs=Macédoniens*).

Vagelis/T : À vrai dire, je n'ai jamais pensé à un nom pour les Skopjiens, ça ne m'a jamais effleuré l'esprit.

Fotini/A : Vraiment, j'ai honte de le dire, mais...je ne sais pas ce qu'ils sont. Je les considère comme Skopjiens, sans nationalité, ils viennent de Skopje. Sans rien de particulier.

Stelios/A : Il m'est impossible de les définir. En tout cas, pas nous.

Kalliroï/T : Je ne sais pas comment, mais en tout cas, non Grecs.

Q. Et selon toi de quelle nationalité sont-ils ?

Filio/A/fc : Skopjiens, non ? Pas Grecs, quoi. Je sais pas, selon moi, ... ils sont ... ils cherchent leurs racines, quoi, mais bon ils auraient aimé être Grecs.

Giannis/A : Comment les appeler... Je sais pas, j'arrive pas à comprendre, je veux dire, je ne me souviens pas. Je n'arrive pas à dire d'où proviennent les Skopjiens.

Selon Aristote, dans les définitions, « c'est surtout d'une question d'identité ou de différence dont on s'occupe » (*Les Topiques*, I5:102). Nos sujets remplissent la moitié de cette condition, plus précisément la seconde moitié, car ils se sont habitués à définir l'altérité à partir de ces différences avec leur mêmeté, à définir « l'autre » sur la base de ce qu'il n'est pas, à savoir « eux-mêmes », et non pas sur ce qu'il est dans son essence. Nos résultats vérifient ainsi la maxime de Tajfel, selon

laquelle : *nous sommes ce que nous sommes parce qu'ils ne sont pas ce que nous sommes* (1979, p. 183). Toutefois, certains d'entre eux ont finalement donné une ou même plusieurs réponses, on serait tenté de dire des hypothèses vérifiées, fort intéressantes quant à l'appartenance nationale de leurs voisins, regroupées dans le tableau ci-dessous sous forme de pourcentage pour l'ensemble de notre population et pour chaque échantillon pris séparément :

Tableau (1) : Nationalité(s) attribuées selon l'ordre de préférence

<i>Nationalité</i>	<i>Total (%)</i>	<i>Thes. (%)</i>	<i>Ath. (%)</i>
1. Je ne sais pas	22	20	24
2. Yougoslaves	20	31	9
3. Skopjiens	14	14	12
4. Non-Grecs	11	10	12
5. Hommes	11	10	12
6. Albanais	5.5	3	8
7. Slaves	5.5	3	8
8. Bulgares	5	6	4
9. Slavomacédoniens	3.5	3	4
10. Macédoniens de la Yougoslavie	2	0	4
<i>total</i>	<i>100%</i>		

Pourquoi parlons-nous d'hypothèses vérifiées ? Tout simplement parce qu'à la lecture du tableau on s'aperçoit de la difficulté de notre population à classer, à catégoriser ses « nouveaux » voisins dans des catégories dont la validité était attestée dans le passé. Mis à part l'aveu de l'ignorance (« *je ne sais pas* »), l'affirmation par la négative (« *Non-Grecs* »), ou la réduction au nom de la capitale (« *Skopjiens* »), commentés précédemment, il nous semble intéressant de souligner ici la deuxième réponse, celle de « *Yougoslaves* ». Elle a été principalement choisie par les sujets originaires de la Macédoine grecque (31% vs 9%), et montre clairement la persistance d'un système de classification antérieur vis-à-vis d'un élément nouveau (« *Skopje* »). La nouveauté de cet élément est à relativiser dans la mesure où il existait bel et bien auparavant comme nom d'une des six républiques de la

fédération yougoslave, depuis environ cinquante ans. Cependant, plusieurs sujets l'ont avoué au cours des entretiens, le nom de la ville, beaucoup plus que celui de la république, leur était inconnu. En outre, la situation nouvelle dans laquelle cette classification est faite, à savoir l'enjeu entre les deux pays, rend cet élément nominal différent, lui donne une allure de nouveauté, d'étrangeté, qui touchant le champ identitaire de près, devient forcément menaçante.

Si, comme l'un des extraits qui suit le laisse supposer, « *le nom n'est pas seulement un nom* », celui de « Skopjiens » qui est le seul légitime dans les discussions quotidiennes et dans le sens commun grec, ne permet guère de se représenter « l'autre », de l'imaginer, de le re-connaître. Sa synonymie rompt ce lien exclusif qui existe entre une catégorie singulière et son appellation unique, mélange les frontières qui permettent l'identification de l'autre comme différent, comme non-Nous, empêche les représentations de se constituer comme reflets d'un seul peuple, histoire, civilisation, langue :

Vagelis/T : Le nom c'est pas seulement un nom. Ça n'a jamais été un simple nom. Il caractérise la nation. Comme on dit souvent, en entendant un nom ce qui te vient à l'esprit c'est la civilisation, la nation qui habite ce lieu. Ce n'est pas un simple nom. Pour résoudre le problème ils ont donné à Skopje le nom "A" [Ancienne] et tout le reste qui suit, néanmoins inconsciemment elle reste quelque part connue en tant que Macédoine. Mais, ce n'est pas possible de résoudre ce problème en donnant n'importe quel nom à Skopje. Parce que le nom d'un pays donne essentiellement à l'autre l'image de la nation qui l'habite. Par exemple, on ne dit pas que la France est habitée par des Allemands ou que l'Allemagne est habitée par des Français. Tu entends Allemagne, tu penses aux Allemands. Tu entends France, tu penses aux Français tels qu'ils sont. Le nom d'un pays te fait penser à un champ historique, politique ou physiologique des gens, tu sais que les personnes qui ont ces caractéristiques, cette langue, cette civilisation, habitent dans ce pays.

Dans la théorie des représentations sociales, il est bien connu, que l'ancrage familiarise l'étrange, aide à comprendre l'existence

d'une hiérarchie et d'un réseau de significations en phase avec le système de représentations dans lequel il s'insère. Considérer les « *Skopjiens* » comme « *Yougoslaves* », c'est quelque part refuser d'abandonner une classification qui assurait les frontières identitaires entre les deux groupes dans le passé.

Giouli/T : La Grèce c'est la Grèce depuis des années. La Yougoslavie c'est la Yougoslavie depuis des années. La Yougoslavie se sépare à cause de la guerre entre tous ses différents États. Cela ne veut pas dire qu'elle cesse d'être la Yougoslavie.

Nous pouvons supposer qu'étant donné la situation nominale tout à fait particulière qui s'est installée au nord de la Grèce, un certain déplacement s'est produit dans le système de classification de l'autre. L'aspect provisoire, artificiel, et polémique du nom ne lui permet pas de se classer dans des catégories autres que celles déjà existantes dans le passé. Là où, auparavant, cette République existait, invisible et non dangereuse, au sein d'une fédération large, la Yougoslavie, désormais, elle « continue » à faire référence à sa catégorie passée, autrement dit à son être passé, celui qui justement lui garantissait sa différence. Un nom provisoire renvoie à une catégorie provisoire, même si cette dernière est de surcroît non valide. Ou encore, à des catégories universelles, consensuelles et sécurisantes ayant un ton d'humanisme, comme celle par exemple des *Hommes*. Les faibles pourcentages attribués aux « *Bulgares* » et aux « *Albanais* » témoignent de cette volonté collective d'associer cette population à des catégories qui donnaient statut à une différence vis-à-vis du groupe national et de qui, de plus, émanent une image négative auprès des Grecs. L'épreuve de l'image des « autres » l'ayant largement démontré. Enfin, le score quasi nul des appellations « *Slavomacédoniens* », « *Slaves* », ou encore, « *Macédoniens de la Yougoslavie* », montre la force de résistance, ou de défense collective, mélangées à l'ignorance de « l'autre ».

Dans tous ces résultats relatifs à la perception, dénomination et classification de l'autre dans une catégorie mentale et culturelle qui lui donne sens, qui crée une réalité symbolique autour de sa représentation, nous retrouvons la distinction que nous avons évoquée dans la partie consacrée aux noms, entre nommer et étiqueter. Le choix du nom « *Skopje* » par le corps social grec obéit à une logique collective de défense de l'identité nationale. Cependant, c'est un nom provisoire avec lequel on ne se familiarise guère, si ce n'est de manière éphémère, et qui finalement sert plutôt à renforcer l'étrangeté de l'autre qu'à la réduire. Une alternative nominale, un nom de *substitution* selon les termes freudiens (Freud, 1923), qui assure la différence à l'intérieur et à l'extérieur, qui cache un nom non désiré, qui stigmatise, car dépourvu de sens et de réalité. Ou alors, comme un sujet nous l'a confié, un nom qui rend l'autre non pas seulement étranger, mais aussi étrange : « *Je les vois un peu comme des extraterrestres, comme des Martiens, tu vois, qui, comme dans les films, veulent prendre possession et gouverner la terre, ça m'évoque quelque chose comme ça* » (Varvara/ A).

À la place d'un nom-acronyme provisoire, dépendant d'un accord intérimaire, le groupe a imposé un nom qu'il a lui-même choisi ; un nom arbitraire, car il appartient à la capitale de ce pays, et illusoire, car seule la Grèce l'utilise comme tel. Le choix de cette appellation-étiquette légitimée et utilisée uniquement, comme une défense, par le groupe national – en dépit de l'usage courant, constitutionnel ou même officiel du nom du pays voisin – a créé pour nos sujets ce que nous pouvons appeler un *déficit de représentation*. Les seules connaissances qui leur sont disponibles pour penser l'autre, étant donné qu'ils n'ont jamais eu l'occasion ou l'accès à une autre forme de connaissance, ce sont celles d'antan, tel que « Yougoslaves », ou celles du conflit qui les a opposées, tel que « Non-Grecs ». Cependant, nous avons eu

l'occasion de constater dans l'épreuve des adjectifs qualifiant les populations des pays limitrophes de la Grèce, l'ancrage, tant spécifique que général, de la représentation de la population de la République de Macédoine dans le système qui façonne celles des voisins des Grecs. De plus, l'analyse séparée du vocabulaire attribué à ce groupe spécifique par les deux populations interrogées a montré les traces du contentieux nominal dans la perception d'une société en train de se constituer politiquement et économiquement. Les traits attribués à ce niveau, sont ancrés dans l'image négative d'une société entière, tandis que leurs spécificités sont objectivées sur la base du différend entre les deux pays. En outre, les résultats des questions fermées dans l'épreuve de l'image des « autres » nous ont permis de constater le faible pourcentage de visites effectuées en République de Macédoine, l'absence d'expérience directe, et de volonté d'en avoir une, avec le pays et le peuple voisins.

En psychologie sociale le lien entre représentations et structures sociales a été souligné par Moscovici (2000a) par le fait qu'une représentation associe toujours une forme cognitive d'expression à un contenu largement accepté par le groupe. Le précédent de la crise majeure entre les deux pays, la norme nominale intergroupe, l'influence du vocabulaire agressif et ethnocentrique de la presse et le discours officiel et éducatif, ont influencé une bonne partie des représentations actuelles des jeunes Grecs vis-à-vis de leurs voisins, malgré l'amélioration de leurs relations au niveau de la diplomatie et de l'économie.

Nom et Identité

Le thème de l'identité a été induit lors des discussions collectives sous deux formes principales : *primo* la non-différenciation identitaire et nominale entre les deux peuples, et *secundo* la privation d'un élément qualificatif identitaire capital pour les Grecs. Cette question de la perte d'un élément identitaire, synonyme du passage du « droit du nom » aux habitants d'un autre pays, semble également trouver un haut consensus pendant les discussions collectives. Cette base thématique sert de prétexte à l'élaboration d'un discours portant sur l'identité nationale sous une pluralité d'approches. L'interrogation principale des sujets peut se résumer ainsi : *Comment peut-on se priver d'un élément qui nous définit comme tels, par un peuple qui n'a rien à voir avec ce même élément ?* La perte est sentie sous forme de privation, d'infériorisation, d'une aliénation physiologique de l'identité hellénique, d'un coup porté au cœur même de l'essence identitaire. Le discours se centre ainsi sur l'effort de montrer les différences qui existent entre les deux peuples, nations, histoires, à travers la référence aux critères de définition d'une nation qui, selon les locuteurs, éclairent et « prouvent » cette altérité : langue et alphabet, histoire et origine ethnique, religion, us et coutumes.

FC1-A/I

B. Comment ce pays peut-il faire sienne la Macédoine à partir du moment où ils parlent une langue complètement différente de la nôtre ?

A. Eh ben, c'est là leur problème (*rires*).

B. Non, car à partir du moment où ils disent "*nous sommes la Macédoine*", n'est-ce pas, nous nous attendons à ce qu'ils aient la même identité que nous, et quand je dis identité, je parle de langue, histoire...

S. Us et coutumes.

B. Oui, religion, n'est-ce pas ? Ils ne peuvent pas soudainement dire que nous sommes la Macédoine, quand eux-mêmes sont des Slaves. Il ne faut pas oublier que les Macédoniens-Macédoniens étaient des Doriens et c'était une tribu comme les Ioniens.

A. Oui, mais tu sais ils disent que nos alphabets se ressemblent.

B. Oui, mais ça veut rien dire puisque même l'alphabet d'Angleterre ressemble au nôtre et celui de l'Amérique également.

A. Oui, bon, si tu veux.

S. Oh ça ne ressemble pas.

B. Oui, mais alpha c'est alpha et bêta c'est bêta.

Le seul groupe où ce consensus a été mis fortement en cause a prolongé sa critique sur le plan identitaire, en essayant de trouver ce qui « vraiment » définit les Grecs en tant que tels. Dans un autre groupe cette fois-ci, l'interaction entre les participants autour de ce thème a donné lieu à la reproduction, à l'échelle du groupe, de l'ambiance des manifestations, notamment au moment où un sujet prononce la moitié de la phrase qui a constitué le slogan principal de cette époque (« *la Macédoine est ...* ») et que le reste du groupe la complète en criant (« *la Macédoine est grecque !* »).

Dans un extrait assez illustratif à ce propos, tiré d'un focus group à Athènes lors de la discussion de l'article portant sur l'attitude des députés grecs¹⁵, le discours à la fin de l'entretien revient sur le sol et l'histoire, l'apathie de la classe politique et « l'authenticité » de la culture hellénique. Les participants affirment que finalement le peuple de la République de Macédoine « *n'a pas de passé, il n'a que du présent* », et que lui donner le nom équivaut à créer une « *deuxième* » Grèce, à falsifier son histoire :

¹⁵ Il s'agissait de l'extrait d'un article de la presse grecque, paru en 1997 dans un quotidien à grand tirage, cinq ans après les grandes manifestations. L'auteur de l'article avait interrogé les soixante-quatre députés grecs élus dans le département géographique de la Macédoine en Grèce du Nord, en leur demandant leur positionnement au sujet du nom de la république voisine. Leurs déclarations montraient, dans leur grande majorité (environ 70%), et pour la première fois officiellement, une différence très nette par rapport au passé, défendant la thèse d'un compromis au sujet du nom.

FC4-A/IV

S. Mais ils appartiennent à nulle part. Skopje ce n'est pas un nom. Je crois que c'était une région byzantine, un truc comme ça. Ils n'ont pas d'identité ces gens. Ils sont sans passé. Ils n'ont que du présent. Non ?

X. C'est leur position géographique, le fait qu'ils n'ont pas de racines, d'identité et aussi ils comprennent qu'avec les Grecs ils peuvent tout se permettre en les voyant aussi passifs.

E. Et pourquoi n'ont-ils pas choisi un autre endroit ?

S. Bon gré, mal gré ils n'ont pas d'histoire. Leur histoire se connecte à d'autres histoires, pour parler clairement, ils ont des origines de différents peuples voisins et non pas uniquement de Macédoine.

Xr. L'histoire de leur sol est grecque selon les frontières d'avant. Si on regarde une ancienne carte de la Grèce ils en font partie. À l'époque d'Alexandre le Grand il n'y avait ni Skopjiens, ni Skopje, ni Yougoslavie, Albanie, Bulgarie. C'était clairement la Grèce et après petit-à-petit il y a eu tout ce qu'il y a eu et ils viennent maintenant nous dire qu'ils sont Macédoniens. C'est comme si nous on demandait soudainement de créer une deuxième Grèce quelque part quoi ! Remarque, ils auraient pu demander à s'appeler Grèce là où nous sommes ! Et nous, nous avons dit OK comme si on avait tout d'un coup deux Grèce, l'une skopjienne et l'autre ici. C'est exactement la même chose ! Et puisqu'ils ont le nom ils peuvent aussi dire qu'Alexandre le Grand était Skopjien. Les autres pays doivent nous interdire de dire qu'Alexandre est grec ou qu'il appartient à l'histoire grecque !

L'histoire sert de preuve et de leçon pour justifier le droit au nom, surtout dans un contexte de menace, elle sert aussi d'arme rhétorique qui peut rendre caduque, absurde, illogique toute légitimité supposée d'un postulat basé sur la géographie. Dans le discours des sujets, demander un droit du nom basé sur l'étendue géographique de la région dans le passé, revient à légitimer toute revendication hypothétique des mêmes droits par les régions que, jadis, Alexandre a conquis. De la différenciation identitaire vis-à-vis de « l'autre », le discours se centre progressivement sur la définition du « même ». Ainsi, la parole des sujets donne lieu à la recherche des éléments qui définissent les Grecs comme tels. Notons tout particulièrement l'usage de notions telles que « l'inconscient », et surtout « l'histoire » et la transmission par « les ancêtres », comme facteurs de définition identitaire collective. La même réflexion dans un groupe athénien se retrouvant dans l'impasse d'articuler une réponse consensuelle, conduit à une interrogation sur les critères de

définition de l'identité grecque comme telle. Plusieurs critères sont avancés par les sujets qui passent de la perception d'un Grec par l'extérieur, à son auto-définition dans le temps et dans le présent. Des termes tels que « lieu de naissance », « monuments », « civilisation », « culture », « citoyenneté », « sentiment », « situation de guerre », « le sacrifice de la mort pour la patrie », façonnent leur discours.

La recherche de la matière première de ce qui constitue la conscience nationale va s'effectuer essentiellement dans le champ de la mémoire historique. Au sein de ce dernier, la culture occupe une place importante, car elle véhicule les idéologies du passé qui l'ont produite, aussi bien que les idéologies du présent qui l'actualisent et la rendent familière. Dans ce processus, la mémoire fait converger ce que l'histoire sépare. Selon Assmann (1994), ce qui est mis en œuvre dans de telles interprétations ce n'est pas une conscience historique activée dans la science historique, mais la mémoire historique vivante des contemporains. Sur le plan de la mémoire nationale, les dates et les symboles nationaux auront un rôle capital à jouer : « En passant du contexte de la conscience historique à celui de la mémoire nationale, les grandes dates de l'histoire doivent se concrétiser et se solidifier en symboles immuables. Les quelques dates historiques intégrées dans la mémoire nationale ne sont pas seulement choisies et ordonnées selon des points de vue établis, elles reçoivent aussi un habillage symbolique et mythique » (*ibid.*, p. 47).

Une identité nationale qui vient de loin

Au cours cette fois des entretiens individuels, l'élément de la continuité nationale de l'antiquité à nos jours, ininterrompue, inchangée, ce *voyage qui dure des siècles* selon les mots d'un interviewé, a amené nos sujets à une interrogation plus profonde

sur l'identité et la culture grecques, l'hellénicité, et sur la validité et l'impact pour le groupe national des récits venant de la tradition et de la mythologie. Dans l'effort de verbaliser le sentiment identitaire collectif qui s'inscrit dans le passé lointain, les métaphores et les images ne manquent pas : de l'identification aux ancêtres glorieux transmise par l'enseignement, à la vérité – illusoire, mais profondément existentielle – du vécu culturel, de l'identité collective sous la forme figurée d'un *bateau*, à la transmission de la conscience nationale par *le vent et les odeurs*, le discours recueilli forme une narration étonnante :

Q. Tu as parlé de l'identité nationale comme quelque chose qui a une vie en soi. Qu'est-ce que tu voulais dire exactement ?

Stelios/A : Je crois qu'à la base toutes les notions se situent quelque part, dans un espace et un cadre, et malgré le fait que chacun de nous essaye de délimiter ce cadre, on ne peut sûrement pas le placer exactement dans le cadre. Chacun lui dépose dessus son petit morceau et après il continue tout seul. Et je dis que tout ça ce sont des résidus psychiques que tu laisses sur un petit bateau qui grandit petit à petit et à n'importe quelle tempête sociale ou politique, il survit. C'est très simple. Il n'a pas besoin de chef, il va par lui-même, il connaît la route, c'est un organisme vivant qui sait par où il faut aller. Et notre histoire nous dit cela ; nous savons ce que nous allons faire et quand le moment difficile viendra, nous avons cette conscience là, elle vient par elle-même. Nous n'avons pas besoin de quelqu'un pour nous réveiller....Ça se transmet de génération en génération.

Q. De quelle manière ?

Essentiellement par le vent ça se transmet. Ce n'est pas quelque chose de concret. Précisément, la terre imprègne l'air, une odeur, prise par le vent et amenée en moi. Des choses très simples. Je passe devant une église et ça m'arrive. Sans savoir ce qui se passe là dedans, ou ce qui va se passer par la suite, ou si quelqu'un est mort là bas. Si ça se trouve c'était mon frère ou moi-même. Sûrement il y avait quelque chose. Mais ceci émerge par l'odeur de la terre, comme les fleurs. Et peut-être finalement il s'agit de la procédure la plus simple. Et je reviens sur ce que je disais autour du bateau. Tant que le bateau grandit il n'y a pas de problème. Laisse le bateau et va dormir. Il ira seul, comme la fleur. C'est un voyage qui dure des siècles. Il n'y a pas d'autre mode de transmission, ça suffit de croire en ça, c'est très simple. Va à des petites églises ou à des sites archéologiques et tu le verras s'imprégner.

Nicos/A : L'hellénicité est difficile à définir. Je crois qu'après un moment donné c'est du vécu. Ce n'est pas du rationalisme. C'est quelque chose que tu peux exprimer avec des idées et des valeurs ; c'est un vécu....Même le fait que dans le vécu populaire nous retrouvons cette croyance comme quoi nous sommes les successeurs d'Alexandre le Grand... te donne l'impression que

c'est véritablement un vécu. Là il y a de la conscience. Les gens ne font pas de ça une idéologie nationaliste, mais un vécu culturel. Un paramètre essentiel de notre existence.

Vagelis/T : Si tu n'acceptes pas une partie de la mythologie, si tu n'acceptes pas que la mythologie contienne en elle certaines vérités, tu ne peux pas accepter la nation grecque. Tu ne peux pas l'accepter en tant que nation-ethnie. La mythologie est partie indispensable de la tradition orale grecque. Même récemment elle se transmettait de bouche à oreille. ...Moi je crois qu'une grande partie de la tradition grecque, soit ancienne soit moderne se base sur le discours oral. Tout ce qui a été transmis de bouche à oreille et que personne n'a jamais eu l'idée géniale d'écrire, d'autre part personne n'a dit que l'Iliade ou l'Odyssée n'avaient pas eu lieu, qu'il s'agissait d'œuvres épiques où les Grecs n'avaient pas fait la guerre entre eux.

Le vécu culturel, l'hellénicité, son fonds historique et mythique alimente, donne sens à l'identité nationale dans le présent. L'affaire macédonienne a eu cette particularité d'activer les liens qui unissent le groupe national à ses origines et à son histoire. Mais justement, il ne s'agit pas de n'importe quelle histoire. Il s'agit du passé antique glorieux et unique de la dynastie macédonienne et d'Alexandre le Grand qui semble émerger parmi les siècles d'histoire de la région pour défendre l'hellénicité des Macédoniens de jadis et du nom d'aujourd'hui. Dans la défense de ce récit généalogique, la précision des dates ou des personnages historiques importent peu. Les sujets « bricolent », chacun à sa manière : de la formule mathématique à l'indicible définition du soi, le sentiment identitaire frappe le lecteur par sa simplicité et sa nature absolue, évidente, indubitable.

Vasilis/A : Et ce slogan, "*la Macédoine est Grecque*", c'était une faute. Moi je dirais que la Macédoine c'est la Grèce. "Grecque" est un attribut comme si on disait Patras est au Péloponnèse. La Macédoine est grecque et ça, personne ne le met en cause. C'était comme si on revendiquait quelque chose. Je crois que c'était pas un bon slogan... Comment dirais-je ? C'est comme si on essayait de justifier quelque chose qui nous appartenait. Macédoine = Grèce, Grèce = Macédoine. [...] Historiquement, c'est une partie de la Grèce, de la nation grecque on ne peut pas leur vendre notre histoire. Il n'y a jamais eu de langue ou de nation macédonienne, c'est-à-dire pour parler d'un point de vue mathématique, nation macédonienne = nation grecque ou pour être plus précis, la nation macédonienne \leq la nation grecque. Et langue macédonienne

= langue grecque. C'est comme ça depuis Alexandre le Grand, c'est notre histoire.

Giouli/T : Moi, qui suis originaire d'ici, ça me gêne, car je sens que je n'ai plus cette exclusivité, le fait que c'est moi qui soit la Macédoine. C'est quelque chose que je considérais comme allant de soi et pas du tout consommable, je veux dire que je ne pourrais pas changer, et que je lui appartiens, que je suis née en elle, que je le suis, et après je vois quelqu'un qui le revendique.

Fotini/A : La réalité était que toute cette histoire avait des origines grecques. Elle a commencé en tant que grecque et elle doit continuer en tant que grecque. Elle a commencé dès l'antiquité, Philippe, Alexandre, et j'imagine que même avant eux devait exister quelque chose, mais je ne sais pas exactement quoi... D'abord je crois que la continuité n'a rien à voir avec les hommes. C'est plutôt l'esprit, la tradition, beaucoup plus des produits symboliques et intellectuels que les hommes comme êtres, car je pense qu'après 400 ans d'esclavage nous ne sommes plus Grecs à proprement parler. ...Il s'agit plutôt des idéaux et un idéal en particulier, l'idéal du Grec, qui unit tout les cœurs des Grecs. C'est ça la continuité pour moi. La continuité de la tradition, d'un certain sentiment.

Le passé est sollicité par nos sujets, « pour fournir des événements et des expériences qui puissent servir de caractères identitaires et de référence à une mémoire commune » (Assmann *ibid.*, p. 35). Une mémoire inextricablement liée aux valeurs du présent, reconstruite à partir des cadres sociaux du présent. Pour Halbwachs (1925), les cadres sociaux de la mémoire se résument en un ensemble d'idées qui « résultent d'une réflexion collective, dégagée de tout parti pris, et qui ne tient compte que de ce qui existe, non de ce qui a été. C'est le présent » (1925, p. 290). Les cadres sociaux de la mémoire ont un caractère, une nature de représentations et ils exercent ainsi leur influence sur le présent. Mais entre ces deux « espèces de représentations », écrivait Marc Bloch, « [...] il n'y a pas d'antinomie ; elles n'existent en vérité que l'une pour l'autre ; la société n'interprète ou même ne connaît le passé qu'à travers le présent, et par ailleurs le présent n'a pour elle de sens concret et de valeur émotionnelle que parce que derrière lui s'entrevoit une certaine durée » (1925, p. 76). Nous pouvons compléter ce constat en insistant du point de vue de la théorie des représentations sociales sur un certain

sentiment de familiarité que procure le mémorable, souligné déjà par Bartlett (1932) et plus récemment par Farr (1988), élément crucial dans le processus d'ancrage de nouveaux objets, idées, ou versions des faits dans un cadre de pensée déjà existant. Tout élément non-familier que le présent essaye d'imposer à ce cadre mental collectif risque de devenir une véritable menace pour la mémoire, donc l'existence du groupe.

Ce récit collectif d'une mémoire *leçon* fait appel à la tradition et à son origine, la mythologie, comme une vérité qui va de pair avec la vérité identitaire du groupe. Une vérité à laquelle les sujets ont appris à et ont besoin de croire, une vérité existentielle. Le caractère transhistorique de ce passé qui s'inscrit dans une durée qui va au-delà des canons historiques. Une historicité qui remonte loin dans le temps, qui fait appel à telle ou telle partie du passé qui s'accorde mieux aux exigences du présent, en oubliant, en occultant tant d'autres, en « bricolant ». C'est Bastide (1970) qui a réintroduit la notion du bricolage, telle que Lévi-Strauss l'a développée (1962), afin de donner sens à l'amalgame souvent observé dans la mémoire des groupes sociaux et/ou ethniques entre les différentes traditions, mythes, croyances et rituels survécus et conservés dans le temps. Il le décrit comme une stratégie collective de lutte contre les vides de la mémoire, qui représentent pour lui une sorte d'oubli collectif, dus à la perte des liens unificateurs de ces traditions dans le temps. Cet oubli qui, selon lui, ressemble aux trous de mémoire individuelle, procure un sentiment de vide que le groupe essaye de combler en « bricolant », c'est-à-dire en choisissant les récits et rituels qui collent le mieux aux conditions de son présent.

Le mythe contemporain comme « message »

Au cœur de cette narration collective, nous voyons se profiler en filigrane la figure d'Alexandre le Grand comme une

métaphore, un message selon Barthes, choisie par l'histoire, qui structure l'ensemble. Dans l'un de ses écrits peu connus, quatorze ans après les *Mythologies*, Barthes soutient que le mythe dans nos sociétés s'apparente dans la parole sociale à un message, à un reflet, déterminé socialement, permettant aux sociétés contemporaines de renouer avec leur passé et de garantir la pérennité « naturelle » de leurs cultures : « le mythe, proche de ce que la sociologie durkheimienne appelle « une représentation collective », se laisse dire dans les énoncés de la presse, de la publicité, de l'objet de grande consommation ; c'est un déterminé social, un reflet. Ce reflet cependant, conformément à une image célèbre de Marx, est inversé : le mythe consiste à renverser la culture en nature, ou du moins, le social, le culturel, l'idéologique, l'historique en naturel » (1971, p. 1183).

Voici une définition du mythe contemporain en tant que parole autour de laquelle se construit tout un système de communication. Le mythe moderne n'est pas seulement un concept, ni une idée ; c'est un mode de communication, c'est une forme. Naturellement, à cette forme s'imposent des conditions sociohistoriques particulières, pour que son usage social permette sa transformation en matière mythique. Selon le même auteur, le mythe ne se définit pas par rapport à l'objet de son message, mais par la façon dont il profère ce dernier. Il convient que le mythe obéisse à des limites formelles et non substantielles. La détermination du mythe, selon le même auteur, ne dépend pas de l'objet de référence, mais de la manière selon laquelle se manifeste le message. Ce message a certainement une base historique, car le mythe lui-même est un discours historique.

Le mythe moderne a perdu son caractère archaïque d'énonciation par le biais des grands récits. Dorénavant, c'est la communication sociale qui lui donne naissance sous la forme

d'un message. Le mythe étant un message, il peut être formé aussi bien dans le discours social oral et écrit que par une masse illimitée de signifiants ; ainsi « [...] le mythe disparaît, mais il reste d'autant plus insidieux, le mythique » (*ibid.*, p. 1183). Cette conception du mythe moderne véhiculé, canalisé, inventé par la communication sociale rejoint des analyses récentes en anthropologie de la communication (Dayan et Katz 1996). Dans le cas qui nous préoccupe ici, le passé historique du groupe, dont les origines remontent à une arché mythique, est doublement cautionné par ces analyses. Pour Barthes, l'histoire joue un rôle vital mais aussi sélectif, en ce qui concerne les conditions d'émergence de telle ou telle parole et de sa métamorphose en parole mythique. Selon lui « c'est l'histoire humaine qui fait passer le réel à l'état de parole, c'est elle et elle seule qui règle la vie et la mort du langage mythique car le mythe est une parole choisie par l'histoire » (1971, p. 1183).

Une étude psychosociologique du rôle des produits mentaux sociaux, tels les récits mythiques, dans la mémoire et les représentations du passé d'un groupe national ne peut que focaliser son regard au niveau de leurs transformation, transmission et ancrage dans le discours et les pratiques qui les mettent en scène. Nous considérons le mythe comme une production mentale sociale qui a son historicité, sa fonctionnalité et son symbolisme. Elle véhicule jusqu'à nos jours, un mode de pensée, un héritage culturel vaste, une « archive » historique, un bagage lexical et une phraséologie (aussi bien dans la littérature que dans le langage au quotidien, le sens commun). Le mythe nous intéresse du point de vue de la psychologie sociale comme forme symbolique du savoir culturel faisant partie de nos représentations et soutenant des pratiques communes. Son lieu d'ancrage et de prédilection quant à sa recherche se retrouve dans notre cas précis dans le champ de la mémoire culturelle, là où l'historique, l'identitaire et le culturel se croisent et

s'entremêlent, là où la menace extérieure est sentie et vécue comme un ultimatum à l'être même.

Un mythe historique revisité

La figure d'Alexandre le Grand occupe une place emblématique dans la mémoire historique grecque. L'usage idéologique de son efficacité symbolique a servi de preuve « incontestable » de l'hellénicité de la Macédoine dans l'argumentation publique. Il représentait la gloire du passé antique, la civilisation et la culture hellénique dans son ensemble, l'origine du nom et de l'espace. Sa narration historico-mythique est également présente sous cette forme – encore aujourd'hui – dans les manuels d'histoire de l'éducation nationale grecque (Frangoudaki, 1997) associée à l'idée de « conscience nationale » et de l'hellénisme « survécus » de l'antiquité à nos jours. Par ailleurs, nous avons eu l'occasion de mettre en évidence l'argument de la *continuité* de cette conscience collective tel qu'il apparaît dans le manuel sur la Macédoine. Des travaux pertinents en didactique de l'histoire (Lautier, 1997) ont montré, entre autres, que, chez les élèves, l'histoire est mieux retenue et mémorisée par le biais de la condensation de périodes et d'événements autour de « grands » personnages, et que le critère essentiel qui détermine la définition de l'événement est sa capacité à entraîner un changement. Personnalisation et rupture sont donc deux critères implicites de mémorisation, parfaitement adaptés à Alexandre le Grand. Il a été mis en évidence par ailleurs (Igglesi, 1997) que la notion de continuité nationale à travers le temps est considérée par les enseignants grecs comme une partie cruciale de la formation de l'identité nationale de leurs élèves. Une continuité qui à force d'être durable devient éternelle, a-historique.

Alexandre le Grand, son empire, son récit

Difficile de résumer le parcours d'un personnage qui fut le protagoniste de l'une des plus remarquables péripéties de l'histoire du monde antique. L'obstacle repose sur la colossale bibliographie qui lui a été consacrée, mais aussi sur la fissure temporelle qui sépare son aventure et les premiers récits qui nous l'ont révélé. Le plus proche, celui de Diodore de Sicile, lui est postérieur de trois siècles, le plus sérieux, celui d'Arrien, a été rédigé quatre siècles et demi après la mort d'Alexandre (Vidal-Naquet, 1984).

Fils de Philippe II et d'Olympias, il a eu la chance de recevoir l'enseignement d'Aristote dont l'influence le suivra tout au long de sa courte vie. À l'âge de vingt ans il devient roi de Macédoine, succédant à son père, assassiné par l'un de ses officiers. Après avoir assuré la sécurité de ses frontières et établi des règles de « bon voisinage » en soumettant les Triballes, les Gètes, les Illyriens, les Celtes et les Grecs, il est prêt pour sa grande expédition en Asie (Mossé, 2001). Nous sommes au printemps 334 av. J.-C., et à partir de cette date jusqu'à sa mort, à peine treize ans plus tard, il va transformer ses conquêtes en épopée en construisant un empire gigantesque. D'Issos à Ecbatane, il a conquis l'Asie intérieure, la Perse, l'Égypte, l'Iran, et l'Inde. *Mourir jeune c'est être aimé des dieux*, aimait proclamer la sagesse antique et Alexandre, frappé par une maladie, mourut à l'âge de trente-deux ans, avant de réaliser la totalité de son rêve qui contenait entre autres la conquête des terres d'Espagne et d'Afrique. Sa boulimie de pouvoir et son charisme hégémonique étaient les seuls liens qui reliaient cet immense empire. Il faudra attendre les disputes de ses successeurs et la naissance d'un nouvel empire, aussi vaste que le sien, l'empire romain (148 av. J.-C.), pour le rejeter dans l'ombre. Son œuvre de conquérant fut toujours accompagnée par celle de propagateur de l'hellénisme.

À son époque, les plus grandes bibliothèques du monde s'achèvent, l'éducation et la culture grecque sont introduites et se diffusent largement en influençant les religions, les langues, ainsi que la vie artistique et intellectuelle de l'empire. Sa politique était inspirée par une obsession d'unification de ses terres, de leurs religions, finances, armées et même races, en un ensemble « cultivé » par et grâce à la civilisation et la culture hellénique.

Sa croyance en une mission divine « au nom de laquelle il devait tout organiser et tout concilier dans l'univers », comme disait Plutarque, l'a toujours inspiré. Tous les pouvoirs d'origines diverses dont il était le détenteur, par héritage ou par droit de conquête, sont réunis entre ses mains, monarque absolu et roi-dieu. En 324 av. J.-C. il est présumé officiellement « divin », héritier des Olympiens. Les Athéniens et les Romains le reconnaissent comme le treizième des dieux olympiens et dressent sa statue dans leurs temples, les Égyptiens le couronnent pharaon, les Babyloniens, roi. Les juifs virent en lui, l'un des princes du monde, précurseur du Messie, désigné par les prophéties de Daniel. Certains peuples de l'Inde s'inspirèrent de ses traits pour représenter Bouddha dont il n'avait pas été donné d'image avant le passage du conquérant. En se faisant diviniser, Alexandre exige la reconnaissance universelle de son culte à côté des religions autochtones. Plusieurs sources archéologiques, notamment épigraphiques, témoignent du culte qui existait autour de sa personne, pendant son vivant et de la correspondance implicite entre l'épopée homérique et sa propre vie. À titre d'exemple illustratif, citons une importante chronique épigraphique datant de son vivant (264/263 av. J.-C.), dite de *Marbre de Paros*, sur laquelle les archéologues ont découvert une généalogie chiffrée en années, partant de la dispute entre Arès et Poséidon, et aboutissant à l'accession au pouvoir d'Alexandre le Grand (Calame 1996, p. 36). Comme Moses Finley le remarquait si

justement, l'atmosphère dans laquelle l'histoire antique grecque a été écrite « était saturée par le mythe » (1981, p. 12).

Mythes, histoire, mémoire

Justement, si aujourd'hui l'histoire est appelée sœur des idéologies, dans l'antiquité grecque, la mythologie était la jumelle de l'histoire ou tout simplement son *alter ego*. Mythe et antiquité grecque forment parfois une dualité sémantique et culturelle inséparable. Pendant plus de mille ans, dans sa longue histoire, le mythe constitue un élément vivant de la pensée grecque, qui se lie harmonieusement avec toutes les manifestations de la civilisation à laquelle il appartient. Il sert de lieu commun et base de référence à plusieurs expressions de cette pensée et présente une adaptation parfaite aux principes de chacune. De la généalogie divine et des biographies épiques des héros à la transmission des souvenirs historiques et culturels glorieux en passant par les vérités allégoriques de la philosophie, le mythe se présente dans toutes ces variations subtiles, extrêmement fertile et riche. Il apparaît sous la forme d'un récit archétypique, discours chargé de souvenirs concernant l'histoire du groupe. Il s'inscrit dans la ligne d'une tradition orale qui confie à la mémoire collective le soin de le transmettre de génération en génération par le biais des différents canaux mnémotechniques, aussi bien que par les rumeurs (Vernant, 1996).

Le passé dévoilé par les mythes est beaucoup plus que l'antécédent du présent : il en est la source. La remémoration ne cherche pas à situer les événements racontés dans un cadre temporel, mais « à atteindre le fond de l'être, la réalité primordiale, l'originel » (Vernant 1959, p. 21). À cet égard, le mythe semble traduire la manière dont les groupes se souviennent de leur propre existence ; il contient un certain

degré de vérité mélangé à des légendes et des traditions conservées et superposées dans le temps, véhiculées oralement d'une génération à l'autre. Une vérité toujours plurielle et analogique, une vérité multiple, ou « un programme hétérogène de vérités » (Veyne 1983, p. 32). Le mythe occupe le domaine où se cristallise la mémoire collective du groupe (Le Goff, 1977), et bien qu'il ne soit pas argumentatif ou vérifiable, c'est-à-dire logos, il est investi d'une efficacité d'autant plus grande qu'il véhicule un savoir de base partagé par tous les membres d'une collectivité où il peut jouer le rôle d'instrument de persuasion. Incontestablement, tous les souvenirs ne présentent pas le même intérêt pour la collectivité. Comme la conservation mnémorique individuelle présuppose une certaine sélectivité, les lois de la mémoire collective obéissent aux mêmes règles. Cet « intérêt » cache des critères sur lesquels va se fonder une communauté pour conserver en mémoire le souvenir de tel ou tel événement. On rencontre deux ordres de critères qui permettent à certains mythes plutôt qu'à d'autres d'émerger : un critère objectif, la singularité, ce qui présente une différence par rapport à l'ordre habituel des choses, et un critère éthique, l'exemplarité, ce qui peut être intégré dans un système de valeurs (Brisson, 1994).

Le mythe comme récit de création, et donc d'existence, des dieux, des hommes et du monde, est également, pour les anciens Grecs, un instrument de connaissance et une source de savoir. La représentation du monde dans sa totalité (cosmologie, dieux, héros, homme, nature, société etc.) était construite à partir de « matériaux mythiques », solides et persistants, dont la mise en question présupposait deux conditions : en premier lieu, l'apparition d'un nouveau mythe, plus attirant et plus véridique, ou l'établissement d'un argument rationnel basé sur la possibilité épistémologique de la connaissance du monde. En deux mots, *une nouvelle alternative pour penser la vérité.*

Il convient d'ajouter que le mythe, dans ce contexte spécifique, occupe plutôt un rôle organisateur des connaissances autour de ces interrogations fondamentales sur le monde, sans jamais poser de questions ; en revanche, il semble avoir toutes les réponses possibles prêtes. Son contexte temporel est toujours le passé. En effet, le temps mythique n'a qu'une vague analogie avec la temporalité du présent dans laquelle il s'inscrit. Souvent, il s'identifie avec l'origine absolue, « l'ancien temps », l'âge héroïque ou, au-delà encore, l'âge primordial, le temps originel, l'origine des dieux. Il s'agit d'un passé « éloigné ». En effet, il est si éloigné, que son inaccessibilité dans le temps « a pu mettre en suspens son authenticité » (Veyne *ibid.*, p. 29). Cette distance temporelle signifie entre autres, que le passé ne pouvait pas être objet de témoignage écrit et la transmission s'accomplissait par des témoins oculaires. Cette particularité du mythe l'a amené au scepticisme philosophique quant à la vérification de la validité du récit. Paradoxalement, les anciens Grecs ne se posaient presque jamais la question de la genèse d'un mythe. Ils l'acceptaient comme tel, c'est-à-dire, comme tradition historique plus au moins authentique. L'ontologie mythique semblait avoir des fondements stables car elle impliquait un acte de foi et de croyance et non pas de vérification objective et rationnelle (Cassirer, 1953a).

La diffusion et la propagation du récit d'Alexandre

Dans *L'homme Moïse*, Freud écrivait que « les plus grandes actions héroïques de notre temps n'ont pas été en mesure d'inspirer une épopée, et déjà Alexandre le Grand pouvait se plaindre à bon droit de ne pas trouver d'Homère » (1939, p. 156). Néanmoins, même si Alexandre n'a pas trouvé d'Homère pour raconter ses conquêtes, sa place dans l'historiographie et la littérature lui confie un rôle sans égal. Entre histoire et fiction, l'œuvre de Pseudo-Callisthène, élaborée au 2^e et parue au 3^e siècle après J.-C., n'est qu'un tissu de contes prodigieux et d'anecdotes mirifiques touchant sa vie et ses exploits. Tenu pour longtemps comme la véritable histoire de la vie d'Alexandre, ce roman historique fut l'un des livres populaires préférés du monde hellénique. On retrouve à sa lecture Alexandre-fils de Nectanébo (roi égyptien et magicien qui prend le rôle d'Ammon), ou encore Alexandre comparé ou identifié à Ulysse et Achille faisant ainsi allusion aux œuvres épiques homériques. Traduite en latin et en arabe, cette œuvre a alimenté l'imaginaire oriental et occidental autour d'Alexandre et nombreux sont les recueils et les œuvres poétiques qui en témoignent.

Des auteurs arabes, persans, turcs et chrétiens ont consacré à sa vie et ses conquêtes plusieurs ouvrages relevant plutôt du roman que de l'histoire. Dans l'imaginaire populaire plusieurs légendes et contes ayant trait à sa mémoire ont commencé à se propager, juste après sa mort, dans des peuples aussi variés que ceux de ses conquêtes (Nicolaidès, 1899). Dès le 16^e siècle le récit d'Alexandre, en poésie (*rimada*) et en prose (*fyllada*), a donné lieu à un nombre important d'éditions de livres populaires, destinés à éduquer mais également à distraire les basses couches sociales. Du 17^e au 19^e siècle, cette biographie mythologique fut répandue, rééditée, revisitée et reconstruite par la tradition orale, la mémoire collective et les contes grecs et balkaniques. Le

personnage d'Alexandre devient ainsi symbole et synonyme de la lutte contre toute sorte d'ennemis, incarnation de la beauté et du bien, sa nature métaphysique et ses qualités divines s'accroissent. La tradition fait de lui une leçon morale et sa fonction sociale se détache complètement du contexte historique qui lui a donné naissance. Désormais il prend corps au sein d'une mémoire historique comme métaphore de la diachronie du groupe. Cette métaphore, nous la retrouvons sous des formes et des buts politiques et idéologiques différents depuis la naissance de l'état grec, jusqu'à une époque récente. Dès le 19^e siècle, on la reconnaît dans les écrits de plusieurs idéologues de la lutte grecque vers l'indépendance (1821), mais également comme inspiration nationaliste pendant la tragédie humaine et militaire de la « Grande Idée » (1912-1913) – quand l'armée grecque a voulu récupérer les territoires de l'Asie Mineure – jusqu'à sa parodie par les colonels de la dictature grecque (1967-1974) (Veloudis, 1977).

Un récit, une métaphore

Il semble clair que ce personnage charismatique a obtenu, de par sa personnalité et ses incroyables réussites, un statut particulier dans la littérature, l'art, l'historiographie, mais surtout dans la conscience nationale grecque. Le récit d'Alexandre est l'histoire des aventures d'un héros-mortel, mais aussi bien – et surtout – l'histoire des péripéties d'une idée civilisationnelle-immortelle, celle de l'hellénisme. Grâce à lui, d'après Reinach, « l'hellénisme a conquis le monde antique et est resté à la base du monde moderne » (1914, p. 171). L'historiographie est « un fait étroitement culturel », soulignait Veyne (1979, p. 61), et en ce sens le récit d'Alexandre sert de véhicule et de propagateur à l'idée de participation à un modèle civilisationnel en termes non ethniques, mais culturels. Sa place dans la construction de l'identité culturelle hellénique est

capitale car il incarne symboliquement l'essence même de cette dernière. Son souvenir, à travers ces narrations de nature mythique, sert de miroir de vérité aussi saillante qu'abstraite dans la mémoire historique nationale. Halbwachs (1941) soulignait qu'une vérité nécessite la forme concrète d'un événement ou d'une figure historique pour se fixer dans la mémoire d'un groupe. Alexandre sert de figure historique idéale à ce propos : sa propre « vérité » à lui se confond ainsi avec la vérité abstraite d'une idée, d'une culture, qui « n'est pas un souvenir, mais se confond avec un vœu, une aspiration collective » (*ibid.*, p. 158). L'hellénisme, une notion immobilisée dans le temps et la conscience nationale, sert de véhicule conceptuel à cette aspiration et trouve en la figure d'Alexandre, sa métaphore idéale.

Trois fonctions symboliques du nom

L'analyse qualitative des discours collectifs recueillis a mis en évidence l'appel à ce même fond mnémonique glorieux justifiant les raisonnements des discutants vis-à-vis de l'espace et du nom. Durant les entretiens individuels, nos sujets étaient amenés à parler d'Alexandre le Grand de manière spontanée et cela à différentes reprises : dans l'évocation des souvenirs de l'époque des manifestations et des slogans qui portaient sur lui, des enseignements d'histoire à l'école, du discours politique et médiatique, mais aussi tout particulièrement dans leurs références à l'histoire de la région et aux raisons qui justifient le refus du nom. Quand le personnage d'Alexandre était spontanément énoncé par les sujets, une relance était prévue dans le guide d'entretien sur le rôle qu'il jouait ou qu'il joue encore selon chaque interviewé dans le cadre de l'affaire macédonienne. Nous avons pu relever trois fonctions symboliques majeures du nom d'Alexandre dans le discours recueilli : la première, de *synonymie*, quant à la Macédoine

comme nom, région, mais aussi empire dans l'histoire antique ; la seconde, de *métaphore*, eu égard à la civilisation et à la culture grecques, l'hellénisme. La troisième fonction, relève du registre mnémonique des sujets relativement aux *réminiscences* imagées et narratives des différentes scènes de son récit de vie, de l'enseignement scolaire à son propos, mais également de son usage pendant les manifestations populaires. Alexandre sert donc de point d'attraction d'anamnèses liées soit à la vie familiale soit au vécu social.

Nombreux sont les extraits d'entretiens se référant à Alexandre. Avant de les analyser plus en détail, il est important de souligner que pour plus de la moitié des sujets non-macédoniens qui ont évoqué dans leurs discours ce personnage, nous retrouvons à côté des descriptions légendaires et des adjectifs positifs, l'expression d'une réserve critique à son égard, focalisée sur ses tendances impérialistes, les massacres des populations indigènes, sur sa manière de mener la politique (*satrape*), mais aussi sur des défauts de son caractère (*égoïste, narcissique*). À l'inverse, peu de réserves ont été émises à Salonique. Seulement deux sujets sur dix-huit ont fait allusion à son impérialisme, deux autres ont minimisé son rôle dans la version moderne de l'affaire. Ce résultat qualitatif nous permet de mettre en évidence une adhésion collective plus importante et moins critique du côté des Macédoniens-grecs touchant à la « vérité » du récit d'Alexandre. Ce même résultat nous permet de confirmer une des thèses de Ricœur (1983) consacrée à la compréhension narrative de l'histoire et à la capacité humaine *mimétique* de refigurer l'action. La compréhension de l'événement *mis-en-intrigue* met en œuvre aussi bien les représentations liées au texte quant à son contenu et sa structure, mais aussi, et surtout, l'univers représentationnel du lecteur. L'alchimie des deux univers, sémantique et symbolique, fonde la compréhension du récit historique (*cf.* Todorov, 1981).

Synonymie

De prime abord, pour plusieurs sujets notamment en provenance de Thessalonique, la simple évocation du nom de Macédoine suffit à associer celui d'Alexandre. Plusieurs d'entre eux font référence à cette relation de synonymie qui relie ces deux noms :

Panagiota/T : Pour tout le monde, Macédoine et Alexandre sont des synonymes. L'esprit va directement à Alexandre le Grand, quoi.

Paraskevi/T/fc : En entendant Grèce-Macédoine, ce qui te vient à l'esprit ce sont des mots très particuliers comme Alexandre par exemple, des mots qui ne te viennent pas à l'esprit quand tu entends Amérique ou Skopje ou n'importe quel autre pays.

Cette relation d'association entre Alexandre le Grand et la Macédoine est clairement illustrée dans les deux extraits qui suivent. Ce dernier entretient avec le nom de la région une relation aussi indissociable qu'un « *produit de grande consommation avec sa marque* », mieux encore, il résume et inclut en lui « *l'alpha et l'oméga du nom Macédoine* » :

Q. Pour toi qu'est-ce que représente Alexandre le Grand en relation avec l'affaire ?

Andréas/A : Tu sais, c'est comme coca-cola qui a un petit symbole dessus. Alors lui, c'est l'identité intérieure de la Macédoine, le symbole par excellence, la seule chose qui s'identifie à la Macédoine, car en entendant Alexandre le Grand, tu l'identifies à la Macédoine. C'est un symbole plus fort que la Tour Blanche par exemple. C'est la force grecque.

Christos/A : Il est l'alpha et l'oméga du mot Macédoine. Ou, si tu préfères, le M et le A du mot Makedonia [*prononcé en grec*]. Parce que tout lieu a une idole, une légende, c'est comme ça que l'hellénisme et les Macédoniens ont Alexandre le Grand.

Métaphore

Au-delà de sa synonymie avec la région, Alexandre devient dans le discours des sujets la métaphore, tant de la Macédoine,

que de la culture et de l'histoire grecques, la meilleure « preuve » à apporter pour justifier l'argumentation concernant le nom.

Vasilis/A : Alexandre représente pour moi un argument indéfectible. C'est l'histoire même. L'histoire grecque. C'est le meilleur argument. Il est à nous et non à eux. Cela va sans dire, il y a tant de choses à dire là-dessus. C'était un général très efficace, il a diffusé la civilisation grecque, il est arrivé jusqu'à la fin du monde connu à l'époque, et je crois que son projet était d'unir tous les Grecs, car il y avait des États-cités.

Pour certains interviewés, la figure d'Alexandre prend l'allure d'une légende, d'une personnalité mythique sortie directement des épopées homériques. Au-delà de sa fonction de preuve dans le conflit qui oppose la Grèce à la République de Macédoine, il devient aussi une leçon, un enseignement dans le présent pour l'ensemble du groupe national. Selon les mots d'un interviewé « *Alexandre est ce que la Grèce est et n'est pas en même temps ... tout ce que l'on devrait être mais que l'on ne sera jamais* » :

Nicos/A : Alexandre le Grand était une personnalité mythique ; mais véritablement ce qu'il a fait de radical, la rupture historique, c'était qu'il était le seul avec Allah pour les peuples musulmans, à être considéré comme le Grand, le plus grand de tous. C'est également le fait qu'il a incarné une vision cosmopolite, propagé la civilisation grecque, moi je crois qu'Alexandre le Grand a véritablement changé la direction de l'histoire. C'était une personnalité mythique, car il a pu combiner tous les éléments du modèle du héros homérique, c'était le leader, le général militaire, l'homme qui a inspiré ses soldats pour arriver à la fin et même au-delà de la fin connue du monde de l'époque ... moi je crois qu'un des facteurs les plus essentiels de son expédition était de diffuser l'esprit grec, l'esprit héroïque, qu'il voulait ressembler à Achille, qui était d'ailleurs son modèle, ou de ressembler à Cyrus, le roi des Perses, c'est pour ça que je dis qu'il a une personnalité mythique parce qu'il a bouleversé l'histoire de ces peuples.

Réminiscence

Le récit de son personnage se cristallise essentiellement autour de trois caractéristiques majeures : son charisme de chef militaire, son œuvre de propagateur de la culture hellénique, et enfin certains traits exceptionnels de sa personnalité. Ces

caractéristiques semblent directement sorties de l'enseignement de l'histoire à l'école, plusieurs sujets en témoignent, mélangés à des souvenirs familiaux, des images de monuments ou des manifestations :

Aggeliki/A : Je me souviens qu'avant, à l'école, quand ils nous parlaient d'Alexandre le Grand etc. Je l'imaginai comme un héros et j'ai en mémoire une sculpture à lui qui était à l'école et je me souviens de lui comme un héros terrible.

Mariana/T/fc : On criait des slogans pendant les manifs comme "*Alexandre est vivant*".

Si la logique du contact à l'histoire est celle du récit (Ricoeur, 1983), mentionner spontanément des épisodes ou des images de la vie d'Alexandre qui ont marqué l'esprit de nos interviewés revient principalement à raconter, à mettre en intrigue, à tirer des conclusions, sans chronologie, sans précision, de mémoire :

Giannis/A : Personnellement ce qui m'a fait une énorme impression vis-à-vis de lui c'est l'incident avec Diogène. Tu sais, quand Alexandre était descendu à Athènes, il est allé voir Diogène le cynique qui vivait dans un tonneau, et Alexandre lui a dit quelque chose et Diogène lui a très bien répondu et Alexandre lui a dit "*dis-moi ce que tu veux de moi, et tu l'auras dans la minute*", et Diogène lui a dit "*pousse-toi un peu car tu me caches le soleil*". C'est un petit truc quoi, mais il m'est resté. Une telle simplicité !

Giorgos/A : L'histoire avec le nœud m'a beaucoup plu. C'est comme quand tu as une relation problématique avec d'autres personnes, cela devient un nœud, il vaut mieux le couper. C'était un type qui décidait quoi, les solutions étaient rapides et directes. Je pense aussi à toutes ces images qui te marquent, par exemple celle qui le présente sur son cheval avec une épée.

Avoir le sentiment d'appartenir au même groupe national/culturel qu'Alexandre se traduit, dans le discours des sujets, notamment ceux originaires de la Macédoine, par un sentiment de fierté :

Maria/T/fc : Peut-être est-ce le fait que je suis originaire de Thessalonique, je vois sa statue tout le temps sur le port, ça fait partie de ma ville et de moi-même, c'est un des personnages historiques les plus importants. C'est quelque chose qui me rend fier quand j'y pense ou quand j'en entends parler. Je ne connais pas grand-chose sur sa vie, mais le pouvoir et la force

qu'il possédait, la manière dont il conduisait et organisait son armée pour un but précis était quelque chose d'admirable, quelque chose qu'un leader doit avoir, et lui il était un vrai leader. Je sais pas, peut-être que je suis trop influencée du fait que je suis originaire d'ici.

« Toute une mythologie est déposée dans notre langage » écrivait Wittgenstein (1982, p. 22). Ici, un nom propre, Alexandre le Grand, associé à un univers de significations symboliques capital pour l'identité de la communauté nationale, *nomme autant qu'il est nommé*. Il entretient avec ses référents, la région, l'empire, l'histoire, la culture, une relation irréfutable, non négociable, *il leur appartient* ; son usage descriptif est aussi bien pluriel que rigide, *il les nomme* exclusivement. Selon Halbwachs, dans la mémoire collective il y a des figures particulières qui prennent un relief extraordinaire. « Elles concentrent en elles d'autres figures, des événements qui se sont produits à d'autres moments. Toute une période se ramasse en quelque sorte en une année, comme une série d'actes et d'événements, dont on oublie les acteurs et les conditions diverses, se trouvent rassemblés en un homme, rapportés, attribués à lui seul » (1941, p. 189).

Conclusions

La discussion autour de l'appellation de la République de Macédoine a donné lieu à la conception de toute une argumentation liée au droit d'usage exclusif du nom et aux principes que doivent façonner cette exclusivité. La primauté du groupe national d'appartenance est justifiée tant par son origine, en termes ethniques, que par l'archéologie de son installation sur le territoire, en termes spatiaux. L'histoire est un sujet transversal qui touche toutes ces dimensions. Tout d'abord l'étymologie, car, dans leur argumentation, la langue utilisée pour nommer pour la première fois cet espace n'était autre que

la langue grecque. Ensuite l'origine ethnique, car, comme pour le manuel d'histoire, les Anciens Macédoniens, faisaient partie du monde hellénique dans l'antiquité, et les Macédoniens-Grecs d'aujourd'hui (dans leur discours ce sont les Macédoniens *tout court*) font partie de la Grèce moderne, conception qui fait abstraction de toute autre phase historique intermédiaire. Enfin, car seule la Macédoine grecque a gardé, selon eux, ce nom comme qualificatif géographique au sein d'un État autonome. Par ailleurs, la preuve de l'authenticité de l'argument historique s'incarne tant par la figure emblématique d'Alexandre, que par les traces matérielles du passé, les monuments, ces « îlots du passé » (Halbwachs 1950, p. 115), notamment de la capitale de la Macédoine antique en territoire grec, ainsi que de la tombe de Philippe II, père d'Alexandre. Nous serons tenté de dire que la question du nom bouleverse les cadres sociaux de la mémoire grecque (langue, espace, temps), qui donnent sens à l'identité nationale.

De la justification de l'utilisation d'un toponyme, l'argument du monopole du nom se transforme dans le discours des sujets en un droit basé sur le vécu identitaire et la mémoire historique liés à ce même espace. Ces éléments confèrent au nom un statut d'ethnonyme, inséparable de sa longue inscription dans le temps. Un nom n'est finalement qu'un simple mot, ce sont les contenus qui lui sont attribués qui font de lui, au-delà d'un simple *toponyme*, un *ethnonyme*, on serait tenté de dire, un *mnémonyme*. Ce discours suscite pour le groupe national, d'une part, la peur d'être privé d'un élément qui le définit dans son essence même, à savoir son nom, son lieu et son histoire, et de l'autre, celle d'être confondu avec un autre groupe qu'il considère non pas seulement comme « différent », mais aussi comme « inférieur » d'un point de vue culturel. Deux continuités collectives parallèles risquent de se croiser, deux groupes différents de se confondre. La peur d'une non-différenciation

nominale est accompagnée de l'angoisse d'une classification dans une même catégorie culturelle. Cette incompatibilité identitaire (langue, origine, passé) cache une peur d'assimilation avec « l'autre », la perte d'une partie identitaire (Jodelet, 1989a). D'où l'interrogation suscitée spontanément dans la plupart des groupes de discussion, la recherche des éléments qui définissent les Grecs comme tels. Cette apologie fait émerger ce qu'on pourrait appeler *les formes élémentaires de l'identité grecque moderne* qui s'expriment par des notions investies de significations hautement symboliques, telles « l'histoire », « les ancêtres », « l'inconscient », « la langue », « le lieu d'origine », « la civilisation », ou encore le « sentiment ». Cette même apologie dévoile les similitudes argumentatives frappantes entre le manuel d'histoire sur la Macédoine et le discours recueilli.

Le récit d'Alexandre a formé un message communicationnel hautement persuasif. Ce même récit-souvenir avait déjà pris une couleur mythique dans l'historiographie et la littérature en étant associé au monde des protagonistes des récits mythiques de la Grèce antique. De plus, la transmission orale et la diffusion écrite du récit d'Alexandre sous la forme d'une légende a fait de lui un mythe national dans la conscience collective hellénique, une métaphore identitaire pour une nation en quête d'autonomie politique. Une narration apparentée à un récit historique et racontée sous la forme d'un mythe légendaire dans le système éducatif et la tradition populaire a émergé sur la scène sociale grecque à un moment où l'enjeu sur la dénomination devenait menaçant pour l'identité nationale. Cette même narration véhiculait en elle des valeurs socioculturelles qui garantissaient pour le groupe les critères de sa propre vérité. L'univers de significations ancrées en elle a servi de miroir au groupe national, de reflet, qui garantissait la pérennité « naturelle » de sa culture. Espace, nom, culture, rupture, personnalité, tant de notions concentrées, mieux encore condensées, en un autre nom,

celui d'Alexandre, dont la signification nouvelle dépasse le sens de chacune prise séparément, devient une leçon, une logique d'action, une représentation qui s'applique à l'ensemble du groupe.

La force d'un mythe repose justement sur cet accord d'acceptation non critique entre les membres d'un groupe culturel donné. Ainsi, il n'est plus possible de séparer les valeurs socioculturelles des mythes de leurs valeurs de vérité. Savoir du passé et mémoire collective dans l'antiquité grecque, langage métaphorique, stade de l'évolution sociale, forme symbolique de la compréhension du monde, système cohérent avec la religion qui s'incarne dans les représentations collectives, logique ou prélogique, dans l'époque contemporaine le mythe remplit une pluralité de fonctions. Sociale, linguistique, ou cognitive, ces fonctions reflètent une forme de pensée culturelle incluse dans notre manière de concevoir le monde social. Il est certain que l'étude du mythe pose d'emblée la question de sa propre vérité. Par quels critères va-t-on juger la validité d'un récit invérifiable et non argumentatif qui, pourtant, conserve et véhicule tout un imaginaire social sous une forme de souvenir collectif ? On découvre une pensée ayant sa propre historicité et sa propre vérité, totalement distinctes de notre conception de l'histoire, ainsi que de notre définition de la vérité scientifique progressive. De ce fait, la connotation du mythe est de se référer à une construction de la réalité qui est par essence « fausse » ou irrationnelle, selon les critères de la vérité scientifique, considérant les mythes comme caractéristique élémentaire (et par conséquent inférieure) des mentalités dites « primitives », donc incompatibles avec l'évolution et le progrès des sociétés dus à l'acquisition des sciences et des techniques. Les événements sur lesquels sont censés porter les mythes se déroulent dans un passé qui remonte à l'origine absolue, celle des dieux. Il s'agit d'un passé qui ne peut pas être objet de

témoignage. Les personnages et les êtres qui interviennent dans le mythe ne sont l'analogie d'aucune réalité accessible à l'intellect ou au sens. Ce sont des entités spécifiques, dotées d'une consistance ontologique. Mais le caractère illusoire qui s'attache au mythe ne l'empêche pas d'être doté d'une efficacité sociale et symbolique redoutable. Une efficacité qui occupe encore aujourd'hui du terrain par son influence latente dans la construction, la conception et la référence aux contenus identitaires nationaux, formant ainsi leur origine.

Comment peut-on envisager leur rôle aujourd'hui ? L'explication de Barthes (1957, 1971) qui considère le mythe contemporain comme message communicationnel conditionné par l'actualité et surtout par son historicité propre, ainsi que la théorie des représentations sociales (cf. Moscovici, 2001 ; Jodelet, 1988, 2002a) qui essaye de mettre en lumière les formes multiples du savoir quotidien fournissent, à notre avis, des éléments de réponse et des pistes d'investigation. Ces pistes nous suggèrent de nous focaliser surtout sur la question du comment les mythes s'apparentent-ils dans la vie en société et dans la conception de la vie de tous les jours dans les sociétés contemporaines. Restons un instant sur cette dernière phrase, afin d'éviter un éventuel amalgame entre deux formes de pensée qui appartiennent à des sociétés de nature hétérogène et des cadres mentaux fondamentalement différents. Représentations et mythes correspondent à des programmes de vérité proportionnellement analogues aux sociétés qui leur donnent naissance. Le mythe, une science « exacte » en Grèce antique, devait son exactitude à un modèle de société bien particulier et une appréhension du monde différente de la nôtre. Il s'inscrivait, comme pour les sociétés dites primitives, dans une philosophie de nature cosmogonique, une manière de percevoir et d'appréhender l'homme, la nature et le divin, non pas en les objectivant, comme le fait la science, mais, au contraire, en les chargeant de valeurs

subjectives et symboliques (Cazeneuve, 1961). Cette perception, appréhension et inscription différente de l'homme dans la Grèce antique s'illustre par la manière de raconter l'action humaine, c'est-à-dire de faire l'histoire (Le Goff, 1977), mais aussi dans son rapport fondamentalement différent avec la nature. Cette manière de penser le passé collectif et le monde produisait une connaissance de nature différente. Comme le faisait remarquer Meyerhoff à propos des mythes, « les générations antérieures savaient beaucoup moins que nous sur le passé, mais peut-être sentaient-elles beaucoup plus vivement que nous la continuité avec ce passé dans lequel elles se reconnaissaient » (1955, p. 40). Cela peut paraître paradoxal comme postulat, mais les représentations sociales comme forme de savoir social ou paradigmes de croyances (Jodelet, 2002b), théories du sens commun ou encore réseaux de significations (Moscovici, 2000a) sont en phase avec nos sociétés actuelles où l'exactitude de la science positive tient lieu de vérité exhaustive. Elles le sont, car précisément elles servent à éclairer la face cachée d'une autre vérité, celle de nos sociétés *pensantes*.

En tout état de cause, ce conflit balkanique nous donne l'occasion d'observer de plus près, dans un cadre sociopolitique contemporain, les processus de dénomination et de classification accompagnés – comme une tautologie – par celui de la différenciation. Le sentiment d'une mise en cause identitaire est mis en lumière de manière flagrante dans l'effort des Grecs de refuser de reconnaître une dénomination trop chargée historiquement, celle de *Macédoine*, et de persister à en utiliser une autre, celle de *Skopje*, qui élimine toute ressemblance sémantique ou phonétique (donc identitaire, historique et géographique) entre les deux régions, pays, peuples. Le nom *Macédoine* véhicule un message identitaire collectif défini de manière absolue et sélective ; ce même message définit à son tour en grande partie les représentations de l'identité nationale

hellénique. Cette définition reflète une vérité collective, de nature existentielle, qui renvoie à l'origine même du groupe dans le passé historique antique. La place emblématique du passé antique de la Macédoine dans la mémoire historique grecque lui confère une vérité identitaire irréfutable, un contenu existentiel singulier. L'imaginaire collectif lié à cette particularité nominale est ancré au cœur même de la conscience nationale grecque. Comme Billig l'a très justement souligné « ...la magie de *notre* nom national *nous* touche profondément, quel que soit ce *nous*, car il indique qui *nous* sommes, et, essentiellement, que *nous* sommes » (1995, p. 73). Le nom d'Alexandre véhicule en lui la vérité d'une essence identitaire collective. Sa matérialité linguistique et sa communicabilité font de lui le témoignage présent d'un être passé glorieux. Pour reprendre les termes de Benjamin (1974), dans le nom d'Alexandre un fragment capital de l'identité collective se communique pour les Grecs. Le nom est le moyen linguistique, le véhicule de cette identité, associé étroitement à un autre, *toponyme*, *ethnonyme* et *mnémonyme*, celui de *Macédoine*, comme une tautologie. Ce raisonnement consistant à définir le même par le même ne fait que renforcer l'intensité de ce lien. La toponymie devenant homonyme pour les deux pays, le seuil d'une analogie culturelle était franchie pour les Grecs. Dans la tautologie, écrivait Barthes, on peut voir « l'une de ses conduites magiques dont Sartre s'est occupé dans son *Esquisse d'une théorie des émotions* : on s'y réfugie comme dans la peur, ou la colère, ou la tristesse quand on est à court d'explication ; la carence accidentelle du langage s'identifie magiquement avec ce que l'on décide d'être une résistance naturelle de l'objet » (1957, p. 714). Tous ces mots, tous ces noms, chacun avec son propre degré d'intensité et de vérité, expriment une ipséité identitaire – par définition inexprimable dans sa totalité par un seul mot, un seul nom, une seule langue, toute langue la trahit partiellement – dont la représentation s'est vue menacée, sa prétendue unité exclusive se fragmenter, ses liens de parenté se rompre.

PARTIE IV

LA TRAVERSEE D'UN EVENEMENT

De la force des noms, nous allons passer à présent à celle des souvenirs. Tout au long de cette partie nous nous interrogerons sur ce que cette affaire évoque pour nos sujets ; leurs souvenirs de l'ambiance de l'époque, de ses enjeux, de sa dimension spatiale. Comment se souviennent-ils du climat politique orageux ? Qu'est-ce qui les a poussés à sortir dans les rues ? De quelles informations et de quelles connaissances disposaient-ils sur la situation et sur son passé ? De quelle façon percevaient-ils l'enjeu national ? Quel était leur état émotionnel ? Qu'est-ce qui s'est réellement passé ? Un espace géographique, la Macédoine, est également un lieu de projection de significations identitaires. Sous quelle forme l'espace vient s'inscrire dans les positions de nos sujets ? Quels arguments seront mis en avant ?

La politique a joué un rôle premier dans cette affaire. Au cours des discussions collectives, ce thème a été souvent abordé sous l'angle de la politique interne grecque et des responsabilités qui lui pèsent, des hommes politiques et des intérêts qu'ils défendent, enfin, de la politique internationale et de ses propres intérêts géopolitiques dans la région. Derrière ce raisonnement se profile pour nos sujets la recherche d'explications : expliquer les causes et désigner les véritables responsables d'un contentieux dont l'origine leur reste méconnue. Il sera également question de l'adéquation possible entre opinions politique et publique grecques dans le présent et des relations entretenues entre le monde politique et la presse. Nous avons évoqué la manière avec laquelle le problème nominal fut présenté dans un certain nombre de titres et d'extraits de journaux grecs. Or, après l'accord de 1995, l'affaire a connu une sorte de léthargie médiatique tout en restant insoluble. En ce sens, nous allons, tout d'abord, suivre la temporalité de l'intérêt de la presse grecque de 1995 à 2001, afin de saisir la quantité et la qualité de son investissement vis-à-vis du problème.

La presse face à l'affaire

Quelle était l'attitude de la presse grecque tout au long des événements qui ont marqué le début du contentieux ? Nous allons tout particulièrement nous intéresser à deux études de presse réalisées par une équipe de sociologues grecs à partir d'analyses de contenu d'articles relatifs à l'affaire macédonienne. Ceux-ci ont clairement montré le caractère nationaliste de la presse, notamment pendant la période 1991-1993 (Armenakis *et al.*, 1996). Leur analyse approfondie des éditions du dimanche de cinq quotidiens grecs (quatre athéniens et un salonicien), à savoir un total impressionnant de 1883 articles, sur une période de 17 mois (de décembre 1991 à avril 1993) a mis en évidence, entre autres, leur positionnement majoritairement (79,7%) ethnocentrique face au conflit nominal. En effet, les auteurs font une distinction entre deux types de positions idéologiques : ethnocentrique et polycentrique. La première, conçoit la nation comme identité sociale dominante qui emporte et surpasse tout autre identité au sein d'une communauté ; la seconde, plaide pour l'identité nationale comme une parmi d'autres qui peut potentiellement prendre une place moindre dans la hiérarchie des choix citoyens, notamment devant la violation de principes œcuméniques (p. ex. Droits de l'Homme). De plus, la majorité des auteurs de ces articles, des journalistes n'ayant ni la formation, ni les supports nécessaires pour se renseigner sur l'historique du conflit, ont rempli de la plus mauvaise manière le rôle d'informateurs face à un public qui ignorait autant qu'eux les véritables causes de l'affaire, en diffusant des informations confuses, fausses, des opinions et des points de vue.

Les origines du groupe national sont présentées dans la presse comme une continuité ininterrompue de l'antiquité à nos jours, Alexandre le Grand et l'étoile de Vergina sont, dans ce même

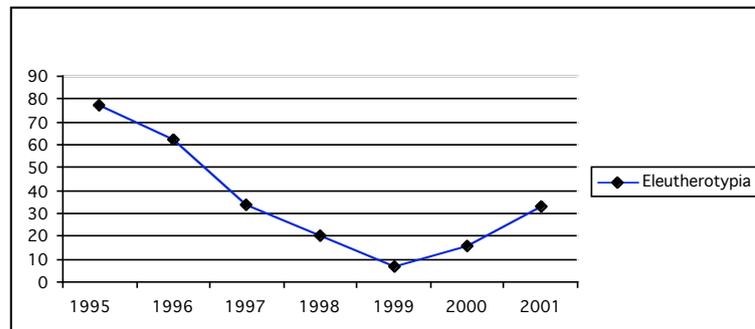
argument, les symboles-preuves de l'hellénicité de la Macédoine grecque. Selon les mêmes articles, les partenaires européens ne peuvent pas saisir les particularités de la réalité balkanique, ils ne sont intéressés que par leurs intérêts géopolitiques dans la région. Enfin, 67% des articles soulignent le besoin de préserver l'unanimité nationale devant la revendication nominale, 73% d'entre eux utilisent uniquement le mot « Skopje » et « Skopjiens » pour désigner le pays voisin et sa population, et 17% s'expriment à son égard par des termes tels que « pseudo-état », « l'entité de Skopje », « l'état de Gligorov » etc. (Panagiotopoulou, 1996). Une étude plus récente effectuée par cette même équipe de sociologues (Demertzis *et al.*, 1999) a comparé les éditions du dimanche de ces mêmes journaux peu avant et peu après la signature de l'accord intérimaire entre les deux pays au siège de l'ONU, en septembre 1995. Premier constat, l'accord n'a pas suscité autant de zèle éditorial que l'affaire elle-même quatre ans plus tôt. Un total de 237 articles ont été publiés à ce sujet, dont 46,8% étaient négatifs quant à l'aboutissement des négociations, 36,7% neutres et juste 16,5% positifs. Un changement notable s'est également produit au niveau du contenu des articles dont 55,7% étaient de nature polycentrique, contre 44,3% de nature ethnocentrique.

Résumons ce qui nous paraît essentiel comparativement à la première étude : la presse grecque s'est montrée moins intéressée par l'accord, qui pourtant a constitué la fin provisoire de la dispute entre la Grèce et la République de Macédoine, moins négative, polémique et ethnocentrique que dans le passé, quoique très critique. Les auteurs de l'étude interprètent ce changement d'attitude avec précaution, comme étant beaucoup plus une preuve de pragmatisme de la part de la presse, que comme un profond changement vis-à-vis du problème.

Les titres d'un quotidien grec

Afin de « prendre la température » de l'intérêt de la presse grecque de 1995 à 2001, nous avons suivi de près un quotidien grec de centre-gauche, *Eleutherotypia* (traduction : Liberté de la presse), qualifié par ces mêmes sociologues de moins ethnocentrique que tous les autres. Il s'agit d'un quotidien athénien à large diffusion qui s'adresse à un public majoritairement cultivé. De septembre 1995 à juillet 2001, nous avons collecté tous les articles publiés relatifs au problème nominal qui oppose Athènes et Skopje. Le graphique suivant illustre la courbe de température de l'apparition de ces 249 articles en l'espace de sept ans.

Graphique (1) : Fréquence de parution d'articles relatifs au problème (1995-2001)



À la lumière du graphique, force est de constater la chute considérable du nombre d'articles publiés portant sur l'affaire entre 1995 et 1999, année où la fréquence atteint son niveau le plus bas avec moins de dix articles par an. Un certain regain d'intérêt est observé les deux dernières années (2000 et 2001), lié aussi bien aux tensions intercommunautaires à la République de Macédoine qu'à la fin de la durée officielle de l'espace de sept

ans qui a été fixé par l'accord intérimaire de septembre 1995, afin de trouver une solution viable et définitive pour le nom entre les deux pays intéressés et qui eut comme effet l'accélération des pourparlers. C'est justement à partir de la signature de cet accord de 1995 que le nombre d'articles sur le contentieux décroît en masse.

Nous avons ensuite classé les articles en sept catégories sur la base de leur contenu : ceux qui portaient sur les discussions et les négociations diplomatiques entre la Grèce et la République de Macédoine, ceux qui se référaient à leurs politiques intérieures respectives, se déroulant exclusivement dans leurs capitales, les interviews avec les acteurs politiques des négociations, les articles portant sur la politique extérieure, et ceux qui exprimaient l'opinion de leurs auteurs, à savoir les journalistes du quotidien. Les articles portant sur les pourparlers diplomatiques occupent 29,9% de l'ensemble du corpus. Visiblement, l'intérêt journalistique s'active sensiblement à chaque occasion qui préfigure un début de solution et suit attentivement le dialogue et les commentaires qu'il suscite sur le plan des politiques intérieures. Sans surprise, viennent ensuite ceux qui portent sur la politique intérieure de chaque pays (26,2% et 16,5% respectivement), les interviews politiques (12,5%), la politique extérieure (9,1%), et enfin les opinions des journalistes (5,8%). Les trois premières catégories forment dans une certaine mesure des vases communicants, au sens où toute progression ou régression dans les discussions à Athènes, à Skopje ou à New York entre les délégués politiques de chaque pays produit des épiphénomènes et des réactions au sein de chaque scène politique respective, et *vice versa*.

Il est intéressant à cet égard de regarder plus en détail les titres des articles de ce journal : toute référence à la région géographique large de la Macédoine dans la péninsule

balkanique est occultée, le terme même d'affaire « macédonienne » a été remplacé par un autre qui résume exclusivement et uniquement le différend nominal sans aucune référence, sans aucun ancrage dans le passé d'un problème et d'une question dont l'émergence se situe à la fin du 19^e siècle. Ainsi, le problème dans sa nouvelle terminologie depuis 1992, se résume dans le vocabulaire de ces articles, à l'affaire « skopjienne », au problème « gréco-skopjien », ou plus directement au « nom ». Tout au long des différentes publications issues des discussions diplomatiques entre les deux parties, la presse annonce la fin du problème en faisant preuve d'inventivité en matière de rhétorique afin de ne pas répéter les mêmes expressions. Par exemple : « Fin réaliste de l'affaire (1996), L'affaire skopjienne se finalise (1997), Ils mettent en scène le compromis (1998), Maintenant le nom (1999), Athènes et Skopje accélèrent pour le nom (2000), Affaire greco-skopjienne : deux occasions pour un nom (2001) ».

Chaque nouvelle relative à une éventuelle décision définitive sur le problème est accompagnée de différentes hypothèses ou rumeurs quant au statut nominal qui fonde le consensus entre les deux parties. Les différentes appellations alternatives pour la République de Macédoine qui font converger ou diverger les négociations sont, par ordre chronologique d'apparition dans le journal, les suivantes : « Nouvelle Macédoine (Nova Makedonija) (1996), Nova Makedonija (1997), Macédoine de Skopje (1998), Slavomacédoine (2000), Gorna Makedonija (Macédoine d'en haut), Nouvelle Macédoine (Nova Makedonija) (2001) ». Uniquement du point de vue de la fréquence, l'appellation la plus souvent citée est celle de Nouvelle Macédoine. Signe d'une évolution lente des négociations ? Ou d'un retour au passé ? Seul l'avenir nous le dira. Pour l'instant nous nous contentons d'observer, et de rappeler au lecteur, que

cette même solution a été proposée sans succès par la présidence portugaise de la commission européenne, dès 1992...

Nous avons effectué une analyse lexicale des 249 titres des articles du quotidien grec, afin de mettre en évidence les différences et les similarités en matière de lexique et de sémantique par année de publication. Les résultats obtenus nous offrent trois champs lexicaux distincts, qui nous permettent de remarquer, d'une part, la présence des noms des protagonistes politiques de chacune des différentes phases des discussions (Gligorov, Pangalos, Simitis, Georgievski), de l'autre, une certaine évolution dans le vocabulaire employé par la presse du côté des substantifs, p. ex. « compromis », « problème », « l'attaque », la « double appellation » ou du côté des verbes, p. ex. « composer - é », « insister », que nous retrouvons dans les titres des années 1995-2000. Inversement, en 2001, nous observons une phraséologie qui se caractérise par la présence de termes tels que « discussion, proposition, solution », plus neutres et pragmatiques qu'auparavant.

La nouvelle phase dans laquelle, dès 1995, les relations politiques et économiques entre la Grèce et la République de Macédoine se sont insérées, ne témoigne en rien, ou presque, du problème qui les oppose et du conflit qui les a divisées. Cette phase que nous avons qualifié de « compromis réaliste » se reflète également dans la quantité, le contenu et le style d'écriture des articles de la presse hellénique. Cette dernière fait preuve d'indifférence et de critique face au dernier acte des discussions dont l'ultime scène se joue depuis environ dix ans. Dans sa large majorité, elle ne manque pas l'occasion de souligner les avantages économiques supplémentaires que la Grèce pourrait tirer une fois cette épine enlevée, sans presque aucune allusion au passé tumultueux de l'affaire.

L'examen de la presse hellénique nous permet de constater la double temporalité de l'affaire macédonienne. De 1991 à 1995, elle a suscité une mobilisation politique et populaire impressionnante frôlant le nationalisme, tandis que depuis cette période elle semble tournée vers une approche plus pragmatique, dictée par l'actualité de la région balkanique, la réalité internationale, les avancées économiques, mais également la position minoritaire de la Grèce sur la question du nom. Destin curieux pour une affaire qui a suscité tant de passions, rappelant une phrase que beaucoup de Grecs ont en mémoire car prononcée par leur Premier ministre en 1993 - peu avant la chute de son gouvernement - et qui garde aujourd'hui une couleur prophétique : « Dans dix ans l'affaire skopjienne sera oubliée »...

Souvenirs collectifs, ignorances partagées

Justement, cette affaire tumultueuse a-t-elle été oubliée environ dix ans après ? La première partie du guide d'entretien individuel était consacrée au passé proche de l'affaire, c'est-à-dire aux années se situant entre 1991 et 1995. Notre toute première question concernait l'évocation des souvenirs de cette époque, telle que les sujets l'avaient eux-mêmes suivie ou vécue. L'événement emblématique de cette période, et le souvenir le plus dominant dans la mémoire des sujets, correspondent aux grandes manifestations populaires qui ont eu principalement lieu à Thessalonique et à Athènes, mais également dans plusieurs grandes villes grecques, et ont fait l'objet d'une large médiatisation. Plusieurs sujets, collégiens ou lycéens au moment des faits, y avaient participé au sein de leurs écoles, d'autres avaient suivi l'actualité par le biais des médias. La distribution de cette participation au sein de notre population n'est pas la même selon le lieu de naissance. À Salonique, les sujets avaient

massivement participé aux manifestations surtout avec leurs écoles (88%). Parmi les sujets non-macédoniens que nous avons interviewés, environ la moitié (48%) a effectivement participé, le reste n'ayant pas pu ou pas voulu y participer (20%). Il est important de souligner que, même sans avoir pu ou voulu s'y rendre, tous les sujets sans exception ont des souvenirs des manifestations liés aux transmissions télévisuelles ou radiophoniques et aux images et aux descriptions prolifiques de la presse. Leurs souvenirs individuels sont inextricablement liés à une mémoire collective plus large.

Dans les récits qu'ils font de l'ambiance qui régnait à cette époque, ils soulignent le caractère soudain, imprévu et foudroyant de l'affaire, qui explosait du jour au lendemain, prenant une envergure nationale et une médiatisation grandissante. Tout le monde cherchait à comprendre ce qui se passait, la complexité et l'urgence de la situation ne permettait pas de fines analyses, la guerre en ex-Yougoslavie impliquait l'une après l'autre les anciennes républiques dans un mouvement in crescendo, un état de tension politique et de panique collective s'instaurait ainsi dans leur propre quotidien.

Andréas/A : En 1991, j'allais au collège, on s'était mis au courant par la télé, et au début on n'avait pas très bien compris ce qui se passait, c'était un peu flou. À un moment donné, ils nous ont distribué à l'école une brochure avec Alexandre en tête, on a commencé à parler des découvertes de Vergina et de tout ça, il y avait une sorte de propagande disons, et par conséquent on s'est fanatisés. Après il y a eu la manif pour la Macédoine et l'école nous a laissé y participer, mais bon on faisait rien de conscient quoi, on était gosses, c'était assez flou, nous sommes allés plutôt pour le bruit. On rigolait pas mal avec des jolis slogans (*rires*) comme "la Macédoine est grecque", ou encore "la Macédoine est grecque, vous n'avez qu'à apprendre l'histoire Skopjens espèce de cons", tu vois, on rigolait quoi, pas d'école, première manif, c'était la révolution pour nous, on n'avait pas pigé l'importance de l'affaire.

Nos sujets, assez jeunes à l'époque des faits, s'étaient renseignés sur les causes du problème surtout par le biais de discussions au

sein de leur entourage familial ou amical, par des réunions d'information et des brochures au sein de leur milieu scolaire, et par les médias. Ils font référence à un certain « flou » d'informations concernant les différents aspects de la situation et mentionnent le caractère unilatéral des nouvelles diffusées par les médias. De surcroît, ce flou amène certains d'entre eux, soit à une participation passive aux mobilisations, sans une véritable prise de conscience, accompagnée de fait par une incompréhension et une mésinformation, soit à une autre, plus engagée, qui les conduit souvent au fanatisme. Toutes deux, ont un goût de crainte, d'appréhension, de peur ; peur d'une menace soudaine, peur d'une guerre¹⁶.

Gina/A/fc : Je me souviens très bien du soleil de Vergina et de toutes les discussions autour d'Alexandre et de l'histoire. Je me souviens que tout le monde était au pied, des manifs pour la Macédoine, des slogans "la Macédoine est grecque", "la Macédoine c'est la Grèce", l'ambiance politique, tu sais, une sorte de nationalisme, plusieurs Grecs se la jouaient patriotes, et toute cette ambiance, comme quoi, si on ne va pas admettre que la Macédoine est grecque, il y aura la guerre, cette peur-là.

Dans les narrations de nos interviewés nous retrouvons l'expression et la réminiscence de sentiments forts et d'émotions vives liés à l'aspect massif et festif des mobilisations : l'ivresse de la foule, les slogans, les drapeaux, la participation de la jeunesse, leur première et propre lutte pour quelque chose, mais aussi la panique, la peur, la surprise, l'étonnement, la mésinformation, l'incompréhension, le fanatisme.

¹⁶ À ce propos, il nous semble pertinent de souligner les résultats d'une large recherche internationale consacrée à l'étude de la conscience historique (Angvik et von Borries, 1997), qui ont montré que la question de la paix préoccupe les jeunes Grecs plus que n'importe quelle autre population nationale parmi les vingt-sept interrogées. De manière quasi-unanime, les adolescents grecs indiquent l'importance d'obtenir la paix « coûte que coûte » (Frangoudaki, 2000).

Filio/A : J'allais à l'école, je me souviens que tous nos profs nous invitaient à aller participer aux manifs, car on était jeunes et il fallait montrer l'exemple, donc nous, on courrait un peu partout. Les profs étaient même prêts à nous effacer les absences, c'était comme une excursion. Ainsi, la plupart des élèves s'en foutaient, participaient juste histoire de rigoler, sans trop comprendre de quoi il s'agissait en réalité. C'était exactement comme une excursion, on passait un peu par la manif pour voir ce qui se passait, je me souviens que c'était la panique, la foule, on criait "la Macédoine est grecque", on était fanatisés, au sens négatif du terme, car, même si aujourd'hui je sais toujours pas ce qui se passe, je ne suis pas du tout sûre que je referais les mêmes choses qu'avant. À l'époque, j'avoue que j'étais prête à "manger un Skopjien" comme dirait l'autre. Je me souviens aussi de la télé, où ils présentaient les choses comme bon leur semblait, car s'il y avait quelqu'un qui devrait montrer un peu d'objectivité c'était la télé, les journalistes. Personne ne nous a jamais dit que les choses ne sont pas que comme ça, qu'il y avait plusieurs aspects, car je crois qu'ils voulaient qu'on les voie ainsi, surtout les hommes politiques. Si quelqu'un disait que peut-être les autres avaient aussi raison, ils étaient prêts à le massacrer, ils avaient peur. Il y avait une grande peur.

Pour ceux qui ont participé aux manifestations, leur action s'inscrivait dans le cadre d'une véritable lutte nationale, dont les signes apparents (fermeture des écoles et de la vie commerciale de la ville, discussions familiales intenses, incitation à l'action par les médias et le monde politique) ne trompaient pas. Au même moment, cette même action individuelle prenait un ton plus personnel, car c'était la première fois qu'ils assistaient activement à une telle cause. De plus, de par la forte mobilisation de la population écolière et juvénile, leur combat prenait l'allure d'une implication générationnelle, d'une participation active à l'écriture d'une page dans l'histoire moderne (certains sujets évoquent par comparaison la lutte des étudiants de l'École Polytechnique à Athènes en 1974 qui a conduit à la chute de la dictature des colonels). Ils avaient le sentiment, pour la première fois, que leur génération contribuait dynamiquement au changement d'une situation nationale qui avait un parfum romantique d'histoire.

Fotini/A : Je me souviens d'une énorme manif qu'on avait organisée en tant qu'élèves, il y avait énormément de monde en plein centre d'Athènes, ... nous avions 16-17 ans, on était tous partis crier pour la Macédoine, on le vivait quoi, c'était pas une simple excursion, j'avais la chair de poule, le soir je me

souviens que j'attendais impatientement le journal télévisé pour regarder la manif et on discutait de ça pendant des journées entières. On sentait qu'on pouvait gagner quelque chose. On voyait les choses très romantiques, simples et belles.

Gianna/T : Je me souviens du fanatisme à la télé sur toute cette histoire, différentes actions diplomatiques, de l'information partielle, surtout à l'école car j'étais élève à l'époque, coordination des mouvements pour la manif, le rythme, et le fanatisme, car on était fanatisés à l'époque. Nous étions descendus aux manif, et à chaque fois tous les magasins et toutes les écoles étaient fermés, et je me souviens de l'énorme foule qui allait de la place d'Aristote jusqu'à la fête foraine. Beaucoup de drapeaux, et tout d'un coup le symbole de Vergina, de la Macédoine, qui était apparu comme emblème...des slogans pour la Macédoine...voilà. J'étais très très fière d'être macédonienne, ils nous avaient enfin donné un motif pour faire quelque chose... je croyais qu'il y avait usurpation de l'histoire, qu'une fois de plus, ils essayaient d'usurper notre histoire et nos territoires.

Le discours effectue un va-et-vient permanent, souvent au sein d'une même phrase, dans un double processus d'ancrage, entre le « je », le « ils », le « on », dont la relation avec la théorie de la mémoire d'Halbwachs (1925, 1950) est parfaitement symétrique. D'un côté, l'ancrage dans le vécu personnel de ces moments intenses, l'état d'esprit individuel, le lieu (la ville), le temps (l'âge écolier), les mots (les slogans), qui en même temps, s'inscrivent inévitablement dans une dynamique collective plus large, locale et nationale, et marquent le point de vue individuel sur la mémoire collective. Les souvenirs personnels, les émotions, la participation, réelle ou imaginaire, dans un mouvement collectif donnent sens à l'action passée. De l'autre, l'ancrage dans un vécu social, un cri populaire, une ambiance passionnelle, caractérisée par un éveil national qui influence et entraîne l'individu, et vue sous la lumière du présent, parfois écrase le subjectif, donne l'impression d'une action individuelle sous l'emprise du collectif.

Lazaros/T : Je me souviens principalement de l'étonnement du fait qu'à un moment donné nous nous sommes retrouvés devant un problème immense et complexe qui était arrivé à ce point depuis longtemps sans jamais avoir pensé à cela auparavant. Je me souviens du ras-le-bol des gens, qui les a amenés dans les rues, un ras-le-bol qui ne laissait guère l'espace à la logique, et moi-même qui, sans être dans les fanatiques, essayais de comprendre le problème.

Quoi d'autre, ah, bien évidemment la grande manif à Salonique, j'y étais, en plus, bon, je suis de nature plutôt, bon, normalement cela m'aurait paru ridicule de sortir dans les rues et crier "vive la Grèce" et "vive la nation" et "vive la Macédoine", mais à l'époque la situation était telle que cela me paraissait absolument sérieux et logique. Je me souviens de la panique, l'immense monde, les jeunes, plein d'élèves, les drapeaux, les slogans, surtout deux principaux, "la Macédoine est grecque" et la querelle entre celui-là et l'autre "la Macédoine c'est la Grèce", ou encore des trucs plus drôles, comme, il y en avait un qui mêlait Alexandre le Grand et la marque des bagnoles yougoslaves, tu sais, Zastava, comment c'était, ah oui, "Si Alexandre était Skopjien, son cheval Bucéphale était Zastava", un truc dans le genre...Voilà, j'ai le souvenir d'une manif drôle et sérieuse, et surtout d'un sentiment collectif, avec beaucoup de passion.

Grâce à la technique des focus groups, nous avons pu également observer un effet de co-mémoration parmi les participants saloniciens tout particulièrement autour de la thématique des manifestations. Les sujets se remémoraient avec fierté, enthousiasme, mais aussi mélancolie et nostalgie ces événements, qui ont représenté pour eux la preuve d'un engagement pour la défense d'une cause nationale, et parfois une première expérience de participation à un événement de masse. Souvenirs individuels et mémoire collective s'entremêlent et le présent intervient pour idéaliser le passé, mais aussi pour imposer une prise de distance critique, qui justifie l'action à la lumière du présent, mais qui met en cause le manque d'informations, l'aspect non-réfléchi de la participation :

FC4-T/III

A. En tout cas la manif c'était quelque chose au niveau de la passion, non ?

M. Oui, mais finalement, on criait parce qu'on le sentait, ou parce que quelqu'un nous disait de le faire ?

X. Est-ce que parce que quelqu'un nous le disait ?

M. Peut-être c'était notre côté romantique aussi.

A. Tu parles de quelle manif ? Moi de la grande en 92.

Collective : Oui, oui.

M. Quelle ambiance ! C'était génial !

E. Et en plus une occasion d'éviter les cours ! (*rires*)

X. Oui mais on était là pour un but, n'est-ce pas ?

M. Oui, en plus il faisait un froid, vous vous souvenez ? Il pleuvait et tout...

X. C'était une lutte quoi.

M. Oui on avait fait quelque chose.

Mr. Nous, nous ne sommes pas restés à la maison devant la télé !

A. Remarque si on faisait cette discussion à cette époque, j'aurais pu dire "génial, j'y étais moi aussi là dedans", tandis que maintenant ça ne me plaît plus. C'est-à-dire ce qui me satisferait ça serait d'avoir à cette époque les informations que j'ai actuellement et ainsi pouvoir juger et décider de ma participation...

M. Oui, mais il fallait le faire à cette époque. Si on avait été informés avant, on l'aurait quand même fait. Et encore, on ne l'a pas fait, pour les uns et pour les autres. On l'a fait pour la Macédoine.

Comme de véritables souvenirs flash (Neisser, 1982), les manifestations populaires ont marqué la mémoire des sujets et formé les structures narratives premières pour raconter l'ambiance de l'époque, elles sont leurs réminiscences les plus vives. Le pouvoir d'évocation de ces images de la foule, dont la plupart d'entre eux ont fait partie, dépasse son simple caractère festif pour s'insérer dans un mouvement collectif et générationnel. Un premier acte de présence pour ces jeunes Grecs à la défense d'une cause nationale, tels que le leur ont appris les livres de l'histoire moderne de la Grèce et qu'ils n'hésitent pas à citer. Néanmoins, depuis les travaux de Bartlett sur les schémas de mémoire, ceux d'Halbwachs sur la mémoire collective, et plus récemment ceux de Neisser sur les structures narratives, nous savons que la persistance de ces réminiscences spécifiques n'a rien d'innocent. Au contraire, elle obéit à un processus de sélection, donc d'oubli qui, renforcé par la connaissance des conséquences de l'affaire, privilégie a posteriori tel type de souvenir à tel autre. Cependant, d'ores et déjà, les extraits jusqu'ici présentés nous donnent, implicitement ou explicitement, l'impression qu'une véritable prise de conscience des enjeux de la situation conflictuelle et de l'action de nos sujets n'était pas au rendez-vous lors de leur participation aux mobilisations nationales. Essayons donc de voir par la suite, plus clairement, comment nos interviewés se souviennent des véritables causes de leur action et de quelle manière ils

expliquent ce qui s'est passé pendant cette phase tumultueuse de l'affaire macédonienne.

Qu'est-ce qui s'est « réellement » passé ?

Au-delà de l'aspect politique de l'affaire, ce qui a marqué les souvenirs des interviewés à la lumière du présent, ce sont indubitablement les mobilisations populaires de soutien à la cause nationale. Mais quelle cause au juste ? Pour élucider cette interrogation, nous avons ensuite demandé à nos sujets de nous expliquer et de décrire ce qui « réellement » se passait en Grèce, et plus particulièrement les enjeux de cette affaire, les raisons qui les ont poussés à sortir dans les rues et à manifester, défendre leur identité nationale¹⁷.

De prime abord, la plus grande surprise pour nos interviewés, au moment où l'affaire commençait à occuper la scène publique grecque, fut la découverte de l'existence d'une Macédoine « autre » que grecque, information qui contredisait les « vérités » acquises par l'enseignement public. Ces vérités ont servi à la construction d'un système de catégorisation des autres et de soi sur la base de leur appartenance identitaire, différente et unique, schématique et rigide. Cette nouvelle situation qui les interpellait de près créait une fausse note, une configuration inhabituelle, non familière, étrange, donc menaçante. L'aspect foudroyant de l'affaire semble coïncider avec la nature totalement étrange et idoine des informations autour de l'existence d'une Macédoine « autre » que grecque. Le souvenir de la coïncidence de ces deux éléments procure une incompréhension, une de plus, et une véritable interrogation identitaire et territoriale qui a trouvé

¹⁷ Il faut avouer que, souvent, nous invitons nos sujets à ne pas considérer les choses comme allant de soi, comme des évidences connues par leur interlocuteur, tant le fait de parler à un interviewer – vraisemblablement – autochtone filtrait les mots et les explications.

refuge, à l'époque, aux réponses toutes prêtes que les médias ou l'école leur a procuré. Loin d'une simple description événementielle des incidents politiques qui ont marqué cette période, et que la plupart des sujets étaient incapables de reconstituer ou de se remémorer sinon partiellement ou dans le flou, la première chose qui vient à l'esprit des interviewés, notamment chez ceux qui sont originaires de la Macédoine grecque, n'est autre que le spectre de la menace. Défendre le nom d'une région menacée, d'une histoire « volée », d'une identité nationale en suspens.

Ioanna/T : Tout ce dont je me souviens c'est par la télé, c'est-à-dire, j'ai beaucoup plus des souvenirs visuels. Je me souviens qu'ils essayaient de prouver que la Macédoine appartenait à la Yougoslavie, et que la Yougoslavie devait arriver jusqu'à la mer Égée, prendre notre Macédoine. Je me souviens tout particulièrement d'un certain nombre de cartes qu'ils présentaient, tandis que l'intervention des Grandes Puissances était très intense, notamment l'Amérique. C'était une vraie injustice car la Grèce les avait aidé dans le passé, tandis qu'elles, à un moment si crucial, ne faisaient pas ce qu'elles devaient faire. Je me souviens aussi qu'ils présentaient la Macédoine large jusqu'à la Yougoslavie, et ils disaient qu'elle devait inclure la partie qui arrivait jusqu'à la mer. Notamment, les couleurs de ces cartes qui présentaient la Macédoine comme une partie différente de la Grèce.

Aussi bien lors des entretiens individuels que lors des focus groups, rares sont les allusions à des événements historiques ou des actes diplomatiques précis concernant l'affaire, comme le passé du nom de cette république à l'intérieur de la fédération yougoslave depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ou même le contenu de l'accord intérimaire signé entre la Grèce et la République de Macédoine en 1995. Aucun d'entre eux n'a parlé de l'abandon de l'étoile de Vergina comme emblème national, suite à l'accord intermédiaire, malgré l'importance symbolique accordée à cet emblème pendant les manifestations. Les seules évocations de l'étoile de Vergina étaient d'ordre mnémonique, à savoir un symbole qui facilitait la remémoration du différend sur le nom. De plus, aussi surprenant que cela

puisse paraître, plusieurs interviewés ignorent la réalité internationale sur la question du nom, c'est-à-dire le fait que la République de Macédoine est appelée ainsi par une large majorité de pays dans le monde (et ce, depuis au moins 1995). Ainsi, souvent, ils ne sont véritablement pas en mesure de développer en entier la traduction grecque de l'acronyme FYROM, et plusieurs d'entre eux croient que finalement l'appellation officiellement retenue pour cette république est Macédoine de Skopje, en faisant ainsi un mélange entre l'appellation adoptée en Grèce (Skopje) et celle officialisée à l'extérieur (Macédoine). Les véritables raisons de la querelle restent donc cachées sous un voile énigmatique. Les interviewés supposent que FYROM a dû se baser « quelque part » historiquement ou géographiquement pour revendiquer le nom Macédoine, mais ils sont incapables de trouver une justification suffisante, autre que la propagande yougoslave ou l'inefficacité des gouvernements grecs de l'après-guerre. D'où une critique des médias qui font parfois un usage obsessionnel de l'histoire antique sans informer véritablement et sérieusement le lecteur, pour faire vendre. Une autocritique avancée par certains interviewés, vient du manque de connaissances historiques qui caractérise leur génération au sujet de l'histoire nationale récente, dû aussi bien aux lacunes de l'enseignement public qu'au déficit de motivation individuelle pour apprendre, se renseigner, s'instruire.

FC3-A/IV

D. L'histoire c'est l'histoire, ça ne change pas. Un certain nombre d'événements historiques, de ceux que je connais en fin de compte, montrent que la Macédoine appartenait aux Grecs. J'ai l'impression qu'ils étaient Slaves là-bas. Voilà.

F. Un Skopjien pourrait te démontrer que ça leur appartient.

M. Nous, nous ne savons pas, nous n'apprenons pas, nous ne nous intéressons pas, mais ce n'est pas que l'intérêt personnel manque.

F. Écoutez, moi je pense que la Macédoine est grecque, je suis même devenue un peu nationaliste récemment, c'est pas bon, mais la bibliothèque de mon

quartier possède des milliers de livres et je n'y suis jamais allée ! Le problème vient de moi, mais bon je ne peux pas dire aux Skopjiens que je n'ai rien lu.

Devant ce sentiment d'incompréhension des véritables causes du conflit, d'impossibilité d'action individuelle ou collective, et de méconnaissance de l'histoire et des véritables raisons qui ont conduit au conflit, les participants de deux groupes de discussion ont souligné le besoin de connaître l'histoire pour pouvoir se défendre face à de telles affaires et, au même moment, témoignent d'une sorte d'« ignorance inavouée » et d'un manque de motivation nécessaire pour aller chercher ces informations, lire, s'instruire, apprendre un peu plus que la matière (mal-) enseignée à l'école.

Cet aperçu des empreintes que l'affaire macédonienne a laissées dans la mémoire de nos sujets cache en lui, de par sa force d'évocation, les prémisses de toute la problématique des résultats de notre travail. L'affaire, cause nationale et lutte générationnelle, porte en elle les indices d'un événement social et politique majeur pour l'histoire moderne de la société grecque et en particulier pour sa jeunesse. La participation active et massive de cette dernière à la défense d'une identité nationale en état de « menace » identitaire reste, avec une dose d'idéalisme, gravée avec fierté dans leur mémoire. Une situation de crise nationale, le spectre d'une peur de guerre, un état de « tension » auquel nous avons fait allusion en commençant l'historique de la version moderne de l'affaire, les a mobilisé autour d'une lutte commune face à une « mise en cause » de leur propre histoire. Toutefois, le manque d'explications valables sur les raisons pour lesquelles cette situation s'est véritablement produite laisse dans leur discours un goût amer. Pourquoi maintenant ? Pourquoi ce nom ? Pourquoi on n'a rien su, ou pu faire, dans le passé ? Cette forme d'ignorance prend, à la lumière du présent, une couleur critique. Critique de la classe politique et de son attitude absolue

et nationaliste, des médias et d'une certaine diffusion d'informations chargées de partialité et de fanatisme, de l'enseignement public et des lacunes qu'il leur a laissées au niveau de l'histoire récente de la région. Enfin, critique d'eux-mêmes et de leur manque de volonté et d'intérêt, passé et présent, de chercher à creuser derrière les vérités acquises pour trouver des explications idoines.

Quelle explication donner à cet aveu d'ignorance des enjeux de l'affaire ? Peut-être le jeune âge de nos interviewés à l'époque des faits ? Certes, mais cela n'a guère empêché ni leur participation active, ni la possibilité de s'informer sur les raisons et le fond socio-historique et géographique du problème tout au long des années passées entre temps. Disant cela, ne nous réfugions pas dans quelque mystère ou énigme insondable. Pour emprunter les mots d'un philosophe, « tout mystère est inséparable de la lumière qu'il est censé dispenser ou éclairer » (Axelos, 1991). Restons un peu sur la question de la géographie à laquelle les sujets ont fait allusion lors de l'évocation des souvenirs de l'affaire. Après tout, la partie visible de l'affaire concerne précisément le partage du nom d'un lieu. Comment ce « quelque part » géographique que nos sujets évoquent dans les extraits présentés précédemment vient s'intégrer dans leur argumentation concernant le refus du nom ?

Arguments géographiques

Au cours des discussions collectives, les sujets admettent dans leur grande majorité que la Macédoine est une région géographique plus large que celle comprise à l'intérieur des frontières grecques. Ils reconnaissent également que l'espace appartenant à FYROM fait partie de la région géographique de la Macédoine dans un sens large et ce, depuis l'antiquité. Cependant, selon eux, le fait que depuis cette époque aucune

partie de la Macédoine géographique, autre que celle incluse à l'intérieur des frontières grecques, n'a jamais porté ce nom, légitime la continuité de ce même statut nominal. De plus, la Grèce détient la plus grande partie du territoire géographique de la région macédonienne, et notamment les terres-berceau de la civilisation macédonienne, son ancienne capitale, Pella, et le lieu de la découverte de la tombe de Philippe II, Vergina. Ainsi, majoritairement, *cette inclusion géographique ne se traduit pas par une inclusion nominale*, par un droit au nom de cette même région, pour une population autre que grecque. À leurs yeux, c'est l'Histoire qui définit les droits de propriété et d'exclusivité en matière de nom. Pour les sujets, ce nom n'est pas un simple toponyme, mais un ethnonyme qui signifie l'histoire et l'identité macédonienne et grecque, qui par conséquent ne peut pas s'appliquer en tant qu'appellation nationale à un autre groupe qui ne soit porteur de ces deux caractéristiques indissociables.

Dans leur argumentation l'accent est mis sur la continuité ethnique, historique, linguistique et culturelle entre la Macédoine antique, partie intégrante du monde hellénique, et celle d'aujourd'hui, partie intégrante de la Grèce moderne. De surcroît, la discontinuité que les sujets remarquent dans l'histoire ethnique, politique et nominale des autres parties de la région macédonienne (l'une faisant partie de la Yougoslavie socialiste, l'autre de la Bulgarie) les prive du droit à la revendication du nom et rend suspecte – ou tout simplement incompréhensible – toute action postérieure allant dans ce sens. La suspicion porte sur un expansionnisme supposé, soutenu par les intérêts géopolitiques des « Grandes Puissances », tandis que son caractère incompréhensible les amène à rendre absurde par le biais des comparaisons « historisantes » une telle volonté de dénomination.

FC5-T/I

A. Parce que d'un autre côté, Alexandre a construit un empire jusqu'au...

M. Afghanistan, partout.

A. Oui, voilà. Ça veut dire que ces gens-là peuvent dire "écoutez, nous aussi nous voulons nous appeler Macédoniens".

Oser affirmer un droit géographique à la revendication du nom s'apparente à essayer d'adopter une position minoritaire hostile au consensus national établi sur la question. L'extrait suivant montre la réaction que cela a provoquée au cours d'une discussion collective, quand un sujet (*Ib.*) défend un droit géographique en faveur de la République de Macédoine :

FC1-T/I

Ib. En tout cas géographiquement parlant, ils ont le droit de s'appeler Macédoniens, d'appeler leur pays Macédoine. Avant la Macédoine c'était aussi là-bas.

D. Attends, tu veux dire que tu es d'accord avec ça ?!

Ib. Je ne suis pas d'accord, mais...

M. Moi non plus je ne suis pas d'accord, pas historiquement en tout cas...

Ib. Mais il n'y a plus de Grecs là bas. Ils auraient pu l'appeler Macédoine de Skopje.

M. Oui, les deux.

I. Moi je ne suis pas du tout d'accord; pour quelle raison, attends !

Ib. Oui mais ils ont dû quand même se baser quelque part pour le dire.

Mr. Non ! Ils ne se sont basés sur rien du tout ! Visiblement derrière eux se cachent des intérêts d'autres pays qui ont besoin d'avoir une sortie vers la Méditerranée et rien d'autre !

M. Nous n'avons pas dit non plus qu'il fallait qu'ils descendent jusqu'à Thessalonique !

Ib. L'appellation est géographique.

I. C'est ça qu'ils veulent. Exactement comme avec la Romylie orientale que les Bulgares ont pris.

Ib. Personnellement j'émets un doute parce que je n'y connais rien là-dessus.

Le passé géographique à l'épreuve de deux cartes

Si la discussion autour de l'espace et de la géographie de la région pendant les focus groups n'a pas été stimulée par le biais d'un support iconique, deux cartes géographiques ont été utilisées à la fin de la première partie des entretiens individuels qui nous ont permis de confronter le discours des interviewés à partir d'indicateurs cartographiques objectifs¹⁸.

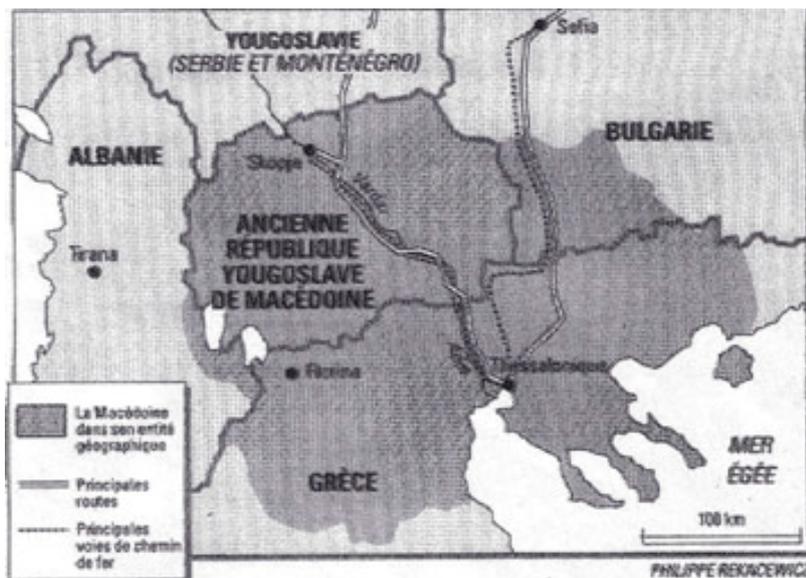
Carte (1) : La Macédoine antique à l'époque de Philippe II, Petroff (1903)©



¹⁸ Nous rappelons brièvement au lecteur que nous avons montré : (a) une carte géographique de la Macédoine antique de l'époque de Philippe II, père d'Alexandre le Grand, conçue et réalisée par I. Petroff, un helléniste russe, sur la base des études historiques du 19^e siècle, mais surtout, sur les écrits et les renseignements topographiques d'une énorme partie de la littérature grecque antique et (b) une carte plus récente, issue du traité de Bucarest de 1913 montrant la tripartition de la région macédonienne entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce sur fond des frontières actuelles.

Carte (2) : La Macédoine géographique selon le traité de Bucarest de 1913

sources : P. Rekacewicz, Le Monde Diplomatique©



Pour à peu près la totalité de nos sujets (95%), indépendamment de leur lieu de naissance, les deux cartes géographiques étaient inconnues. En ce qui concerne celle représentant la Macédoine antique, elle a impressionné les sujets de par la représentation colorée et détaillée de la diversité ethnologique de la région et de sa réalisation documentée, éléments qui, à leurs yeux, garantissaient sa crédibilité. Les Macédoniens-grecs ont notamment manifesté leur surprise face, d'une part, à son étendue, notamment vers l'ouest et le nord, de l'autre, au fait qu'elle ne comprenait pas de territoires vers l'est.

Xrisa/T/fc : Je ne savais pas que cela avait existé, cette carte et les régions autour...Sauf une ou deux, le reste je ne le connaissais pas, personne ne me les a jamais montrées. Je croyais qu'elle était plus large vers l'ouest, qu'elle n'arrivait pas aussi haut (*rises*), je croyais qu'elle ressemblait plus à celle d'aujourd'hui. Notamment le nord, c'est impressionnant.

La carte du traité de 1913 a rencontré plusieurs réactions négatives, notamment auprès des sujets originaires de la Macédoine grecque. Elle paraissait « suspecte », elle faisait penser à certains d'entre eux aux différentes cartes de propagande expansionniste qu'ils avaient pu apercevoir dans le passé, plusieurs sujets ont ouvertement avoué « ne pas l'aimer ».

Paraskevi/T : Que te dire ? Je n'aime pas trop voir ça [elle montre l'espace de FYROM]...Je veux dire le nom quoi. Ce n'est pas Ancienne Macédoine, c'est Skopje pour moi, et cela ne peut pas changer. C'est un autre espace. Comme l'Albanie, la Bulgarie, qui n'a d'ailleurs pas demandé le nom Macédoine. Je ne veux pas que Skopje s'appelle ainsi. Pour moi, la Macédoine c'est en Grèce. Tous ces malins qui font ces cartes et qui montrent une autre Macédoine, ça ne veut rien dire, ça n'a pas de sens. La Macédoine est en Grèce. Je ne peux pas les dissocier. C'est cet espace-là [elle montre l'espace de la Macédoine grecque].

Il est intéressant de noter à cet égard, la traduction unique, et par conséquent la réduction, de la carte du traité de 1913 illustrant une entité géographique, historiquement attestée et politiquement validée, à un projet expansionniste, dont l'existence ne peut certes pas être niée¹⁹, mais qui, néanmoins, constitue la seule association possible, négative et menaçante, retenue par nos sujets. La présentation des deux cartes nous a permis d'observer un raisonnement paradoxal caractérisé par une certaine forme d'antinomie. D'un côté, la large affirmation d'une étendue géographique de la région hors des seules frontières grecques, de l'autre, un besoin de justifier le point de vue du refus du nom sur la base, cette fois, de nouveaux éléments de comparaison. De cette manière, les sujets

¹⁹ L'union du « peuple Macédonien » au sein d'un seul état a été proclamée aussi bien par le mouvement d'Illyden en 1903, que par différentes entités politiques extrémistes yougoslaves et bulgares en 1944. Toute allusion à ce type de proposition a été supprimée dans la Constitution de la République de Macédoine en 1991, notamment après le rapport de la Commission européenne et de son mandataire, R. Badinter.

s'aventurent sur un argumentaire qui fait appel à l'ethnologie, l'histoire, la géographie sociale et qui, parfois, s'oriente vers le nationalisme. Cette catégorisation conceptuelle ne signifie en aucun cas une incompatibilité entre catégories ou une exclusivité de tel ou tel argument à tel sujet. Le discours est riche, parfois contradictoire, en tout cas il concentre, souvent en une même phrase, des nuances.

L'argument ethnologique consistait à insister sur le fait qu'au détriment d'une région géographique plus large, la partie grecque était la seule à avoir été habitée par des Grecs de manière constante et ininterrompue. Cet argument reposait sur l'axiome – rencontré à plusieurs reprises dans notre travail – de la tautologie entre Macédoniens et Grecs de l'antiquité à aujourd'hui. Autrement dit, étant donné que seuls les Grecs sont les héritiers du patrimoine historique et culturel de l'antiquité, une population « autre », en l'occurrence celle des Slaves, n'a aucun droit de se nommer ainsi dans le présent.

Nicos/A : Effectivement, d'un point de vue large, la Macédoine comme notion géographique, on pourrait dire qu'ils ont le droit de s'appeler ainsi. Néanmoins, le terme Macédoine n'arrive pas de nulle part. Comme le mot Grèce vient des Grecs, le mot Macédoine vient des Macédoniens. La Macédoine ne peut être que le lieu où les Macédoniens vivent. Comme l'Amérique pour les Américains. Le Canada pour les Canadiens. Et les Macédoniens étaient quoi ? Ils étaient et ils seront des Grecs et non pas des Slaves.

Q. Si je comprends bien tu soutiens que géographiquement il y a un argument incontestable.

Oui, mais ça ne peut pas devenir un qualificatif ethnique (national) et sûrement moi, je ne pourrai pas les appeler Macédoniens ces gens-là. Car, selon moi, un Macédonien est celui qui porte le nom historiquement, bon gré ou mal gré. Comment te dire. Tu ne peux pas appeler Vénitien le Lombard, ni Ionien, encore moins Arménien, le Turc, sous prétexte qu'il habite les territoires qui historiquement ont appartenu à telle période et à tel peuple avant lui. Et lui il est un Slave qui habite un lieu qui historiquement a appartenu à la Macédoine large. Enfin, je le conçois comme ça.

L'argument historique consistait à minimiser l'étendue géographique de la région macédonienne hors des frontières grecques actuelles, au profit de l'opinion que dans l'histoire récente de la région, seule la partie grecque a gardé le nom Macédoine, et cela, depuis presque toujours. Tous les vestiges archéologiques datant de l'antiquité découverts dans les autres parties de la Macédoine ne témoignent pas d'autre chose que de cette présence culturelle hellénique dans le passé.

Mitsos/T : Écoute, la Macédoine était grecque depuis toujours. Je veux dire c'était un nom grec, ça l'a toujours été, la Macédoine a toujours été une région grecque, ni yougoslave, ni bulgare, ni albanaise. Bon, éventuellement Skopje a été une région grecque, quand la Grèce l'avait conquise, mais à partir du moment où le nom était grec, Skopje ne pouvait pas l'utiliser sous prétexte qu'il lui a un peu appartenu. Ce sont des raisons historiques surtout.

Q. Tu te réfères à une période historique en particulier ?

Je ne me souviens pas très bien, mais cela devait être au début du 20^e siècle, pendant 15-20 ans je pense, mais bon, je ne crois pas que sous prétexte que pendant 15-20 ans tu as appartenu à la Macédoine, tu as le droit de revendiquer ce même nom 50-60 ans après.

Chez certains sujets nous avons rencontré un autre type d'argument, que nous avons classé dans la catégorie géographie sociale, qui consiste à ne pas accepter le partage du nom pour des raisons essentiellement culturelles. Au-delà de l'appartenance géographique commune à une même région, ils mettent en avant les significations du nom, chargé d'histoire et de contenus identitaires pour les Grecs. De plus, un sujet s'aventure à faire l'hypothèse d'une acceptation du nom en commun à condition que cela se fasse sans conflits, pour conclure sur l'existence de deux « Macédoines », la numéro « un » et la numéro « deux »... :

Maria/T/fc : Si je fais l'hypothèse qu'il n'y a pas de revendications de leur part, spontanément je dirais oui. Si dès ma naissance je savais qu'il y a aussi des Macédoniens ailleurs qu'en Grèce, dans une ville ou une région qui s'appelait aussi Macédoine et si je savais que tout cela s'était bien déroulé, sans problèmes ni conflits, je serais plus ouverte, je pense même que je l'accepterai. À condition que tout cela se soit passé dans les règles, et que

nous, les Macédoniens grecs, nous leur reconnaissons le droit d'appeler ainsi leur région, car parfois nous sommes un peu difficiles (*rires*). Et, aussi, que les Skopjiens, qui s'appelleront Macédoniens, reconnaîtront que cela est une appellation secondaire. En premier lieu il y aura notre Macédoine, et en second lieu la leur, le numéro deux, quoi.

L'argument nationaliste consistait à renverser la revendication nominale de la république voisine en un droit de revendication territoriale de la part de la Grèce, cette fois basé sur le fait que la Macédoine antique était plus large que celle incluse à l'intérieur des frontières grecques actuelles.

Ioanna/T : À partir du moment où devant le mot Macédoine nous mettons un adjectif je crois que nous falsifions directement la notion entière de Grèce. À partir du moment où la Macédoine appartient à la Grèce, quand ils revendiquent la Macédoine, ils revendiquent la Grèce. Sur la base des cartes on peut affirmer que la Macédoine est une région large mais moi je te dis qu'on peut facilement inverser cet argument et dire, qu'à partir du moment où on trouve des régions là-bas qui ont des noms grecs, nous pouvons, nous aussi revendiquer toutes ces parties de la Macédoine.

La Macédoine, notion géographique, n'a à elle seule aucun sens. À la lumière des commentaires des historiens du début du 19^e siècle que nous avons présentés en faisant l'historique de l'affaire, nos sujets s'accordent à dire que son véritable champ de significations n'apparaît que lors de son association à l'histoire ancienne, celle notamment d'Alexandre, à la composition ethnique de la population qui l'a habitée, exclusivement hellénique, et à la durée pendant laquelle l'espace a véhiculé son nom. Autrement dit, à une myriade de significations qui, malgré ou à cause de leur degré approximatif sur la plan de l'histoire et de la géographie, ont comme dénominateur commun la référence identitaire que ce nom porte en lui de manière exclusive et unique pour le groupe national grec. Le nom Macédoine, nous a confié un sujet lors d'un entretien cité plus haut, « n'est pas un simple nom ». L'appellation communique, signifie, évoque, bref représente un ensemble de significations pour le groupe national, aussi évidentes qu'essentielles pour la

définition de son identité dans le temps. Dans cet esprit, la limitation de l'entité géographique de la région à la Grèce, traduit la projection sur le territoire d'un besoin collectif d'avoir des frontières culturelles, historiques, nationales et géographiques qui séparent les deux peuples en réservant à chacun d'eux, une identité nationale propre, un passé sacré à préserver.

Le paradoxe de cette argumentation de différenciation sinon d'exclusion de l'autre, se situe dans l'acceptation aussi bien de la part des interviewés, des dictionnaires, que du manuel d'histoire, de l'étendue géographique de la région macédonienne dans son histoire proche ou lointaine, hors du seul territoire grec. Cette affirmation, qui pourrait justifier le partage de la dénomination basé sur la géographie de cette région, perd finalement sa force puisque la partie grecque est le seul vecteur du passé antique et glorieux de la Macédoine. Cette condensation du passé glorieux au seul territoire grec trouve son fondement à travers l'argument de la continuité ethnique et culturelle hellénique sur ce même espace depuis l'antiquité. L'inclusion géographique devient exclusion nominale, en raison de l'incompatibilité identitaire, le non partage des mêmes représentations du passé. Le territoire macédonien-grec actuel représente le seul vecteur du passé illustre de la région, donc l'unique dépositaire du nom qui l'évoque.

Autrement dit, comme un non-Grec ne peut en aucun cas être Macédonien, il apparaît qu'aucune autre Macédoine ne peut exister, sans qu'elle soit grecque.

Selon Halbwachs (1941), la dimension spatiale de la mémoire sociale se manifeste en tant que projection sur un territoire, un espace géographique. Lors de cette projection, « la réflexion symbolique détache les lieux de leur entourage matériel et les

met en rapport avec les croyances du groupe, et avec elles seulement. C'est sans doute la stabilité de l'image qui explique que les croyances durent » (*ibid.*, p. 164). Dans son étude à Jérusalem en 1941, il essaye de décoder le symbolisme archaïque religieux accordé à des lieux sacrés par excellence. L'illusion de la permanence et de la continuité dans le temps et dans l'espace du groupe religieux fait inscrire sa mémoire dans des lieux investis par la vision même du groupe. Il s'agit d'établir une continuité topographique qui assure l'unité mythique (Jaisson, 1999). De l'espace matériel on passe à un espace idéal investi de croyances et d'historicité, afin de justifier la présence, l'identité et la continuité du groupe. En ce sens, l'historicité trouve son expression dans un sentiment d'appartenance et surtout de permanence identitaire qui cherche à s'inventer par et à s'affirmer dans le présent (Haas et Jodelet, 1999). Halbwachs conclut que : « la mémoire des groupes, aussi bien que des individus, transpose parfois en réalité ce qui n'est chez elle qu'imagination et rêverie et en cherche, en trouve la place en quelque région de l'espace... D'ailleurs et d'autre part, c'est le moyen aussi de renouveler et rajeunir une image ancienne » (1941, p. 186). Si nous avons déjà commencé à avoir un soupçon sur le contenu multiple des croyances et des représentations dont l'espace macédonien est investi par les jeunes grecs, essayons par la suite de mettre en évidence l'incessante recherche d'explications pour comprendre sa réalité et son déclin.

Devant le fait accompli

L'article présenté aux groupes comme dernier support de discussion a été publié dans un quotidien à grand tirage (*Eleutherotypia*) et mis à part la date symbolique de sa parution,

son contenu constituait une véritable « première » car justement, pour la première fois des députés grecs prenaient une position majoritaire en faveur de l'appellation composée²⁰. Cependant, nos sujets semblaient l'ignorer, ainsi que cette tendance majoritaire et relativement ancienne (1997) des élus concernant l'affaire du nom. Par la même, les sujets ont le sentiment que leur classe politique les conduit à travers cette nouvelle attitude devant un fait accompli au sujet du nom.

Avant d'entrer dans le détail des commentaires, il est bon de signaler une différenciation entre Athènes et Thessalonique au niveau des toutes premières réactions des interviewés, les uns étant plus pragmatiques, les autres plus émotifs et déçus. Des expressions telles que : « on a baissé la tête une fois de plus », « nous avons démissionné », « la marche arrière commence », « c'est comme s'ils disaient « bon, d'accord, prenez le nom, prenez tout ce que vous voulez d'autre » se sont fait plus entendre chez les Thessaloniciens, tandis que les Athéniens ont d'emblée commencé à expliquer le pourquoi du sondage. Devant la surprise face à cet article, le discours des interviewés anticipe une suite désavantageuse ou même catastrophique pour la Grèce en prédisant de nouvelles revendications, cette fois territoriales, de la part de la République de Macédoine ou d'autres pays. L'abandon de la doctrine absolue du début de la crise au sujet du nom créera préjudice sur la crédibilité du discours officiel et donnera l'impression aux autres pays que « finalement les Grecs reculent ».

²⁰ Nous rappelons au lecteur que sur les 61 députés qui ont accepté de répondre à cette question, trois types de réponse se sont exprimés : ceux qui pourraient accepter une appellation composée (22 députés) ; les « réalistes », qui sans dire « oui » à l'appellation composée ne la réfutaient pas catégoriquement (20) ; enfin, ceux qui étaient catégoriquement contre un quelconque compromis (19).

Pour l'ensemble des groupes, la classe politique grecque se compromet progressivement sur le problème du nom pour des raisons de politique intérieure et/ou extérieure. En ce qui concerne l'intérieur, les motifs avancés sont focalisés avant tout sur les intérêts économiques nationaux dans la région balkanique et sur le respect de la ligne des partis sur l'affaire. Les causes extérieures sont, notamment, la nécessité d'entretenir de bonnes relations avec les pays voisins, les accords diplomatiques supposés entre les deux pays dont l'opinion publique n'est pas forcément au courant, et, une fois de plus, l'influence des pays « tiers », plus puissants que la Grèce, qui ont des intérêts géopolitiques dans la région. L'attitude majoritairement positive des députés en faveur d'une appellation composée pour la République de Macédoine est vue soit comme un acte instrumental et « froid », guidé par des motifs de vote, de carrière, et de pragmatisme (selon un sujet « le nom n'est pour eux qu'un mot »), soit comme une décision subie par le contexte international dans lequel ce conflit s'insère. Un contexte où règnent les « intérêts » des « Maîtres du Monde ».

FC2-A/IV

G. Je voudrais compléter ce que H. disait sur les bonnes relations avec les voisins. Non pas seulement avec les voisins, mais aussi avec l'ordre supérieur. Ceux qu'on appelle aujourd'hui les Maîtres du Monde. Car, si demain il y a un conflit militaire avec Skopje je ne pense pas que cela pose un problème majeur à la Grèce. En un clin d'œil on gagne, quoi, et on leur dit "écoutez à partir de maintenant votre nom sera... Camel...". Le problème c'est que nous, on ne peut pas faire une chose pareille. Quand l'Union Soviétique existait, il y avait au moins ce qu'on appelle l'équilibre des pouvoirs. Aujourd'hui ce n'est plus le cas, on va donc faire ce que veulent les autres. Croyez-vous sincèrement qu'ils ne savent pas que Macédoine est un nom grec et qu'elle est grecque ? Ils le savent très bien. À partir de là quand quelqu'un pense qu'il aura une sphère d'influence dans la région, il va tout faire pour la garder. Et non pas seulement Skopje, mais aussi l'Albanie.

Une explication plus pragmatique et consensuelle repose sur les intérêts économiques et les investissements de la Grèce notamment envers la République de Macédoine. Cela amène

même à une inversion du problème dans l'argument d'un groupe de discussion, où la « victoire » grecque vis-à-vis de son pays voisin, si elle n'a pas pu passer par la voie diplomatique, doit passer par la voie économique de manière à ce que la République de Macédoine soit « dépendante » de la Grèce. Néanmoins, cet argument ne fait pas l'unanimité.

FC2-T/IV

Pr. On l'a accepté, c'est vrai. Je pense qu'on l'a fait, pour ne plus avoir de conflits, car si on arrivait à la limite de la guerre, cela serait pire.

Pb. Moi je crois qu'ils (la République de M.) attendent de l'aide politique. Nous devenons plus amicaux envers eux. Je pense aussi que derrière les Skopjiens il y avait des pays tiers qui guidaient la situation et ont obligé la Grèce à démissionner de ses revendications et finalement c'est ainsi que l'appellation s'est officialisée.

X. Il y a d'autres intérêts qui entrent en jeu. S'il n'y avait pas eu d'influence de la part des autres pays, je pense que personne n'accepterait que les Skopjiens se nomment ainsi.

Pb. Ce que ces pays tiers ont dit à nos hommes politiques, c'est "acceptez le nom, et nous on va vous aider au niveau de l'économie". C'est pour cela que leur attitude a changé.

Opinion politique, sentiment public : quelle adéquation ?

Cependant, dans quelle mesure l'attitude de la majorité des députés reflète-t-elle l'opinion de leurs électeurs ? Les avis sont partagés. À Athènes, les sujets supposent que si les députés élus en Macédoine grecque défendent majoritairement le compromis, les députés du reste de la Grèce, moins concernés par le problème, doivent être encore plus souples. Néanmoins, le côté national du problème prime selon certains d'entre eux devant les sensibilités locales.

FC2-A/IV

E. Peut-être le fait qu'ils soient élus dans le département de Macédoine les conduit à avoir cette position, car ce sont eux qui sentent le problème plus fortement que les autres. Un député qui se fait élire en Crète, très loin du problème, pourrait parler d'idées etc. Ceux qui sont plus près du problème sont obligés de vivre quotidiennement face à l'autre pays et n'ont pas beaucoup de solutions.

G. Donc le jeu est gagné ? C'est comme cela que tu le vois ?

E. Pour eux c'est plus près c'est tout.

E. Ils ne s'intéressent qu'à leur fauteuil.

T. C'est exactement cela : "il vaut mieux résoudre l'affaire macédonienne ou continuer à occuper mon fauteuil ? Compromettons-nous et nous verrons par la suite".

De manière naturelle, la discussion autour de l'adéquation entre opinions politique et publique s'oriente vers une comparaison interne entre sensibilités locale et/ou nationale. Les Athéniens pensent par exemple que les originaires du département grec de Macédoine doivent théoriquement être plus sensibles à la question d'un point de vue identitaire de par leur attachement à leur identité locale, l'affaire récente du dictionnaire grec l'ayant clairement démontré. Dans le long extrait qui suit, un interviewé (A.) justifie auprès des autres son propos sur la haute sensibilité des Macédoniens-grecs en se basant sur l'enjeu entre Athéniens et Thessaloniens dans les stades de foot.

FC1-A/IV

S. En plus notamment les Macédoniens²¹...

B. Justement, eux ne l'ont pas oubliée et lui font face très dynamiquement car cela leur est plus proche tant géographiquement que...dans leurs cœurs.

A. Ce qui se passe les influence directement.

X. Nous aussi ça nous influence. Nous sommes des Grecs aussi non ?

A. Oui mais ils sont des Macédoniens si tu veux. Toi tu habites à Athènes, t'es différent, l'autre il est Macédonien, comment dire.

X. Comme si ça ne nous avait pas dérangé, nous ici.

A. Cela va pas te déranger à un niveau personnel, ...si moi j'étais Macédonien et je savais que quelqu'un d'autre qui est juste au-dessus de moi veut avoir le même nom, les mêmes coutumes que moi, veut s'appeler lui aussi Macédonien sans l'être...et en sachant qu'à un moment donné c'est pas lui qui va devenir comme moi, mais il veut que moi je devienne comme lui et laisser derrière moi tout cet héritage que j'ai, comment dire je serais un peu plus excité quoi, fanatisé, que quelqu'un d'autre qui vit à Athènes.

X. Donc, d'un point de vue géographique.

Z-B. Non pas seulement géographique.

Z. ...c'est tout ce qui a été transmis.

²¹ L'usage du terme « Macédoniens » dans ce contexte d'énonciation ne signifie autre chose que « Macédoniens-Grecs ».

A. Comment te dire, le nom, la fierté... "Je suis Macédonien et je n'admets pas qu'un autre le soit aussi".

Z. Avant tout je suis grec.

A. Oui certes, avant tout je suis grec et après Macédonien. Mais le [mot] "Macédonien" est lourd quoi, ça sent plus lourdement.

B. Je ne sais pas si c'est plus lourd que "je suis Grec et j'ai mon histoire".

A. Bon, nous on les appelle "Bulgares", n'est-ce pas, je parle du foot.

B. Oui mais dans les stades de foot les enjeux sont différents. On va pas prendre l'exemple du foot pour trouver une solution à un tel problème.

A. Oui mais nous les gens du sud on les appelle Bulgares. Dans ce cas là qu'est-ce qui va prendre le dessus, le fait que je sois Macédonien ou le fait que je sois Grec, quand les Grecs appellent les Grecs, Bulgares ?

(silence) B. Peux-tu répéter s'il te plaît ? (*rires*)

A. Comment dire, dans ton cœur, ton sentiment, qu'est-ce qui va prendre le dessus le mot Macédonien ou le mot Grec, quand nous les Grecs appelons les Macédoniens Bulgares ? Et on le dit, et non pas seulement au foot.

À Thessalonique, il n'y a pas de consensus autour de cette question. Certains sujets pensent qu'effectivement ce positionnement ne reflète guère l'opinion publique locale et que les députés ne sont pas les porte-parole des citoyens sur toutes les questions nationales, d'autant plus qu'ils n'abordent plus le problème macédonien dans leur discours électoral. D'autres sujets natifs de la Macédoine grecque considèrent qu'entre la volonté citoyenne de s'opposer au partage du nom, et l'action politique de la mise en application et de la persuasion sur la question, il y a un chiasme et une inadéquation. Avec le temps, l'affaire n'occupe guère les esprits comme avant, les Grecs acceptent de facto cette réalité nominale qui ne les menace plus directement et qui n'a pas provoqué d'incidents militaires. Ces interviewés avouent être eux-mêmes partagés sur la question, de plus, ils pensent que les causes profondes du conflit continuent jusqu'à aujourd'hui à leur échapper.

FC1-T/IV

M. Peut-être, finalement, ce sont les Macédoniens qui se sont compromis les premiers. À partir du moment où ils ont fait élire des députés qui ont ce genre d'attitude...

I. Moi je ne l'accepte pas cela.

M. Et alors qui est-ce qui les a fait élire ?

I. C'est nous, sauf qu'on ne leur a pas posé de question là-dessus. Pour moi c'est important. Cela ne veut pas forcément dire que le peuple est d'accord. Ils ne se sont pas prononcés sur la question avant.

Mr. Donc tu sais pas ce que pense ton député, quoi.

Ib. Dans les campagnes électorales ils parlent très indirectement du sujet des affaires qui sont un peu sensibles.

D. Quelques-unes de ces réponses ont peut-être un certain objectif, comme M. a dit tout à l'heure, pour que l'affaire soit oubliée, dire que ça s'est passé, je ne sais pas si cela les arrangerait d'affirmer que l'affaire est encore ouverte.

Ib. Surtout quand le problème s'est calmé.

D. Tout à fait. Donc, ils veulent passer le message, l'image, que c'est très bien comme ça, d'où faire appel aux députés de Macédoine. Car s'ils allaient poser la question à d'autres députés, les gens d'ici de la Macédoine, n'iraient pas s'y intéresser spécialement. Tandis que maintenant, ils se disent, tiens ce sont les nôtres, et ils le prennent plus au sérieux.

D. Moi je pense que l'avis des députés reflète, même partiellement, l'avis des gens.

I. Moi je dis que non.

Le hiatus entre théorie et pratique

À la fin de la discussion de cet ultime support, nous avons demandé à nos interviewés de se positionner individuellement sur la question qui avait été posée à leurs représentants politiques. Ceci dit, étant donné la forme interactive de la discussion, le positionnement individuel n'échappe pas à la dynamique du collectif, il se négocie et se défend face à l'argumentation et la contre-argumentation des autres membres du groupe. De manière générale, nos sujets, malgré la critique de l'attitude des députés et les arguments avancés tout au long de la discussion des trois autres thématiques, admettent le changement survenu dans l'opinion publique grecque depuis le début de la crise jusqu'à nos jours. Est-ce que ce constat de changement, dont eux-mêmes ne sont pas exempts, traduit pour autant l'acceptation du nom constitutionnel de leurs voisins ou celle d'une appellation contenant sous une forme grammaticale ou sous une autre le mot Macédoine ? Difficile de répondre simplement par un oui ou un non. La difficulté ne provient pas du recueil de nos données, au contraire, elle reflète la dynamique

d'une position en train de se constituer comme telle, se heurtant entre un passé consensuel et unanime, et un présent incertain et décevant. Soyons plus clairs. Aucun sujet n'a ouvertement avoué accepter comme solution le nom constitutionnel de leur pays limitrophe, à savoir « République de Macédoine », ni par ailleurs regretter la mobilisation collective dans le passé. Néanmoins, à la lumière du présent, certains d'entre eux émettent des doutes quant à l'efficacité d'une telle position. La réalité actuelle impose une autre position que celle de la négation absolue qui n'a fait qu'isoler la Grèce sans donner le résultat souhaité. Devant l'incompatibilité constatée entre d'une part, les objectifs politiques et diplomatiques, et de l'autre, la volonté de l'opinion publique, mais aussi devant l'impossibilité de trouver une alternative au problème nominal, les sujets penchent plus vers le compromis que vers l'intransigeance. Non sans avouer auparavant leur embarras, ils constatent l'oubli collectif de l'affaire par la société grecque dans son ensemble, une sorte d'affaire refoulée, ainsi que l'échec de l'action politique.

FC1-T/IV

Ib. Moi je ne dis pas totalement non, car je ne sais pas quelle autre appellation donner à ces pauvres gens.

I. Qu'ils gardent leur nom, Skopje.

Ib. Oui mais je ne sais pas ce qu'on peut obtenir en disant obstinément non. D'accord je n'aime pas l'appellation composée, mais que faire d'autre ?

I. On ne t'a pas demandé ce que tu peux faire, on t'a demandé ce que tu veux.

D. Oui mais je pense que l'un est lié à l'autre.

Ib. Moi en tout cas je ne peux pas m'obstiner complètement contre l'appellation composée.

I. Quand tu penses une chose il faut la défendre.

D. Moi non plus j'aime pas trop, mais...

Ib. Théoriquement tout est bon, c'est concrètement dans la pratique que...

D. Oui, tu penses aux conséquences.

Ib. Théoriquement tu te dis, oui bon, donc...

I. C'est pas très clair. Vous dites ne pas être d'accord, mais quand même...

M. Théoriquement nous le sommes.

Ib. Moi concrètement je ne voudrais pas une appellation composée mais si nous ne pouvons pas faire différemment je l'accepterai. Je ne peux pas me classer dans la seconde catégorie, car c'est comme si je ne savais pas ce que je voulais faire. Moi je le sais, je dis clairement que je ne veux pas cette appellation, mais si ce n'est pas possible, je l'accepterai.

I. Moi je ne l'accepterai pas.

Mr. Et qu'est-ce que tu fais pour cela ?

I. Attends un peu ! Qu'est-ce que je peux faire ? Je n'appelle pas Skopje sous le nom Macédoine.

Tous : Nous non plus ! Qui le fait ?

Ib. En tant que Grecs, nous l'avons accepté. Je ne suis pas pour...mais je suis réaliste.

M. Pour moi aussi c'est non, mais si on ne peut rien faire d'autre, je l'accepterai.

D. Moi aussi.

Dans ce même champ argumentatif qui justifie, même laborieusement, le compromis, nous retrouvons une partie des positions que nous avons évoquées plus haut, à savoir celle de l'effort de rendre la République de Macédoine dépendante économiquement de la Grèce à défaut de pouvoir lui imposer l'appellation souhaitée, et celle qui consiste à souligner le pouvoir infime de la Grèce face aux pays puissants dans un contexte balkanique qui frôle souvent la guerre. Ainsi le dilemme entre le vouloir et le pouvoir, entre l'idéalisme du passé et le pragmatisme ou le fatalisme du présent se fait sentir dans tous les groupes de discussion et donne souvent lieu à des contre-argumentations :

FC2-A/IV

G. Il faut, tout de même, prendre en compte les données du présent. Tout se base sur la diplomatie, les compromis mutuels, malheureusement ou heureusement. J'aurais bien aimé qu'ils s'appellent non pas Macédoine, ni même Skopje, mais plutôt Camel ou Marlboro (*pires*). Mais ça ne peut pas se faire. De plus, nous ne voulons pas être réalistes. As-tu envie de discuter avec l'autre de ton droit ? Aucunement. Mais ça ne marche plus comme ça. Par exemple, ils ne vont pas donner un autre nom, et si oui, ils ne vont pas donner le nom que nous voulons. Dites-moi maintenant dans quelle catégorie me mettre (*pires*). Je pense à "oui à l'appellation composée", car je risque en faisant un pas en avant de gagner quelque chose pour demain.

Les responsabilités de la classe politique

Les explications avancées concernant les responsabilités de la classe politique grecque ont un aspect inéluctable. Selon les

sujets, les gouvernements de toute couleur politique sont responsables, car ils ont échoué à leur propre niveau d'action sur la scène diplomatique. Au niveau de la politique intérieure, il y a eu une mésinformation des citoyens sur les véritables positions politiques et une manipulation collective. Par ailleurs, la politique extérieure ne pouvait de toute façon rien faire, sa cause était perdue par avance, puisque la politique internationale est « contrôlée » par des pays plus puissants que la Grèce, et ce depuis fort longtemps :

FC1-T/II

I. Oui mais quand il y avait tout ce bruit autour de l'affaire on n'avait pas accusé le gouvernement car un certain nombre de choses nous étaient inconnues. Quand peu de temps après nous avons su la politique exacte du gouvernement, et de tous les hommes politiques vis-à-vis de l'affaire, ce n'est qu'à ce moment là que nous avons commencé à les accuser et les critiquer.

D. Qu'est-ce qu'il pouvait faire le gouvernement de différent ? Malgré le fait que j'aurais aimé qu'il fasse un truc différent. Car, les gouvernements grecs qui ne se révoltent pas, alors ça on connaît depuis 1821.

M. Oui mais attends un peu n'importe qui ne pouvait rien faire, ils ont l'Amérique entière derrière.

D. Et alors qu'est-ce qu'il faut faire ? Toujours ce qu'ils nous disent de faire ? Si tous les autres pays soutenaient la Grèce...

Ib. Tu n'as qu'à rêver.

D. Je sais, mais enfin cela fait depuis fort longtemps que nous avons cette même attitude.

L'action collective, à son tour, a fait ce qu'elle a pu en répondant à l'appel de la classe politique pendant les manifestations populaires, néanmoins les sujets se demandent si finalement tout cela n'était pas une manipulation pure et simple, dans la mesure où le peuple ne possédait pas toutes les informations nécessaires sur la manière dont ses représentants politiques défendaient la cause macédonienne.

FC3-A/II

Mr. Je me souviens on voyait vraiment un gouvernement qui essayait, qui mettait des chansons, on sortait dans les rues...

M. "La Macédoine est grecque" !?

Mr. Oui, et tout cela créait une ambiance, comme quoi l'État te protège quoi. Il fait quelque chose.

F. La politique influence tout le monde. Même à l'école je me souviens, les profs nous fanatisaient au lieu de nous expliquer objectivement ce qui se passait. Ils avaient parti pris dans cette histoire. Finalement, moi, j'ai terminé l'école, l'affaire est oubliée, et je ne sais même pas pourquoi je criais et je courais dans les rues.

Le premier concerne la scène politique grecque et ses propres responsabilités face à la tournure finale de l'affaire. Le sentiment de frustration exprimé par les participants se dirige vers ses propres représentants politiques (toutes appartenances confondues), qui, malgré leur pouvoir décisionnel, ont gâché une affaire (une de plus) d'une importance nationale capitale.

FC2-T/I

Pr. Essentiellement, ce sont les hommes politiques qui ont fait cela, ce n'était pas à notre portée.

E. Nous, en tant que peuple, enfin bon je veux dire en tant qu'étudiants, chômeurs, ou travailleurs, tout le monde a lutté, est descendu dans les rues, a crié, mais la mauvaise gestion politique a amené l'affaire là où elle est aujourd'hui.

Le second point, se réfère à la place de la Grèce sur la scène politique internationale exprimée sous forme de complexe d'infériorité. Pour les sujets, la Grèce représente un « petit pays » dont le pouvoir de décision est infime devant les autres et qui doit par conséquent donner droit à leurs desiderata, afin d'obtenir leur aide. Cette infériorité qui s'apparente à un pathétisme en matière politique provoque un sentiment de frustration, de déception.

FC3-A/I

E. Moi ce qui m'énerve c'est la position de la Grèce qui a toujours été si défensive et si passive. Je considère que la politique extérieure grecque doit changer non pas seulement par rapport à l'affaire macédonienne, mais de manière générale. De toute façon la meilleure défense c'est l'attaque. Je ne sais pas, mais moi en tant que grecque je suis très déçue, j'attendais autre chose, j'apprenais autre chose à l'école et avec les parents et finalement ils me trahissent tous. Car je vois une Grèce qui n'a rien à voir avec ce que j'avais imaginé. Je discute avec d'autres gens de mon âge, même plus âgés, il y a une mauvaise impression vis-à-vis de la Grèce.

Enfin, un troisième point fait allusion et stigmatise les soi-disant sphères d'influence. Sous ce terme se cachent les « intérêts » économiques et géopolitiques des « autres pays », avec une nette allusion aux États-Unis et à la Turquie dans la région balkanique et plus largement méditerranéenne. Une ambiance de conspiration et de complot ressort fortement de ce même argument. Les « intérêts » (p. ex. la sortie vers la mer Égée, mais aussi le pétrole, l'uranium, les déchets nucléaires...) représentent une machination machiavélique perpétuelle contre la Grèce avec des « allusions-preuves » à des accords supposés entre les États-Unis, la Russie, l'Allemagne et/ou la Turquie et la République de Macédoine. Une machination qui, pour certains, n'est guère récente.

FC1-A/I

B. Il est vrai qu'il y a pas mal d'intérêts dans la région, mis à part le pétrole, c'est l'uranium et une sortie vers la mer Égée et la Méditerranée.

Z. Oui, oui.

B. Ce qu'ils veulent c'est développer leur commerce et...

Z. Surtout construire leur commerce, car...

B. Oui, tout à fait, car ils n'en ont pas. Et le port le plus proche d'eux c'est l'Égée, le port de Thessalonique, qui peut les amener partout.

A. Et surtout le fait que c'est un carrefour entre l'Asie et l'Europe. C'est un carrefour commercial. Toute la mer Égée.

Collective : Oui, oui, bravo, tout à fait...

A. Quand il s'agit de satisfaire un intérêt qui vient d'un supérieur, c'est...un peu plus facile à faire. Quand tu sais que derrière toi, tu as un dos où t'appuyer, car finalement pour nous Skopje ce n'est rien, c'est l'histoire d'une heure pour les éliminer de la carte géographique.

B. Je ne sais pas si je suis d'accord avec toi. Car, à partir du moment où tu as ce fameux dos derrière toi, tout peut se passer. Les règles du jeu peuvent s'inverser et on peut nous-mêmes se trouver exterminés en une heure.

A. Moi, ce que je sais c'est que Skopje est la poubelle nucléaire des États-Unis et que les États-Unis vident leurs déchets nucléaires à Skopje. Et je sais, qu'il y a eu un accord comme quoi là-bas ils vont vider les poubelles des Américains, toutes les saletés, et que Skopje acquerra une identité. Et je crois que mis à part cela, ils essaient de satisfaire également les intérêts de la Russie qui depuis toujours voulait descendre vers la mer Égée. Même depuis 1821 quand ils nous défendaient contre les Turcs, leur seul objectif était la mer Égée. Ainsi que tout le bloc de l'Est là-haut.

X. Oui, mais ça c'est l'objectif de tout le monde, pas seulement des Russes. L'Allemagne est là-dedans aussi.

S. Tous les grands pays et les Grandes Puissances.

Cependant, ce qui rétrospectivement demeure une question sans véritable réponse pour certains sujets, c'est le « pourquoi » de l'affaire, l'incompréhension des raisons qui ont finalement amené au conflit autour du nom. Mis à part les « théories extraordinaires » de conspiration qui expliquent cela par un destin fatal réservé à la Grèce, une nouvelle explication a émergé, au sein des entretiens collectifs, qui fait écho aux adjectifs attribués à FYROM lors de l'épreuve du fascicule, une sorte de « théorie ordinaire ». Elle a été exprimée dans deux groupes de discussion et elle fait allusion à un vacuum identitaire de la population de la République de Macédoine qu'elle essaye de compenser en « empruntant » un nom, un passé et une histoire grecs. Cette même explication rejoint finalement, dans le même argument, le rôle attribué précédemment aux intérêts géopolitiques et économiques des autres pays, notamment de l'Amérique, qui soutiendrait leurs revendications sous la forme d'un accord implicite d'échange.

Expliquer le déclin

Voici le paradoxe qui se présente à nous, suite à l'examen des résultats que nous venons d'exposer : d'une part, l'affaire macédonienne, dès son entrée singulière sur la scène politique et sociale grecque, a mobilisé une énergie collective considérable, que cela soit sur le plan politique et médiatique, ou sur celui de la mobilisation populaire. D'autre part, dès la signature de l'accord intérimaire en 1995, nous constatons l'effet inverse : des pourparlers diplomatiques espacés et sans résultats effectifs, une collaboration économique entre les deux pays qui ne cesse de croître, un désintérêt médiatique important, une absence de débat social autour du contentieux et un changement notable

dans l'attitude des députés grecs vis-à-vis de la question du compromis. Nos sujets se souviennent très vivement des manifestations pour la cause grecque auxquelles ils ont participé ou assisté, tout en avouant une certaine ignorance quant aux origines du problème et ses dimensions historique et géographique, tout en mettant un point d'interrogation sur le pourquoi du conflit récent. À la recherche d'explications, ils critiquent vivement leurs représentants politiques, aussi bien sur la gestion de l'affaire que sur leur attitude actuelle qui est loin du dogme absolu qu'ils ont défendu dans le passé, ils attribuent aux pays puissants des machinations machiavéliques contre leur pays, ils identifient enfin chez leurs voisins un vide identitaire que ces derniers chercheraient à combler en « empruntant » un nom chargé d'histoire.

Le but de la partie qui suit sera de présenter les explications données sur les raisons du déclin d'importance dont l'affaire fait l'objet dans le présent, son ancrage dans le champ de la mémoire et de la conscience collectives, et l'oubli individuel et collectif qui la caractérise dans le présent. Lors des entretiens collectifs, la discussion autour du déclin social, médiatique et politique de l'affaire s'est profilée derrière presque tous les supports utilisés. Néanmoins, c'est l'échange dialogique autour du second support²² qui a donné lieu à un discours explicatif et explicite sur cette question du déclin.

²² Nous rappelons les deux résultats présentés aux sujets lors des focus groups : (a) En mai 1992, 60,2% des sondés, contre 20,5% en janvier 1994, considéraient que le problème le plus important de la politique extérieure grecque était l'affaire de la Macédoine.

(b) En décembre 1992, 38,8% des sondés, contre 69,6% en janvier 1994, considéraient que les gouvernements grecs étaient responsables de la tournure de l'affaire macédonienne.

Trois explications

Tout d'abord il faut noter que les justifications avancées par les sujets autour de ces deux résultats avaient comme cadre temporel aussi bien le passé proche (1992, 1994), que le présent (1999). Sans qu'il ait eu une consigne précise à ce sujet, les participants ont ancré leurs jugements dans le présent, ou comparé la période de 1992 à celle de 1999.

Le premier sondage concernant le déclin de l'affaire macédonienne en politique, mais aussi dans l'opinion publique grecques, a trouvé essentiellement trois types d'explications : la première, de nature *normative*, concerne l'émergence de nouvelles affaires importantes qui ont pris place dans l'actualité ; la seconde, *instrumentale*, relève de l'attitude de désintérêt des médias face à l'affaire macédonienne, et la troisième, *psychologique*, fait référence à une théorie naïve autour de la mentalité grecque, trop enthousiaste, mais aussi trop oublieuse. L'émergence de nouvelles affaires nationales qui ont retenu l'attention de la classe politique et de l'opinion publique dans l'intervalle de 1992 à 1999 a servi de justification à ce désintérêt du problème macédonien dans l'opinion publique. Quatre affaires ont été notamment mentionnées à ce sujet : l'incident militaire majeur entre la Grèce et la Turquie autour des îlots de Imia dans les frontières maritimes de la mer Égée en 1996, la discussion animée entre Grèce, Chypre et Turquie autour de l'installation de matériel militaire sur le territoire chypriote en 1997 et 1998. Plus récemment, les turbulences diplomatiques internationales, ainsi que l'implication grecque, dans l'arrestation du chef du parti politique kurde PKK, A. Otsalan, suivie de mobilisations populaires de soutien en Grèce, ainsi que la récente guerre au Kosovo, qui a sensibilisé les Grecs et provoqué, une fois de plus, des manifestations et des mobilisations de soutien au peuple serbe. Ces « nouvelles

affaires » ont ranimé le « vieux » débat autour des relations problématiques entre Grèce et Turquie, et ont également ramené dans l'actualité le problème chypriote qui, depuis presque trente ans, reste aussi omniprésent qu'insoluble sur la scène politique et sociale grecque. La question se pose donc pour les sujets de savoir lequel ou lesquels des problèmes de la politique extérieure sont les plus importants ou les plus dangereux à court ou à long terme pour le pays. Les opinions des participants divergent sur l'évaluation de la menace manifeste ou latente de chacune d'entre elles :

FC1-A/II

B. On ne sait jamais ce qui peut se passer. Si ça se trouve on va se réveiller un matin et ils vont nous dire que nous sommes en guerre contre la Turquie. Tu ne peux pas comme ça amener un autre sujet aussi sérieux que l'affaire macédonienne dans l'actualité. Car certainement avec Skopje il n'y aura pas de guerre tandis qu'avec la Turquie il y a l'éventualité.

A. Et moi je te dis qu'avec Skopje c'est plus sérieux. Et tu sais pourquoi ? Parce qu'on connaît très bien les tendances de la Turquie envers nous depuis très longtemps, tandis que le problème avec Skopje c'est qu'ils essayent de faire apparaître une minorité slavo-macédonienne, et s'ils y arrivent, les frontières ne seront plus les mêmes. C'est beaucoup plus sournois, tandis qu'avec la Turquie c'est : « moi, Monsieur, je viens faire la guerre ».

Seconde raison avancée, le *désintérêt des médias grecs* qui ne consacrent plus leurs programmes à l'affaire macédonienne. Les discussions collectives laissent sous-entendre un certain conditionnement normatif de l'opinion publique aux priorités fixées, ou construites de toutes pièces, par les médias. Selon nos interviewés, l'affaire macédonienne, ce n'est plus « un sujet à vendre » et le désintérêt des médias s'expliquerait ainsi par des raisons purement instrumentales et commerciales :

FC4-A/II

Ss. Moi je crois que ça dépend beaucoup des médias. S'ils insistaient je suis sûre qu'ils pourraient garder l'affaire dans l'actualité, tandis que quand tu ne le vois ni aux JT, ni aux journaux tu l'oublies. Ça doit se passer ainsi dans tous les pays n'est-ce pas ?

Xr. Oui, partout ça se passe de la même manière, l'information de masse est une affaire de fric exclusivement, qui va vendre, qui va faire un scoop, quoi. Et c'est pareil partout. Tout se joue en fonction de la durée de la publicité, d'une information etc.. Quand ils voient que ça n'attire plus, ils la changent et tu l'oublies, c'est tout.

Troisième explication de la diminution de l'intérêt pour cette affaire, *la mentalité grecque*, qui souvent dans le discours des sujets prend l'allure personnifiée et abstraite, du « Grec ». Cette allusion au « caractère grec » n'est pas sans lien avec les adjectifs réservés aux Grecs pendant l'épreuve du questionnaire sur « l'image des autres », et également le contenu des manuels scolaires d'histoire dans l'enseignement public (Frangoudaki, 1997). Ce même caractère, trop spontané et enthousiaste au début, oublie facilement au fur et à mesure que le temps passe :

FC4-A/II

X. Quand l'affaire a démarré, le Grec spontané et tout il s'est dit « allez » quoi, et après deux ans passés elle a été oubliée, comme tout s'oublie à mon avis en Grèce, c'est-à-dire qu'au début nous sommes très enthousiastes pour revendiquer nos droits, de nous montrer Grecs et de défendre notre héritage, notre identité, et tout d'un coup en l'espace de deux ans, soit on a résolu le problème, soit il y a eu quelque chose d'autre qui a pris sa place.

S. Nous les Grecs nous avons l'avantage de parler beaucoup, je prends comme exemple moi-même (*rires*), mais nous en restons seulement aux paroles. Quand il s'agit de faire quelque chose nous disons « *alors qu'est-ce qui se passe maintenant ?* » On se met en difficulté, on dit je vais leur montrer, je vais le battre celui-là, mais quand il s'agit de le battre on le bat pas. Et une autre chose c'est qu'on n'est pas unis. On n'est pas du tout unis là où il le faudrait. Il faut qu'on arrive au bout, à la limite, quand ils seront arrivés jusqu'à Athènes, pour ainsi dire, et après on va dire « *allez, il faut agir* », mais quand on dit vraiment qu'on va le faire on le fait bien parce qu'on fait du zèle. Sauf qu'il faut arriver à la limite.

E. Moi je crois que comme peuple on est jaloux l'un de l'autre, chacun veut être quelqu'un d'autre, et on n'est pas content de la réussite de l'autre, c'est pour ça qu'on n'est pas unis.

Cette critique d'une mentalité grecque trop enthousiaste et oublieuse devient une autocritique pour les sujets eux-mêmes, porteurs de ces caractéristiques. Cet esprit critique est plus présent dans le discours des sujets d'origine macédonienne-grecque censés, selon eux, être encore plus vigilants que leurs autres compatriotes face à cette question :

FC3-T/II

X. Moi je pense que c'est un phénomène habituel pour nous les Grecs. En 1992, l'affaire était chaude, après il y a eu d'autres affaires, et enfin on a rejeté les responsabilités sur les gouvernements, comme quoi c'étaient eux les coupables, et nous avons laissé les nôtres en tant que personnes, en tant que citoyens Grecs. Cela arrive tout le temps.

Xr. C'est notre nature, je ne sais pas si les autres peuples l'ont de la même manière, mais nous on le fait tout le temps. Au début on est très chauffé, on crie, on hurle, on fait des manifs, et tout cela, et après on l'oublie, un mois après quand les médias vont nous parler d'autre chose, on l'oublie.

M. Moi je pense que seuls les Macédoniens s'en occupent.

S. Seuls les Macédoniens.

Xr. Oui enfin attends un peu, nous sommes tous là des Macédoniens, toi tu t'en occupes ?

M. Évidemment je m'en occupe.

Xr. Tu penses à cela ?

M. Mais oui ! Toi tu aimerais devenir une et même chose avec eux ?

Xr. Attends, attends ! Tu penses à l'affaire ?

M. Non pas chaque jour, mais oui enfin !

Xr. Mais c'est exactement ça. On l'a tous oubliée.

Un oubli qui arrange

Tout au long des discussions, tout particulièrement autour du premier et du quatrième support, le mot « oublier » a été prononcé soit comme une caractéristique inhérente au caractère grec, soit comme une nécessité quasi-normative devant l'avènement d'autres nouvelles affaires, soit comme une fatalité devant l'impossibilité d'action individuelle ou collective, soit enfin comme un épiphénomène plus au moins « programmé » de par l'absence totale de toute information, discussion, progression sur le plan politique et médiatique. Sur le plan social, les sujets ont avoué avoir eu rarement – ou pas du tout –

l'occasion de rediscuter du problème et que l'oubli partiel ou le refoulé individuel ou collectif du passé et du présent de ce problème gêne, mais, en même temps, arrange tout le monde.

FC5-A/IV

A. C'est vrai non ? Aujourd'hui personne n'en parle, bon il n'y a pas eu de solution définitive, mais on ne s'y intéresse plus.

Nt. Moi en tout cas je l'avais complètement oublié et je me souviens qu'aux Jeux Olympiques de 1996 j'ai vu FYROM comme pays et ça ne m'a pas choqué. Si cela était arrivé en 1992 j'aurais été furieuse.

A. Veux-tu savoir quand on y pense ? Quand on voit l'étoile de Vergina.

Nt. Moi non.

A. Moi si. L'année passée dans tous les aéroports tu avais ça partout, je me disais c'est pas vrai, c'est pas sérieux quoi.

G. Moi ce signe me fait penser à l'aéroport de Salonique et c'est tout.

Nt. Moi à la banque de Macédoine-Thrace, rien à voir (*rires*).

T. Moi je ne l'associe plus à l'affaire, je ne sais pas pourquoi d'ailleurs.

Nt. Moi non plus.

Cette même problématique du déclin d'importance du problème nominal, nous l'avons également rencontrée tout au long de la discussion du premier support dans les entretiens collectifs, l'extrait du manuel, sous l'angle cette fois de la conscience, plus précisément, de l'oubli collectif. Le va-et-vient du discours collectif entre le passé proche et le présent au sein des focus groups a conduit les sujets, notamment ceux de Thessalonique, à s'interroger sur le présent de l'affaire. Leur constat met en évidence quasi unanimement l'oubli collectif du problème au sein de la société grecque. Les raisons avancées diffèrent selon l'attribution de l'oubli à tel ou tel groupe. Ainsi, la question de l'oubli touche aussi bien la classe politique et les médias, mais aussi le peuple grec dans son ensemble qui ne ressent plus l'angoisse collective d'une éventuelle menace. Ce constat concernant le peuple trouve une esquisse d'explication par la référence à la mentalité grecque, et parfois même, à la fatalité de son destin.

Le constat autocritique de l'oubli d'une affaire qui a tant coûté au niveau des mobilisations populaires mais aussi du sentiment collectif identitaire, laisse apparaître chez certains sujets une amertume qui prend l'allure d'une anticipation dans l'avenir proche d'un rebondissement de l'affaire avec des conséquences néfastes pour la Grèce et la région, d'une prophétie du mal qui pourrait s'accomplir tôt ou tard.

FC3-T/I

S. Oui, sauf que ces gens continuent à exister sous le nom Macédoniens, leur pays continue à s'appeler Macédoine de Skopje et nous, nous ne faisons rien. Bon d'accord nous avons fait une manif, c'est fini, et alors ? Est-ce que c'était ça notre problème ? On s'est pris la tête juste pour faire une manif ? Juste pour un seul jour ?

X. C'est exactement pour cette raison là que nous risquons un jour un peu plus tard de nous dire, « *vous deux vous êtes une et même chose, le même peuple, allez-y unissez-vous, partez de la Grèce et devenez un seul pays* ». Même ça, ça peut arriver finalement.

K. Moi je ne crois pas que ça puisse arriver. Essentiellement, ils nous prennent le titre, disons-le ainsi. Nous n'avons ni la même langue, ni autre chose en commun, au contraire nous avons plein de différences. Donc nous ne sommes pas le même peuple. Peut-être que nous perdrons notre titre, mais nous ne pouvons pas devenir une même chose.

X. Eh ben si, ça risque à l'avenir.

S. Bon enfin, nous ne sommes pas si proches.

X. Pour que la guerre arrive il ne faut pas de grandes causes, tu sais.

K. C'est vrai.

S. D'accord, la guerre c'est la solution ultime et la plus douloureuse sûrement, mais il est certain que nous ne réagissons plus. Il y aura une guerre quand on va se réveiller. Quand on va revendiquer des choses.

Au prolongement de cette logique d'anticipation, nous retrouvons des allusions rétrospectives au passé historique proche ou lointain de la Grèce à l'aide d'exemples traumatiques pour sa mémoire historique : la chute de Constantinople (1453), la catastrophe de Smyrne et la défaite de l'armée grecque aux côtes de l'Asie Mineure (1922), le problème chypriote (1974), l'incident militaire aux îlots d'Imia (1996), l'aventure de l'installation des missiles à Chypre (1998-1999) et l'affaire macédonienne (1992). Selon cette logique, la Grèce a été, tout au long de son histoire, victime de ces conspirations en provenance de l'extérieur. Il est

important de noter que la durée et la tournure actuelle de l'affaire macédonienne lui confèrent une place dans cette « hiérarchie de défaites traumatiques » de la mémoire historique grecque :

FC2-A/I

G. Et c'est pour cette raison je crois qu'il faut s'opposer à toute tentative d'usurpation de notre histoire. Car la Grèce, nous, nous avons énormément souffert. Faut-il rappeler Chypre ? C'est l'exemple le plus récent. Et 1922 ? Aux côtes de l'Asie Mineure ? Et Constantinople ?

T. La vérité néanmoins reste que c'est une affaire que nous avons oubliée. Nous avons dit que nous n'allions pas reconnaître l'appellation et puis rien.

G. Oui, car ça arrange aussi pas mal de monde de faire durer cette affaire. Et lorsqu'il y a un État qui reste en suspens, il y a des forces plus puissantes qui s'insèrent et qui exercent leur influence. Qui sont-ils ? Ça commence par A, et ils s'appellent Américains, comme d'habitude, à mon avis.

L. Il y a aussi des intérêts politiques.

T. Au dessus de tout.

H. C'est-à-dire qu'ils présentent tout ça de cette manière-là, pour qu'un certain nombre de décisions passent sans réaction populaire.

G. Sphères d'influence...

L. Oui.

G. La Grèce doit toujours obéir aux autres, car si elle ne le fait pas elle va perdre. Tu vois par exemple les Turcs qui revendiquent tout le temps des territoires et qui font tout pour que le problème soit toujours présent. Nous ne faisons pas la même chose ni pour Chypre, ni pour la Macédoine.

Qui l'a oubliée ?

Le constat que l'affaire macédonienne est tombée dans l'oubli s'est profilé en filigrane aussi bien pendant les discussions collectives que pendant la deuxième phase des entretiens individuels concernant la dimension du présent. Au cours de cette dernière, les interviewés manifestaient ce même état d'étonnement et parfois de déception par rapport à l'aspect inactuel de l'affaire. *Oubliée, mise de côté, inexistante, latente* étaient les mots qui formaient le *leitmotiv* de leurs réponses. Ni les médias, ni le monde politique, ni l'environnement amical, familial ou proche n'évoquent ou ne discutent ouvertement des conséquences du conflit.

Les trois explications majeures qui justifient aux yeux de nos sujets le désintérêt porté à l'affaire actuellement (*normative, instrumentale, psychologique*) se sont avérées aussi bien valables et pertinentes pour expliquer les logiques individuelles. Il semble donc que cette affaire est – ou est devenue – désormais désuète, non prioritaire. Tant bien que mal, un *modus vivendi* ambigu s'est installé, à l'intérieur et à l'extérieur de la Grèce, un provisoire qui ne fait que durer. Le principe de non-intervention pendant les entretiens collectifs ne nous avait pas donné l'occasion d'interroger les sujets sur la perception subjective qu'ils avaient de l'affaire dans le présent. Cependant, certaines interactions dialogiques entre les interviewés nous avaient déjà fait comprendre que le problème nominal se trouvait en état de léthargie dans l'esprit des jeunes Grecs. La question, au cours des entretiens individuels, se posait donc tout naturellement quand les sujets mentionnaient le déclin d'importance, la désuétude, le désintérêt, ou *stricto sensu* « l'oubli » qui accompagnait ce différend : si l'affaire macédonienne a été dans une certaine mesure « oubliée » – *primo* – qu'en est-il pour le groupe national, et – *secundo* – qu'en est-il pour les sujets eux-mêmes ? Trente sept sujets, par moitié saloniens et athéniens, se sont ainsi prononcés sur cette double question. Voici, dans un premier temps, leurs réponses sous forme de pourcentage :

Tableau (2) : L'oubli de l'affaire

<i>Affaire macédonienne</i>	<i>total (%)</i>	<i>Athènes (%)</i>	<i>Thessalonique (%)</i>
a. Oubliée individuellement <i>et</i> collectivement	57	27	30
b. Non oubliée individuellement, <i>mais</i> oubliée collectivement	21.5	13.5	8
c. Non oubliée individuellement <i>et</i> collectivement	21.5	16	5.5

D'emblée, plus de la moitié des sujets déclarent avoir « oublié » l'affaire macédonienne : indépendamment de leur origine, cette affaire n'existe plus. Pour cause principale, sa non visibilité sur la scène publique, l'ignorance et l'absence de toute conséquence personnelle directement liée au problème du nom. Un regard plus attentif sur ces mêmes résultats nous permet de constater le pourcentage élevé de sujets en provenance de Thessalonique dans ce premier cas de figure (30%), le plus élevé du tableau, un peu plus important que celui des non-originaires de la Macédoine grecque. Malgré le caractère qualitatif de ce constat, largement validé par les entretiens collectifs, ce résultat montre d'une part l'aspect paradoxal de cette affaire qui a émergé aussi soudainement qu'elle s'est éclipsée de la scène publique et privée grecque, et de l'autre, le degré de frustration, de déception et d'inaction qui l'ont accompagnée mêlées à l'échec des prophéties politiques sur la menace qu'elle représentait pour le groupe national. Un constat accompagné d'un fatalisme lié au destin des Grecs :

Maria/T/fc : Je crois qu'on l'a oubliée car on en a eu assez, déjà à cette époque. Le problème a fatigué les gens, au début on était dynamiques, après on voyait que rien n'allait se passer de toute façon, que la tournure serait celle-là. Peut-être que je suis cynique, mais il n'y avait aucune chance. Je ne pense pas d'ailleurs que c'était seulement la faute des hommes politiques...peut-être c'est notre destin qui est comme ça...ils nous ont frappés sur un point sensible. Ils ont touché l'artère, quoi. Comment te dire...tiens, disons que la Macédoine est le corps, alors ils nous ont frappés droit au cœur. C'est comme ça que je le vois.

D'autres sujets, plus à Athènes (13,5%) qu'à Thessalonique (8%), déclarent ne pas avoir oublié l'affaire individuellement, mais affirment que collectivement personne n'en parle, personne ne s'occupe du problème. Position qui s'explique par le développement que nous avons déjà remarqué lors des discussions collectives au début de cette partie, d'une théorie naïve sur l'oubli collectif et la mentalité hellénique.

Giorgos/A : C'est une affaire oubliée.

Q. Et toi-même, l'as-tu oubliée ?

Je l'avais oubliée...bon en discutant de ça maintenant, je me souviens de plusieurs choses. Mais je veux dire ça ne me préoccupe pas autant qu'avant. Je pense d'ailleurs que la question du nom est plus au moins résolue. Les frontières peut-être pas pour eux, mais le nom a été résolu. Et on revient à ce que Mitsotakis disait, que nous allons l'oublier. Probablement parce qu'à l'époque elle rendait service à des objectifs qui n'existent plus aujourd'hui. Je pense même qu'on oublie des choses plus importantes que ça. Un homme politique par exemple, dit une chose aujourd'hui, promet, demain il ne fait rien, et personne n'en parle. C'est comme ça que l'oubli fonctionne tant individuellement que collectivement. Et c'est pareil pour tous les peuples, éventuellement un peu plus des Grecs, car ils sont très enthousiastes, et plus ils le sont, plus ils oublient. Les deux limites.

Enfin, pour le troisième groupe de sujets (21,5%), constitué de deux fois plus de sujets athéniens que saloniciens, le groupe national, « *les gens* » comme ils disent, n'ont certainement pas oublié une telle affaire, il est impossible, selon eux, d'oublier une affaire aussi importante. Elle reste présente « *dans les consciences* », « *au fond du Grec* », telle une « *menace invisible* », malgré l'apathie politique :

Christos/A : Les Grecs ne l'ont pas oubliée. De tels problèmes ne s'oublient jamais. Malgré la volonté des autres, le Grec garde au fond de lui et n'oublie pas.

Les résultats concernant l'oubli de l'affaire macédonienne sont plus que frappants. Le pourcentage de sujets qui affirment que l'affaire a été, au moins collectivement, oubliée s'élève à 78,5% si on additionne les deux premiers résultats de notre tableau. Ces résultats sont d'autant plus saillants que, même à une échelle réduite, ils indiquent le haut pourcentage (57%) de sujets avouant avoir oublié individuellement l'affaire, dont une majorité relative originaire de la Macédoine grecque. Un constat qui est en phase avec la courbe de température de l'intérêt médiatique vis-à-vis de l'affaire illustré grâce à l'analyse de la presse.

Ancrages

La classe politique grecque dans son ensemble est décrite dans les discussions collectives avec des couleurs noires. De prime abord, un sentiment de déception et de frustration habite les réactions des interviewés vis-à-vis de l'action populaire, spontanée et enthousiaste, pendant les manifestations. Nous rappelons au passage la place emblématique de ces mobilisations dans la mémoire de notre population, telle que nous l'avons évoqué précédemment. À la lumière de la tournure actuelle du problème, ils se sentent trahis par leurs représentants politiques qui prônaient le droit indiscutable de la Grèce au sujet du nom. Il est important de souligner que, sous le label classe politique, il n'y a absolument aucune distinction entre les différents partis politiques, mais un rejet unanime de l'action politique comme telle. De la justification des sondages, tout au long de la seconde thématique, à l'explication de la nouvelle position majoritaire des députés Grecs élus en Macédoine, un parfum de fatalisme, d'inefficacité, de pragmatisme aveugle et de carriérisme se dégage unanimement.

Nos sujets ont l'impression que les hommes politiques ont retourné leur veste face à un problème qui demandait une clairvoyance et surtout une consistance et une continuité. L'action politique leur semble déconnectée de la réalité des citoyens, son pouvoir dépasse la sphère du politique et influence le domaine des médias, d'où, selon eux, le silence médiatique discret de ces dernières années autour du problème. Un silence qui devient assourdissant au souvenir de la production pléthorique des médias lors des premières années de la crise, production dont le style et le contenu ont divisé nos interviewés.

À la recherche d'éclaircissement et de causes qui font sens par rapport à la complexité et l'origine de l'affaire, ainsi que vis-à-vis de leur propre engagement, les avis énoncés ont finalement convergé autour de trois types d'explications. Chacune des trois se distingue essentiellement des autres par la direction de sa causalité et, dans leur ensemble, elles s'inscrivent toutes dans un continuum temporel, un déjà-là renouvelé à chaque occasion, qui englobe la dimension présent-passé. Deux types d'explications ayant une causalité interne se sont prononcés.

La première, relative à la Grèce, met en avant la mauvaise gestion politique du problème, aussi bien depuis la création de la fédération yougoslave que depuis sa dissolution. Cette même gestion est interprétée également sous l'angle du pouvoir infime que la Grèce peut exercer face à ces partenaires sur la scène internationale.

La seconde explication interne concernant cette fois la République de Macédoine, fait état d'un vide identitaire et d'une absence de passé historique que l'attribution du nom, chargé des deux, viendrait combler.

Enfin, une causalité externe évoque les fameux intérêts géopolitiques des pays puissants qui ont primé sur l'histoire et les droits culturels des Grecs, et dont l'action serait permanente dans la région depuis la création d'un état grec indépendant. Toutes les trois ont comme élément commun la référence temporelle au passé historique et au présent, que cela soit d'une manière interprétative pour l'histoire politique grecque et les pays puissants, ou justificatrice pour la République de Macédoine.

Mais avant tout, l'action politique leur semble condamnée d'avance, car subordonnée aux fameux « intérêts » nationaux et internationaux. Les premiers sont légèrement plus légitimes que les seconds, car ils ont trait à l'économie nationale, comme ce fut le cas pendant la discussion du sondage des députés.

Néanmoins, ces mêmes intérêts intérieurs sont stigmatisés en ce qu'ils représentent les relations ambiguës que les médias grecs entretiennent avec la politique. Ces derniers semblent soumis et contrôlés par le pouvoir, une forme de propagande orchestrée, ayant comme objectif principal la désorientation de l'opinion publique des « affaires qui fâchent ». Toutefois, ce sont les seconds, les intérêts internationaux, qui forment un leitmotiv permanent dans les discours recueillis et se réfèrent explicitement ou implicitement à la dépendance de la Grèce vis-à-vis des autres pays, et notamment des pays plus puissants qu'elle. Toute une théorie de conspiration se tisse ainsi concernant ces intérêts économiques et géopolitiques, tantôt ce sont les États-Unis, tantôt l'Europe, tantôt la Turquie, bref les « Grandes Puissances », qui obligent la Grèce à accepter l'inacceptable, à se soumettre face au droit du plus puissant, à céder, à se conformer. Cette ambiance de complot permanent a un substrat historique, car la Grèce a toujours été un « petit pays », et nous retrouvons des allusions à l'histoire récente de la Grèce moderne de l'indépendance (1821) jusqu'à aujourd'hui. Nous allons nous attarder sur cette théorie à la lumière des travaux effectués en psychologie sociale sur le thème de la conspiration, dont la présentation succincte éclairera mieux ses fondements culturels et imaginaires.

Le terme « théorie de conspiration » est habituellement considéré comme décrivant un schéma, plus au moins élaboré, selon lequel un groupe qui partage une origine nationale, ethnique, religieuse ou politique complotte contre un autre groupe. Ce schéma se présente sous forme de réseaux de croyances dont le contenu se focalise sur des personnes ou des groupes spécifiques, censés comploter des actions hostiles contre son propre groupe d'appartenance (Graumann et Moscovici, 1987). Deux dimensions majeures caractérisent ce schéma : la première est la perception d'une menace (de type universelle ou locale), la

seconde, l'orientation temporelle de ce même schéma, soit vers le passé, le présent, ou l'avenir, soit dans un continuum temporel. L'acceptation ou le rejet de ces théories dépend du même processus que l'acquisition et la médiation de toute croyance. Leur statut de vérité est analogue à la consistance et à la cohérence internes au groupe et non pas à un quelconque critère rationnel. La fonction d'une théorie de conspiration n'est pas d'expliquer un événement par une cause. La réalité, la rationalité, ou la raison, ne jouent qu'un rôle infime ou inexistant quant à la raison d'être de la théorie de conspiration et à son efficacité. Elles s'apparentent plus souvent à des situations où le groupe se retrouve en confusion ou ambiguïté normative et offrent une structure sociocognitive et un cadre d'orientation et d'action valides en rapport avec les besoins collectifs du moment. Moscovici, propose d'envisager la conspiration sous l'angle des représentations sociales, comme des noyaux figuratifs ou imaginaires qui s'apparentent sous forme d'une pensée dogmatique ou ethnocentrique. Dans une situation d'antagonisme entre deux groupes, extrapoler les causes du conflit vers un autre groupe tiers va désarmer le groupe adversaire et déplacer la situation conflictuelle dans un nouveau cadre avec un nouveau duel. La causalité de la conspiration est en cela « extraordinaire », en ce qu'elle se base sur la supposition que cause et effet appartiennent à deux univers différents : la cause procède de l'univers de l'ennemi, l'étranger, l'autre. Ainsi, on peut décrire la causalité ordinaire comme la causalité du « même » et la causalité extraordinaire, comme la causalité de « l'autre » (Moscovici 1987, p. 167).

Le contexte historique joue un rôle décisif dans la genèse et l'élaboration des théories de conspiration sous un angle triple : il doit correspondre à la réalité du présent, être cohérent avec le consensus dégagé par le groupe (national, religieux, politique etc.), mais également correspondre à la culture historique du

groupe opposé. Dans des situations où des théories de conspiration vont émerger, le plus souvent, elles véhiculent en elles des souvenirs historico-culturels qui ressemblent à une « [...] « résurrection des imagos » des fonds archaïques de la culture » (*ibid.*, p. 168). Leur ancienneté garantit leur efficacité et donne un argument valide et attractif, sorti directement de la mémoire historique du groupe. La connaissance du passé, ou des stéréotypes culturels profondément ancrés, fait beaucoup plus souvent apparaître certains groupes nationaux, ethniques ou politiques comme des auteurs perpétuels de conspirations plutôt que d'autres. Bar-Tal (1985), en se référant à la croyance permanente de persécution, décrit ainsi le « syndrome de Masada » pour se référer à un état psychologique pendant lequel les membres d'un groupe croient que le reste du monde a des intentions extrêmement négatives envers le groupe dans son ensemble.

Cet état psychologique est bien ancré en Grèce, mais aussi transmis aux nouvelles générations par le biais de l'éducation et notamment des manuels scolaires d'histoire, nous avons eu l'occasion d'en parler. Les « Grandes Puissances » – souvent sans différenciation de pays, gouvernements, coalitions, nationalités – sont présentées comme la cause de tous les maux de la Grèce depuis au moins le 19^e siècle, quand l'effort d'indépendance nationale a commencé à voir le jour (Frangoudaki, 1997). Nous serions tenté de dire que sur la base de ce schéma, la dépendance de la Grèce aux « Grandes Puissances » commence dès son indépendance face à l'empire ottoman. Une autre fonction de cette théorie de conspiration à l'égard de la Grèce est le renforcement et le maintien de l'illusion de la continuité « naturelle » du groupe national dans le temps, par la mise en valeur de sa résistance aux dangers qui l'ont menacé tout au long de son histoire, notamment par les tendances « expansionnistes » de ses pays voisins, tout particulièrement les

Turcs, ainsi que par l'influence « suspecte » des pays puissants. L'affaire macédonienne entraîne ce type d'explication dans la mesure où elle a commencé comme un antagonisme menaçant « à deux », a bénéficié d'un haut consensus national, pour s'inscrire ensuite dans un contexte politique international à l'intérieur duquel plusieurs acteurs se sont introduits. Leur attitude vis-à-vis de la Grèce dans le processus de négociation a joué un rôle capital pour sa tournure. Ainsi, le déplacement de la cause du conflit sur le terrain des « Grandes Puissances » s'est fait de manière « naturelle », dans la mesure où cette culture causale est fort bien ancrée dans l'histoire et la mémoire nationale.

L'élaboration de cette théorie naïve des liaisons dangereuses tissées entre d'une part les Grandes Puissances et le sort politique de la Grèce, de l'autre, entre le monde politique et les médias, témoigne d'un besoin vital de compréhension : pourquoi cette république a-t-elle « soudainement » demandé ce nom ? Pourquoi ensuite, le problème nominal est-il resté caché aux jeunes Grecs aussi longtemps ? Dans quelle intention, l'attitude des pays européens est venue isoler encore plus la Grèce sur la scène internationale ? Pour quelle raison, enfin, cette question qui les a tant mobilisés et qui a suscité un tel consensus est-elle tombée en désuétude dans les médias et chez les hommes politiques ces dernières années ?

Une désuétude, un déclin, une inaction individuelle et un oubli collectif, dont nos interviewés avouent ne pas être exempts. Cette contradiction est devenue manifeste par leur propre positionnement aussi bien sur la sensibilité de leurs compatriotes que sur l'épineuse question du compromis au sujet du nom. Malgré l'impression quasi évidente à Athènes que la population macédonienne-grecque, de par son origine et son attachement identitaire local, « doit » être relativement plus sensible sur la

question du nom que le reste des Grecs, la discussion quant au sondage effectué auprès des députés élus en Macédoine grecque a permis d'y voir un peu plus clair. En effet, les réactions de nos interviewés à Thessalonique n'étaient pas unanimes quant à l'existence d'un rapport de représentativité entre la position majoritaire des députés et celle de l'opinion publique, et cette discordance a été mise en lumière de manière flagrante quand ils devaient eux-mêmes se positionner à l'exemple des députés. À cet égard, nous avons pu constater l'écart existant entre le souhaitable et le faisable, le vœu individuel et l'exigence collective, en d'autres mots le désir et la réalité, qui conduit à des déclarations, pour le moins antinomiques par rapport aux positions défendues par les sujets jusqu'à lors.

L'absence de débat national autour du problème du nom tout au long de ces dernières années est expliquée par la grande majorité des sujets comme un oubli volontaire, qui aurait tout d'un refoulement collectif, qui finalement « arrangerait » tout le monde. Le pouvoir politique en premier lieu, car de cette manière il évite d'affronter une réalité internationale qui n'est pas en phase avec le statut nominal de la République de Macédoine à l'intérieur de la Grèce, et qui risque de lui coûter trop cher en termes d'électorat. Le paysage médiatique ensuite, car, mise à part son osmose avec le monde politique, une affaire nationale qui blesse et qui n'est plus d'actualité n'est pas forcément le sujet qui se vend le plus. Enfin, l'opinion publique, qui se veut d'une part victime de cette absence programmée de débat, mais qui, de l'autre, est trop déçue pour vouloir entreprendre de nouvelles actions. Un écart semble se former entre le vouloir agir pour la bonne cause, et le pouvoir agir dans un contexte d'inaction collective. Deux autres pistes d'explication sont avancées par nos interviewés, l'une *normative*, l'autre *psychologique*. La première concerne ce que l'on peut appeler la nature normative de la mémoire sociale, dans la

mesure où de nouvelles affaires nationales ont occupé le devant de la scène publique ces dernières années. La seconde renvoie à la mentalité grecque, caractérisée à la fois par un enthousiasme spontané mais néanmoins éphémère, qui verse rapidement vers l'oubli. Ce qui est particulièrement important pour nous, c'est de constater dans le discours recueilli par les entretiens collectifs l'ancrage de cette affaire de manière linéaire et hiérarchique dans deux phases temporelles, deux champs de la mémoire collective :

Le premier, c'est le champ de la *mémoire nationale dans le passé proche*. Nous retrouvons l'affaire macédonienne à côté d'autres « affaires nationales », qui ont la caractéristique d'être soit insolubles, problématiques et durables (comme le problème chypriote), soit d'avoir « mal-tourné » pour l'intérêt ou la fierté nationale (comme le problème des îlots d'Imia, les missiles pour Chypre, et le problème kurde et l'arrestation de A. Otsalan).

Le second, c'est le champ de *l'histoire nationale* qui a la particularité de regrouper des *événements traumatiques pour la mémoire collective* dans le passé lointain, comme la chute de Constantinople (1453), ou la défaite de l'armée grecque en Asie Mineure et la catastrophe de Smyrne (1922).

Un certain nombre d'anticipations néfastes pour l'intérêt national ont été faites par nos interviewés concernant l'avenir proche en relation avec la tournure du problème nominal. La peur de la guerre a été évoquée – non sans rapport avec le contexte de la guerre yougoslave – comme une éventualité pouvant découler d'une acceptation grecque du nom « Macédoine » pour sa république voisine. Dans la logique des sujets, une conquête nominale peut cacher une revendication territoriale, une volonté de fusionner les territoires macédoniens. Compte tenu de cette crainte, certains d'entre eux affirment que l'affaire macédonienne est plus « suspecte » et « maléfique » à long terme que le problème gréco-turc, donc plus dangereuse,

car plus complexe. Une autre crainte a été formulée concernant le prestige de la politique extérieure grecque, en contradiction totale avec son credo absolu au début de l'affaire. Ce changement de cap peut, selon certains interviewés, être interprété comme une faiblesse fatale qui risque de discréditer la Grèce face à ses partenaires sur la scène internationale et pourrait cautionner de nouvelles « défaites ».

Katz et ses collaborateurs, dans leurs études sur les effets des médias quant au rappel des informations diffusées, ont remarqué dès 1977, que le processus du rappel chez les sujets (auditeurs et/ou téléspectateurs) est influencé par les mêmes critères qui guident la sélection des informations par les journalistes eux-mêmes. Autrement dit, les sujets se rappellent mieux les informations choisies et sélectionnées dans ce but par les médias. Sur la base de la validité de cette affirmation, qui essentiellement met en avant la normativité partagée de la sélection et du rappel des informations dans les médias et leur public, on peut légitimement se demander, pour le cas qui nous occupe ici, si le même processus module l'oubli collectif. C'est-à-dire, si les sujets oublient, mettent de côté, ce que les médias décident de ne pas – ou de ne plus – leur montrer comme information saillante. Retenons pour l'instant cette idée qui touche précisément notre recherche pour faire avancer notre réflexion sous l'angle des travaux de Dayan et Katz (1996) sur la télévision cérémonielle. Ces auteurs affirment que les cérémonies télévisuelles – des événements médiatiques d'envergure qui englobent tout type de médias – sont susceptibles de produire, de réinventer, la communauté à laquelle elles s'adressent. Ces événements ritualisés peuvent, à brève échéance, affecter la formation de l'opinion publique et, à longue échéance, influencer la structuration de la mémoire collective. De plus, dotée d'un pouvoir d'anticipation, l'invocation par les médias d'un futur possible passe par la réhabilitation d'un certain passé : « De ce

passé, tout comme de l'ère qui s'achève, il ne s'agit pas de proposer une description savante. L'acteur invité ne se prétend pas historien. Le passé dont il se réclame lui sert de levier. Il lui donne prise sur l'image que se fait d'elle-même la société à laquelle il s'adresse. Il lui permet de réactualiser une situation de crise, puis de la traduire dans un vocabulaire susceptible de dénouer celle-ci » (*ibid.*, p. 191). À l'inverse, selon les mêmes auteurs, « la période de latence est dominée par un public essentiellement passif, puisqu'il s'agit d'un public résigné, dépossédé de ses aspirations, réduit au silence » (*ibid.*, p. 194).

Dans le même ordre d'idées, Pennebaker et Banasik (1997) ont remarqué qu'éviter de discuter d'un événement national et politique important – beaucoup plus, éviter d'y penser – ne fait qu'ancrer cet événement encore plus profondément dans la mémoire collective. Autrement dit, la fuite vers le silence laisse une empreinte mnémonique plus profonde que celle de la mise en mots, de l'anamnèse souvent revisitée d'un événement important. Fuir un événement douloureux ne fait que le préserver et l'inscrire encore plus profondément dans la mémoire collective (Haas, 2002). La similarité d'une telle approche sur le plan collectif avec la théorie du refoulement en psychanalyse est plus que frappante. En psychanalyse, si certaines formes d'oubli sont indispensables à la mémoire, le refoulement tient lieu, entre autres, de protection de la vie psychique des maux de la conscience. Sur le plan collectif, l'affaire macédonienne est-elle un tel mal pour la communauté nationale ?

Le contentieux, comme nous venons de l'indiquer, est ancré dans le champ de défaites traumatiques pour la nation et cela doit vouloir dire qu'il représente une blessure collective. Néanmoins, malgré la place importante que l'affaire a trouvée au sein d'une mémoire historique de défaites nationales, d'événements

collectifs douloureux, comment expliquer parallèlement l'aveu largement majoritaire qui prône son oubli collectif ? Le trauma psychique selon la théorie psychanalytique est en soi inoubliable et son remède n'est autre que la cure. Transposer à la lettre ce même schéma en société relèverait de l'utopie. D'autant plus que les sujets implicitement ou explicitement reconnaissent l'aspect traumatique de l'affaire pour la communauté nationale.

Le problème macédonien a engendré une médiatisation pléthorique, une logorrhée impressionnante et un silence assourdissant. C'est une affaire qui, comme Janus, semble avoir un double visage dont une face semble tournée vers le passé, l'autre, vers le présent. Car si les sujets disent l'avoir oubliée, cela même peut se traduire par une impossibilité, pragmatique due au désintérêt médiatique, psychologique due à la déception qu'elle a engendrée, en un mot un refus, de voir qu'elle est d'une certaine manière toujours là (et qu'elle l'a été bien avant sa version récente). Inversement, ce même aveu d'oubli collectif et individuel témoigne d'une conception de l'affaire comme étant quasi terminée, achevée, appartenant désormais au passé. Comme si, l'accord – pourtant intérimaire – entre les deux pays en 1995 avait mis fin définitivement sinon au problème, du moins à la cause et aux espoirs helléniques. Ce visage double du problème trouve son interprétation chez nos sujets à l'aide d'une théorie naïve de l'oubli comme caractéristique inhérente à la mentalité et au destin grecs. Cette forme double du contentieux pourrait s'avérer efficace pour la lecture de nos résultats, notamment des sujets issus de la Macédoine grecque, attestant un important oubli individuel et collectif du problème dans le présent, tout en se souvenant vivement de l'ivresse de la foule et en plaçant l'affaire dans une hiérarchie de défaites dans la mémoire historique. Une cause pour la réussite de laquelle ils se sont tant investis et qui les a tant mobilisés, sans pour autant donner les fruits souhaités et tout en demeurant insoluble.

L'aspect définitif accordé au problème n'est pourtant qu'apparent puisque l'espace temporel de sept ans pour trouver en commun un verdict final est encore virtuellement en cours. Mais aussi artificiel, car l'appellation qui fait la norme dans le parler commun grec n'est autre que « Skopje ». Si l'oubli désignant « le caractère inaperçu de la persévérance du souvenir » (Ricœur 2000, p. 570) est l'une des conditions de la mémoire, le différend nominal, silencieux, inaperçu et caché dans le présent, masquerait un événement qui a marqué de manière indélébile la conscience collective grecque et qui est venu s'ancrer dans sa mémoire historique. Il est évident que, depuis maintenant environ dix ans, les médias et l'opinion publique grecs ont « oublié » cette affaire et que l'évolution des relations diplomatiques et économiques entre les deux pays n'a pas été empêchée par le différend du nom. Néanmoins, malgré les différences entre le *pouvoir* et le *vouloir* de l'opinion publique et de la classe politique, le *représenter* demeure essentiel. Au-delà du fait qu'il n'est plus évoqué actuellement dans les médias, le contentieux macédonien a laissé des traces multiples, latentes dans la mémoire de la population grecque, et a préparé le terrain pour la formation de représentations sociales du soi mais aussi de « l'autre », marquées par la polémique du passé et la frustration du présent.

POUR CONCLURE

Un provisoire qui ne fait que durer

Malgré les avancées considérables des relations politiques et économiques entre la Grèce et la République de Macédoine depuis la signature de l'accord intérimaire en 1995, aucun pas significatif n'a été effectué, à ce jour, au sujet du seul problème qui les oppose. Certes les discussions diplomatiques entre les deux parties continuent depuis cette date, plutôt discrètement, sous l'égide de l'ONU à New York ou dans leur capitale respective, mais les dates éventuelles d'un accord, que la presse grecque a évoqué à plusieurs reprises ces dernières années, se sont révélées caduques.

Nul besoin de s'intéresser à la politique pour constater que l'épine du nom n'a guère empêché, ni la collaboration fructueuse de ces dernières années entre Athènes et Skopje, ni l'usage du nom constitutionnel de la République de Macédoine par presque tous ses partenaires sur la scène internationale. Du coup, la classe politique grecque se retrouve avec un problème interne à résoudre avec sa population, à cause de ses promesses dogmatiques dans le passé. Elle doit aussi faire face à un problème externe, relatif à la place minoritaire de sa position face à un consensus qui semble se stabiliser progressivement.

À la fin de l'historique moderne de l'affaire macédonienne nous avons souligné le fait que l'instabilité qui caractérise la région balkanique, depuis au moins la guerre au Kosovo jusqu'aux derniers affrontements intercommunautaires armés en République de Macédoine, contribue à éviter le rapprochement et la finalisation d'un accord mutuel. L'agenda des changements constitutionnels en République de Macédoine, à l'issue de la signature d'un accord de paix avec la population albanophone, n'a guère inclus cette éventualité. Tout montrait avec une précision mathématique que la durée maximale préconisée par

l'accord intérimaire, expirant en septembre 2002, serait largement entamée, sinon prolongée, avant qu'une solution ne soit trouvée - c'est aujourd'hui chose faite. Mais, justement, quelle solution ?

Si nous tentions de faire le point sur ce problème aujourd'hui, l'effort entrepris se heurterait à plusieurs paradoxes. Sur le plan international, la réalité politique reste toujours influencée par l'accord de 1995 et navigue entre deux formes de reconnaissance nominale, l'une *de facto*, l'autre *de jure*. La première, plus souple, apparaît notamment sur le plan du discours politique et médiatique international, où la République ex-yougoslave est ouvertement appelée par son nom constitutionnel « *République de Macédoine* » ou « *Macédoine* », tout court, par une large majorité de pays. La seconde, plus rigide, respecte le principe de l'accord intérimaire et se traduit, dans tout texte officiel, par exemple au sein de la communauté européenne, par le strict usage de l'appellation officialisée en 1995, à savoir *Former Yugoslav Republic of Macedonia*, ou, plus souvent, par l'acronyme *FYROM* (en français, ARYM). D'où la surprise de la toute récente reconnaissance américaine évoquée en introduction.

À l'intérieur de la Grèce, la dualité nominale se traduit différemment. Ces dernières années, aucune action politique majeure de la part du gouvernement ou de l'opposition n'a remis au goût du jour le différend, aucun signe particulier ne laisse deviner à un observateur extérieur, ou un visiteur estival, la fausse note qui sépare Athènes et Skopje. Aucune émission télévisée n'a porté sur le sujet – à notre connaissance – très peu d'articles d'une rhétorique plus consensuelle et moins polémique qu'auparavant sont parus dans la presse, qui pourtant avait basé une bonne partie de son fonds de commerce sur cette affaire quelques années auparavant. Du coup, dans le discours politique officiel grec l'acronyme *FYROM* fait souvent la règle, tandis que

pour le corps social grec, l'appellation majoritairement retenue pour nommer la République de Macédoine n'est autre que *Skopje* et ses habitants, *Skopjiens*, peu de quotidiens commencent à écrire timidement « *FYRO Macédoine* »...

Pour l'instant, ni la justice (Cour européenne), ni la politique (nationale/internationale), n'ont pu avoir le dernier mot dans cette affaire complexe. Une affaire mobilisatrice, passionnelle, conflictuelle. Une affaire énigmatique. La raison, selon nous, vient du fait, qu'avant tout, c'est *une affaire de représentations*. « Si les croyances, écrit Moscovici, influencent et incitent à l'action, il faut chercher la raison dans leur pouvoir d'évoquer des images, de changer des sons à des signes visibles, des mots en des souvenirs et des noms à des personnages » (1993, p. 77).

Loin donc du labyrinthe des discussions politiques ou des sondages de l'opinion publique, notre étude a voulu mettre en évidence la place que l'affaire macédonienne occupe aujourd'hui dans la mémoire et les représentations d'une population de jeunes Grecs, et le rôle capital du nom par les épiphénomènes que ce contentieux a produit sur le plan de l'identité nationale et de la perception de « l'autre ». Une perception, ou plutôt un *a*-perception, qui s'est cristallisée au niveau du sens commun du groupe hellénique par le choix de nommer la nouvelle république de manière à ce qu'elle puisse être distinguée, différenciée, sans rapport avec l'histoire glorieuse d'une région, et la région glorieuse d'une histoire ancienne. Un choix qui n'a rien d'anodin. L'aspect insoluble, latent et multiple des différentes acceptions du nom de la République de Macédoine sur la place publique nationale et internationale, ne peuvent naturellement pas ne pas avoir de répercussions sur la manière dont notre population vit avec ses souvenirs et tisse collectivement ses représentations vis-à-vis de son pays voisin.

Une menace invisible

L'un des angles fondamentaux de cette affaire est le sentiment de menace. Une menace qui, dans un premier temps, a trouvé un fondement objectif en ce qui concerne la territorialité grecque dû à certains articles ambivalents de la Constitution de la République de Macédoine, pourtant aussitôt amendés par la Commission de l'Union européenne. De plus, ce sentiment de crainte territoriale trouve des points d'ancrages importants aussi bien dans un *déjà là* historique (passé proche, guerres) que dans un *déjà là* actuel (« danger » turc). L'idée d'une menace territoriale étant vite balayée, c'est celle identitaire et imaginaire concernant l'appellation, véhicule d'un héritage culturel, dans laquelle nous retrouvons tous les éléments nécessaires pour la définition d'une nation dans le temps, qui a pris sa place.

Territoriale, nominale, identitaire, objective ou imaginaire, la question de la menace transcende l'affaire macédonienne. Nous la retrouvons éparpillée dans notre travail, occupant chaque fois un rôle clef. Essayons de récapituler succinctement les étapes de son apparition. Tout d'abord, la plainte de la Commission Européenne contre la Grèce en 1994 – que nous avons évoquée en faisant l'historique de la version moderne de l'affaire – à cause justement d'une menace trop vite considérée comme un danger de guerre. C'est pourtant pour cette même raison, mais vue sous un autre angle, que la Grèce avait imposé l'embargo économique à son pays voisin en faisant appel au Traité de Rome. La presse grecque reflétait parfaitement ce même état d'esprit dans les articles datant de cette période. Des études de presse approfondies sur l'affaire montraient justement que la grande majorité des articles relatifs à la politique extérieure grecque faisaient apparaître la Grèce dans une position de menace territoriale quasi permanente. Tajfel (1969) de son côté, très justement, soulignait que la recette de la réussite, en termes

de persuasion des messages à contenu national n'est autre que la perception d'une menace supposée par les sujets nationaux.

L'évocation de la menace se retrouve dans tous les résultats que nous avons présentés jusqu'alors. Elle est associée, d'un point de vue mnémonique, à l'ambiance des manifestations populaires, comme crainte d'une guerre. Elle émerge également dans la production des adjectifs autour des populations voisines, « menaçantes » à l'égard de la Grèce. Les entretiens collectifs ont montré son rôle dans l'élaboration d'une véritable théorie de la conspiration, ordinaire et extraordinaire, et, sous un angle diamétralement opposé, dans l'évocation de l'oubli du problème macédonien dans la société hellénique d'aujourd'hui, puisque, à la différence de la prophétie du déclin, parue comme véritable scandale au moment de sa prononciation, celle de la menace ne s'est jamais réalisée. Dans le même cadre discursif, l'affaire macédonienne est vue comme une menace latente, un danger plus maléfique que celui « venant » de l'Orient, qui légitime parfaitement l'usage de l'histoire comme seule réponse collective possible.

Néanmoins, le contexte menaçant qui l'avait propulsée n'existe plus. Aucune revendication territoriale n'a été prononcée, aucune mobilisation populaire en Grèce n'a été organisée pour cette cause, aucune conséquence majeure n'est survenue touchant de près ou de loin les intérêts grecs. Au contraire, les relations économiques entre les deux pays sont au meilleur niveau depuis environ cinquante ans, et les relations politiques prouvent la bonne volonté mutuelle de construire un avenir de bon voisinage. Cependant, nous avons pu constater que les traces du problème sont visibles tant au niveau des représentations qui se sont tissées autour de l'image de la population de la République de Macédoine, qu'à celui de

l'ancrage multiple dont l'affaire a fait l'objet dans la mémoire collective hellénique.

Un raisonnement polyphasique

Avant d'entrer dans la synthèse de nos résultats et de leur interprétation, il convient de faire un constat général sur le discours qui leur a donné corps. Au souvenir des différents extraits présentés, on ne peut qu'être frappés, par la pluralité des raisonnements énoncés : souvenirs individuels et collectifs, opinions, jugements, critiques, contradictions, clichés identitaires, connaissances et lacunes. Le caractère oral des énonciations et leur nature interactive et rétrospective, notamment pour les discussions collectives, n'ont pas rendu la tâche facile, aussi bien lors de la retranscription des entretiens que lors de leur analyse thématique. En effet, le discours recueilli a nécessité un découpage et une mise en ordre dans l'élaboration du plan de notre travail et de la structuration des diverses parties thématiques, sans que pour autant il soit question pour nous d'effacer les empreintes des conditions de sa production. Nous avons respecté le principe de leur réitération, notre but étant de mettre en évidence les logiques qu'ils sous-tendaient, logiques multiples et indifférenciées, se rapportant au sein d'une même phrase et d'un même sujet à des temporalités parallèles (le groupe et son passé historique, le sujet et son action passée, l'opinion individuelle dans le présent, l'anticipation, la projection), utilisant des cadres de référence différents.

Nous avons dû faire face à cette difficulté au moment de l'élaboration, de l'analyse et de la présentation de nos résultats sans pour autant nous désintéresser de sa forme sociocognitive d'expression qui constituait *ipso facto* sa force. Car nous étions en face d'un raisonnement individuel et collectif qui avait tout d'un état de *polyphasie cognitive*, tel que Moscovici l'a décrit dans son

étude classique de 1961. Selon lui, la « coexistence dynamique de modalités distinctes de connaissance », correspond « à des rapports définis de l'homme et de son entourage » (*ibid.*, p. 402). Cela se traduisait concrètement dans notre propre recherche par la prise en considération de cette pensée dynamique et de son évolution dans son véritable cadre d'expression, social et culturel. Ce même postulat n'exclut pas les contradictions que ces modes pluriels de pensée manifestent en leur propre sein (Kalampalikis, 2006). Nous avons, par exemple, constaté que les mêmes sujets, au cours notamment des entretiens, défendaient des positions fermes quant à la déontologie de l'usage du nom Macédoine tout en acceptant que ce même postulat, de par sa position minoritaire, ne puisse pas avoir un effet catalyseur pour une solution viable au problème du nom. Ce sont ces mêmes sujets qui se remémoraient avec fierté et émotion des mobilisations dans les rues grecques pour la défense d'une cause nationale et qui, au cours de la même discussion occultaient les principaux enjeux et protagonistes politiques, avouaient leur ignorance en matière d'histoire et de géographie, affirmaient, enfin, avoir oublié, mis de côté, l'affaire macédonienne tout en lui attribuant une place dans la mémoire historique du groupe.

Langage affectif obéissant aux règles d'une grammaire identitaire, langage culturel qui se traduit difficilement, car il est avant tout vécu, langage qui se transmet comme connaissance sociale et se sent menacé par les noms qu'il a lui-même inventés. Moscovici a été le premier à faire le rapprochement entre ce mode de pensée multiple comme caractéristique des représentations sociales, autrement dit comme un système sociocognitif qui leur est propre, en souhaitant que la psychologie sociale se focalise « sur le mouvement des formes de réflexion et de leur ordre, comparés et confrontés à celui des événements et des facteurs culturels » (*ibid.*, p. 403).

Un certain rapport à l'identité

L'homogénéité de la population étudiée, dans son ensemble, sur le plan de l'âge, du niveau d'études et du milieu socioculturel s'est avérée utile pour tirer des conclusions plus générales. Elle l'a été également pour comparer chacune des deux populations qui a constitué notre échantillon. Un regard global nous permet de constater, et de rappeler, que les véritables raisons de cette situation sont restées tout au long des entretiens pour nos sujets, une énigme. Bien plus de la moitié de l'ensemble des sujets interrogés, lors de la passation du fascicule sur l'image des voisins limitrophes de la Grèce, n'a jamais visité la République de Macédoine. La plupart d'entre eux, lors des entretiens individuels, a déclaré ne pas savoir de quelle nationalité sont leurs voisins. Un voile de mystère couvre les raisons du conflit et une fumée d'ignorance et de méconnaissance masque « l'autre ». À l'exception d'un seul groupe de discussion à Athènes, où le consensus national établi sur la question du conflit n'a pas trouvé d'écho, l'ensemble de l'échantillon a approuvé et reproduit par son attitude l'argumentation officielle, telle que nous l'avons présentée lors de l'analyse du manuel d'histoire et de la presse, documents qui pourtant n'ont évoqué aux interviewés qu'un souvenir vague. Les entretiens individuels et collectifs nous ont permis de mettre en évidence trois explications majeures du conflit : un destin fatal réservé à la Grèce, lié principalement à une certaine vision politique des problèmes nationaux ; une conspiration permanente contre la Grèce de la part des pays puissants ; un vide identitaire qui amène la République de Macédoine à « emprunter » un nom glorieux de leur pays.

D'après Jodelet (2005), le travail d'élaboration de la différence est orienté vers l'intérieur du groupe en termes de protection ; vers l'extérieur en termes de classification dévalorisante et

stéréotypée du différent. Et dans cette construction, se jouent des intérêts servant la communauté à l'intérieur de laquelle se définit l'altérité. Les résultats issus de l'analyse des adjectifs vis-à-vis des populations limitrophes de la Grèce ont justement montré les dimensions à partir desquelles les comparaisons, identifications, et différenciations d'avec « l'autre » se produisent pour le groupe national. La culture, l'histoire, la civilisation sont les moteurs premiers de ces processus dont l'essence – au sens strict et figuré du terme – n'est autre que leur inscription dans un espace identitaire, social et matériel, présent et passé. Des dimensions de comparaison qui sont au même titre des stratégies identitaires pour le groupe qui en fait usage.

Tant à Athènes qu'à Thessalonique, les sujets constatent et avouent majoritairement l'oubli collectif et l'inaction diplomatique qui couvrent cette affaire ces dernières années. Eux-mêmes ont d'ailleurs témoigné à la fin des entretiens de leur grande surprise au moment où nous avons annoncé le sujet de discussion. Ce différend ne fait plus partie de leurs préoccupations quotidiennes, ni de leurs discussions, ils y pensent vaguement (notamment à l'occasion de manifestations sportives, ou lors de l'actualité internationale). Les éléments qui permettent une comparaison entre les deux populations qui font partie de notre échantillon, sujets natifs ou pas de la Macédoine grecque, sont parfois dispersés dans notre travail. Essayons de les regrouper afin de voir les conclusions que nous pouvons en tirer.

Les natifs de la Macédoine grecque ont, comparativement aux Athéniens, plus participé aux manifestations pour la défense de la cause grecque. Leur discours était beaucoup plus consensuel concernant les différentes facettes du problème. De la sorte, même si, parfois, quelques voix essayaient de défendre des positions qui allaient à l'encontre de la norme établie au sujet du

nom, ou même de l'histoire de la région, les réactions instantanées des autres interviewés critiquaient cette différence et mettaient à l'épreuve ces prises de position. Cependant, à l'exception de l'expression d'un sentiment de fierté vis-à-vis de leur identité locale, aucun argument supplémentaire (sur le plan historique, géographique, démographique) n'est venu renforcer ou enrichir leur parole, aussi bien concernant leur position sur le sujet du nom que sur les autres thématiques abordées. Au contraire, quantitativement parlant, leur discours était plus court, comme si la vérité de leurs arguments, de par son évidence, n'avait pas besoin d'artefacts rhétoriques pour convaincre. Par ailleurs, ils ont avoué le même degré d'ignorance que les Athéniens quant aux raisons d'être du conflit et ils ont même été beaucoup plus surpris que leurs compatriotes quant à l'attitude nouvelle des députés grecs élus dans leur département. Inversement, les Macédoniens-Grecs ont donné environ deux fois plus d'adjectifs que les Athéniens lors de l'épreuve de l'image des autres.

L'analyse de ces adjectifs a mis en évidence un clivage plus clair. Mis à part la structuration similaire pour les deux populations, de nature dichotomique, entre d'une part le positif (Grèce, Italie) et le négatif (Turquie, Albanie), une différence s'est produite dans l'évaluation de la Bulgarie et de FYROM. Là où les Athéniens qualifiaient les populations de ces deux derniers pays dans une position charnière qui s'orientait relativement plus vers le pôle positif que négatif, les natifs de la Macédoine grecque ont eu tendance à accentuer la polarisation vers le négatif. Par ailleurs, leurs évaluations relatives à l'hostilité de FYROM dans les questions fermées lors de la même épreuve étaient sensiblement plus importantes que celles des Athéniens. L'interprétation que nous avons donnée repose sur la nécessité sentie de la part des Macédoniens-Grecs de justifier, en polarisant plus que leurs compatriotes, des caractéristiques qui leur sont attribuées par ces

derniers ; de légitimer leur singularité et leur unicité par la nette affirmation de leur différence, afin d'éviter l'amalgame. En d'autres termes, de projeter des caractéristiques plus négatives à leurs voisins de peur qu'ils soient assimilés à eux.

L'un des résultats prégnants de notre étude fut la nette préférence des Macédoniens-Grecs, soit pour une appellation future de la république voisine qui ne comprendra pas le mot « Macédoine », soit pour la préservation de son appellation actuelle dans le parler grec. D'un autre côté, les résultats issus des entretiens individuels indiquaient une affirmation relativement plus importante à Thessalonique qu'à Athènes quant à l'oubli individuel *et* collectif de l'affaire. Signe d'une déception face à ce que les interviewés eux-mêmes ont appelé une véritable « trahison » de la part de leurs représentants politiques, tout autant que réaction spontanée visant à justifier leur propre désintérêt, inaction, et méconnaissance de l'histoire et de l'actualité d'un problème qui les a tant passionnés.

La comparaison entre Athéniens et Thessaloniciens nous a permis de montrer les similarités, souvent insoupçonnées, des représentations et des souvenirs autour d'un conflit symbolique qui a mis en jeu des fragments essentiels de leur identité nationale et locale. Leur manière d'appréhender leur sentiment identitaire diffère dans ses manifestations et ses tonalités, mais converge dans ses explications. Une affaire qui, de par son nom, les a interpellés diversement, mais qui, de par son traitement et son rôle dans la re-construction et la défense de leur identité nationale, les a rassemblés identiquement.

Une historicité vécue

Les représentations, notamment identitaires, et le degré de vérité dont elles sont chargées dans les sociétés au sein desquelles elles se propagent, leurs liens inextricables avec l'institutionnel et le politique, l'histoire et le passé culturel du groupe, assurent l'unité symbolique du système. Leur rôle tient, particulièrement à des moments de crise, à renforcer par le biais d'un discours d'une apparence consensuelle l'efficacité symbolique de l'ensemble. Les représentations deviennent, dans ce cas, « expression ou reflet du groupe auquel les sujets appartiennent » (Jodelet, 1984). Un reflet qui, dans le cas de la société grecque, trouve ses sources originaires dans l'histoire ancienne, sa mythologie – au double sens du terme. C'est précisément dans son terrain que le groupe est allé chercher les preuves de ses « droits » identitaires pendant l'affaire macédonienne. Un terrain certes propice, car reconnu comme étant une valeur sûre qui fait autorité dans le présent, mais qui témoigne aussi d'un rapport particulier à l'identité. Cette identité hellénique semble profondément marquée par les cadres culturels de sa genèse, et par un rapport spécifique à l'histoire mythique du groupe. Ce vécu culturel, rencontré dans les extraits traitant de l'identité nationale et du rôle du récit d'Alexandre dans l'affaire, s'apparente à une *historicité vécue*. Un mot, l'historicité, qui dès son premier usage philosophique sous la plume de Hegel se réfère principalement à l'histoire et aux mythologies de la Grèce antique (« au seul nom de laquelle l'homme cultivé de l'Europe se sent chez lui ») et à Mnémosyne, (« cette semence de la liberté pensante ») (cités in Ricœur 2000, p. 482). Le croisement entre le sentiment de l'enracinement dans un temps historique (l'historicité) et le choix des souvenirs qui vont le rendre intemporel ne peut que nous rappeler le rôle et la fonction du mythe dans l'antiquité grecque. Un rôle et une fonction indissociables des noms qui les condensent, les

résumant et les activent comme de véritables « micro-récits qui ressaisissent les mythes en offrant au groupe qui en est témoin un puissant instrument d'identification qui excluait l'étranger » (Ginzburg 2001, p. 71).

Dans cet esprit, la forte cohérence entre la mémoire sociale comme courant de pensée et la culture comme champ représentationnel devient un véritable terrain d'investigations et d'hypothèses. Peut-on émettre celle d'une mémoire culturelle ? Namer répond que décidément oui. Selon le sociologue français (1999), deux dimensions principales de la mémoire collective, déjà présentes dans la pensée halbwachienne, justifient l'hypothèse de l'existence d'une mémoire culturelle. La première concerne le caractère *normatif* de la mémoire dans la mesure où elle sert de leçon, de modèle de valeur et surtout d'identité plus au moins illusoire – et non pas irrationnelle – pour le groupe. La seconde, décrit la *transhistoricité* de la mémoire qui dépasse les simples limites formelles du groupe, d'un seul groupe ou d'une seule génération ; une mémoire collective transcendante qui ouvre les horizons de sa temporalité au-delà du temps fixé par les canons formels de l'histoire. Là où la mémoire collective servait de modèle aux mémoires individuelles, « ...ici, la perspective est renversée. La mutation va de la mémoire d'un groupe à un groupe de mémoire » (*ibid.*, p. 227). La mémoire culturelle porte en elle plusieurs mémoires collectives « une société de mémoires savantes ». Elle est en rapport avec un espace et une historicité perçue et conçue à la fois comme durée historique et comme fait culturel.

On peut suggérer que la mythologie grecque joue le rôle d'une sorte de propédeutique de la mémoire culturelle dans la société hellénique contemporaine. Une société dont l'identité s'est sentie menacée par le partage d'un nom qui véhicule un récit, une narration héroïque, faisant appel à un champ mnémonique

glorieux dont la figure d'Alexandre a servi de métaphore. Un champ discontinu, car trop éloigné du présent, suffisamment éloigné pour donner lieu à des paraphrases, des approximations, des visions unitaires de l'ensemble, bref des récits identitaires formant « la biographie de la nation » (Anderson, 1983). Ces récits tiennent lieu de savoir identitaire dont le récit initial constitue l'archive. Leur force symbolique, devenue instrument mnémotechnique par l'enseignement institutionnel de l'histoire (Assmann, 1994), contient un degré de vérité inversement proportionnel à la distance temporelle qui les sépare du présent ; un passé généalogique.

La référence principale de cette mémoire historique, glorieuse et originelle, reste la nation, malgré les conditions historiques aléatoires de sa véritable constitution, mais le lien identitaire fait l'économie des dates, des périodes et des détails devenant pour chaque sujet national « une société formée avec lui-même » (Halbwachs 1925, p. 139). De cette société nous ignorons ce qui relève du strict chronologique ce qui n'empêche nullement, bien au contraire, de l'investir de sens. Des significations identitaires s'y attachent silencieusement, l'espace mental et matériel des représentations de soi et d'autrui se construisent collectivement, des souvenirs demeurent et se font jour principalement aux moments de crises, de ruptures, de changements. La mémoire fonde l'identité à condition, selon Augé, d'être oubliée tout de suite : « Les récits de fondation, les héros fondateurs, les héros civilisateurs, dans leur dimension mythique, sont immédiatement opératoires. On peut appeler cela mémoire, on peut l'appeler aussi bien oubli, oubli de tout ce qui, historiquement s'est passé entre » (1989, p. 53). La production littéraire de la mémoire a utilisé l'histoire pour rendre véridiques les mythes d'origine. Pendant l'époque des Lumières, l'usage du passé était d'ordre paradigmatique tandis qu'au siècle des idéologies nationales il était d'ordre légitimateur, preuve

d'origine et de continuité. L'usage du passé que nous avons observé dans notre propre travail ressemblait à celui du siècle des idéologies nationales. Le passé antique hellénique, sous forme d'argument, légitimait l'archéologie de l'installation comme droit de présence prioritaire sur un territoire, comme droit prioritaire aux représentations que cet espace identitaire portait en lui. Dans un processus d'identification avec l'essence nationale, ce modèle s'offre comme métaphore du destin du groupe national.

Un discours national produit dans des conditions sociohistoriques « menaçantes » a transformé un récit historique en mythe social et identitaire contemporain. En trouvant appui dans le champ mnémonique et culturel du groupe, ce mythe a servi de miroir devant lequel tous ces membres se reflétaient, et surtout, se reconnaissaient. Un miroir saillant pour un peuple qui porte en lui, en sa langue et son espace, les traces des cadres qui ont fait naître la mythologie. « Ce que les mythes inscrivent dans l'esprit, écrit si bien Smith, ne peut donc guère être autre chose que des *façons de penser*. À cet égard, ils entretiennent un rapport privilégié à la mémoire : sans ces noms, sans ces mythes, une société serait comme l'amnésique total qui ne pourrait même pas se souvenir de son identité et qui devrait, avant de pouvoir agir ou communiquer quelque chose de sensé, s'interroger sans cesse sur l'état des choses ou renoncer de se sentir exister » (1974, p. 257). Propos qui pose implicitement une question inattendue : comment dissocier les mythes d'origine d'une mémoire culturelle quand dans son passé lointain, les places de l'histoire et en même temps de la mémoire étaient occupées par la mythologie ? À la limite, interdire à toute une société de supprimer son passé originaire serait la priver du droit à la nostalgie, serait la condamner à une peine « d'amnésie sociale ». Peut-être, s'agit-il de l'idole de toute une société qui a du mal à

échapper à ses propres fantasmes, si saillants, pourtant, lorsqu'un regard extérieur se porte sur elle.

Le savoir national est un savoir obscur, mais son ombre est pesante, chargée. Depuis la nuit des temps, chaque société produit sans cesse des définitions plus au moins opératoires de son identité ; ce qui rend saillante leur étude, c'est la mise en évidence de l'histoire de leurs relations, et, d'un point de vue anthropologique, le fait que du sens s'y attache toujours dans la traduction de la réalité culturelle des sujets (Augé, 1989). L'étude psychosociale de l'affaire macédonienne nous a justement permis de mettre en lumière le degré hautement symbolique accordé au passé mythique du groupe dans le cadre d'un conflit autour d'un nom investi de significations identitaires et imaginaires dans sa mémoire culturelle. Si, à travers le mythe, selon Mauss (1908), c'est une société entière qui s'exprime et se pense, pour la société hellénique, cette production mentale culturelle lui sert également de moyen pour se souvenir de son être passé. Le phénomène de la représentation sociale, « [...] a un caractère moderne pour autant que, dans notre société, il remplace les mythes, les légendes, les formes mentales courantes dans les sociétés contemporaines » (Moscovici 1989, p. 83).

Dans les ouvrages récents consacrés à ce domaine (*cf.* Doise, 2001 ; Deaux et Philogène, 2001 ; Flament et Rouquette, 2003 ; Jovchelovitch, 2006 ; Haas, 2006 ; Wagner et Hayes, 2005), la représentation sociale apparaît sous une multitude de formes et de fonctions. De manière générale nous pouvons la rencontrer en tant que forme de connaissance sociale, construction opératoire du réel, expression culturelle, reflet d'une réalité, mais aussi comme déjà-là pensé et vécu individuel ou collectif, mémoire de ou dans le(s) groupe(s) (Jodelet, 2002*b*), marquée par sa trajectoire dans le temps, la nostalgie de son existence collective. Un passé qui véhicule non seulement des faits, mais surtout des manières

d'être et de penser (Bloch, 1925). Leur étude sous cet angle ne peut que nous ramener là où le groupe garde ses souvenirs, à la mémoire sociale. Dans cet effort, la mémoire sociale va jouer un rôle important, car c'est là où le groupe va chercher, choisir et sélectionner les « preuves » qui vont démontrer sa cohérence et sa différenciation face aux autres.

En parlant de la mémoire historique chez Halbwachs, Ricœur a noté qu'elle consiste, entre autres, en une « [...] familiarisation progressive avec le non familier, avec l'inquiétante étrangeté du passé historique » (2000, p. 513). Cette familiarisation, comme un ancrage progressif, tend à élargir le cercle du passé vécu à celui de la filiation générationnelle. Conception qui est tout sauf étrangère à celle de Moscovici lorsqu'il affirme que « la mémoire est l'organe par le biais duquel le non-familier devient familier » (1993, p. 74). Le lien entre représentations et mémoire sociales étant établi par une affiliation conceptuelle au processus d'ancrage, nous sommes en droit de nous demander si au sein de la mémoire sociale une autre fonction compatible à celle décrite auparavant opère inversement garantissant que *le non-familier reste non-familier*. Dans nos résultats relatifs au nom de la République de Macédoine dans le parler grec, nous avons constaté la difficulté à nommer, penser, percevoir, classifier, bref, se représenter l'autre à partir d'un nom-étiquette que le groupe a décidé de lui attribuer, celui de « Skopje-Skopjiens ». Ces qualificatifs conçus et utilisés uniquement par et pour le groupe national obéissent à une stratégie identitaire de mise en altérité (Jodelet, 2005), afin de rendre « l'autre » différent, étranger, pour ne pas dire, étrange. Cette étrangeté, marquée par la polémique qui l'a engendrée, produit à son tour une impossibilité de se représenter l'autre, de l'imaginer autrement que sous le prisme de l'antagonisme identitaire. Elle crée une *hystérésis* et un *déficit de représentation* visibles dans nos résultats par l'impossibilité de donner une nationalité à cette population peu connue, mal

connue, inconnue, par l'embarras procuré dans l'effort de la classer dans une catégorie nationale et culturelle susceptible de lui donner un sens, de la situer parmi d'autres, et forcément, vis-à-vis de soi-même. Le seul cadre sociocognitif de familiarisation qui a été activé lors de ce processus n'a été autre que celui de son être passé, à savoir « Yougoslaves », une catégorie générale qui garantit la différence en neutralisant toute crainte de danger. Nos sujets ont parfaitement rempli la condition que Tajfel a si bien résumée dans la phrase, déjà citée, « nous sommes ce que nous sommes parce qu'ils ne sont pas ce que nous sommes » (1979, p. 183). L'analyse de leur discours nous incite à compléter, ou paraphraser, cette maxime identitaire en ajoutant : *nous sommes ce que nous sommes parce que nous ne savons pas qui ils sont.*

Un jeu de mémoires

L'analyse psychosociale du vécu collectif d'une population de jeunes Grecs, lors de ce conflit symbolique autour du nom, nous a incité à poursuivre une réflexion qui mérite certainement un approfondissement supplémentaire dans l'avenir, à savoir la mise en évidence d'une certaine anatomie de la mémoire sociale. Nous entendons par là la mise en perspective d'un *jeu de mémoires* que l'affaire a incité et que nous avons pu saisir comme formes d'ancrages successifs lors, notamment, des entretiens, mais également de l'analyse documentaire. Essayons de les énumérer succinctement.

Tout d'abord, *ancrage dans le passé culturellement originel du groupe*, l'histoire ancienne et ses récits, Alexandre le Grand en tête, leur dimension identitaire et spatiale. Ensuite, *ancrage dans la mémoire historique des défaites nationales*, dont le premier souvenir remonte à la prise de Constantinople par les Ottomans en 1453. Puis, *ancrage dans son passé récent*, comme une des affaires sociopolitiques majeures de l'histoire moderne grecque

depuis la chute des colonels en 1974. Enfin, *ancrage dans la mémoire générationnelle des jeunes Grecs* que nous avons interrogés comme une cause nationale suscitant une lutte collective pour la défense de laquelle ils ont fait preuve de participation active, qu'ils comparent à celle de leurs aînés contre la dictature.

Que cela soit dans l'histoire ancienne, la mémoire historique, le passé proche, ou la mémoire collective des jeunes Grecs, l'affaire macédonienne bénéficie d'un important potentiel d'ancrage par comparaison, par assimilation ou par projection dans la pensée collective. Caractéristiques qui mettent en évidence la nature transhistorique et normative de la mémoire collective (Namer, 1999), mais qui, au même moment, laissent apparaître sa face cachée, l'oubli (Haas, 2002). Un oubli auquel nous avons dû faire face pendant la réalisation de notre enquête sur le terrain, un processus médiatique, politique, individuel et collectif, auquel nos sujets nous renvoyaient perpétuellement. Les trois explications relatives à ses raisons d'être (*normative, instrumentale, psychologique*) que nous avons pu dégager, témoignent, entre autres, de l'intérêt d'étudier l'oubli conjointement à la mémoire, les représentations et la communication sociales qui façonnent le champ identitaire du groupe national. Mises à part la frustration, l'ignorance et l'inaction individuelles et collectives, les explications autour de l'oubli nous ont permis de mettre en lumière une théorie naïve de la mentalité grecque, enthousiaste et oublieuse, oublieuse car enthousiaste, qui témoigne à son tour, d'un rapport particulier au vécu de l'identité du groupe. Si nous mettons cette théorie en liaison étroite avec le discours recueilli autour de la fatalité du destin grec, nous sommes en face d'une véritable anthropologie naïve de l'identité hellénique.

Le langage devient puissant « quand il donne accès au présent, à un passé inconscient, quand il investit des idées d'aujourd'hui

avec la chair de significations héritées et les fixe dans un cadre incontestable » (Moscovici 1993, p. 74). Les mythes, savoir culturel par excellence dans le contexte hellénique, ont été mobilisés par le biais de la communication sociale sous forme d'un message identitaire au cœur duquel se trouvait le récit d'Alexandre le Grand. L'histoire d'Alexandre, telle qu'elle a été écrite, racontée, propagée, représentée, est devenue une narration mythique, un des *thémata* (Moscovici, 2001) des origines du groupe national. La force de son évocation et son association directe à l'objet du conflit, le nom, ont fait de lui un reflet du groupe dans son ensemble. « Ce qui a été fixé une fois dans le mot ou le nom », lisons-nous dans Cassirer, « apparaît, dès lors, non seulement comme quelque chose de réel, mais véritablement comme *le* réel » (1953*b*, p. 75). Une psychologie des représentations et de la mémoire sociales pourrait trouver une finalité possible dans le cheminement qui conduirait, par l'étude de la gestion du quotidien et de ses noms, aux systèmes symboliques, historiques et culturels qui génèrent, transmettent et anticipent l'interprétation du réel. En d'autres termes, à la mise en évidence de la *disponibilité du symbolique* (Augé, 1989) et de son rôle fondamental dans les processus psychosociaux relatifs à notre manière de se représenter et de se souvenir du soi collectif.

Remarques finales

Au cours de notre recherche, nous n'avons pas pris le parti de nous focaliser sur tel ou tel objet social en essayant de constituer sa topographie représentationnelle, c'est-à-dire la cristallisation des opinions, attitudes, croyances, idées, sens commun, à son sujet. D'où un péril supplémentaire pour notre travail. L'affaire macédonienne nous a intéressé dans sa particularité, comme une étude de cas, comme un événement, une situation sociale avec sa durée et son histoire propres qui, de par les conditions de sa production et actualisation, a mobilisé des acteurs et des groupes sociaux qui se sont confrontés de manière intense et polémique autour d'un enjeu symbolique. Pour l'étude de ce phénomène contemporain, nous avons mené une enquête empirique dans son contexte socioculturel de genèse, utilisant des sources d'information multiples. Cet enjeu, sous son apparence quasi anecdotique, a activé des représentations identitaires et des souvenirs collectifs dont l'analyse nous a paru essentielle pour la compréhension de l'ensemble.

Nous nous sommes penché sur l'impact de cette affaire en Grèce au niveau de la mémoire collective, l'histoire et les représentations qu'elle a générées, l'ancrage et l'objectivation des significations anciennes et nouvelles qu'elle a suscitées, son apparition et son déclin soudains, ses traces. Pour cela, nous avons jugé utile d'interroger une population de jeunes Grecs qui a vécu ce problème national, née en des lieux concernés différemment par le conflit, mais qui, dans son ensemble participe au même *topos* de l'identité nationale. Son discours a été collecté de manière aussi bien individuelle que collective, par le biais de techniques d'interrogation qualitatives. Son analyse a été guidée par des variables qui les caractérisaient, notamment leur lieu de naissance, et a été combinée à une recherche

documentaire et une analyse de presse. Le chevauchement de différentes méthodes nous a permis la mise en perspective de données complémentaires et comparatives. Son interprétation a fait appel à des modèles théoriques issus de différentes disciplines des sciences humaines dont nous avons essayé de combiner la pertinence et la fécondité.

Dans ce but, il nous a paru incontournable d'articuler les regards psychosocial, anthropologique et historique dans l'analyse *in vivo* d'un phénomène inscrit dans le cadre d'une région qui ne cesse de nous questionner par la fréquence, la cruauté et l'objet des conflits intercommunautaires et ethniques qui la façonnent. Le problème macédonien s'inscrit dans l'histoire contemporaine des conflits de la région balkanique et sert de micrographie aux tensions qui l'ont jalonnée et qui continuent à activer des oppositions et des polémiques. À ce titre, il constitue un cas privilégié, car il permet de mieux saisir des problématiques identitaires en œuvre dans d'autres contextes que ceux qui lui ont donné naissance, par la mise en évidence des processus mnémoniques et représentationnels qui les sous-tendent.

Notre souci permanent tout au long de notre recherche était de pouvoir capter, le plus fidèlement possible, *le reflet d'une histoire en train de se faire dans la conscience de ceux qui la vivent dans le présent*. Néanmoins, il ne faut pas être un spécialiste de la photographie pour connaître les limites matérielles qu'un appareil impose à la prise de vue. Mais nous savons tous que la condition même de la force et de l'impact d'une prise de vue réussie repose sur sa qualité de représentation et non pas sur l'étendue de son objet. Nous espérons que, plus qu'un reflet partiel d'une image fragmentée, ce livre a pu rendre intelligibles certaines facettes d'une réalité en mouvement.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGGELOPOULOS K. (2000). L'identité nationale grecque par le biais de la dialectique dans les livres de l'enseignement secondaire depuis 1950, in A. Kapsalis et al. (eds), *L'image de l'"autre"/voisin dans les manuels scolaires des pays balkaniques*. Athènes, Ed. Typothito, pp. 319-334 (en grec).
- ANCEL J. (1920). La croisade de Salonique, *Revue des Deux Mondes*, LV, 561-595.
- ANDERSON B. (1983/1996). *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine du nationalisme*. Paris, La Découverte.
- ANGVIK M., VON BORRIES B. (eds) (1997). *Youth and History: A Comparative European Survey on Historical Consciousness and Political Attitudes among Adolescents*. Hamburg, Körber-Stiftung.
- ARISTOTE (1949). *Organon V. Les Topiques*. Paris, Vrin.
- ARMENAKIS A. et al. (1996). Le nationalisme dans la presse grecque. L'affaire macédonienne entre décembre 1991-avril 1993, *The Greek Review of Social Research*, 89-90, 188-231 (en grec).
- ASSMANN A. (1994). *Construction de la mémoire nationale : une brève histoire de l'idée allemande de Bildung*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
- AUGE M. (1989). La force du présent, *Communications*, 49, 43-55.
- AULNEAU J. (1912). La question macédonienne, *Revue Politique et Parlementaire*, 214, 3-28.
- AVDELA E. (2000). The teaching of history in Greece, *Journal of Modern Greek Studies*, 18(2), 239-253.
- AXELOS K. (1991). *Métamorphoses*. Paris, Éditions de Minuit.
- BAR-TAL D. (1985). The Masada syndrome: A case of central belief, in N. Milgram (ed.), *Psychological stress and coping in time of war*. New York, Brunnel-Mazel, pp. 32-51.
- (1989). Delegitimization: The Extreme Case of Stereotyping and Prejudice, in D. Bar-Tal, C. Graumann, A.W. Kruglanski, W. Stroebe (eds), *Stereotyping and prejudice: changing conceptions*. New York, Springer-Verlag, pp. 169-182.
- BARTH F. (1969/1995). Les groupes ethniques et leurs frontières, in P. Poutignat, J. Streiff-Fenart (eds), *Théories de l'ethnicité*. Paris, PUF, pp. 202-249.
- BARTHES R. (1957). *Mythologies*. Paris, Seuil (repris in R. Barthes 1993. *Oeuvres complètes*, vol. 1. Paris, Seuil, pp. 561-722).
- (1971). Changer l'objet lui-même, *Esprit* (nouvelle série), vol. 4, « Le mythe aujourd'hui », 613-616 (repris in R. Barthes 1993. *Oeuvres complètes*, vol. 3. Paris, Seuil, pp. 1183-1189).
- BARTLETT F.C. (1932/1997). *Remembering. A Study in Experimental and Social Psychology*. Cambridge, Cambridge University Press.

- BASTIDE R. (1970). Mémoire collective et sociologie du bricolage, *L'Année Sociologique*, 21, 65-108.
- BENJAMIN W. (1974/2000). Sur le langage en général et sur le langage humain, in W. Benjamin, *Oeuvres I*. Paris, Gallimard, pp. 142-165.
- BILLIG M. (1995). *Banal Nationalism*. London, Sage.
- BLOCH M. (1925). Mémoire collective, tradition et coutume, à propos d'un livre récent, *Revue de Synthèse Historique*, 40, 73-83.
- BOURDIEU P. (1980). L'identité et la représentation, éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région, *Actes de la Recherche*, 35, 63-72.
- BRAILS福德 H.N. (1906). *Macedonia. Its races and their future*. London, Methven & Co.
- BRISSON L. (1994). *Platon, les mots et les mythes*. Paris, La Découverte.
- BRUNER J. (1991). ...car la culture donne forme à l'esprit. *De la révolution cognitive à la psychologie culturelle*. Paris, Eshel.
- CALAME C. (1996). *Mythe et histoire dans l'antiquité grecque*. Paris, Payot.
- CANETTI E. (1966). *Masse et puissance*. Paris, Gallimard.
- CASSIRER E. (1953a/1972). *La philosophie des formes symboliques (2). La pensée mythique*. Paris, Éditions de Minuit.
- (1953b/1973). *Langage et mythe. À propos des noms des dieux*. Paris, Éditions de Minuit.
- CASTORIADIS C. (1975/1999). *L'institution imaginaire de la société*. Paris, Seuil.
- CAZENEUVE J. (1961). *La mentalité archaïque*. Paris, Armand Colin.
- CHICLET C. (1998). Pourquoi la Grèce a peur de la Macédoine, in C. Chiclet, B. Lory (eds), *La République de Macédoine*. Paris, L'Harmattan, pp. 93-103.
- CHOMSKY N. (1980/1985). *Règles et représentations*. Paris, Flammarion.
- COLOCOTRONIS V. (1919). *La Macédoine et l'Hellénisme. Étude historique et ethnologique*. Paris, Berger-Levrault.
- DAYAN D., KATZ E. (1996). *La télévision cérémonielle. Anthropologie et histoire en direct*. Paris, PUF.
- DE SARDAN J.-P. O. (1995). La politique du terrain, *Enquête*, 1, 71-109.
- DEAUX K., PHILOGENE G. (eds) 2001. *Representations of the social*. Oxford, Blackwell.
- DEMERTZIS N., PAPATHANASSOPOULOS S., ARMENAKIS A. (1999). Media and Nationalism. The Macedonian Question, *Press/Politics*, 4(3), 26-50.
- Diégésis d'Alexandre le Macédonien. H Fyllada tou Megalexandrou*. (1977). Athènes, Nouvelle bibliothèque hellénique (en grec).
- DOISE W. (1976). *L'articulation psychosociologique et les relations entre groupes*. Bruxelles, De Boeck.
- (2001). *Droits de l'homme et force des idées*. Paris, PUF.
- DOISE W., DANN H.A. (1976). New theoretical perspectives in the experimental study of intergroup behaviour, *Italian Journal of Psychology*, 3, 285-203.

- DOISE W., LORENZI-CIOLDI F. (1991). L'identité comme représentation sociale, in V. Aebischer, J.-P. Deconchy, E.-M. Lipiansky (eds), *Idéologies et représentations sociales*. Cousset, Delval, pp. 273-286.
- DRAGOJCEVA C. (1978). *La Macédoine-facteur de bon voisinage et de coopération et non de discorde : souvenirs et réflexions*. Sofia, Sofia presse.
- DRAGONAS T. (1997). Quand l'identité nationale est menacée : stratégies psychologiques de coping, in A. Frangoudaki, T. Dragonas (eds), *Qu'est-ce notre patrie ? Ethnocentrisme dans l'éducation*. Athènes, Alexandria, pp. 72-105 (en grec).
- DRAGONAS T., BAR-ON D. (2000). National Identity among a Neighboring Quartet: The Case of Greeks, Turks, Israelis and Palestinians, *Journal of Modern Greek Studies*, 18(2), 305-353.
- ELEFANTIS A. (1993). L'affaire macédonienne : du nationalisme à la marginalisation, in Ouvrage collectif. *Le Janus du nationalisme et la politique balkanique grecque*. Athènes, Politis, pp. 31-62 (en grec).
- ENGELHARDT M. (1906). La question macédonienne. Sphères d'influence, Solution, *Extrait de revue l'Hellénisme*, 1-15.
- EUROBAROMETRE (1997). « Les jeunes européens ». DG XXII « Éducation, Formation et Jeunesse » par INRA (Europe), Rapport (47.2) 29, European Coordination Office.
- FARR R.M. (1988). Social representations as widespread beliefs, in C. Fraser, G. Gaskell (eds), *Attitudes, Opinions and Representations*. Oxford, Oxford University Press.
- FAUCHEUX C. (1975). Theory and Practice, in M. Deutsch, H.A. Hornstein (eds), *Applying Social Psychology*. New Jersey, Lawrence Erlbaum, pp. 175-191.
- FIMIANI M. (2000). *Lévy-Bruhl : la différence et l'archaïque*. Paris, L'Harmattan.
- FINLEY M.I. (1981). *Mythe, mémoire, histoire. Les usages du passé*. Paris, Flammarion.
- FIRTH R. (1973). *Symbols: public and private*. London, G. Allen & Unwin Ltd.
- FLAMENT C., ROUQUETTE M.-L. (2003). *Anatomie des idées ordinaires*. Paris, Armand Colin.
- FLICK U. (2001). Interpretive social psychology. Qualitative methods in the study of social representations, in F. Buschini, N. Kalampalikis (eds), *Penser la vie, le social, la nature. Mélanges en l'honneur de Serge Moscovici*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp. 201-235.
- FRANGOUDAKI A. (1997). « Descendants des Grecs de l'époque minoenne » : une analyse de manuels d'histoire, in A. Frangoudaki, T. Dragonas (eds), *op. cit.*, pp. 344-400.
- (2000). Reproduction of the patterns of interstate power relations in the conceptions of 15-year-old students in EU countries: The Persistence of Prejudice, *Journal of Modern Greek Studies*, 18(2), 355-374.

- FRANGOUDAKI A., DRAGONAS T. (eds) (1997). *Qu'est-ce notre patrie ? Ethnocentrisme dans l'éducation*. Athènes, Alexandrie (en grec).
- FREUD S. (1923/1967). *Psychopathologie de la vie quotidienne*. Paris, Payot.
- (1939/1986). *L'homme Moïse et la religion monothéiste. Trois essais*. Paris, Gallimard.
- GELLNER E. (1983/1989). *Nations et nationalisme*. Paris, Payot.
- GINZBURG C. (2001). *À distance. Neuf essais sur le point de vue en histoire*. Paris, Gallimard.
- GOSSIAUX J.-F. (2002). *Pouvoirs ethniques dans les Balkans*. Paris, PUF.
- GOUNARIS B., MICHAÏLIDIS I., AGGELLOPOULOS G. (eds) (1997). *Identités en Macédoine*. Athènes, Éditions Papazisi (en grec).
- GRAUMANN F.C., MOSCOVICI S. (eds) (1987). *Changing conceptions of conspiracy*. New York, Springer-Verlag.
- HAAS V. (2002). La face cachée d'une ville, in T. Ferenczi (éd.), *Devoir de mémoire, droit à l'oubli ?*, Paris, Editions Complexe, pp. 59-71.
- (éd.) (2006). *Les savoirs du quotidien. Transmissions, Appropriations, Représentations*. Rennes, PUR.
- HAAS V., JODELET D. (1999). Pensée et mémoire sociales, in J.-P. Pétard (éd.), *Psychologie Sociale*. Paris, Bréal, pp. 111-160.
- HALBWACHS M. (1925/1994). *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris, Albin Michel.
- (1941). *La Topographie Légendaire des Évangiles en Terre Sainte. Étude de mémoire collective*. Paris, PUF.
- (1950/1997). *La mémoire collective*. Paris, Albin Michel.
- HAUSER H. (1916). *Le principe des nationalités : ses origines historiques*. Paris, Alcan.
- HILTON D. et al. (1996). Social representations of history and attitudes to european unification in Britain, France and Germany, in G. Breakwell, E. Lyons (eds), *Changing European Identities*. Oxford, Pergamon Press, pp. 275-295.
- HOBBSBAWM E. (1990/1992). *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*. Paris, Gallimard.
- HÖPKEN W. (2000). L'histoire comme conflit – L'histoire comme proximité. Examinant l'histoire du conflit dans les manuels scolaires des Balkans, in A. Kapsalis et al. (eds), *op.cit.*, pp. 31-41.
- HOWARD J.W., ROTHBART M. (1980). Social categorization and memory for in-group and out-group behaviour, *Journal of Personality and Social Psychology*, 38(2), 301-310.
- IGGLESI X. (1997). La peur d'aliénation nationale et l'image nationale du soi dans le discours des enseignants, in A. Frangoudaki, T. Dragonas (eds), *op. cit.*, pp. 323-343.
- INSTITUT PEDAGOGIQUE, Ministère de l'Éducation Nationale (1992). *Macédoine : histoire et politique*. Athènes, Organisme d'Édition de Livres Didactiques (en grec).

- JAISSON M. (1999). Temps et espace chez Maurice Halbwachs (1925-1945), *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 1, 163-178.
- JODELET D. (1984). Réflexions sur le traitement de la notion de représentation sociale en psychologie sociale, *Communication – Information*, 6(2-3), 15-42.
- (1988). Pensée sociale et historicité, *Technologies, Idéologies, Pratiques*, VIII(1), 395-405.
- (1989a). *Folies et Représentations sociales*. Paris, PUF.
- (1989b). Représentations sociales : un domaine en expansion, in D. Jodelet (éd.), *Les représentations sociales*. Paris, PUF, pp. 31-61.
- (2002a). Perspectives d'étude sur le rapport croyances - représentations sociales, *Psychologie & Société*, 5(1), 157-178.
- (2002b). Les représentations sociales dans le champ de la culture, *Social Sciences Information*, 41(1), 111-133.
- (2005). Formes et figures de l'altérité, in M. Sanchez-Mazas, L. Licata (eds), *L'Autre. Regards psychosociaux*. Grenoble, PUG, pp. 23-47.
- JOVCHELOVITCH, S. (2006). *Knowledge in Context. Representations, Community and Culture*. London, Routledge.
- KALAMPALIKIS N. (2002a). Représentations et mythes contemporains, *Psychologie & Société*, 5, 61-86.
- (2002b). Des noms et des représentations, *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 53, 20-31.
- (2003). L'apport de la méthode Alceste dans l'étude des représentations sociales, in J.-C. Abric (éd.), *Méthodes d'étude des représentations sociales*. Paris, Erès, pp. 147-163.
- (2004). Les focus groups, lieux d'ancrages, *Bulletin de Psychologie*, 471, 57(3), 281-289.
- (2006). Affronter la complexité : représentations et croyances, in V. Haas (éd.), *Savoirs du quotidien. Transmissions, Appropriations, Représentations*. Rennes, PUR, pp. 229-237.
- KALAMPALIKIS N., MOSCOVICI S. (2005). Une approche pragmatique de l'analyse Alceste, *Les Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 66, 15-24.
- KARAKASIDOU A. (1997). *Fields of wheat, Hills of blood. Passages to nationhood in Greek Macedonia 1870-1990*. Chicago, Chicago University Press.
- KATZ E., ADONI H., PARNES P. (1977). Remembering the News: What the picture adds to recall, *Journalism Quarterly*, 54, 231-239.
- KITZINGER J., MARKOVA I., KALAMPALIKIS N. (2004). Qu'est-ce que les focus groups ?, *Bulletin de Psychologie*, 471, 57(3), 237-243.
- KOFOS E. (1964). *Nationalism and Communism in Macedonia*. Thessaloniki, Institute for Balkan Studies.
- (1986). The Macedonian Question: the politics of mutation, *Balkan Studies*, 27, 157-172.

- (1999). Greece's Macedonian Adventure: The Controversy over FYROM's Independence and Recognition, in V. Coufoudakis, H.J. Psomiades, A. Gerolymatos (eds), *Greece and the New Balkans: Challenges and Opportunities*. New York, N.Y. & Pella Publishing Company, pp. 361-394.
- KRIPKE P. (1972/1982). *La logique des noms propres*. Paris, Éditions de Minuit.
- LAMOUCHE L. (1899). *La Péninsule balkanique*. Paris.
- LAPIERRE N. (1989). Changer de nom, *Communications*, 49, 149-159.
- LAUTIER N. (1997). *A la rencontre de l'histoire*. Paris, Septentrion.
- LE GOFF J. (1974). Mentalities: A new field for historians, *Social Science Information*, 13(1), 81-97.
- (1977/1988). *Histoire et Mémoire*. Paris, Gallimard.
- LEVI-STRAUSS C. (1958). *Anthropologie structurale*. Paris, Plon.
- (1962). *La pensée sauvage*. Paris, Plon.
- LITHOXOOU D. (1992). L'affaire macédonienne et la constitution du mythe national grec, in *Ouvrage collectif, Nationalisme grec, Affaire macédonienne. Une discussion à la Faculté de Philosophie*. Athènes, Editions Mouvement de Gauche, pp. 37-48 (en grec).
- LORENZI-CIOLDI F. (1997). *Questions de méthodologie en sciences sociales*. Lausanne, Delachaux et Niestlé.
- LORY B. (1998). Approches de l'identité macédonienne, in C. Chiclet, B. Lory (eds), *op. cit.*, pp. 13-33.
- LYOTARD J.-F. (1987). Le seuil de l'histoire, in *Poikilia, Études offertes à J.-P. Vernant*. Paris, Éditions de l'Ehess.
- MANNERT K. (1812). *Géographie des Grecs et des Romains*. Landshut.
- MAUSS M. (1908/1969). L'art et le mythe selon Wundt, *Revue philosophique de la France et de l'étranger* LXVI, in *Oeuvres M. Mauss. Vol. 2. Représentations collectives et diversité des civilisations*. Paris, Éditions de Minuit, pp. 195-248.
- MCDUGALL W. (1921). *The group mind*. London, Cambridge University Press.
- MEYERHOFF H. (1955). *Time in Literature*. Berkeley, Berkeley University Press.
- MICHAILIDIS I. (1998). The war of statistics: traditional recipes for the preparation of the macedonian salad, *East European Quarterly*, 32(1), 9-21.
- MOSCOVICI S. (1961). *La psychanalyse, son image et son public*. Paris, PUF.
- (1987). The conspiracy mentality, in C.F. Graumann, S. Moscovici (eds), *op. cit.*, pp. 151-169.
- (1989). Des représentations collectives aux représentations sociales : éléments pour une histoire, in D. Jodelet (éd.), *Les représentations sociales*. Paris, PUF, pp. 62-86.

- (1991). La mentalité prélogique des civilisés, in U. Flick (éd.), *La perception quotidienne de la santé et de la maladie. Théories subjectives et représentations sociales*. Paris, L'Harmattan, pp. 293-320.
- (1993). The return of the unconscious, *Social Research*, 60, 39-93.
- (2000a). *Social representations. Explorations in social psychology* (edited by G. Duveen), Cambridge, Polity Press.
- (2000b). What is in a name ?, in M. Chaïb, B. Orfali (eds), *Social representations and communicative processes*. Jönköping, Jönköping University Press, pp. 12-28.
- (2001). Why a theory of social representations ?, in K. Deaux, G. Philogène (eds), *op. cit.*, pp. 8-35.
- (2002). Pensée stigmatisée et pensée symbolique. Deux formes élémentaires de la pensée sociale, in C. Garnier (éd.), *Les formes de la pensée sociale*. Paris, PUF, pp. 21-53.
- MOSCOVICI S., PAICHELER G. (1978). Social comparison and social recognition, two complementary aspects of identification, in H. Tajfel (ed.), *Differentiation between social groups: studies in the social psychology of intergroup relations*. London, Academic Press, pp. 251-266.
- MOSSE C. (2001). *Alexandre. La destinée d'un mythe*. Paris, Payot.
- NAMER G. (1999). La mémoire culturelle chez Maurice Halbwachs, *L'Année Sociologique*, 1, 223-235.
- NEISSER U. (1982). *Memories observed*. San Francisco, Freeman.
- NICOLAÏDES C. (1899). *La Macédoine. La question macédonienne dans l'antiquité, au moyen âge et dans la politique actuelle*. Berlin, Johannes Ræde.
- NORA P. (1986). La nation-mémoire, in P. Nora (éd.). *Les lieux de mémoire. Tome II. Vol. III*. Paris, Gallimard, pp. 647-658.
- OAKES P.J., HASLAM S.A., TURNER J.C. (1994). *Stereotyping and social reality*. Oxford, Blackwell.
- PANAGIOTOPOULOU R. (1996). Construction des stéréotypes ethnocentriques dans la presse grecque à partir de l'affaire macédonienne, *The Greek Review of Social Research*, 89-90, 232-274 (en grec).
- PAPADIMITROPOULOS D. (1993). Les Balkans et Nous, in Ouvrage collectif, *Le Janus du nationalisme et la politique balkanique grecque*. Athènes, Politis, pp. 77-94 (en grec).
- PAPASTATHIS C. (1968). L'autocéphalie de l'Église de la Macédoine Yougoslave, *Balkan Studies*, VII, 151-154.
- PASSERON J.-C. (1995). L'espace mental de l'enquête (I), *Enquête*, 1, 13-42.
- PENNEBAKER J., BANASIK B. (1997). On the Creation and Maintenance of Collective Memories: History as Social Psychology, in J. Pennebaker, D. Paez, B. Rimé (eds), *Collective Memory of Political Events. Social Psychological Perspectives*. New Jersey, Lawrence Erlbaum Associates, pp. 3-19.

- PETROFF I. (1903/1992). *Macédoine. Tome I, époque antique et byzantine*. Leipzig/ Athènes, Ed. Pontiki (en grec).
- PHILOGENE G. (1999). *From Black to African American. A new social representation*. Westport & London, Praeger.
- PILLSBURY W.B. (1919). *The psychology of nationality and internationalism*. New York, Appleton.
- POPPE E., LINSSEN H. (1999). In-group favoritism and the reflection of realistic dimensions of difference between national states in Central and Eastern European nationality stereotypes, *British Journal of Social Psychology*, 38, 85-102.
- PREVELAKIS G. (1994). *Les Balkans. Cultures et Géopolitiques*. Paris, Nathan.
- PSEUDO-CALLISTHENE (1992). *Le Roman d'Alexandre*. Paris, Belles Lettres.
- PUTNAM H. (1988/1990). *Représentation et réalité*. Paris, Gallimard.
- REINACH A. (1914). *L'hellénisation du monde antique*. Paris, Alcan.
- REINERT, M. (1999). Quelques interrogations à propos de l'"objet" d'une analyse de discours de type statistique et de la réponse "Alceste", *Langage et société*, 90, 57-70.
- RENAN É. (1882/1996). *Qu'est-ce qu'une nation ? et autres écrits politiques*. Paris, Imprimerie Nationale.
- RICŒUR P. (1983). *Temps et Récit, vol. 1*. Paris, Seuil.
- (2000). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, Seuil.
- ROUDOMETOF V. (1996). Nationalism and Identity Politics in the Balkans: Greece and the Macedonian Question, *Journal of Modern Greek Studies*, 14(2), 253-301.
- SAID E. (1979). *Orientalism*. New York, Vintage.
- SEARLE J. (1958). Proper names, *Mind*, 67, 166-173.
- (1979/1982). *Sens et expression. Études de théorie des actes de langage*. Paris, Éditions de Minuit.
- SERIOU P. (1997). Faut-il que les langues aient un nom ? Le cas du macédonien, in A. Tabouret-Keller (éd.), *Le nom des langues. L'enjeu de la nomination des langues, vol. 1*. Louvain, Peeters, pp. 167-190.
- SIMMEL G. (1908/1995). *Le conflit*. Paris, Circé.
- SMITH P. (1974). La nature des mythes, in E. Morin, M. Piatelli-Palmarini (eds), *Pour une anthropologie fondamentale*. Paris, Seuil, pp. 248-264.
- SWANN W.B. (1987). Identity negotiation: where the roots meet, *Journal of Personality and Social Psychology*, 53, 1038-1051.
- TABOADA-LEONETTI I. (1990). Stratégies identitaires et minorités, in C. Camilleri et al., *Stratégies identitaires*. Paris, PUF, pp. 43-83.
- TAJFEL H. (1969). The formation of national attitudes: A social-psychological perspective, in M. Sherif, C. Sherif (eds), *Interdisciplinary Relationships in the Social Sciences*. Chicago, Aldine Publishing Company, pp. 137-176.
- (1979). Individuals and groups in social psychology, *British Journal of Social Psychology*, 18, 183-190.

- (1981). *Human groups and social categories: studies in social psychology*. Cambridge, Cambridge University Press.
- TODOROV T. (1981). *Mikhaïl Bakhtine, le principe dialogique, suivi de Écrits du Cercle de Bakhtine*. Paris, Seuil.
- TODOROVA M. (1994). The Balkans: from discovery to invention, *Slavic Review*, 53(2), 453-482.
- TSOUKALAS K. (1999). *Le pouvoir comme peuple et comme nation*. Athènes, Thémelio (en grec).
- VELOUDIS G. (1977). Introduction, *Diégésis d'Alexandre le Macédonien*. Athènes, Nouvelle bibliothèque hellénique, pp. 8-110 (en grec).
- VERNANT J.-P. (1959/1990). Aspects mythiques de la mémoire, in J.-P. Vernant, P. Vidal-Naquet, *La Grèce ancienne, vol. II*. Paris, Seuil, pp. 15-46.
- (1996). *Entre mythe et politique*. Paris, Seuil.
- VEYNE P. (1979). *Comment on écrit l'histoire*. Paris, Seuil.
- (1983). *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ?* Paris, Seuil.
- VIDAL-NAQUET P. (1984). Flavius Arrien entre deux mondes, in Arrien F., *Histoire d'Alexandre. L'anabase d'Alexandre le Grand*. Paris, Editions de Minuit, pp. 310-394.
- VOULGARIS Y. (2000). The Political Attitudes of Greek Students: Internal Tensions of an Ethnocentric Democratic Culture, *Journal of Modern Greek Studies*, 18(2), 269-285.
- VOURI S. (1996). Greece and the Greeks in Recent Bulgarian History Textbooks, in H. Wolfgang (ed.), *Oil on Fire? Textbooks, Ethnic Stereotypes and Violence in South-Eastern Europe*, Hannover, Ed. Hopken, pp. 66-77.
- (2000). L'antiquité comme source de preuves nationales dans les manuels d'histoire balkaniques, in A. Kapsalis et al. (eds), *op.cit.*, pp. 101-115.
- VUILLEMIN J. (1980). Qu'est-ce qu'un nom propre ?, *Fundamenta Scientiae*, 1, 261-273.
- WAGNER W., HAYES N. (2005). *Everyday discourse and common sense*. Hampshire, Palgrave Macmillan.
- WEBER M. (1921/1971). *Économie et société*. Paris, Plon.
- WITTGENSTEIN L. (1982). *Remarques sur le rameau d'or de Frazer*. Paris, L'Age de l'Homme.
- XOCHELIS P. et al. (2000). L'image de « l'autre » dans les manuels d'histoire des pays balkaniques, in A. Kapsalis et al. (eds), *op.cit.*, pp. 67-99.

dictionnaires

- BABINIOTIS G. (1998). *Dictionnaire de la langue grecque moderne*. Athènes, Centre de Lexicologie (en grec).
- Dictionnaire universel de la langue française*. Bescherelle M. T. II, 1856. Paris, Editions Frères Garnier.
- Dictionnaire historique de la langue française* (1992), vol. II, Le Robert.
- Le Grand Robert de la langue française* (1985), vol. VI.
- The Shorter Oxford English Dictionary on historical principles* (1968). Vol. I, Oxford, Clarendon Press, p. 1182.
- Webster's Third New International Dictionary of the English language* (1971). Vol. II, London, Encyclopædia Britannica, p. 1353.

presse internationale

- LE MONDE DIPLOMATIQUE* (1998). Une identité à rude épreuve, septembre, p. 31 (Bogdan E.).
- (1992). Blocus serbe, entêtement grec. La Macédoine menacée d'étouffement, septembre, p. 6 (Chiclet C.).
 - (1994). L'engrenage des surenchères nationalistes, mai, p. 8 (Chiclet C.).
 - (1997). Au carrefour des Balkans, (supplément *Thessalonique*), juillet, (Chiclet C.).
 - (1999). La Macédoine en danger d'éclatement, janvier, pp. 8-9 (Chiclet C.).
 - (1999). Un nom, un drapeau, janvier, p. 9 (Prévélakis G.).
 - (1999). Querelle byzantine, janvier, p. 9 (Prévélakis G.).
- LIBERATION* (1995). La cour européenne de justice pourrait refuser de condamner le blocus de la Macédoine, 9 avril.
- LE COURRIER DES BALKANS* (1999). La Bulgarie reconnaît la langue macédonienne, (*Alternativna informativna mreza*), 18 février.
- LE MONDE* (1994). Athènes et les Onze : la double méprise, 25 juin, p. 8.
- (1994). Grande kermesse hellénique à Thessalonique, 2 avril, p.4.
 - (1994). 300 intellectuels grecs condamnent le blocus contre la Macédoine, 9 mars.
 - (1995). L'annonce de la découverte du tombeau d'Alexandre serait une surenchère, 7 février.
 - (1995). Les états utilisent l'archéologie à leur profit, 25 mars.
 - (1998). Le dictionnaire grec qui met le feu à Salonique, 3 juin.
- NEW YORK TIMES* (1996). Publisher Drops Book On Greece, Stirring Protests, 17 february.
- THE INDEPENDENT* (1992). Talks on future of Macedonia reach deadlock, 4 january.
- THE FINANCIAL TIMES* (1993). Survey of Greece, 8 july.
- THE TIMES* (1988). Stones tell of Greek past, 14 december.

- ELEUTHEROTYPIA* (1993). La notion « Macédoine », 21 février.
- (1995). L'opposition attaque de front, 15 septembre.
 - (1995). La Commission annule son appel pour l'embargo, 18 octobre.
 - (1996). Real politic avec un peu moins d'Alexandre le Grand, 13 mars.
 - (1996). Changement de 59% sur le nom, 17 mars.
 - (1996). Gligorov : « Nous aurons un problème psychologique si on change de nom », 15 juin.
 - (1997). Gligorov : N'attendez pas à ce qu'on se compromette sur le nom, 12 mai.
 - (1997). 5 ans après les manifs..., 18 mai.
 - (1997). Le gouvernement insiste sur le compromis, 30 juin.
 - (1997). Gligorov : Nous avons rejeté le nom « Nova Macedonia », 28 août.
 - (1997). Gligorov : on a toujours été Macédoniens, 5 novembre.
 - (1998). Nom supporté, pas tout à fait accepté, 13 avril.
 - (1999). Le Kosovo donne le nom à Skopje, 11 avril.
 - (2001). Simitis-Georgievski sans avancer sur le nom, 20 février.
 - (2001). La fin partielle de la guerre civile, 7 avril.
- KATHIMERINI* (2001). Rencontre du Président et du Premier Ministre pour l'appellation de Skopje, 20 février.
- NEA ÉSTIA* (1992). N° spécial sur la Macédoine, Thessalonique, pp. 1-386
- TA NEA* (1992). Interrogations et confusion autour des « 169 », 16 juin.
- (1997). 7 sur 10 disent non à la reconnaissance, 29 novembre.
 - (1998). Gaffe humoristique..., 5 mars.
- TO VIMA* (1995). Nostradamus et Alexandre le Grand, 19 février.
- (1998). Les jeunes et la politique, 3 mars.
 - (1998). La bataille du dictionnaire, 7 juin.
 - (1998). Une fois de plus sur les « Bulgares », 13 septembre.
 - (1999). Simitis et Gligorov signent le 25 avril à Washington, 10 avril.
 - (1999). Les coulisses autour du nom, 18 avril.
 - (1999). Comment la presse a vu la guerre en Yougoslavie, 4 juillet.
 - (2001). La dernière ligne droite de l'appellation, 21 janvier.
 - (2001). Les discussions avec Skopje, 11 février.
 - (2001). Les coulisses du nom de FYROM, 18 février.
- TACHYDROMOS* (1994). Dossier spécial « Macédoine-Egée : l'histoire, l'art, la menace », 12 avril.

INDEX DES AUTEURS

A

Aggelopoulos · 87
Alexandre le Grand ·
8, 9, 14, 16, 18, 23, 25, 34, 37, 39, 40,
42, 45, 46, 82, 109, 113, 114, 121, 122,
140, 142, 143, 144, 145, 148, 149, 150,
154, 156, 158, 159, 160, 161, 172, 183,
192, 254, 256
Ancel · 28
Anderson · 69, 250
Angvik · 104, 180
Aristote · 116, 132, 149, 182
Armenakis · 172
Assmann · 141, 144, 250
Augé · 250, 252, 256
Aulneau · 29
Avdela · 81
Axelos · 189

B

Babiniotis · 115
Banasik · 232
Bar-Tal · 107, 227
Barth · 72
Barthes · 146, 147, 165, 167
Bartlett · 145, 184
Bastide · 145
Benjamin · 167
Billig · 69, 75, 77, 167
Bloch · 144, 253
Bourdieu · 16, 88
Brailsford · 27
Brisson · 152
Bruner · 70

C

Calame · 150
Canetti · 70
Cassirer · 153, 256
Castoriadis · 70
Cazeneuve · 166
Chiclet · 39

Chomsky · 117
Colocotronis · 24, 29

D

Dayan · 147, 231
De Sardan · 51, 60
Demertzis · 173
Doise · 73, 76, 77, 252
Dragojceva · 32
Dragonas · 81, 84, 103, 105

E

Elefantis · 31
Engelhardt · 28

F

Farr · 145
Faucheux · 56
Fimiani · 124
Finley · 150
Firth · 120
Flament · 252
Flick · 50
Frangoudaki · 81, 84, 148, 180, 215, 227
Freud · 136, 154

G

Gellner · 68
Ginzburg · 249
Gossiaux · 49
Gounaris · 31
Graumann · 225

H

Haas · 199, 232, 252, 255

Halbwachs ·
69, 144, 156, 161, 162, 182, 184, 198,
250, 253
Haslam · 98
Hauser · 66
Hilton · 78
Hobsbawm · 67
Höpken · 79
Howard · 73

I

Igglezi · 148

J

Jaisson · 199
Jodelet ·
74, 75, 163, 165, 166, 199, 244, 248,
252, 253
Jovchelovitch · 252

K

Kalampalikis · 57, 82, 124, 243
Karakasidou · 41
Katz · 147, 231
Kofos · 30, 32
Kripke · 117, 118

L

Lapierre · 67
Lautier · 148
Le Goff · 54, 152, 166
Lévi-Strauss · 119, 130, 145
Lithoxou · 34
Lory · 24, 25
Lyotard · 124

M

Mannert · 25
Mauss · 252
McDougall · 68
Meyerhoff · 166
Michailidis · 28
Moscovici ·
12, 71, 76, 82, 107, 108, 119, 120, 130,

137, 165, 166, 225, 239, 242, 243, 252,
253, 256

N

Namer · 249, 255
Neisser · 184
Nicolaïdes · 154
Nora · 69

O

Oakes · 98

P

Paicheler · 76
Panagiotopoulou · 173
Papadimitropoulos · 25
Papastathis · 31
Passeron · 60
Pennebaker · 232
Petroff · 59, 192
Philogène · 119, 252
Pillsbury · 66
Poppe · 98
Prévélakis · 31
Pseudo-Callisthène · 154
Putnam · 116

R

Reinach · 155
Reinert · 82
Renan · 67, 69
Ricœur · 70, 157, 160, 234, 248, 253
Roudometof · 27
Rouquette · 252

S

Said · 79, 102
Searle · 71, 116, 117
Seriot · 26, 30
Simmel · 80
Smith · 251
Swann · 78

T

Taboada-Leonetti · 75
Tajfel ·
68, 72, 73, 74, 76, 78, 103, 108, 133,
240, 254
Todorov · 157
Todorova · 79
Tsoukalas · 66

V

Veloudis · 155
Vernant · 151
Veyne · 152, 153, 155

Vidal-Naquet · 149
Voulgaris · 104
Vouri · 33, 80
Vuillemin · 118

W

Wagner · 252
Weber · 66, 68
Wittgenstein · 161

X

Xochelis · 81

LES GRECS ET LE MYTHE D'ALEXANDRE

La Grèce refuse, depuis environ quinze ans, de reconnaître sa république voisine sous l'appellation « Macédoine ». Elle prétend que ce nom lui appartient exclusivement du point de vue historique et culturel. L'histoire mythique de la région, Alexandre le Grand en tête, a servi d'argument, de preuve pour défendre ses « droits » identitaires. Ce conflit symbolique a donné lieu à des réactions politiques, médiatiques et populaires orageuses, nationales et internationales.

Devant l'ampleur de ce phénomène national, on a fait allusion à une sorte de peur collective de nature irrationnelle qui avait frappé les Hellènes, à la manière de la foudre. Pourquoi sont-ils descendus par millions dans les rues ? Pourquoi cet appel à l'histoire antique d'une région ? Comment accepter le partage d'un nom chargé d'histoire avec un autre groupe national que le sien ? De quel droit un pays peut-il décider du nom d'un autre ? Quelles sont les significations véhiculées par les noms ?

Une enquête psychosociale approfondie menée auprès de jeunes Grecs met en évidence les conséquences de ce différend dans la société grecque d'aujourd'hui. Cette étude permet de mieux comprendre ce conflit façonné par l'histoire et ses versions multiples, la mémoire collective et la symbolique de ses traces, les représentations sociales et leur pouvoir identitaire.

Nikos KALAMPALIKIS, docteur en psychologie sociale de l'École des hautes études en sciences sociales, est actuellement maître de conférences à l'Institut de Psychologie de l'Université Lyon 2 (EA GREPS). Ses travaux s'inscrivent dans le champ de la pensée et des représentations sociales, des méthodologies qualitatives et de l'histoire de la psychologie sociale.

En couverture : Eleni Kalabaliki, *Signe(s)* (détail).



9 782296 035584

ISBN : 978-2-296-03558-4

25 €

Collection « Logiques Sociales »
dirigée par Bruno Péquignot

Nikos KALAMPALIKIS

LES GRECS ET LE MYTHE D'ALEXANDRE

L'Harmattan
LOGIQUES SOCIALES

Nikos KALAMPALIKIS

LES GRECS ET LE MYTHE D'ALEXANDRE

Étude psychosociale d'un conflit
symbolique à propos de la Macédoine



Préface de Denise Jodelet

L'Harmattan

LOGIQUES SOCIALES